LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

1er MAI 1949

LE NUMÉRO — 192 PAGES — 130 francs

15, rue de l'Université - PARIS

LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT :

France métropolitaine et Union française, six mois... 1.500 fr.
Étranger, six mois (12 numéros)............. 2.300 fr. français.
Étranger, un an (24 numéros)............... 4.500 fr. français.

On s'abonne aux bureaux de **La Revue**, chez les libraires, ainsi que par correspondance adressée 15, rue de l'Université, Paris (7e).

Dans ce dernier cas, prière d'envoyer le montant de l'abonnement par mandat, par chèque postal Paris 5888-40, ou par chèque bancaire au nom de **La Revue.**

Pour tout changement d'adresse, prière d'envoyer la somme de 20 francs en timbres-poste, ainsi qu'une ancienne étiquette. Pour toute demande de renseignements, prière de joindre un timbre pour la réponse.

Conformément aux usages actuels, seuls les textes dactylographiés, avec interlignes, seront examinés. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

LES LIVRES

ACCOMPAGNEMENTS, **par Paul Claudel, de l'Académie française ; 1 vol. in-16. Gallimard.**

Ce livre est pour ainsi dire placé sous l'invocation de Louis Gillet : aux premières pages, M. Paul Claudel en dessine avec émotion la figure intellectuelle : « une curiosité, une avidité partout de la beauté, une recherche et une interprétation de tous les documents inscrits dans les archives de l'humanité qui apportent avec eux la composition et la joie, où la vérité, dans une convocation illuminée des divers moyens de l'art, se marie avec l'amour et qui constituent les titres réels de notre dignité. C'est à cette recherche servie par de vastes études et par le plus riche clavier de références et de comparaisons que mettait à sa disposition la connaissance de toutes sortes de langues, de techniques et de civilisations, que Louis Gillet avait voué sa vie. Avec quel enthousiasme généreux et quel oubli de soi-même ! » Louis Gillet était à sa manière un poète, par sa phrase volontiers lyrique, par les correspondances mystérieuses qu'il discernait entre le monde de la vie et celui de la création artistique, et par bien des côtés de sa nature. A sa suite, l'auteur évoque d'autres poètes, Verlaine, Francis Jammes et Homère, le père même de la poésie. De la poésie, M. Paul Claudel ne sépare pas l'inspiration religieuse : en Verlaine, il célèbre le poète de la nature, mais aussi le poète chrétien, et il s'attache à analyser « la Pensée religieuse de Romain Rolland » — l'article a paru à *La Revue*. Une des études fait revivre une personnalité qui, dans l'histoire politique et diplomatique de l'Europe et du monde, tint, pendant des années, une place de premier rang : Philippe Berthelot. Ces pages, dans la langue riche, nombreuse, aux harmonies variées et subtiles, qui appartient à M. Paul Claudel, sont un magnifique monument élevé à la mémoire de celui qui fut, pour lui, un ami, mais qu'il regardait aussi — il n'hésite pas à le dire — comme un chef.

MOSCOU 1812

Après soixante-quinze jours d'une campagne laborieuse qui avait mené l'armée de Napoléon du Niémen à la Moskova, et la sanglante journée du 7 septembre qui avait déterminé la retraite de l'armée russe, en partie décimée, l'Empereur voyait s'ouvrir devant lui, libre de tout obstacle, la route de Moscou.

***

Dès le 8, Murat galopait vers Mojaïsk, toujours suivi du corps Davout. Le 9, Napoléon, à son tour, entrait à Mojaïsk; il roulait en voiture, luttant mal contre sa grippe ; il entendit s'arrêter pour se soigner et laissa la Grande Armée le devancer. Le 13 septembre, elle atteignit Worobiéwo, dernière position avant Moscou. De temps à autre, on tombait sur quelques partis russes qu'on sabrait. Murat, toujours à la tête de l'avant-garde, pressait l'arrière-garde ennemie, — « la renversant sur l'armée », selon l'expression d'un chef russe. Finalement, pour éviter tout accroc, il se fit moins pressant.

Kutusof avait rapidement gagné Moscou et y avait réuni un conseil de guerre. Celui-ci s'était montré divisé, et quelques-uns des chefs assez découragés. Le vieux soldat, pour sa part, ne l'était nullement ; à son ordinaire, il acceptait philosophiquement sa défaite et en tirait la leçon ; il était maintenant clair qu'en bataille rangée, on serait toujours battu. Il renonçait donc à défendre Moscou avec une armée décimée ; mais il ne se retirerait à l'est que pour se retourner afin de gagner le sud de la ville, la région de Toula. « Tant que nous garderons une armée capable de résister à l'ennemi, avait-il dit, nous aurons l'espoir de bien terminer la guerre ; mais si l'armée est anéantie, Moscou et la Russie seront perdus. »

Quel orgueil il y avait déjà dans ces mots, d'une simplicité affectée, écrits à Marie-Louise quelques heures auparavant : « Je suis à six lieues de Moscou, » et, maintenant, il tenait sous son regard la ville des vieux Tsars moscovites ! Un jour, quand tout se prosternait devant lui, quand il tenait Rome, et que le César germain lui avait donné sa fille, un homme s'était dressé contre lui, un allié infidèle, un ami félon qui avait cru arrêter son destin, et quand, marchant contre lui, il le menaçait, on avait dit à Pétersbourg : « Wilna oui. Smolensk peut-être. Moscou jamais ! » Et il allait saisir Moscou ! Lui aussi, en croyait à peine ses yeux. Tandis qu'il tenait la splendide capitale au bout de sa grande lunette, il se récriait : « *Les Barbares ! ils abandonnent tout cela. Ce n'est pas possible, Caulaincourt !* » A ce coup porté au prestige russe, qui s'entêterait à résister ? C'en était fini des misères ; l'Empereur allait s'installer au Kremlin au milieu d'une armée qui, dans l'abondance, se restaurerait, se referait ; il y attendrait les ouvertures du Tsar ; car comment Alexandre ne verrait-il pas, dans l'événement, l'arrêt du Destin ? Il ne concevait plus aucune des inquiétudes éprouvées le lendemain de la meurtrière mêlée de Borodino : il avait appelé à lui de grands renforts ; ils seraient, sous peu, à Wilna, à Smolensk, à Moscou. Si Alexandre tardait à venir demander la paix à Moscou, il avait le temps de se préparer à aller la lui imposer à Pétersbourg, mais ce serait promenade militaire. Aux félicitations de Murat, d'Eugène, des maréchaux, il répondait avec une effusion joyeuse qui, chez eux, effaçait les anciens ou récents froissements. S'il eût mieux regardé avec sa longue lunette l'océan de toits, peut-être eût-il vu, çà et là, s'élever et se perdre dans le ciel pâle des petits flocons de fumée noire. Car, à cette heure déjà, les incendiaires commençaient leur besogne dans la ville, qu'abandonnaient, cependant, les trois quarts de ses habitants.

***

Ayant donné une heure à la joie, l'Empereur organisa l'entrée à Moscou. Murat précédait l'armée, talonnant l'arrière-garde ennemie, et presque mêlé aux Cosaques qui, pleins d'une curiosité admirative, entouraient parfois le cavalier légendaire, tandis que, en souriant, il leur distribuait des montres et autres

bibelots. Finalement il laissait s'écouler, sans la sabrer, toute cette arrière-garde de Miloradovitch qui, ayant traversé la ville, rejoignait, quelques heures après, les gros de Kutusof au delà de la ville. Le roi de Naples finit par franchir la porte, mais sans trouver les «députations» que Napoléon pensait voir venir, comme jadis au seuil des autres capitales, solliciter la bienveillance des vainqueurs — et ce fut une surprise. Dans la rue où Murat s'engagea, l'impression devint sinistre : la ville semblait déserte ; fenêtres fermées, maisons sans vie, pas un passant sur le pavé. Dans cette ville, quelques jours avant grouillante et bruyante, régnait un grand silence qui, écrira Montesquiou, « n'était troublé que par les pas de nos chevaux » ; à mesure que l'on avançait, on était plus impressionné par « cette étonnante consternation du même silence et du même désert ». Quelques Français habitant Moscou se présentèrent, mais leurs propos augmentaient le malaise des conquérants ; à les entendre, l'armée française allait tomber dans un gigantesque traquenard. Murat restait incrédule, mais ne se défendait pas d'une pénible appréhension, que partageaient ses soldats. « Ne voyant âme qui vive, écrira l'un d'eux, *j'étais glacé d'effroi.* »

L'Empereur s'était, lui, arrêté dans le faubourg de Dorogoumlov ; il y apprit qu'on trouvait une ville vidée de sa population. Il ne put y croire : « Moscou désert ! Quel événement invraisemblable ! dit-il à Daru. Pénétrez-y et amenez-moi les boyards ! » Mais, après deux heures, on n'avait pas trouvé les « boyards » espérés. Il fallait se résigner : en saisissant ce Moscou désiré, on n'embrassait qu'une belle morte.

A 2 heures, le maréchal Lefebvre entra avec une division de la Garde qui, entre les maisons muettes, se dirigea sur le Kremlin et l'occupa. Napoléon, ayant passé la nuit dans le faubourg, se décida à pénétrer lui-même dans la grande ville ; le 15, à 6 heures du matin, il franchissait la porte derrière laquelle l'attendait le destin que, désormais, il n'arriverait pas à conjurer. « C'est après l'entrée à Moscou que j'aurais dû mourir », dira-t-il, un jour, à Gourgaud.

Il cheminait, stupéfait, dans la ville déserte. « Un silence morne, écrira Caulaincourt, régnait dans cette ville sans habitants. Nous n'en rencontrâmes pas un seul dans notre long trajet. » A midi, l'Empereur s'installa dans le Kremlin, au-dessus duquel flottait, depuis une heure, le drapeau trico-

lore cimé de l'aigle doré. Mais d'avoir traversé ce désert peuplé de 10.000 maisons vides, il gardait une impression de cauchemar : « Il en avait, dit un témoin, *les traits altérés.* » C'était, en plein triomphe, comme l'annonce mystérieuse d'une catastrophe. Cependant, les hommes, qui, depuis deux jours, sous le couvert de la nuit, se glissaient dans tous les quartiers, porteurs de «mèches soufrées», les jetaient, enflammées, dans les magasins vides ; le curé de Saint-Louis-des-Français, l'abbé Surugue, a vu, dira-t-il, avant l'arrivée des Français, des feux s'allumer ; dans la nuit du 15 au 16, les incendiaires intensifièrent leur « travail ».

Le 16 au matin, le feu jaillit soudain, très violent, du *Magasin des eaux-de-vie.* Quand on s'apprêtait à maîtriser l'incendie, s'échappèrent du *Bazar,* — énormes *souks* où, depuis des siècles, les caravanes, venant de l'Orient, déversaient leurs marchandises, — de gros tourbillons de fumée, puis des flammes très hautes, et, sur vingt points de la ville, des foyers se révélèrent, s'étendant, se multipliant. On ne trouvait pas de pompes, et le fait suffisait à éclairer les occupants : la ville entière avait été, par son gouverneur, — « homme atroce », écrit un soldat indigné — condamnée à disparaître pour ensevelir sous ses ruines les « Français damnés ». Déjà voyait-on toutes les boutiques du riche quartier commerçant de Gastinny flamber « comme de la paille ».

La nuit tombant, le ciel entier s'illumina d'une énorme lueur ; toute la ville semblait en flammes : un vent très vif soufflait, attisant l'incendie et, par malheur, changeant trois fois de sens en quelques heures, le dispersait. Parfois on prenait les fameuses mèches à la main, quelques-uns des incendiaires ; on les fusillait, mais le fléau était déchaîné et personne n'y pouvait rien ; la ville sainte n'était plus qu'un brasier ; il y faisait clair comme en plein jour. « C'est la plus belle horreur que j'aie vue et verrai de ma vie », écrit un soldat à sa femme ; l'on y lisait à minuit comme à midi. Le soleil, qui se leva à 7 heures, parut, en revanche, obscurci par de tels nuages, qu'à demi suffoqué, on tâtonnait dans les rues. « On ne se fait pas une idée, écrit l'abbé Surugue, d'un pareil *déluge de feu.* »

Le pis était que, tout naturellement, les soldats, chassés de leurs cantonnements, se répandaient dans la ville et commençaient à piller. Un soldat assurera qu'ils en avaient reçu

licence : « Quand notre Empereur a vu ça, écrira-t-il, il a donné le droit de pillage au soldat. » On ne leur en avait pas « donné le droit », mais comment empêcher que, devant des richesses menacées de destruction, des milliers de soldats, délogés des maisons qu'ils venaient d'occuper, ne se jetassent sur le butin à faire ? Gourgaud, à la vérité, conteste en partie le fait : « On ne se jeta que sur les vivres », écrira-t-il ; — « surtout les denrées », mentionne simplement un témoin, mais il y ajoute « l'or et les bijoux ». Pion des Loches a vu, en quelques heures, « le sol jonché de livres, de faïences, de meubles, de vêtements ». Un désordre inimaginable résultait de cette curée. « Si quelques régiments de cavalerie (russes) fussent entrés à Moscou cette nuit-là, avouera un officier, ils nous eussent facilement taillés en pièces, car les troupes campées hors les murs, au lieu de les couvrir, se débandaient, dès la première heure, pour venir prendre part au pillage. » La discipline sombrait dans l'aventure, impossible à rétablir, sauf par une mesure radicale qui s'imposait : l'évacuation immédiate. Ordre fut donné à tous les corps de sortir de la ville où la Garde, restée seule impeccable, demeurerait pour essayer de combattre l'incendie, et de maintenir l'ordre.

Napoléon, à peine couché, avait été réveillé par la forte lueur qui, l'incendie gagnant les abords immédiats du Kremlin, éclairait violemment sa chambre. Le vent chassait vers le château les flammes qui gagnaient toute cette cité de rêve dont les dômes dorés étincelaient dans le ciel roux. Le danger était d'autant plus grand qu'on avait amené, dans les cours du Kremlin, 400 caissons de munitions et que, a-t-on dit, les Russes y avaient abandonné tout un fort dépôt de poudres. D'une minute à l'autre, le château pouvait se transformer en volcan. Soudain une des tours prit feu. L'Empereur cependant ne semblait pas disposé à quitter le palais ; il était stupéfait et *scandalisé* : « Ce sont eux-mêmes qu'ils incendient ! s'écria-t-il. Quels hommes ! Des Scythes ! » et à Caulaincourt : « Cela dépasse tout, c'est une guerre d'extermination, c'est une tactique horrible, sans précédent dans l'histoire de l'humanité... Brûler ses propres villes ! Le démon inspire ces gens-là... Quelle résolution farouche ! Quel peuple ! Quel peuple ! » On le pressait de fuir le château et la ville, mais il lui en coûtait ; il envoya Berthier, accompagné de Gourgaud, sur une haute terrasse

pour se rendre mieux compte de l'étendue du désastre ; le feu cernait réellement le Kremlin ; on en était à se demander si l'on trouverait encore, pour en sortir, un passage entre les flammes ; l'Empereur, qui, d'ailleurs, gardait un calme étonnant, fit reconnaître le cheminement. A 9 heures et demie, il monta à cheval et se dirigea vers la porte de Pétersbourg. « Nous marchions, écrira Ségur, sur une terre en feu, sous un ciel de feu, entre deux murailles de feu », et Montesquiou, qui était du groupe : « Quoique cette rue fût large, les flammes se joignaient en voûte sur nos têtes. Nous étions obligés de protéger nos joues, nos mains, nos yeux avec nos mouchoirs, nos chapeaux, les pans de nos habits. » L'Empereur restait, lui, impassible. Il sortit de la ville et vint s'installer, à une lieue des faubourgs, sur la route de Pétersbourg, au château de Petrovskoïe.

Il allait, le surlendemain, dans sa lettre à Marie-Louise, affecter un certain détachement. Ayant décrit la magnificence de la ville, il ajoutait : « Tout a disparu ; le feu, depuis quatre jours, la consume. Comme toutes les petites maisons des bourgeois sont en bois, cela prend comme des *halumettes (sic)*. C'est le gouverneur et les Russes qui, de rage d'être vaincus, ont mis le feu à cette belle ville... Cette perte est immense pour la Russie. Son commerce en sentira une grande secousse. Ces misérables avaient poussé la précaution jusqu'à enlever ou détruire les pompes. Mon rhume est fini, ma santé est bonne. »

***

Moscou flamba quatre jours. Le 20, l'incendie s'apaisa. « Sur 9.300 maisons et 800 hôtels, note l'abbé Surugue, il peut rester à peu près 2.000 maisons. » Le Kremlin était le seul morceau resté presque intact. Cependant Napoléon jugea qu'on pouvait encore loger l'armée dans ce qui restait de la ville. Il rentra, le 19, avec ses troupes. Assez de vivres subsistaient pour qu'on pût y passer des semaines ; mais l'armée, déçue dans ses espérances de confort et de bombance, se réinstallait mécontente. Le pillage qui, nous le verrons, allait continuer, y entretiendrait le désordre ; il suffisait d'ailleurs qu'il eût été toléré quelques heures, pour que la démoralisation s'ensuivît. Ni matériellement, ni moralement, on ne pouvait, le 20, envi-

sager l'avenir comme l'avait pu faire l'Empereur, pénétrant, cinq jours auparavant, dans le Kremlin.

Le mieux serait assurément que l'on n'y passât pas l'hiver, mais on espérait qu'impressionné par l'occupation de la Ville Sainte, le Tsar demanderait la paix. L'incendie avait achevé d'éclairer, de sa lueur tragique, le caractère de cette guerre et les sentiments de tout ce peuple. Qu'un gentilhomme comme Rostopchine — tout descendant qu'il fût des Mongols — se fût conduit en chef de horde, donnait à penser. A Pétersbourg, au sens de Napoléon, le Tsar devait être entouré de fanatiques qui, sans doute, l'empêchaient de céder : il fallait donc prendre l'initiative des offres de paix. L'Empereur fit passer par le général Toutolmine, gouverneur de l'*Hospice des Enfants trouvés* — resté à Moscou pour sauver son établissement — de nouvelles ouvertures : il n'aspirait, mandait-il, qu'à se réconcilier avec Alexandre, et ses exigences seraient fort modérées. On trouva un autre intermédiaire, un gros propriétaire, Jakowleff, qui fut expédié à Pétersbourg avec une lettre au Tsar. Cette double tentative était imprudente : elle confirmerait Alexandre dans l'idée que son adversaire s'estimait mal en point et, partant, dans sa résolution de ne pas traiter avec lui.

Napoléon cependant ne semblait pas très soucieux. Il n'éprouvait qu'une préoccupation : il ne savait pas bien où était Kutusof ; Sébastiani, chargé, avec sa cavalerie, de suivre ses traces, les avait perdues. Quand l'Empereur s'apprêtait à envoyer des reconnaissances plus loin vers l'Est, on apprit que tout un convoi, avec le courrier destiné à l'Empereur, avait été enlevé, *sur la route de Smolensk à Moscou*, par un fort parti de cavalerie cosaque ; ce fut un trait de lumière — et sinistre : il était impossible que ces Cosaques eussent osé s'aventurer jusque-là, si le gros de l'armée russe n'était en train de se masser, non à l'est, mais au sud-ouest de Moscou. L'Empereur envoya aussitôt Murat, Poniatowski et Bessières, à la tête d'une considérable reconnaissance de cavalerie, dans cette direction.

Les soupçons de l'Empereur étaient fondés : Kutusof avait bien glissé autour de Moscou, les 14, 15 et 16 septembre, pour gagner le sud-ouest. Son armée, contournant la ville, avait vu, au cours de cette marche, les flammes s'élever de la

ville qu'elle avait abandonnée, et le ciel rougeoyer ; attribuant, absurdement, l'incendie aux Français, les soldats poussaient des cris de fureur ; beaucoup hurlaient qu'il fallait aller attaquer ces criminels ; abattus lorsqu'ils avaient traversé Moscou, ils éprouvaient maintenant une sainte colère, et exigeaient une prompte vengeance. Kutusof ne les calma pas : heureux de voir la haine surexciter le moral, un instant perdu, il n'entendait cependant pas hasarder une nouvelle bataille ; mais, si l'on pouvait s'établir sur le flanc de la Grande Armée, on serait en situation de lui rendre la vie intenable, en coupant ses convois. Là-dessus la cavalerie de Murat, qui le cherchait, lui fut signalée ; déjà ses lieutenants le poussaient à écraser cette avant-garde ; mais il n'avait plus qu'une armée fort réduite ; il attendait des renforts ; il préféra s'enfoncer plus au sud, sur la route de Kalouga, et vint prendre position à Taroutino. Murat et Bessières qui le suivaient s'arrêtèrent devant cette position et prévinrent Napoléon. L'événement, fort grave, posait d'une façon aiguë la question que, depuis plusieurs jours, l'Empereur examinait : resterait-on à Moscou ou se replierait-on sur Smolensk ?

Elle ne s'était pas posée, le soir de l'entrée à Moscou. On pénétrait dans une ville pourvue de toutes les ressources nécessaires à l'entretien d'une armée plus nombreuse même que celle de Napoléon. Par ailleurs, celui-ci, persuadé alors que celle de Kutusof, décimée et découragée, battait en retraite vers l'Est et ne donnerait pas de ses nouvelles avant de longues semaines, était plus persuadé encore que l'obstination du Tsar ne tiendrait pas devant la défaite de son armée « à la Moskowa », et l'occupation du Kremlin. La situation avait commencé à changer, ce sinistre soir du 16 septembre où l'Empereur avait été arraché du Kremlin par les instances de ses lieutenants. Il avait immédiatement étudié, avec sa largeur de vues ordinaire, le moyen de se tirer d'une situation évidemment modifiée.

***

Pourrait-on hiverner dans cette ville dont il n'allait peut-être rien rester, s'était-il alors demandé ? Mais si l'on n'y pouvait hiverner ou même demeurer, devait-on, fort platement, reprendre la route qu'on venait de faire et s'aller ins-

taller à Smolensk, avec les apparences d'avoir été vaincu, sinon par les armes, du moins par la sauvage résolution du peuple russe ? Plus que jamais jouait la question de prestige et, derrière celle-ci, la question de sécurité. L'Empereur était tous les jours davantage hanté par une idée — que l'avenir devait pleinement justifier — à savoir que, après la marche sans cesse progressive de sa puissance depuis 1800, le premier pas en arrière lui serait fatal et, peut-être, lointainement, mortel ; qu'il serait le signal d'un revirement général en Europe, suivi de craquements dans les alliances ; que, les ennemis qu'il avait jadis battus relevant tous la tête, on verrait se déchaîner contre le lion, invaincu, mais contraint à reculer, la ruée de ces vaincus soudain repris d'espoirs ; que, sous la pesée de ces circonstances, ce premier pas en arrière en entraînerait d'autres et que, après le flux constant de sa domination, on verrait fatalement se produire un reflux qui pourrait le ramener au delà du Niémen, au delà de l'Oder, au delà de l'Elbe et — qui savait ? — jusqu'au delà du Rhin. Cette pensée si juste — et si effrayante — il ne se la formulait sans doute point avec cette cruelle netteté, mais, d'instinct, il sentait combien la retraite sur Smolensk l'entraînerait plus loin qu'on ne le pensait autour de lui. D'un autre côté, il jugeait qu'on ne pourrait, sans imprudence, demeurer à Moscou et que, après les pertes subies au cours de la marche depuis Wilna et que venait d'aggraver cruellement la sanglante mêlée de la Moskowa, il était expédient de se rapprocher de ses bases d'opérations et d'aller au-devant des renforts.

Alors avait jailli de son cerveau une combinaison qui prouve à quel point le génie qui, toute sa vie, l'avait inspiré, restait, en dépit de courtes défaillances, clair et ferme. Une retraite oui, mais qui, plus menaçante pour l'ennemi que l'hivernage à Moscou, sauverait le prestige et, par là, loin de compromettre la sécurité, l'augmenterait. On était au 18 septembre ; l'hiver n'arriverait probablement pas avant deux mois ; on avait le temps de monter une opération qui donnerait à cette retraite figure de grandiose manœuvre. On se retirerait, mais en direction de Witebsk ; seulement, en liaison avec les corps qui contenaient et parfois refoulaient Wittgenstein, la retraite se transformerait en une opération contre Pétersbourg. Sans doute n'était-il pas question d'aller, cette année, jusqu'à la

capitale, mais on pousserait les troupes de telle façon que celle-ci se pourrait croire menacée. On verrait bien si, alors, le Tsar se montrerait aussi opiniâtre dans ses résistances, et si la société de Pétersbourg ne pèserait pas elle-même sur le souverain pour l'amener à la paix. Si celle-ci n'était pas conclue, la Grande Armée resterait tout l'hiver entre Witebsk et Riga, face à la capitale, dans une attitude offensive, tandis que les nouvelles levées, faites dans l'Empire français, viendraient, en grossissant cette armée, rendre cette menace redoutable.

Quelques jours après sa rentrée à Moscou, l'Empereur communiqua ce plan à ses lieutenants ; déjà il l'avait, en quelques heures, assez mûri pour qu'à ses yeux il fût parfaitement réalisable ; il lui était familier jusque dans ses plus petits détails d'exécution ; à la vérité, pour qu'il réussît, exigeait-il, chez les exécutants, non point seulement de la vigueur et de l'énergie, mais la foi dans le succès. Or, lorsque Napoléon l'eut exposé aux maréchaux, il vit se peindre, tout au contraire, sur leurs traits, une expression de doute, faite de lassitude.

Ces grands soldats venaient, certes, de donner de nouvelles preuves, quelques-uns d'une rare valeur militaire, tous d'une vaillance dans les mêlées qui dépassait même toute mesure. Jamais chefs ne s'étaient montrés plus superbes de courage, mais cet effort surhumain fourni, ils n'en étaient que plus fatigués. Ils avaient, naguère, pensé qu'on s'arrêterait à Witebsk, qu'on s'arrêterait à Smolensk ; l'Empereur les avait entraînés à Moscou, à travers l'effroyable bataille où ils avaient vu périr près de cinquante généraux, leurs camarades et leurs amis. « Nous y passerons tous ! » s'était écrié l'un d'eux. En attendant le boulet qui, fatalement, les faucherait, il leur suffisait, l'ardeur des combats tombée, de faire un retour sur leur étrange situation, pour se sentir derechef aigris jusqu'à une sourde révolte. « Jamais, avouait Murat, je n'ai été plus *dégoûté*. Je suis fatigué de courir de grange en grange et de mourir de faim. » Lorsque, tout à l'heure, il cherchera Kutusof au delà de Moscou, ce sera en roulant les plus tristes pensées : à un officier que l'Empereur lui aura dépêché, il dira : « Dites à l'Empereur que j'ai conduit glorieusement l'avant-garde de l'armée au delà de Moscou, *mais je m'ennuie, entendez-vous bien, je m'ennuie !* Je veux aller à Naples m'occuper de mes

sujets. » Les autres n'avaient pas de « sujets » à aller revoir, mais ils possédaient tous des biens dont ils se désolaient de ne pouvoir profiter. Ségur, qui les a certainement entendus, à Moscou, formuler, maintes fois, leurs amers propos, les résume ainsi : « Que nous importe qu'il nous ait enrichis si nous ne pouvons en jouir ? Qu'il nous ait mariés, s'il nous rend veufs par une absence continuelle ? Qu'il nous ait donné des palais, s'il nous force à coucher sans cesse au loin sur la terre nue ? » Seul peut-être, le prince Eugène ne disait rien, mais si on lit les lettres de Méjan, attaché à sa personne, on est frappé du brusque découragement qui a, chez l'homme, succédé à trop de présomption. De quel ton assuré ce Méjan parlait, au début de la campagne, de cette paix que, dès les premières semaines, il s'attendait à voir les Russes solliciter «à genoux»! Or voici que, le lendemain de la bataille, il a avoué que «ses calculs sont déjoués », et l'on sent passer dans cette lettre une singulière inquiétude que, très probablement, partage son haut patron, le jeune vice-roi d'Italie, arraché lui aussi à un foyer qu'il aime.

Or, à ces gens, que propose l'Empereur ? Non point cette simple retraite sur Smolensk à laquelle ils aspirent, mais une nouvelle série d'opérations offensives, dont la conquête de Pétersbourg serait le but. Quoi ! après tant de fatigues, des fatigues encore ! après tant de combats, des combats encore ! et, quand on a eu déjà tort de venir jusqu'à Moscou, n'en sortir que pour marcher sur Pétersbourg ! Berthier lui-même n'a écouté l'Empereur exposer son plan qu'avec une mine fermée — le major général qui aura à veiller à l'exécution ! Presque tous ces grands soldats, nous le savons, avaient toujours été sans large envergure, et d'ailleurs incapables de rien comprendre aux exigences de cette politique qui jouait le principal rôle dans le projet exposé par l'Empereur. Celui-ci, d'ailleurs, n'était pas homme à leur avouer ses secrètes pensées : s'il leur eut dit qu'une simple retraite pourrait, par une fatale conséquence, entraîner, à échéance plus ou moins lointaine, le recul des armées jusqu'au Rhin, il les eût trouvés incrédules ; plus persuadés que Napoléon lui-même de la solidité de l'édifice impérial, ils ne l'eussent pas compris ; ne pénétrant pas les soucis du Maître, ils ne voyaient, dans ce plan, qu'une pensée de vanité exaspérée, un désir insensé de revanche, une fantaisie folle de ce génie

que, maintenant, ils étaient bien près de tenir pour déréglé et presque extravagant. Ils opposèrent figure de bois à cette communication, ou ne formulèrent que des objections. Il fallait, je l'ai dit, pour que le plan réussît, que chacun y collaborât, non seulement de bonne grâce, mais avec ardeur. Napoléon, ne rencontrant que des regards hostiles, n'insista pas ; mais, dès lors, il flotta, répugnant à quitter Moscou, reconnaissant qu'il faudrait bien s'y résigner, mais prévoyant, avant Talleyrand, que ce pourrait être « *le commencement de la fin* ».

Peut-être eut-il encore la pensée de demeurer sur place, de passer l'hiver à Moscou. Cette pensée, à la vérité, n'était pas aussi déraisonnable qu'on l'a dit ; des témoins affirment que Moscou, en grande partie détruit, n'en pouvait pas moins encore héberger toute la Grande Armée ; Chlapowski, entre autres, écrit qu'on a beaucoup exagéré la destruction, qu'on avait retrouvé beaucoup d'approvisionnements en vivres et en fourrages « qui auraient pu suffire à l'armée entière pendant tout l'hiver » — et c'était l'avis de Daru, rompu, par dix ans d'intendance générale, aux calculs du ravitaillement, et de Larrey qui, soucieux, par profession, de la santé de l'armée, écrira que « les provisions trouvées à Moscou étaient susceptibles de nourrir l'armée pendant six mois ».

Le temps, qui était beau pendant les derniers jours de septembre, avait regaillardi les esprits et rassuré les gens inquiets. Napoléon lui-même en était impressionné ; ses lettres à Marie-Louise, à la vérité résolument optimistes, ne cessent de signaler ce « beau temps ». S'il fait un jour froid (le 24 septembre), c'est « un froid de printemps ». Tout à l'heure, le 4 octobre, il dira « un temps de Saint-Martin », « aussi chaud qu'à Paris », « *des journées de Fontainebleau* ».

La troupe, rentrée mécontente, se rassérénait devant ce temps clément. « L'armée est ici très bien cantonnée et casernée », a écrit l'Empereur, dès le 20. On s'était arrangé des 2.000 maisons restées debout et qui, sans habitants, étaient à la disposition entière du soldat. Sans doute ces Français, naturellement sociables, étaient-ils loin de se féliciter de cette absence d'hôtes. « Nous sommes à plaindre, sous le rapport de la société, écrit l'un d'eux, puisque nous ne voyons personne. » Mais on vivait encore largement avec ce qu'on avait retrouvé, et il semble, à en juger par certaines lettres, qu'à la veille des grandes misères,

un vent d'euphorie soufflât sur l'armée. « Les Russes, écrit-on, poussés par un esprit infernal, ont mis le feu eux-mêmes à leur capitale ; leur gouvernement croit nous prendre dans Moscou, mais ils ne sont nullement en état de tenir campagne. » C'étaient, au contraire, les Français qui, « pour la prochaine campagne iraient prendre Pétersbourg »; ainsi les Russes, « qui ne veulent pas faire la paix », apprendraient-ils, par la suite, « ce que c'est que de faire la guerre aux Français ». Cette belle assurance a son principal fondement dans la foi imperturbable que gardent les soldats dans le génie de l'Empereur — dans « la grande confiance, déclare l'un d'eux, que nous avons dans celui qui nous a amenés jusqu'ici ». « Notre grand homme nous promet un prompt retour dans notre patrie, confie le lieutenant Paradis à son amie ; *point de doute qu'il n'impose bientôt la paix par la victoire; l'important est qu'il reste d'aplomb.* » Lorsque le général Grandjean écrit : « *Le plus grand bonheur est que notre Souverain jouisse d'une bonne santé* », il exprime assurément la pensée de toute l'armée de Moscou.

Napoléon connaît ces sentiments et, quelques jours, il a partagé cette euphorie générale. S'il l'outre dans ses lettres à l'Impératrice, son optimisme est, dans ces premières heures, sincère : il veut qu'on s'installe bien, du plus petit soldat aux officiers de son entourage. On a improvisé un théâtre où l'on entend chanter, entre autres, le ténor Tarquini. L'Empereur se plaît à la pensée que « jamais spectacle n'a été donné d'une armée hivernant paisiblement au milieu des peuples ennemis qui la pressent de toutes parts ». Et, comme un refrain, il ajoute : « Au surplus, Alexandre ne nous laissera pas aller jusque-là : *nous nous entendrons : il signera la paix.* »

Il se raccrochait, en effet, à l'espoir que le Tsar répondrait à ses ouvertures de paix. Méjan écrira que si l'on est parti trop tard, c'est que l'Empereur espérait faire la paix au Kremlin, et nous en avons cent preuves. Le séjour dans la citadelle de la vieille Russie, au cœur de la Moscovie, flattait son orgueil et, parfois, surexcitait son esprit : il y était assailli de réminiscences historiques ; il parlait beaucoup des vieux tsars qui y avaient habité. Il apparaissait si flatté à l'idée qu'il avait atteint ce fameux Kremlin ! A la vérité, ajouta-t-il : « Nous ne ferons pas la faute de Charles XII... Après que notre armée s'est, à tout prendre, reposée et refaite ici et, tandis que

le temps se maintient supportable, il y a loisir de retourner sur la route et de mettre l'armée en quartiers d'hiver dans la Pologne. »

***

En réalité, depuis que, devant la désapprobation de ses lieutenants, il avait dû renoncer, momentanément, à la marche sur Pétersbourg, il flottait, je le répète, — et périlleusement. Le temps, même dans les premiers jours d'octobre, se maintenait très beau. « *Superbe*, écrit même Junot à une amie, *vrai temps de printemps.* » L'Empereur en triomphait presque devant Caulaincourt resté pessimiste. « Voici donc un échantillon de cet hiver de Russie dont M. de Caulaincourt fait peur aux enfants ! » « Le fait est, écrira le Grand écuyer, que le temps était beau, la température même si douce que les gens du pays en étaient étonnés. *On eût dit que la saison conspirait ainsi pour tromper l'Empereur.* »

Napoléon ne cessait d'affecter la bonne humeur. Il écrivait à Marie-Louise des lettres pleines de gaieté ; l'incendie de Moscou ne semblait déjà plus pour lui ce cauchemar des tragiques heures du 16 septembre ; il désirait qu'on en fît, à Paris, un *panorama* que la foule parisienne irait visiter. Au fond, il était tourmenté. Pouvait-on vraiment songer à hiverner ? Irait-on écraser Kutusof ? Ou bien ne fallait-il pas reprendre l'idée de la marche sur Pétersbourg ? Les bruits les plus divers couraient dans l'armée à ce sujet : « Tantôt nous nous croyions destinés à nous emparer de Pétersbourg, écrira un officier, tantôt nous nous disposions à passer toute la froide saison à Moscou. »

Mais comment laisser Kutusof sur le flanc de l'armée ? Plutôt, puisque les maréchaux ne voulaient pas envisager la retraite vers le Nord, devait-on revenir par les routes du Sud ; on balaierait, en passant, les Russes, sur celle de Kalouga ; on ferait front aux armées russes arrivées du Danube : bref, on ne rentrerait à Smolensk que le front haut, après avoir encore affirmé sa supériorité. Mais, retournant tous ces plans, Napoléon restait, dangereusement, à Moscou, des semaines, sans rien décider.

En réalité, il attendait toujours une réponse d'Alexandre à ses ouvertures — ce qui eût tout simplifié. Mais c'était se leurrer

étrangement. Jamais Alexandre n'avait été plus décidé à continuer la guerre.

***

Le Tsar y était encouragé par le soulèvement, maintenant général, de son peuple, contre l'envahisseur. L'occupation de Moscou par les « Français impies », loin d'abattre les Russes, les avait exaspérés. L'incendie de la Ville Sainte avait porté au paroxysme leur sombre patriotisme. Quand un Tolstoï affirmait, dans ses lettres, que « l'ennemi avait fait brûler Moscou », comment les petites gens n'en seraient-ils pas persuadés ? Ce sont donc les Français qui ont détruit la Ville ; mais, chose pire, ils en ont profané les églises, pillé les tabernacles, chassé les prêtres ; c'est d'ailleurs le mensonge que, depuis le début de la campagne, accréditent les évêques russes ; Napoléon est donc l'Antéchrist. Mais l'Antéchrist va être, assurent-ils, ainsi qu'il est prédit, vaincu par Dieu. Kutusof, annonçant, dans une proclamation, que les Français viennent d'essuyer une grande défaite en Espagne (c'est la bataille des Arapiles, perdue par l'armée Marmont), et sont chassés de Madrid, ajoute : « *Le bras du Tout-Puissant s'appesantit sur Napoléon !* » Doublement fanatisés, les paysans ont passé, en partie, de la résistance passive à la résistance active. S'ils s'en tiennent à déserter leurs demeures et à saccager leurs champs, c'est déjà là façon de paralyser l'ennemi ; on veut affamer l'armée dans Moscou, et Napoléon est bien revenu des espoirs qu'il a mis dans le retour des paysans aux marchés désertés. Mais voici que, par surcroît, s'organise une *guerilla* russe : « La guerre des paysans... nous a fait plus de mal que leurs armées », écrira-t-on, dès le 15 octobre. Il y a maintenant des corps de partisans qui, rôdant autour des fourrageurs, essayent de surprendre les petites troupes et les massacrent sans pitié. A la tête de bandes, assez nombreuses, on voit des chefs populaires, tels que Denys Davidof, Tchetvertakof et même une femme, redoutée, Vassilissa. M. Tarlé a, récemment, mis en lumière cette « guerre de francs-tireurs », qui, lors de la retraite, se fera harcelante, entourant les Français « d'un mur mouvant ». Que tout ce peuple soulevé repousse maintenant, avec horreur, l'idée d'une paix possible, on peut le penser. A Murat, Miloradovitch dira, le 6 octobre : « Notre peuple est

terrible ; il tuerait à l'instant quiconque oserait parler de propositions de paix. » Les « grands » n'agiraient peut-être pas autrement, et le Tsar serait la première victime d'une tentative d'accord avec Napoléon. Mais il n'y songe guère.

Mal instruit encore des circonstances où Moscou a été détruit, Alexandre a, comme ses sujets, attribué d'abord l'incendie aux Français, et s'en est senti ulcéré. A sa sœur qui, inquiète, l'a engagé à repousser toute ouverture de paix, dût-il aller « jusqu'à Kazan », il a répondu : « Persuadez-vous que ma résolution de lutte est plus inébranlable que jamais ; j'aime mieux cesser d'être ce que je suis que de transiger avec *le monstre* qui fait le malheur du monde. » On l'a entendu s'écrier : « J'irai manger des pommes de terre avec le dernier de mes paysans plutôt que de signer la honte de ma chère patrie ! » La guerre devait être inexpiable, un duel à mort : « Plus de paix avec Napoléon, déclarait-il : nous ne pouvons régner ensemble : lui ou moi, moi ou lui. » Quand il reçut les ouvertures de paix parties de Moscou, il se confirma dans l'idée que l'adversaire, se sentant prisonnier de sa propre conquête, prenait peur. Faire la paix ! Mais à peine avait-on fait la guerre ! « *Ma campagne va commencer !* » disait-il, et le mot courait. Pour donner des preuves de la résolution où il était de poursuivre cette guerre jusqu'au bout, pour l'affirmer devant l'Europe, il n'hésitait pas à confier, en gage, toute sa flotte à l'Angleterre, autorisée à l'emmener dans les ports de la Grande-Bretagne. Les émigrés allemands à Pétersbourg — Stein en tête — faisaient rage pour qu'on ne se laissât pas entraîner à la paix.



« *Ma campagne va commencer !* » Le mot était juste. Aux yeux d'Alexandre et de ses conseillers, en se jetant dans Moscou et surtout en s'y attardant, Napoléon se livrait ; car, tandis que Kutusof, refaisant son armée au sud-ouest de Moscou, se préparait à harceler les vainqueurs de la Moskowa, les corps russes qui combattaient aux deux extrémités de la ligne de bataille, chercheraient à se rapprocher, à se souder derrière eux, à leur barrer la route du retour. Au nord, Wittgenstein s'était à peu près maintenu sur la Duna, et l'on tenait, à Pétersbourg, le fait pour une grande victoire ; après l'entrevue d'Abo, Alexandre,

pleinement rassuré au sujet de la Suède, avait retiré de Finlande 20.000 hommes et, les donnant à Wittgenstein, avait ainsi porté à 60.000 hommes l'armée qui couvrait Pétersbourg. Au sud, Tchitchakof, définitivement libéré par la ratification enfin donnée par le Sultan, à la paix de Bucarest, était rentré en Russie ; il allait bientôt se réunir avec Tormazof, et cette armée du sud serait, de ce fait, forte de 60.000 hommes aussi, qui, du bas Dnieper, pourrait s'élever, par le fleuve, vers la région de Tchernigov et peut-être celle de Mohilef. Le plan de l'état-major, à Pétersbourg, était que Wittgenstein et Tchitchakof, l'un descendant la Duna, l'autre remontant du Dnieper vers la Bérésina, se réunissent sur la rive gauche de la petite rivière dont les Russes n'avaient osé, en juillet, défendre le passage, mais qui deviendrait la ligne de bataille où Napoléon viendrait buter. Qu'il s'attardât à Moscou ou même à Smolensk, et la retraite même lui serait coupée.

Sans doute les deux armées pouvaient-elles craindre de se heurter elles-mêmes, l'une, celle de Wittgenstein, aux forces jadis confiées à Oudinot et maintenant passées aux mains de Gouvion Saint-Cyr, celle de Tchitchakof au corps autrichien de Schwarzenberg appuyé des Saxons de Reynier ; mais le corps Oudinot, même sous le commandement plus ferme de Gouvion, s'il n'avait guère que des succès à son actif, n'avait pas apporté beaucoup d'audace dans leur exploitation ; Wittgenstein ne désespérait donc pas de refouler l'adversaire ; à peine Tchitchakof, de son côté, aurait-il besoin de refouler Schwarzenberg, tant le nouveau maréchal autrichien, après l'heureux effort fait, le 11 août, à Gorodeczna pour arrêter Tormasof, semblait frappé d'inertie ; se livrant à des marches et à des contre-marches, il paraissait se dérober à un conflit plus que le provoquer. C'était au point que Napoléon commençait à croire à la trahison autrichienne. « Cela, disait-il à Caulaincourt, annonce des arrangements, puis une défection à la première occasion. *Les Autrichiens et les Prussiens sont des ennemis sur nos derrières.* » Il se montrait maintenant inquiet de la conduite de ses deux ailes autant que le Tsar s'en montrait rassuré. On pouvait donc penser, à Pétersbourg, que le moment était venu où les deux armées russes, constituées au nord de la Duna et au sud du Dnieper pourraient, en refoulant leurs adversaires, gagner la Bérésina, et enfermer Napoléon dans sa conquête.

***

« J'ai *le bonheur* d'annoncer à Votre Majesté que les Français sont entrés à Moscou », avait, le 17 septembre, écrit au Tsar, le maître de police de la ville. On avait surtout « le bonheur » de les voir s'y attarder. Il fallait les amuser ; Kutusof en était chargé ; il saurait, par une attitude pacifique, rassurer Napoléon et les siens, mais, cependant, « leurs tombeaux se creuseraient dans le sol de cet Empire ». L'important était qu'ils fussent retenus à Moscou le plus longtemps possible et, puisque Napoléon semblait attendre, avant de se décider à quitter le Kremlin, une réponse du Tsar, Alexandre avait deux raisons pour une de ne point lui en adresser. Il s'enfermait dans un silence hautain ; mais des instructions furent, cependant, envoyées à Kutusof pour qu'aucun geste prématuré ne provoquât, chez Napoléon, une résolution de retraite. Celui-ci — mal inspiré — parut presque entrer dans le jeu de l'ennemi. Il avait dépêché à Kutusof son aide de camp, Lauriston, chargé de le sonder. En réalité Lauriston devait formuler des ouvertures de paix. Au préalable il demanderait un armistice, sinon en forme, du moins en fait, qui, pour quelques semaines, immobiliserait les deux armées. Kutusof, alors sans instructions, avait d'abord refusé de le recevoir, mais, mieux informé des intentions du Tsar, il avait fait courir après Lauriston ; Benningsen, son chef d'état-major, s'était présenté aux avant-postes français, y avait sollicité une entrevue de Murat, avait arraché à sa faconde l'aveu de l'embarras où Napoléon se trouvait, et même d'amères plaintes sur les difficultés où « l'ambition de l'Empereur » avait jeté tout le monde. Benningsen avait ramené Lauriston à Kutusof ; celui-ci l'avait reçu avec une doucereuse amabilité et une feinte bonne volonté ; il enverrait, disait-il, son aide de camp Wolkonsky à Pétersbourg pour y porter les nouvelles propositions ; en attendant la réponse, il s'engageait à laisser au repos son armée, et rien n'avait plus fait pour décider l'Empereur à rester encore quelque temps à Moscou.

Cependant, le temps passait, et octobre commençait sans qu'on eût pris un parti. « Tout a mal marché parce que je suis resté trop longtemps à Moscou, dira, sous peu, l'Empereur à Caulaincourt. Si j'en étais parti quatre jours après l'avoir occupé, comme j'en ai eu l'idée après avoir vu l'incendie, la

Russie était perdue. » Ces vingt-six jours, en effet, marquent une date fatale dans l'histoire de l'Empire. Parti vers le 25 septembre pour Smolensk, Napoléon eût repris en main ses armées, eût contenu Wittgenstein à sa gauche, Tchitchakof à sa droite et, le moral de l'armée, de l'état-major surtout, bien rétabli, se fût peut-être trouvé en mesure de reprendre son projet d'action offensive contre Pétersbourg. A Moscou les troupes se reposaient mal ; la vue des ruines sous lesquelles gisaient de grandes richesses, entretenait chez elles un mélange de tristesse et d'excitation.



La tristesse dominait. Elle était faite d'une fatigue à laquelle le séjour à Moscou n'avait pu apporter remède. La campagne d'été avait été trop éprouvante pour que le souvenir n'en pesât encore sur tous. De Grouchy qui déplore « la destruction totale de la cavalerie réduite à rien », et qui, éreinté lui-même, parle de se faire relever pour retourner en France, jusqu'à ce général d'artillerie (probablement Foucher de Careil) qui estime son arme plus éprouvée encore que la cavalerie — et ce sont deux braves entre les braves — tous paraissent fourbus. « La guerre que nous faisons, écrit un troisième, tue plus d'hommes par les marches, les privations, les fatigues, que par le fer de l'ennemi. *Il faut être d'acier pour y résister.* » Les soldats gémissaient autant que les chefs ; Lamy, commissaire des guerres, va jusqu'à déclarer « *que tous ceux qui ont fait la guerre en Espagne regrettent sincèrement ce pays en voyant celui-ci.* » Est-ce qu'il va falloir marcher de nouveau et de nouveau se battre ? L'armée entière aspire à la paix. Un soldat l'écrit sans ambages : « Le militaire est *furieusement* fatigué, désire la paix fortement. » On fait, si cette paix est enfin conclue, des rêves de bonheur. « *Dieu veuille que nous ayons la paix ! Toute l'armée le désire autant qu'elle en a besoin !* »

Le dégoût s'augmente de la pénurie commençante des vivres ; un officier mande : « Il est impossible que nous hivernions ici, nos moyens ne nous le permettront pas. La destruction des cinq sixièmes de la ville nous a enlevé la majeure partie des ressources qu'on espérait trouver. » On s'autorisait de cette situation pour continuer le pillage ; à la vérité les Français s'y livraient-ils

moins que les troupes étrangères : l'abbé Surugue en témoigne : « L'officier français lui-même (avec qui il causait) a avoué que, *depuis l'époque de la Révolution, jamais l'armée française ne s'était rendue coupable d'un désordre aussi horrible et en a rejeté la faute sur les troupes étrangères et surtout les Polonais qui croyaient avoir des raisons particulières de se venger.* » Un Russe accuse la note ; se plaignant des troupes d'occupation, il charge surtout les « *non Français* ». « *Les vrais Français sont bons* », ajoute-t-il. Mais, en fait, le pillage était devenu général.

Disons que jamais soldats n'avaient été plus excusables de piller : la ville, abandonnée par les neuf dixièmes de ses habitants, s'offrait, avec ses maisons éventrées, à ces gens que trois mois de souffrances incitaient à se payer eux-mêmes de leur misère ; ayant connu la faim et la soif, ils se jetaient sur les provisions qu'ils trouvaient encore, plus encore sur les eaux-de-vie, et, arrivés pour la plupart en guenilles, se refaisaient une garde-robe. C'était, d'ailleurs, la plus singulière des garde-robes, car ce Moscou, rendez-vous de l'Orient et de l'Occident, leur fournissait tous les costumes ; Bourgogne décrit la « mascarade » que présente bientôt une partie de l'armée ; ces grands enfants rieurs s'en amusent ; des *grognards* se promènent la tête enveloppée de cachemires qui leur donnent mine de rajahs. « Il ne manque que des *houris !* » soupire le sergent. « On voyait, dit-il, les soldats se montrer vêtus en Kalmouks, en Chinois, en Cosaques, en Tartares, en Persans, en Turcs. » D'autres, « affublés d'habits à la française », se saluaient dignement, puis éclataient de rire. « A chaque porte du Kremlin, écrira le capitaine de Mailly-Nesle, on trouve des grenadiers de la Garde en sentinelle, affublés de pelisses moscovites serrées à la ceinture par des châles de cachemir. » Le soir, on organisait des bals travestis. Quelques semaines après, au cours de la retraite, on verra des malheureux se traîner dans la neige, portant encore des lambeaux de robes de chambre en velours rose fourrées d'hermine, ou habillés de drap vert découpé jadis sur les billards des bourgeois moscovites. Bourgogne lui-même ne devra son salut qu'à une énorme peau d'ours blanc — où il a percé un trou pour la tête et dont la queue lui bat les talons. Ils ont razzié, à la vérité, pêle-mêle des objets moins utiles : Bourgogne avoue un beau bol d'argent, qu'il n'a pris, dit-il, que parce que son propriétaire, un boyard

russe, en fuyant, avait « oublié de l'emporter ». L'armée se chargeait d'un butin disparate où le plomb vil voisinait avec l'or pur. On pillait surtout les caves ; on rencontrait toute la journée des soldats ivres. « Ces pauvres diables, écrira un officier, avaient tellement pâti de la soif et de la faim, que l'indulgence me parut une sorte de justice en cette occasion. » Mais enfin tout ce pillage commençait à faire de Moscou — même aux neuf dixièmes brûlé — une fâcheuse Capoue où les vertus militaires risquaient fort de succomber et, à ce point de vue encore, le séjour prolongé devenait néfaste.

***

Il fallait cependant se décider : l'hiver approchait. Le 13 octobre, on se réveilla par un temps très refroidi ; il avait gelé pendant la nuit et Moscou était enveloppé d'une légère couche de givre. « Nous avons les premières neiges, écrit l'Empereur à Marie-Louise ; il ne fait cependant pas froid. » Cette neige fondit, en effet, dans la journée, et le soleil reparut. C'était tout de même un avertissement. Napoléon en fut impressionné : « Dépêchons-nous, dit-il, il faut, dans vingt jours, être dans ses quartiers d'hiver. » Il convoqua en conseil Eugène, Berthier, Daru, Mortier, Davout et Ney. On fit le compte des effectifs : l'armée, même renforcée par quelques régiments qui avaient rejoint, était réduite à un peu plus de 100.000 hommes ; mais il était temps qu'on l'arrachât à une oisiveté qui, la démoralisant, risquait de la dissoudre. Davout opina qu'on se devait en aller par la route du Sud pour ne pas trouver un pays épuisé ; à la vérité pouvait-on s'y heurter à Kutusof, mais le prince d'Eckmühl n'était pas homme à craindre une bataille. Berthier, lui, la redoutait pour une armée affaiblie : il valait mieux, à son sens, repartir par où l'on était venu, la route de Moscou à Smolensk par Mojaïsk et Wiazma. C'était l'avis de Mortier et d'Eugène. Daru soutint, lui, qu'on pouvait rester à Moscou ; mais Ney, au contraire, toujours vif et franc, s'écria qu'on y était resté beaucoup trop longtemps. Napoléon ne dit pas un mot ; il se montrait perplexe — état d'esprit qui n'était pas dans ses habitudes. Il était maintenant résolu à partir, mais il hésitait entre les voies. Par quelque route qu'il partît, il se sentait toujours tourmenté par l'idée de l'impression que causerait

ce départ. Il décida, pour en atténuer l'effet, de laisser une garnison à Moscou ; Mortier demeurerait, avec 10.000 hommes, dans le Kremlin ; ainsi paraîtrait-on simplement aller prendre ses quartiers d'hiver à Smolensk, mais en restant maître, par d'imposants avant-postes, de toute la Moscovie. Et puis, pour marquer, à la veille du départ, que, de Moscou, il avait, avec l'esprit le plus libre, su gouverner son Empire jusqu'à la minutie, l'Empereur expédia, le 15 octobre, le décret donnant à la Comédie-Française le statut qu'elle a toujours gardé, le fameux *décret de Moscou.*

Après avoir ainsi affirmé son parfait sang-froid, il reprit l'examen des voies. Sa première idée était d'utiliser la route qui, de Mojaïsk, par Zoubstow et Biéloï, le ramènerait à Smolensk, très au nord de celle par laquelle on était venu ; ainsi éviterait-on la région déjà dévastée et le champ de bataille de la Moskowa où, depuis un mois, pourrissaient tant de cadavres. C'était là une heureuse idée ; car, si on ne lui donnait suite, il fallait repasser par la route de Wiazma — et l'horrible charnier de Borodino — ou bien passer, au contraire, très au sud, par la route de Kalouga que Kutusof pourrait essayer de barrer.

Un incident détermina l'Empereur — et c'était une marque de la légère altération de ce caractère qu'il se laissât maintenant, assez souvent, déterminer. Le 18 au matin, on perçut, de Moscou, venant du sud-ouest, le bruit d'une forte canonnade. On apprit, peu après, que Murat était attaqué par l'armée Kutusof et appelait à l'aide. Le maréchal russe avait environ 80.000 hommes ; il eût aimé attendre encore avant que d'attaquer ; mais son état-major, impatient d'en découdre, l'avait entraîné, et c'était lui qui, inaugurant la seconde partie de la campagne, rouvrait le feu. Il avait mis, le 17, son armée en marche sur Winkowo où se trouvaient les avant-postes de Murat, qui se gardait mal. Sébastiani, qui les commandait, surpris par cette attaque imprévue, se laissa refouler ; mais Poniatowski, avec ses Polonais, le recueillit, tint bon et arrêta net l'avance russe. Murat, cependant, avait aperçu à sa gauche un mouvement suspect ; il était menacé d'être tourné ; il se dégagea par quelques charges et se replia, avec ses corps de cavalerie, sur Woronowo, ayant perdu 2.500 des siens, mais infligé à l'ennemi des pertes assez sérieuses. L'opération avait été menée par Benningsen ; celui-ci, ayant, au cours du combat, demandé à Kutusof des renforts, se les

était vu refuser, encore qu'ils eussent, affirmera Benningsen irrité, « permis d'écraser l'ennemi ». Kutusof était cependant resté prudemment sur sa position de Taroutino.

Napoléon voyait dans cette attaque une félonie : il accusait Kutusof d'avoir manqué à la parole donnée ; n'avait-il pas été convenu qu'un armistice tacite existait ? Il entendait « punir » par une sévère leçon ce « manquement à l'honneur ». « Il fallait *laver l'affront* de cette surprise, et surtout, ajoutait Napoléon, qu'on ne pût dire *qu'un échec nous avait forcés à nous retirer.* » Dans la perplexité où il se débattait — et dont il souffrait — au sujet de l'itinéraire à adopter, il vit là une indication du destin. Car, s'il entendait aller attaquer Kutusof, le geste l'entraînait sur cette route de Kalouga qu'avait prônée Davout. En tout cas fallait-il quitter Moscou. Le 19 au matin, emportant à titre de trophée, assez vain, la croix d'or d'Ivan Veliski, qui cimait la plus haute coupole du Kremlin, et laissant Mortier dans la ville avec ses 10.000 hommes, l'Empereur quittait enfin ce Moscou qui avait marqué le terme de ses conquêtes.

LOUIS MADELIN.

MERS-EL-KÉBIR

I

LES ORIGINES

Entre tous les événements qui se succédèrent en juin-juillet 1940, peu sont aussi mal connus que l'attaque d'une escadre française par une escadre britannique dans le port de Mers-el-Kébir. Cette affreuse journée a cependant pesé d'un poids très lourd sur le cours de l'Histoire, le modifiant, il est vrai, dans un sens que n'avaient pas prévu ses instigateurs. Depuis huit ans, les deux ou trois récits publiés en France, ou bien manquaient d'informations prises à la source même des choses, ou bien étaient dictés par des sentiments tellement passionnés qu'on ne peut leur accorder de crédit. La publication des *Mémoires* de M. Winston Churchill, outre qu'elle apporte certains documents, ramène au premier plan de l'actualité le souvenir de la tragédie du 3 juillet 1940. Nous allons évoquer ses origines, son fait, ses conséquences avec l'unique souci de ce *vrai seul* que Sainte-Beuve requérait de tous ceux qui touchent à l'Histoire.

***

Éclaircissons d'abord un point de vocabulaire. Chaque fois, ou presque, qu'il est question de Mers-el-Kébir, on dit ou l'on écrit « la flotte française », comme si l'ensemble de nos forces maritimes eût été rassemblé dans ce port africain. Rappelons donc que notre flotte militaire comportait au moment de l'armistice deux cuirassés de 35.000 tonnes : *Richelieu* et *Jean-Bart*, ce dernier inachevé ; deux croiseurs de bataille de 26.500 tonnes : *Dunkerque* et *Strasbourg* ; cinq cuirassés anciens de 22.000 tonnes : *Lorraine*, *Bretagne*, *Provence*, *Courbet*, *Paris* ; sept croi-

seurs de 10.000 tonnes : *Duquesne*, *Tourville*, *Suffren*, *Colbert*, *Foch*, *Dupleix*, *Algérie* ; onze croiseurs de 6.000 et 7.000 tonnes, types *Duguay-Trouin*, *Jean-de-Vienne* ; le porte-avions *Béarn* ; le transport d'aviation *Commandant-Teste* ; vingt-huit contre-torpilleurs, types *Jaguar*, *Aigle*, *Vauquelin*, *Fantasque*, *Mogador* de 2.100 à 2.880 tonnes ; quarante et un torpilleurs ; soixante-dix-huit sous-marins. Soit un total d'environ 620.000 tonnes de bâtiments de combat. Or, l'escadre attaquée par l'amiral Somerville comprenait uniquement les deux cuirassés *Provence* et *Bretagne*, le *Dunkerque* et le *Strasbourg*, le *Commandant-Teste*, et six contre-torpilleurs : *Kersaint*, *Terrible*, *Tigre*, *Lynx*, *Volta*, *Mogador*. En tout 122.000 tonnes, un peu moins de 20 % du tonnage global. Soulignons objectivement que la proportion de cuirassés ne correspondait pas à ce pourcentage d'ensemble, mais atteignait 42 %. Il n'en reste pas moins que l'expression « flotte française » est impropre et de nature à fausser la juste vue que l'on doit prendre de l'événement. M. Churchill a si bien senti la nécessité d'étoffer un peu la composition de la « flotte » attaquée, qu'il écrit : « Aux côtés des cuirassés se trouvaient sept croiseurs légers et plusieurs destroyers, sous-marins, ainsi que d'autres unités » (1). A la vérité, ni un torpilleur *(destroyer)*, ni un sous-marin, n'étaient présents aux côtés des bâtiments de ligne et des contre-torpilleurs. Pour le reste, il y avait évidemment des remorqueurs... Une dernière précision : Mers-el-Kébir n'a été qu'une partie du programme élaboré par le Cabinet britannique.

L'opération, conventionnellement baptisée *Catapult*, comportait de surcroît la saisie par la force, s'il était nécessaire — et elle le fut — des navires français réfugiés dans les ports britanniques, puis celle de la division de l'amiral Godfroy à Alexandrie. Là, du moins, grâce à la présence d'un adversaire chevaleresque, l'amiral Sir Andrew Cunningham, n'y eut-il pas de sang versé.

***

On ne peut pas, en manière de toile de fond, ne pas évoquer le traité naval anglo-allemand signé à Londres le 18 juin 1935 par Sir Samuel Hoare et J. de Ribbentrop. Abolissant les

(1) Mémoires de guerre, *Le Figaro* du 28 février 1949.

clauses navales du traité de Versailles, il autorisait le IIIe Reich à se pourvoir d'une flotte égale à 35 % de la flotte anglaise. Sans cet accord qui permettait à l'Amirauté allemande de construire 175.000 tonnes de cuirassés et de lancer ainsi dès l'automne de 1936 le *Scharnhorst* et le *Gneisenau*, puis de mettre sur cale aussitôt après le *Bismarck* et le *Tirpitz*, la reconstruction des bâtiments de ligne germaniques serait allée moins vite, et, en 1939, la Grande-Bretagne ne se serait pas trouvée en présence de croiseurs de bataille allemands tout neufs.

Néanmoins, si l'on établit une balance des forces maritimes au printemps de 1940, il apparaît que la supériorité anglaise demeurait écrasante, compte tenu des tâches qui incombait à la *Royal Navy* sur toutes les mers, encore que celle-ci manquât provisoirement de bâtiments de ligne rapides, susceptibles de courir après les croiseurs de bataille allemands s'il leur prenait fantaisie de faire la course dans l'Atlantique. Ses cuirassés nouveaux, *George V* et *Prince-de-Galles*, capables de leur appuyer la chasse, de les rattrapper et de les engager avec chance de succès, ne devaient entrer en service qu'en décembre 1940. Aussi bien, nos *Dunkerque-Strasbourg* conçus dès 1931 pour surclasser les *Deutschland* (et non, comme l'écrit M. Churchill, « spécialement construits pour l'emporter sur les *Scharnhorst* », oubliant que ces derniers leur sont postérieurs de quatre et cinq ans), représentaient-ils des alliés utiles. Un point c'est tout. Des facilités, oui ; une nécessité, certainement pas. Malgré tout ce que l'on a pu écrire pour les besoins de la cause, la flotte française, même si l'Allemagne avait pu s'en saisir en juin-juillet 1940, n'eût pas été en mesure de participer sur le champ à des opérations contre l'Angleterre. Il faut en effet ne rien savoir d'un vaisseau de guerre moderne pour imaginer qu'un équipage et des officiers étrangers, en prenant possession *ex abrupto* et s'installant à son bord, puissent appareiller et courir au combat. La seule connaissance de ses qualités nautiques et de la conduite de son artillerie exige un long délai, même aux plus entraînés des spécialistes. Pour nos *Dunkerque-Strasbourg* il n'eût pas été inférieur à cinq ou six mois. Quant à l'hypothèse d'un débarquement en Grande-Bretagne couvert par la marine allemande, qui a traîné dans maints discours, elle est purement ridicule et ne pouvait servir qu'à duper des auditeurs ignorants. Face aux mastodontes comme

le *Nelson* et le *Rodney* et aux *Malaya-Repulse*, lents sans doute mais fortement cuirassés, aux trente ou quarante croiseurs et à la centaine de torpilleurs disponibles en Europe, que pouvait espérer la flotte allemande après ses pertes de Norvège, avec ses deux *Scharnhorst*, ses deux *Deutschland*, ses sept moyens et petits croiseurs et sa trentaine de torpilleurs ? M. Churchill n'y croyait pas lui-même, s'attendant « à une opération genre hollandaise », donc conduite par des parachutiste... « L'invasion de l'Angleterre au cours de l'été et de l'automne 1940, écrit-il, aurait exigé des Allemands la suprématie navale, la supériorité aérienne sur le plan local et d'immenses flottes et engins spéciaux de débarquement. Mais la supériorité navale, c'est nous qui la détenions... » (1).

On n'en imagine pas moins l'angoisse qui saisit les dirigeants britanniques lorsque notre défaite militaire s'étant précipitée, ils se trouvèrent tout à coup dans l'obligation évidemment fort imprévue de faire face, seuls, à une Allemagne triomphante et enivrée par sa victoire.

M. Churchill rapporte que c'est le 17 mai qu'il eut pour la première fois ce pénible sentiment. Déjà, pour faire face à une invasion possible, son ministre de la Guerre, M. Eden, « avait proposé de former un corps de volontaires de défense locale, et ce plan était énergiquement mis en œuvre. Dans chaque ville et dans chaque village se constituèrent des groupes d'hommes résolus, armés de fusils de chasse, de carabines, de gourdins et d'épieux » (2). Depuis la victoire de Tourville à Bévéziers, le 10 juillet 1690, à la suite de quoi Londres s'attendait à voir nos marins surgir dans la Tamise, jamais peur comparable n'avait saisi l'Angleterre aux entrailles, non qu'elle manquât de courage, bien au contraire, mais parce que c'était là un risque dont la possibilité n'avait jamais effleuré une cervelle anglaise. Le 26, au cours d'une cérémonie à l'abbaye de Westminster, organisée « pour demander l'intercession divine », le Premier Ministre pouvait « percevoir l'émotion contenue, passionnée et aussi la crainte de cette assemblée à l'idée... de la défaite possible et de la ruine définitive de la Grande-Bretagne » (3). Le trouble était tel dans le monde officiel que M. Chur-

(1) *Mémoires*, tome III, p. 297.
(2) *Le Figaro*, 9-2-49.
(3) *Le Figaro*, 14-2-49.

chill adressait à ses collègues ainsi qu'aux personnalités importantes une note strictement confidentielle les priant « de vouloir bien entretenir un moral élevé dans leur entourage, non point en minimisant les événements mais en se montrant confiants »... (1).

Déjà, dans l'esprit du gouvernement britannique, la France était condamnée. Au cours du Conseil suprême tenu à Paris le 31 mai, M. Churchill donnait à ses interlocuteurs français l'impression, malheureusement exacte, qu'il envisageait de sang-froid l'écrasement de leur pays et que toutes les ressources militaires anglaises, aviation comprise, seraient désormais réservées à la défense des îles Britanniques.

Mais si les armées françaises sont battues, la flotte demeure intacte, magnifiquement entraînée et solide, moral et matériel, riche en unités lourdes et légères. Que va-t-elle devenir si la France vraiment doit déposer les armes ? Le 12 juin, à l'issue d'une réunion tenue à Briare où la possibilité d'un armistice avait été envisagée, M. Churchill en parle pour la première fois. Prenant à part l'amiral Darlan, il lui dit : « Darlan, il ne faudra jamais *les* laisser s'emparer de la flotte française. » A quoi l'amiral répondit par « la promesse solennelle qu'il ne permettrait jamais pareille chose » (2).

Rien n'était plus normal ni plus dans l'ordre des choses que ce souci amicalement exprimé. Mais, à partir de ce jour, la position anglaise va se durcir de façon insensible d'abord, pour prendre enfin un ton intolérable. Des fausses manœuvres comme celle des deux télégrammes Halifax-Reynaud, envoyés puis retirés, les maladresses d'un ambassadeur dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'il ne fut pas égal aux circonstances, ajouteront au désarroi de cette tragique quinzaine. Le cabinet de Londres multipliera ses interventions. Chaque fois, les assurances les plus formelles lui seront prodiguées que, quoiqu'il arrive, notre flotte sera soustraite aux entreprises de l'ennemi. Tour à tour, amiraux, ministres, le maréchal et M. Albert Lebrun renouvelleront ces assurances, en connaissance de cause et des ordres donnés. Londres, préférant s'en remettre à des conseillers dont la silhouette apparaît en filigrane dans le récit de M. Churchill, s'obstinera à les considérer comme

(1) *Le Figaro*, 13-2-49.
(2) *Le Figaro*, 18-2-49.

mensongères, afin de n'en tenir aucun compte. Cela dit, voyons les faits.

Côté français, le sort éventuel de la flotte fut évoqué pour la première fois en Conseil des ministres le 13 juin, à Cangey, lorsque fut débattue la question de savoir si l'on demanderait ou non un armistice. MM. Campinchi, Monnet et Louis Marin, qui en repoussaient l'idée, s'employèrent « à démontrer qu'il était inutile de demander l'armistice si le gouvernement était par avance décidé à ne pas remettre la flotte à l'Allemagne ». Le général Weygand, qui en était partisan, bondit : « Il n'est pas question, il ne sera jamais question de livrer à l'ennemi une unité quelconque de notre flotte de guerre. Je serais le premier à repousser l'armistice si cette condition était posée par l'Allemagne » (1).

Le 14, le gouvernement français quitte Tours pour Bordeaux où il arrive dans la soirée. Le 15 au matin, Sir Ronald Campbell, ambassadeur d'Angleterre, se fait annoncer chez M. Paul Reynaud, président du Conseil, pour s'informer de la situation, escorté par le général Spears, celui-là même qui, avec une rare insolence, avait le 31 mai essayé d'un chantage sur le maréchal en le menaçant de « bombardements éventuels sur tous les ports français aux mains des Allemands » (2). En ce qui concerne la flotte, M. Reynaud les assure qu'elle ne serait livrée sous aucun prétexte.

Le 16, Sir R. Campbell remet à M. Reynaud deux télégrammes de lord Halifax ayant trait aux conditions que la Grande-Bretagne met à son acquiescement à la demande d'armistice. Leur ton est tellement inouï, les exigences qu'ils formulent de l'envoi immédiat de toute notre flotte dans les ports anglais constituent une telle atteinte à la souveraineté française que, sur le conseil du général de Gaulle, le Cabinet de guerre les fait « retirer » deux heures après ; en conséquence de quoi M. Reynaud n'en informe personne. Le nouveau gouvernement formé par le Maréchal, après la démission de M. Reynaud, ignore donc ces conditions.

Le 17 juin, à l'aube, M. Paul Baudoin, nouveau ministre des Affaires étrangères, convoque Sir Ronald pour l'informer de la demande d'armistice. Il lui donne, en présence de M. Charles

(1) Paul Baudoin, *Neuf mois au gouvernement*, pp. 162-163.
(2) *Le Figaro*, 11-2-43.

Roux, secrétaire général du ministère, « l'assurance que jamais le gouvernement français ne livrera tout ou partie de la flotte de guerre », ajoutant que « l'amiral Darlan a pris toutes ses dispositions en ce sens » (1).

Le 18 juin, un conseil de cabinet se réunit à onze heures du matin. En réponse, vraisemblablement, à deux messages personnels adressés la veille par M. Churchill au maréchal Pétain et au général Weygand, le conseil « se prononce à l'unanimité contre la remise d'un bâtiment quelconque de notre flotte militaire à l'Allemagne ou à l'Italie, quelles que puissent être les conséquences de ce refus. Il est décidé une fois pour toutes que si l'Allemagne demande un navire, tout armistice est impossible. Dans ce cas, dit le maréchal, je resterai sur le sol français et l'ennemi me fera prisonnier » (2). La décision est aussitôt notifiée à M. Biddle, ambassadeur des Etats-Unis à Varsovie, qui supplée son collègue M. Bullitt resté à Paris, afin que le président Roosevelt en soit informé sans retard, ainsi qu'à Sir Ronald Campbell. M. Baudoin prie en outre celui-ci de vouloir bien informer M. Churchill que « l'engagement pris par le gouvernement français est sans aucune réserve et définitif » (3). A 22 h. 45, notre Amirauté diffusait l'ordre suivant à « toutes autorités » : « 5025-5026 (*Secret*)... En cas de besoin, ligne de repli de tous les bâtiments et aéronefs sur Afrique du Nord — *stop* — Tout bâtiment de combat ou aéronef ne pouvant l'atteindre et risquant de tomber dans combat aux mains de l'ennemi doit se détruire ou se saborder abstraction ordre autorité supérieure... (3) »

Le 19 juin arrivaient en avion à Bordeaux M. Alexander, Premier Lord de l'Amirauté, l'amiral Sir Dundley Pound, Premier Lord de la Mer, et lord Lloyd, secrétaire d'Etat aux Colonies, envoyés par le Cabinet de guerre pour prendre des « contacts personnels ». Reçus à 11 heures par le ministre des Affaires étrangères, M. Alexander, accompagné de Sir Ronald, s'entend : 1°) donner les raisons pour lesquelles la France entend conserver sa flotte, « symbole et garantie de son empire colonial... et moyen d'action qui pourra servir un jour » ; 2°) confirmer « qu'aucun bâtiment français ne sera livré à l'Allemagne ou

(1) P. Baudoin, *Neuf mois au gouvernement*, p. 177.
(2) P. Baudoin, *op. cit*, p. 183.
(3) *Idem*, p. 184.

à l'Italie, et que les délégués français aux négociations d'armistice emporteront l'ordre de rompre les conversations si l'ennemi demande le moindre navire » (1).

Au cours de l'après-midi le Premier Lord et l'amiral Pound s'étant rendus auprès de l'amiral Darlan qu'assistait le contre-amiral Auphan, sous-chef d'Etat-Major général, ces deux grands chefs prirent l'engagement d'honneur que, quelles que soient les circonstances, nos bâtiments resteraient français ou seraient détruits. Après un thé que l'on avait servi, les visiteurs qui n'avaient rien demandé d'autre, *qui n'avaient posé aucune condition relative à la flotte*, les quittèrent émus, cordiaux et satisfaits. Reçus enfin par le maréchal à 22 heures, en compagnie de M. Baudoin, de Sir Ronald Campbell et de l'amiral Darlan, lord Lloyd et M. Alexander s'entendirent renouveler par celui-ci toutes les assurances précédemment données, que vinrent renforcer celles qu'ajouta le maréchal. Pas plus que dans l'après-midi ils ne firent allusion aux télégrammes retirés.

Le 20 juin, lord Lloyd vint revoir M. Baudoin, lui déclara que « l'ensemble des dispositions prises pour empêcher la flotte de tomber entre les mains des Allemands lui paraît devoir être efficace », ne lui parla d'aucune condition particulière la concernant et s'en sépara « très cordial et satisfait » (2). Bien placé pour connaître le dessous des cartes, M. William Langer, porte-parole du Département d'Etat américain n'hésite pas à écrire que les trois envoyés anglais rentrèrent à Londres « manifestement convaincus que tout danger immédiat était écarté » (3). Ce même jour, le général Huntziger quitte Bordeaux avec la délégation d'armistice. En présence du général Weygand et du ministre des Affaires étrangères, le maréchal lui renouvelle ses instructions à propos de la flotte : « Rompre immédiatement les négociations si l'Allemagne exige sa remise, même partielle ». Préalablement, s'adressant à M. Léon Noël, autre plénipotentiaire, l'amiral Darlan lui avait dit de la façon la plus catégorique : « Ne vous inquiétez pas... Les Allemands ne mettront pas la main sur la flotte. Les ordres sont donnés (4) ».

Le 21 juin, les conditions allemandes sont connues à Bordeaux tard dans la soirée. A partir de 22 heures, une sorte de

(1) P. Baudoin, *op. cit.*, p. 188.
(2) P. Baudoin, *op. cit.*, p. 192.
(3) William Langer, *Le Jeu américain à Vichy*, p. 47.
(4) Déposition de M. Noël, sténographie officielle du procès Pétain, p. 172.

conseil des ministres restreint en prend connaissance. La livraison de la flotte n'est pas exigée ; toutefois l'article 8 de la convention d'armistice stipule qu'elle sera démobilisée « dans des ports à déterminer sous le contrôle de l'Allemagne et de l'Italie » et que « la détermination de ces ports sera faite d'après les ports d'attache des navires en temps de paix ». Or, ni l'Amirauté ni le gouvernement français n'envisagent une seconde de renvoyer un seul bateau à Brest ou à Cherbourg occupés par l'ennemi.

Il est décidé : 1°) que la modification de cette clause sera demandée et qu'au lieu des ports d'attache, on proposera les ports méditerranéens ; 2°) que le plus grand nombre de bâtiments possible sera concentré dans les ports d'Afrique du Nord et singulièrement à Oran (1). Sir Ronald Campbell en est informé le 22 à 3 heures du matin, dans le même moment que copie des conditions d'armistice lui est remise. M. Baudoin le prie de revenir à 7 h. 30 pour prendre connaissance de l'ensemble des modifications demandées à l'Allemagne. Sir Ronald ne vient pas à ce rendez-vous. A 9 h. 30 seulement il se présente au bureau de M. Charles-Roux, qui lui communique le texte des instructions adressées à notre délégation d'armistice. Il revient dans le courant de l'après-midi pour savoir ce qui en est advenu, et M. Charles-Roux lui expose que, si les Allemands n'ont pas accepté de modifier par écrit les termes de l'article 8, le général Keitel, plénipotentiaire allemand, n'a pas repoussé *a priori* les assouplissements proposés, déclarant qu'il s'agit là de questions d'application relevant de la Commission d'armistice.

« Je me suis aperçu que Sir Ronald Campbell avait quelques difficultés à me suivre », a témoigné depuis M. François Charles-Roux (2) « et qu'il aurait beaucoup de difficultés à retenir ce que je lui disais ; alors je lui ai mis les papiers mêmes sous les yeux. Ceci est important à savoir, car de la sorte... avec mon autorisation, il a pu prendre copie de ce qui l'intéressait... J'ai en outre fait état des ordres secrets de sabordage donnés par l'amiral Darlan dès ce moment là à tous les commandants d'unités navales françaises (3) ». Précisons qu'à Rethondes même, l'amiral Le Luc avait déjà obtenu que « la notion de

(1) P. Baudoin, *op. cit.*, p. 199 et déposition de M. Charles-Roux, sténographie du procès Pétain, p. 84.
(2) Déposition de M. Charles-Roux, sténographie du procès Pétain, p. 85.
(3) Paragraphe c du télégramme secret du 20 juin cité plus loin.

port d'attache » serait interprétée très largement et qu'en particulier, pour toute la partie de la flotte qui avait pour port d'attache Brest, cette partie de la flotte pourrait rallier le port de Toulon » (1).

Le lendemain 23, à l'aube, Sir Ronald Campbell, littéralement affolé par l'avance allemande et la crainte d'être fait prisonnier, soupçonnant de surcroît « un complot organisé pour lui dissimuler la vérité » (2), quittait Bordeaux, emmenant avec lui les officiers de marine de la mission britannique auprès de l'Amirauté française, *sans avoir été rappelé par son gouvernement*, rompant ainsi brusquement les contacts diplomatiques et maritimes avec le gouvernement français dans le moment où ces contacts eussent été plus que jamais nécessaires. Mais ce départ n'empêche pas notre gouvernement de continuer à donner à Londres les apaisements désirables. Avant même que l'ambassadeur se soit embarqué pour regagner son pays, le Premier Ministre prononçait à la radio une allocution véhémente, protestant contre l'armistice et disant entre autres choses qu'il équivalait à « faire passer rapidement toutes les ressources de l'Empire français et de la Marine française entre les mains de l'adversaire ». Ce qui était inexact. A peine ce texte connu à Bordeaux, un télégramme était adressé à l'ambassadeur de France à Londres, M. Charles Corbin, lui demandant de renouveler de la part du gouvernement français au gouvernement britannique sa certitude qu' « en aucun cas, la flotte française ne pourra être employée dans les opérations contre l'Angleterre ».

Enfin, dans la journée du 24, en réponse à un message personnel du roi George VI, dans lequel Sa Majesté exprimait en termes parfaits ses craintes relatives à la flotte française, le Président de la République, M. Albert Lebrun, télégraphiait :

« Dans les cruelles circonstances que traverse mon Pays, après avoir épuisé les dernières possibilités de résistance militaire à l'invasion dont il a subi le choc presque avec ses seules forces, je ne puis que rappeler à Votre Majesté les assurances réitérées qui ont été données par le gouvernement français au gouvernement britannique et selon lesquelles la flotte de guerre française ne pourra pas être employée contre la Grande-Bretagne. Je me plais à espérer que ces assurances seront de nature

(1) Déposition de M. Lagarde, sténographie du procès Pétain, p. 301.
(2) W. Langer, *op. cit.*, p. 57.

à maintenir le gouvernement de Votre Majesté dans la voie de l'amitié où mon pays souhaite de pouvoir persévérer. »

***

Ces assurances réitérées, M. Churchill ne pouvait pas les contester, et il ne les conteste pas. Rappelant le voyage de M. Alexander, de lord Lloyd et de l'amiral Pound, « ils reçurent, écrit-il, des assurances nombreuses et solennelles qu'on ne permettrait jamais que la flotte tombât aux mains des Allemands » (1). Puis, pour essayer de se justifier de n'en avoir tenu aucun compte, il n'hésite pas à ajouter : « Mais aucun navire de guerre français ne bougea pour se mettre hors de portée de la puissance allemande qui se déployait rapidement. »

Tout de même, la contre-vérité est trop forte !

Dès que la menace italienne s'était précisée, vers la fin de mai, la plupart des unités basées sur nos ports de l'Océan et de la Manche avaient été expédiées en Méditerranée. Celles qui demeuraient dans ces ports devaient se tenir prêtes à appareiller au premier signal, après avoir rendu inutilisables les bâtiments immobilisés, en réparation ou sur cale et les installations dont l'ennemi pourrait se servir. C'est ainsi qu'à Cherbourg sont sabordés, les 18 et 19 juin, le sous-marin *Roland-Morillot* presqu'achevé, des dragueurs, des remorqueurs, les sous-marins de la classe *Aurore* sur cale dans l'arsenal, et l'arsenal lui-même. A Brest, le 18 juin, sont sabordés les grands sous-marins de 1.500 tonnes, *Agosta*, *Ouessant*, *Achille*, *Pasteur*, le torpilleur *Cyclone*, tous les cinq en réparation. Ce même jour, dans l'après-midi, appareille le *Richelieu*, *dont c'est la première sortie*, précédé et suivi par *quatre-vingts* bâtiments conduits par l'amiral Moreau, contre-torpilleurs, torpilleurs, avisos, sous-marins avec leur ravitailleur *Jules-Verne*, croiseurs auxiliaires, paquebots, chalutiers armés, remorqueurs, transports. Tout ce qui peut se déhaler par ses propres moyens, fût-ce à six nœuds, file en direction de Casablanca. Ne restent en rade que le vieux cuirassé *Paris* transformé en batterie flottante, deux torpilleurs dont le *Mistral*, le grand sous-marin *Surcouf* dont on répare à force un des moteurs en avarie et quelques chasseurs. Ceux-la

(1) *Le Figaro*, 25-2-49.

partiront le lendemain matin pour Plymouth, emmenant avec l'amiral Cayol, chef du secteur de Brest, les derniers échelons des services et les équipes de démolition. Car tout flambe et tout saute : réservoirs à mazout et à essence, poudrières, stocks, ateliers, bâtiments, bassins, quais.

Le 19 juin, à Saint-Nazaire, le cuirassé *Jean-Bart*, inachevé et *dont les machines n'ont jamais tourné*, réussit, grâce à la maîtrise de son commandant, le capitaine de vaisseau Ronarc'h, au dévouement de son équipage, des ouvriers et des ingénieurs des chantiers de Penhoët, du personnel des Ponts et Chaussées, à appareiller pour l'Afrique à 3 h. 30 du matin, sous les bombes dont une éclate sur l'avant, descendant la Loire avec vingt centimètres d'eau sous sa quille, exploit unique dans les annales maritimes.

Le 19 toujours, à Lorient, avisos, patrouilleurs incapables de prendre la mer, sont sabordés et tous les autres bâtiments quittent le port. *Idem* à La Pallice, le 22. *Idem* encore au Verdon, le 24.

Peut-on écrire, honnêtement, en 1949, « qu'aucun navire de guerre français ne bougea » au cours de ces journées tragiques ? L'histoire est là pour répondre : en juin 1940, *pas une seule* unité intacte de la flotte française n'a été saisie par l'ennemi dans les ports du Ponant.

Quant aux bâtiments de la Méditerranée, ils étaient soit en rade des Salins d'Hyères, soit à Mers-el-Kébir, Alger, Oran, Bizerte, hors de portée de la griffe allemande, et ne redoutant rien de la flotte italienne qui n'avait même pas cherché à venger le bombardement de Gènes effectué le 14 juin par notre Troisième escadre.

D'autres précautions avaient été prises que connaissait M. Churchill. Le 20 juin, c'est-à-dire avant que la délégation d'armistice n'eût quitté Bordeaux, l'amiral Darlan envoyait à 13 h. 30 à tous les amiraux commandants en chef de théâtre d'opérations, d'escadres ou de divisions indépendantes, un télégramme réglant l'ordre de succession du haut commandement maritime pour le cas où il serait empêché de l'exercer lui-même, et donnant les ordres généraux suivants : *a) Combattre farouchement jusqu'au bout tant qu'un gouvernement régulier et indépendant de l'ennemi n'aura pas donné d'ordres contraires. b) Désobéir à tout autre gouvernement. c) Quels que soient*

les ordres reçus, ne jamais abandonner à l'ennemi un bâtiment de combat intact. C'était net.

Pour montrer à quel point la pensée profonde de nos grands chefs maritimes était unanime, nous versons au dossier de la volonté française une pièce qui n'a été citée nulle part jusqu'ici. C'est un mémorandum secret sur les destructions à opérer par grenades, adressé, dès le 18 juin, sous le nº 3403 D, deux jours avant la réception de l'ordre ci-dessus, par le vice-amiral Duplat, commandant l'escadre de Toulon, à ses 19 bâtiments : Ire division de croiseurs, Ire, 3e, 5e, 7e, 9e division de contre-torpilleurs. Le texte n'autorise pas de doute sur l'objet poursuivi. Après avoir indiqué en *primo* que « l'explosion d'une grenade de 35 kilos placée contre le bordé peut faire une brèche de deux à trois mètres de diamètre », il donne en quatre paragraphes toutes les indications sur la manière de provoquer les explosions, sur la vitesse de combustion des mèches, sur les précautions à prendre et sur l'endroit de l'arsenal de Toulon où sera délivré « sans formalité » le matériel nécessaire. Si le mot *sabordage* n'est pas écrit, aucun des commandants des bâtiments destinataires ne s'y trompa, non plus que les officiers des bords chargés de la mise en place des grenades.

Le 24 juin, à 12 h. 45, utilisant pour la dernière fois la possibilité de communiquer avec les commandants en chef par télégramme chiffré, l'amiral Darlan leur adressait les renseignements et ordres suivants :

A Amiraux Ouest - Sud - Afrique - Antilles - F. N. E. O. 3e Escadre--Force X. Division navale Levant.

Préfets maritimes 3e et 4e régions maritimes.

Clauses armistice vous sont notifiées en clair par ailleurs. Je profite dernières communications que je peux transmettre en chiffré pour faire connaître ma pensée à ce sujet :

1º Les navires de guerre démobilisés doivent rester français avec pavillon français, équipage réduit français, séjour port français métropolitain ou colonial.

2º Précautions secrètes de auto-sabotage doivent être prises pour que ennemi ou étranger s'emparant d'un bâtiment par la force ne puisse s'en servir.

3º Si Commission armistice chargée interpréter texte décidait autrement que dans paragraphe *primo*, au moment exécution de cette décision nouvelle, navires de guerre seront sans

ordres nouveaux, soit conduits aux Etats-Unis, soit sabordés s'il ne pouvait être fait autrement pour les soustraire à l'ennemi. En aucun cas ils ne devront être laissés intacts à l'ennemi.

4° Navires ainsi réfugiés à l'étranger ne devront pas être utilisés à opérations de guerre contre Allemagne ou Italie sans ordre du commandant en chef des Forces Maritimes françaises.

Les paragraphes 2 et 3 étaient de nature à donner tous apaisements au gouvernement britannique dans la mesure même où il n'eût été mû que par le souci de ne pas voir l'Allemagne se saisir de nos bateaux. Un point non encore élucidé est de savoir si ce texte parvint tout de suite à sa connaissance. Nous ne le pensons pas. Et il n'est pas douteux que la responsabilité principale en incombe à Sir R. Campbell dont le départ précipité et décidé *motu proprio* à l'aube du 23 laissait la Grande-Bretagne sans représentant accrédité auprès du gouvernement français. Mais d'autres précisions allaient suivre.

Le 26, un ordre du jour à la flotte, transmis en clair et donc capté à Londres, faisait état des premières atténuations de l'article 8 rapportées de Rethondes par l'amiral Le Luc. L'Amirauté britannique en était officiellement informée le 27. Ce jour-là, un télégramme adressé par notre Amirauté au chef de sa mission navale à Londres, l'amiral Odend'hal, lui disait en substance : « Négociations sont en cours Wiesbaden pour applications clauses armistice — Invitez Amirauté britannique à réserver son jugement — Notre demande désarmer flotte dans ports français Méditerranée sera probablement acceptée. Je confirme que flotte restera française ou ne sera pas. »

Le 29, cette demande était effectivement agréée par l'Italie. L'amiral Duplat, représentant de la France à la commission d'armistice de Turin, faisait téléphoner à Bordeaux vers 18 h. 50 par le commandant de Larosière, que pour le désarmement des bâtiments de la flotte, « les Italiens acceptaient le projet de répartition par ports de l'Amirauté française sous réserve d'une acceptation de l'Allemagne. » Et il ajoutait : « Donc ne pas déplacer les bâtiments. » L'acceptation par l'Allemagne ne faisait pas de doute, cette dernière laissant à son alliée la haute main sur ce qui avait trait à la Méditerranée. Aussitôt l'amiral Odend'hal était chargé de faire part de cette importante nouvelle à l'Amirauté britannique laquelle connaissait parfaitement l'emplacement de nos escadres.

A la date du 29 juin, exception faite des forces stationnées sur les côtes de Provence (4 croiseurs, 14 contre-torpilleurs, 4 torpilleurs, 18 sous-marins), *tous les autres bâtiments de guerre français*, soit 9 bâtiments de ligne, 14 croiseurs, 14 contre-torpilleurs, 36 torpilleurs, 48 sous-marins se trouvaient dans les ports d'Afrique, d'Extrême-Orient, des Antilles, du Levant ou dans les ports britanniques, en Egypte ou à la mer, ce qui excluait absolument que l'Allemagne pût s'en saisir. Quant à leur faire regagner les ports de la métropole, il n'en était pas question. Pour ceux de Toulon, constamment en alerte, un coup de main allemand n'était pas moins impossible. La pointe extrême de l'avance de la *Wehrmacht* n'ayant pas atteint Valence laissait subsister une marge importante entre eux et leurs éventuels ravisseurs. Pour ce qui était d'une hypothèse italienne personne n'y songeait sérieusement.

L'Amirauté britannique ne s'y trompa pas. Nous croyons même pouvoir affirmer qu'elle fit transmettre par son représentant à Madrid l'expression de la satisfaction que lui causaient les mesures prises par l'Amirauté française. Les Lords de la Mer, eux, examinaient la situation en marins, en hommes de métier. Il leur suffisait de regarder la carte pour s'aviser que la flotte française ne courait aucun risque d'une tentative allemande, et que sa position même, de part et d'autre de Gibraltar, leur laissait, dans la pire hypothèse, celle de nos bâtiments tombant on ne sait par quel sortilège aux mains de la *Kriegsmarine*, la possibilité de les détruire séparément avant qu'ils ne fussent prêts à combattre. Car les officiers de la *Royal Navy*, au cours de ces journées fiévreuses, ne doutèrent pas de l'honneur de leurs camarades français et n'admirent pas l'idée que nos navires pourraient rentrer dans la guerre aux côtés de l'Allemagne avec des équipages et des états-majors français. Ce point est hors de contestation, et provoqua de sérieux remous aussi bien à l'Amirauté que dans la flotte anglaise ainsi que le rapporte dans ses *Souvenirs* l'ancien Secrétaire d'Etat américain M. Cordell Hull qui ne craint pas d'écrire à propos de Mers-el-Kébir : « J'avais entendu dire que la marine britannique avait été opposée à cette attaque. » (*...I had heard that the British Navy had been opposed to the attack*) (1). M. Churchill a écrit lui-même

(1) *The Memoirs of Cordell Hull*, tome I, p. 798.

dans ses *Mémoires* : « Ce fut une décision odieuse, la plus inhumaine, la plus pénible de toutes celles que j'ai jamais eues à partager. » Nous avons dit, déjà, qu'il eût fallu cinq ou six mois aux Allemands pour armer nos *Dunkerque* et l'Amirauté le savait, comme elle savait aussi, pour reprendre les termes de M. Churchill que l'amiral Darlan « était parvenu à ancrer dans l'esprit des officiers et des marins que les bateaux devaient être détruits avant qu'ils ne tombassent au pouvoir des Allemands... » C'est la raison pour laquelle nous croyons que l'on doit, jusqu'à preuve du contraire, décharger les Lords de la Mer de la responsabilité de l'opération *Catapult* telle qu'elle fut exécutée à Mers-el-Kébir, sinon à Porstmouth, à Plymouth et à Alexandrie. Nous n'en pouvons dire autant de certains de nos compatriotes déjà émigrés à Londres, et dont traces demeurent des singulières démarches qu'ils effectuèrent au *Foreign Office* et ailleurs...

***

Pendant des années, ceux des Français qui avaient la connaissance des choses, essayèrent de démêler les raisons qui avaient poussé les membres du Cabinet de guerre à charger leur pays de l'opprobre que devait constituer pour lui le guet-apens du 3 juillet. Nous nous répétions, certes, qu'il s'inscrivait dans la tradition britannique de « l'égoïsme sacré », matérialisée historiquement par le bombardement de Copenhague et la saisie de la flotte danoise, en pleine paix, au début de septembre 1807 par l'escadre de l'amiral Gambier. Nous nous souvenions qu'au printemps de 1908, l'amiral Sir John Fisher, inquiet du développement de la flotte de guerre allemande, avait froidement proposé au roi Edouard VII d'aller la « copenhaguer » par surprise dans le port de Kiel, idée que ce parfait gentilhomme qu'était le Roi avait repoussée avec un haussement d'épaules. Ayant lu et relu les discours prononcés par M. Churchill aux Communes en 1940, dans lesquels il affirmait avoir cédé à des considérations militaires engageant la sécurité de l'Empire britannique, puis à la crainte que l'Allemagne ne respectât pas les engagements pris, nous ne nous tenions pas pour convaincus, soupçonnant qu'il y avait autre chose. Et nous avions raison.

Deux textes publiés dans ses *Mémoires* par l'ancien Premier Ministre permettent aujourd'hui de situer dans sa pleine lumière

la détermination anglaise. Le premier est un télégramme qu'il adressa le 30 mai 1940 au président Roosevelt. Ce jour-là, envisageant le cas ou l'Angleterre envahie et vaincue traiterait avec Hitler, M. Churchill admettait le plus naturellement du monde que la flotte britannique fût livrée à l'Allemagne pour obtenir de meilleures conditions de paix.

Je cite : « Si les membres de l'actuel gouvernement étaient balayés et que leurs successeurs fussent disposés à engager des pourparlers parmi les ruines, vous ne devriez pas perdre de vue que *notre seule monnaie d'échange avec l'Allemagne serait la flotte* et, au cas où les Etats-Unis abandonneraient l'Angleterre à son sort, *nul n'aurait alors le droit de blâmer les responsables de l'heure d'avoir obtenu les meilleures conditions possibles pour les survivants*... Il est évident que je ne saurais répondre de mes successeurs qui, au comble du désespoir et de l'impuissance, pourraient bien être contraints de se plier aux exigences de l'Allemagne. » (1)

Ce texte capital démontre que tous les efforts faits par l'Angleterre pour essayer d'obtenir l'envoi de la flotte française dans les ports anglais tenaient moins à la méfiance légitime que l'on pouvait avoir de la loyauté allemande que du fait que, prêtant au gouvernement de M. Reynaud puis à celui du maréchal une réaction identique à la sienne, le chef du gouvernement britannique était persuadé que ces derniers monnayeraient la flotte française afin d'obtenir un adoucissement aux conditions du vainqueur. Dès lors, les précautions prises, les assurances renouvelées de nos amiraux et de nos ministres étaient considérées comme pure comédie. L'évidence que nos vaisseaux étaient géographiquement à l'abri de l'adversaire ne suffit pas à corriger cette erreur de jugement aussi lourde qu'outrageante. M. Churchill, qui se flattait de bien connaître la France, ignorait que même rendue au dernier degré du malheur, notre patrie n'a pas pour habitude de se vendre, ni de se livrer à l'on ne sait quels chantages. Loin de « se plier aux exigences de l'Allemagne » concernant la flotte de guerre, les deux gouver-

(1) *Le Figaro* du 9-2-49. Cet état d'esprit était si répandu dans les sphères gouvernementales qu'après une conversation avec un fonctionnaire britannique, l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, M. William Bullitt, pouvait, le 5 juin, télégraphier à Roosevelt « qu'il craignait que les Anglais ne voulussent conserver leur aviation et leur marine pour obtenir de meilleures conditions avec Hitler ». (W. Langer, *op. cit.*, p. 17-18).

nements français *unanimes* ne furent même pas effleurés par l'idée d'un marchandage déshonorant. (1)

Le second texte publié par M. Churchill démontre, lui, que contrairement à tout ce qui a été dit et écrit chez nous et de l'autre côté de la Manche pour tenter de le justifier, le carnage de Mers-el-Kébir ne fut pas décidé davantage pour des raisons militaires. On savait, depuis les révélations de M. Louis Rougier sur sa mission à Londres, que M. Churchill lui avait avoué en octobre 40 : « Mers-el-Kébir fut une nécessité de ma politique intérieure. C'est Mers-el-Kébir qui a fait comprendre au peuple britannique que je voulais le transformer en une énorme machine de guerre et mener la lutte jusqu'au bout. » Cet aveu était tellement énorme, il démentait si crûment la position officielle prise par le Premier Ministre, dans ses discours aux Communes et au micro de la B. B. C., que, sans suspecter la bonne foi de M. Rougier on souhaitait d'en avoir confirmation avant d'en faire état. Cette confirmation, M. Churchill nous l'apporte « ...Dans tous les pays, le fait d'avoir éliminé presque d'un seul coup ce facteur important que représentait la flotte française (2) causa une impression profonde. Voilà que cette Angleterre que tant de gens estimaient vaincue et finie, frappait brutalement ses plus chers amis de la veille... C'était montrer jusqu'à l'évidence que le Cabinet de guerre britannique ne redoutait rien et ne reculerait devant rien ».

Evidemment ! Même pas devant le risque d'engager dans une aventure monstrueuse l'honneur de son pavillon.

(A suivre.)

PIERRE VARILLON.

(1) Il sera permis de constater qu'à la date où le gouvernement français demanda l'armistice, toutes les conditions qu'invoque M. Churchill pour l'Angleterre étaient réunies : maintien en Angleterre des divisions promises, refus des escadrilles de la R. A. F., réponse négative américaine aux messages de M. Paul Reynaud, etc...

(2) Ce qui était inexact : moins de 200.000 tonnes de navires de combat immobilisés ou détruits sur 620.000.

LE DUEL DE SORLENTE

TROISIÈME PARTIE (1)

I

L'on attendait les Coutrain à Sorlente. Valentin, qui paraissait négliger de plus en plus ses occupations, n'avait pas regagné Limoges le matin. Il renseignait davantage Brussan sur Coutrain et sa femme.

— C'est ce que j'appelle un « ménage très uni ». Les... digressions de Brigitte Coutrain sont connues de Tulle à Limoges. Mais lui garde toujours la même sérénité. Il est vrai qu'autrement, il serait déjà enterré. Car Brigitte a poussé très loin cette particularité désintégrante (pour employer un mot du jour) de nos compagnes... Vous souvenez-vous, Elisabeth, de ce printemps, voici trois ans, où je me rendais si souvent au Touzanel? J'étais alors l'ami le plus fidèle de ce brave Coutrain...

— Et maintenant de qui parle-t-on ? demanda, avec un gros rire, M. Villebrun que ces histoires amusaient toujours.

— Je connais un avocat de Limoges et un armurier de Tulle, répondit Valentin. Mais la tendre Brigitte sait aussi remplir ses heures creuses au Touzanel. Comme elle a bon cœur, elle s'était un peu occupée des enfants d'un de leurs fermiers, devenu veuf. L'aîné a maintenant quatorze ans. Il est plein de santé. Brigitte est pour lui, m'a-t-on dit, beaucoup plus que n'aurait été la mère de ce garçon.

— Les voici, dit M. Villebrun qui aimait faire voir qu'il entendait le premier une auto monter le chemin.

(1) Voir *La Revue* des 1er et 15 avril.

***

Hubert Coutrain, maigre, chauve, au teint blanc, paraissait plus de quarante ans. Sa femme devait avoir une dizaine d'années de moins. Mince, élégante dans un ensemble de satin gris à la jupe très évasée, elle avait un sourire assez timide et parlait volontiers les yeux baissés, un peu rougissante.

Coutrain avait emmené son jeune fils.

— Je voulais vous montrer comme il a changé. Vous ne l'aviez pas vu depuis trois ou quatre mois. Regardez le petit homme... Hein ? Et il n'a guère plus de deux ans.

Ils admirèrent poliment. M. Villebrun fit voir le nouvel aménagement du stand de tir. Puis il entama la conversation qu'ils devaient avoir.

— Les bûcherons me demandent encore une augmentation. Et vous savez la dernière trouvaille ? Ne plus être payés au stère, au travail accompli, mais à la journée. Comme ça, s'ils se croisent les bras, l'argent tombera quand même. Admirable ! Nous devons mettre un frein...

— Les temps évoluent, mon cher ami, les temps évoluent.

— Il faut réagir ! Voici ma proposition...

M. Villebrun commença à l'exposer. Mais, comme il se répétait et, dans son animation, s'embrouillait, il invita Brussan à expliquer à sa place. Le régisseur proposait un accord entre les deux propriétaires. Ils s'en tiendraient aux mêmes conditions. Et, s'ils se montraient fermes, les autres, devant l'entente des deux grands employeurs de la région, deviendraient moins exigeants. M. Villebrun crut bon de préciser :

— Quand je refuse une augmentation, vous ne la donnerez pas tout de suite, comme vous le faites toujours, soit dit sans vous blesser.

Coutrain semblait loin de l'enthousiasme.

— Si vous les payez plus cher, vous augmentez le prix du bois, disait-il. Et vous vous arrangez pour y gagner. C'est simple.

— Céder toujours ! s'écria le père d'Elisabeth. Voulez-vous, oui ou non, rester le maître ?

— Mon cher ami, il faut comprendre l'esprit de l'époque, ne pas s'incliner devant lui à contre-cœur, mais y adhérer. Il faut comprendre les aspirations des travailleurs...

Le ciel, encore couvert, les avait empêchés de s'asseoir dehors.

Ils étaient dans le grand salon. Une averse tombait à présent. Martel ne participait pas à la conversation. Son beau-père prenait soin de le tenir ostensiblement à l'écart. Mais Martel, ainsi qu'il l'avait dit à Brussan, n'en ressentait presque plus de vexation. Bientôt tout serait changé. Il était satisfait de la manière dont il avait, le matin, signifié sa volonté au régisseur.

« — Ma femme et moi nous partirons au début du mois. Ce sera donc le moment...

« — La semaine prochaine, c'est tôt... »

Cette réponse avait, un instant, accru le doute qui, depuis quelques jours, se formait dans l'esprit de Martel.

« — Nous avons tout mis au point...

« — A cause du mauvais temps, le passage des sarcelles n'a pas eu lieu, me dit-on. Je n'aurai pas de raison pour aller avec lui sur la rivière. »

Martel avait réfléchi quelques secondes.

« — Je veux bien attendre la deuxième semaine d'août. Mais pas plus. C'est moi qui décide ! Qu'il y ait des sarcelles ou non, vous l'emmènerez. Vous avez maintenant suffisamment d'influence.

« — Bien », avait dit Brussan, sans faire d'autres objections.

Dans le salon, Coutrain poursuivait :

— Une période plus libérale et plus humaine...

— M. Villebrun est prêt à faire venir des travailleurs de l'étranger, dit Brussan. Main-d'œuvre beaucoup moins chère. Et les autres, alors, parleront moins haut.

Coutrain leva les bras.

— Vous mécontenteriez trop les gens du pays !

— Ne pas mécontenter, c'est tout votre souci ! Vous croyez que, de cette façon, on ne viendra pas vous couper le cou, s'il y a cette révolution dont vous avez si peur.

Cette intervention plus rude qu'habile de M. Villebrun fut suivie d'un silence assez embarrassé. Brussan y mit fin en suggérant que Coutrain prît du temps pour réfléchir.

— Oui, oui, dit l'autre, heureux de se dérober ainsi, je réfléchirai...

Après le goûter pour lequel M. Villebrun retint le régisseur, Coutrain voulut profiter de ce que l'averse prenait fin pour voir la plantation de sapins.

— Mes terres, du côté des Mauzens, ont été saccagées pendant

la guerre. Je me demande s'il ne serait pas avantageux de les reboiser en sapins. Je noterai l'adresse de votre pépiniériste.

Ils se dirigèrent tous vers la plantation. Coutrain portait son fils. Comme l'enfant se mettait à pleurer, il voulut le donner à sa femme. Elle refusa :

— Tu sais bien qu'il préfére être avec toi.

— Il faut dire, mon cher ami, que vous paraissez le père le plus maternel qui soit, fit Valentin.

Avec Martel, sa femme et M. Villebrun il marchait un peu en avant de Brussan et de Brigitte Coutrain. Celle-ci avait dû être intéressée par le projet de Brussan. Elle lui posait sans cesse des questions. Puis elle s'arrêta, se plaignant d'un gravier dans sa chaussure...

— Vous avez remarqué qu'il parle comme s'il faisait un discours électoral ? Il singe son ami le député, dit M. Villebrun après le départ des Coutrain. Je me doutais qu'il n'aurait pas le courage de me suivre. Sa grande peur, c'est de se faire des ennemis.

M. Villebrun haussa les épaules.

— Il a toujours vécu dans la terreur de ce qu'il appelle un mouvement populaire, fit-il avec dédain. Il s'imagine se préserver en se mettant au goût du jour. Bientôt, il se laissera tutoyer par son chauffeur. Il distribuerait sa fortune pour qu'on ne la lui prenne pas. Un caractère ! C'est bien un de ces hommes d'aujourd'hui, *lui aussi*.

M. Villebrun détacha ces deux derniers mots en tournant à demi la tête vers son gendre. Après quelques autres considérations méprisantes, il pénétra dans la maison, suivi de Brussan.

— Comment trouvez-vous le fils de Brigitte ? interrogea Valentin. Il m'a l'air de trépigner avec beaucoup de finesse. En rapprochant certaines dates, je suis tenté d'imaginer que Coutrain, dans quinze ans, sera appelé « Père » par un jeune homme qui aura tout pour m'être sympathique...

— Tu pourras en faire l'héritier de la fortune que tu auras gagnée en travaillant, dit Alexis, que l'allusion agressive de son beau-père, un instant plus tôt, ne semblait pas avoir touché.

Valentin se mit à rire. Il souligna que Brigitte Coutrain lui avait paru faire très attention à Brussan.

— Avec son air de petite pensionnaire, elle n'oublie pas de regarder en détail un homme qu'elle rencontre pour la première

fois, de le soupeser des yeux, si je peux dire. S'il lui a plu, je plains ce cher Brussan...

Il jeta un coup d'œil vers Elisabeth. Celle-ci paraissait écouter avec indifférence. Comme il poursuivait, elle prit le bras de son mari et déclara :

— Le vent est frais. Rentrons.



Martel s'était fait apporter dans le bureau des comprimés et un verre d'eau. Il sentait revenir cette tenace migraine qui, parfois, l'obligeait à rester allongé une journée entière, dans l'obscurité. Puis il envoya la femme de chambre chercher Brussan. Il demanda au régisseur des précisions sur l'embauchage des bûcherons étrangers.

— Vous avez expédié la lettre d'accord à l'agence de placement de Marseille. Et c'est seulement en vous entendant parler avec mon beau-père que je l'ai appris.

Son ton était sec.

— Rien ne me laissait penser que ces détails avaient pour vous beaucoup d'intérêt, répondit Brussan.

— Je n'aime pas que, systématiquement, vous ne décidiez qu'avec lui.

Brussan voulut répondre. Il l'en empêcha, non sans brusquerie :

— N'oubliez pas que je suis là ! N'oubliez pas autre chose aussi.

— Je n'oublie rien.

— Vous êtes prêt pour le moment fixé ?

Brussan acquiesça. Cependant il estimait qu'il aurait convenu d'attendre davantage. Plus il deviendrait le familier de M. Villebrun, plus la réussite serait assurée. Martel s'était levé.

— Si je vous écoutais, vous retarderiez toujours... Je me demande si vos occupations ici et les éloges que vous savez si bien provoquer ne finissent pas par vous détourner de ce qui compte Ne perdez pas de but votre but. Il est utile de plaire à qui vous savez...

Il s'arrêta. Dévisageant le régisseur, il conclut :

— Mais pas à quelqu'un d'autre.

II

Martel et sa femme s'étaient retirés assez tôt dans leur chambre. Quand elle revint, en toilette de nuit, ses cheveux blonds tombant sur ses épaules, elle le trouva allongé, pensif. Il ne s'était pas déshabillé.

— Depuis quelques jours, vous paraissez plus soucieux, remarqua-t-elle.

Elle s'assit à côté de lui, prit son poignet.

— Vous êtes un peu fiévreux.

Brusquement, il questionna :

— Est-il nécessaire que vous alliez à Tulle demain ?

Elle parut surprise.

— Je dois remplacer l'abat-jour du salon que la femme de chambre a abîmé. Et depuis si longtemps je promets une visite à Mme Berthier...

— Il importe sans doute que vous fassiez cette visite justement demain.

L'aigreur de sa voix décontenança un instant Elisabeth.

— Pourquoi me dites-vous cela ?... Pourquoi me le dites-vous de cette façon, Alexis ?

— Je voulais seulement savoir s'il était indispensable que vous vous rendiez à Tulle en même temps que Brussan, avec lui.

— Mais j'y vais seule.

— Vraiment ! s'exclama-t-il d'un ton d'âpre ironie. Et moi j'ai entendu avant le dîner votre père dire à Germain de vous conduire à Tulle demain après-midi avec le régisseur.

— Je l'ignorais, affirma-t-elle. Je l'ignorais ! J'avais moi-même prévenu Germain. Mais je ne savais pas que le régisseur irait également à Tulle. Je vous assure...

Il la laissait parler sans plus rien dire. Au bout d'un instant, il déclara :

— Alors, c'est votre père qui a décidé que vous iriez ensemble.

Il y eut un silence. Elisabeth hésitait sur les mots à prononcer. Finalement, elle lui demanda s'il était toujours satisfait du régisseur.

— Pour Christol, comme pour les bûcherons italiens, c'est lui qui, en fait, a pris les décisions. Il suggère à votre père, mais de telle façon que son point de vue est suivi. En réalité, il arrive à faire exactement ce qu'il veut ici. Il ne me plairait pas qu'il en tire, avec

trop de vanité, des ambitions exagérées. Il ne me plairait pas non plus qu'on l'encourageât.

Il la regardait. Et soudain, elle se troubla.

— Alexis, pour la première fois vous me parlez ainsi. J'en suis étonnée.

Il restait silencieux. D'une voix tendre, elle ajouta :

— Je n'irai pas à Tulle demain. Je n'ai jamais rien fait qui vous déplaise.

Elle se pencha vers lui. La clarté de la lampe de chevet, à côté d'elle, suffisait pour rendre transparent le léger déshabillé. Lorsqu'il avait, le soir, une expression dure, absorbée, elle venait ainsi près de lui. Pendant un instant, Alexis la contemplait. Et son regard changeait. Il prononçait rarement un mot. Mais il l'attirait avec une brusquerie qui la meurtrissait presque — une brusquerie qu'elle n'avait jamais pu corriger... Elle voyait enfin son visage gagné par un abandon, une douceur qui l'attendrissaient. C'était elle alors qui le prenait dans ses bras.

Ce soir-là, bien que l'étoffe de sa robe de nuit frôlât la poitrine de Martel, il ne bougeait pas. Elle dut se pencher encore.

***

Dans le bureau où, trois jours plus tôt, Martel avait fait des reproches à Brussan, la même scène se reproduisit, plus vive, ce matin-là.

— Je suis passé au Reyzac et j'ai appris que mon beau-père accepte de faire clôturer plusieurs champs. Si je n'étais pas allé là-bas, je n'en saurais rien !

— Je venais vous en avertir.

— Après que la décision est prise ! Prise en dehors de moi.

— M. Villebrun a estimé que l'argent serait rattrapé (les fermiers paient la moitié de la dépense). En effet, le chiffre des dégâts se trouvera très diminué les années suivantes.

— « M. Villebrun a estimé », répéta Martel en haussant les épaules. C'est vous qui l'avez estimé. Quand moi, j'envisageais seulement de clôturer deux ou trois champs. — Il levait les bras au ciel. — Bientôt, vous arriverez à le faire distribuer sa fortune aux bonnes œuvres !

— Il ne s'agit que des champs où il faut payer le plus de dégâts, le long des bois. Les lapins...

Avec irritation, Martel frappa sur le bureau.

— Vous savez que je me moque des lapins, des dégâts ou du grillage ! Ce que je n'aime pas, c'est votre manière de régler ces questions sans moi. Comme si vous cherchiez à réduire mon rôle et, progressivement, à vous mettre au premier plan. Tout seul !

Brussan voulut protester. Mais il ne le lui permit pas.

— Il m'arrive de me demander si vous n'avez pas changé d'idée... Alors, je regretterais rudement de m'être mêlé à la vilaine affaire de votre Guissart. J'aurais pris un risque bien déplaisant pour rien...

Brussan le pria de parler moins haut. Posément, il déclara qu'il ne s'expliquait pas l'emportement de Martel, cette sorte de soudaine suspicion. Il ne suivait que ses directives... Et s'il avait l'air de vouloir le supplanter, n'était-ce pas utile pour leur projet ? Il fallait que personne, quand l'accident se produirait, ne pût soupçonner une entente entre eux. Tel avait été jusqu'ici l'avis de Martel. Il ne pouvait être que favorable qu'on les vît un peu comme des rivaux.

Le mari d'Elisabeth s'était assis. Il retira les lunettes qu'il portait pour lire. Un moment s'écoula. D'un ton plus calme, il dit :

— Nous partirons le 8 août...

Brussan inclina la tête. De nouveau Martel se leva. Et son accent indiquait la nervosité, le doute qui le regagnaient.

— Seulement, quand vous resterez seul avec lui, vous serez encore plus à votre aise pour en faire ce que vous voudrez. Si vous ne m'écoutiez pas...

— Je suis surpris que dans votre esprit les moyens semblent éloigner le but, dit le régisseur qui laissait voir sa contrariété.

Martel scrutait son visage.

— Vous êtes habile, extrêmement habile. Mais me croyez-vous privé de toute subtilité ? Vous imaginez-vous que je ne voie rien ?

— Je vous en prie, plus bas ! On pourrait entendre. Avec Germain toujours en train d'essayer de surprendre quelque chose... Vous savez qu'il me déteste depuis que je suis aussi bien avec M. Villebrun. Soyons prudents... Apaisez-vous. Rendez-vous compte que votre susceptibilité vous détourne de l'essentiel.

Martel tapotait encore sur le bureau.

— Voyez dans ce que je viens de vous dire un avertissement... Et comprenez-le.

***

Elisabeth et François Brussan revenaient à pied de Saulzac. A trois cents mètres de la maison, à l'endroit où se joignent le petit chemin impraticable pour les voitures qui, bordé de sapins, descend jusqu'à la route, et le sentier menant à la ferme des Bauves, ils virent venir le mari d'Elisabeth. Celui-ci montait le sentier, la tête baissée, songeur. Ils s'arrêtèrent pour l'attendre. Brussan remarqua l'embarras de la jeune femme. Pendant le trajet, il ne lui avait pas échappé qu'elle s'attachait à ne prononcer que des paroles sans portée.

Quand son mari les rejoignit, Elisabeth, d'un ton où apparaissait comme une excuse, lui dit :

— M. Brussan et moi, nous nous sommes rencontrés devant la mairie...

— La municipalité ne fait plus de difficultés au sujet des bûcherons italiens, indiqua Brussan.

Martel ne disait rien.

— Je suis passé demander au maçon d'aller à Montaneyre dès demain pour les quelques réparations nécessaires dans les deux maisons où ils logeront, dit encore Brussan.

— Vous avez bien fait, comme d'habitude, répondit Martel d'un ton bref.

Dans la cour, le régisseur les quitta pour retrouver M. Villebrun qui, dans le garage, causait avec Germain.

Elisabeth et son mari continuaient de remonter la cour en silence. Il avait le front plissé. Lui prenant le bras, Elisabeth l'arrêta. D'une voix à la fois tendre et qui contenait quelque reproche, elle commença :

— Alexis, dites-moi...

Il la regardait durement. Et, le cœur serré, elle resta un instant sans rien pouvoir dire. Au moment où elle allait parler de nouveau, il lui tourna brusquement le dos et rentra.

III

Germain fumait sur le banc, devant la cuisine, à l'aile droite de la maison.

— M. Villebrun vous attend au stand, dit Brussan.

Lentement, le vieux chauffeur tourna la tête. Son regard n'indiquait pas particulièrement la sympathie.

— Le garde est là aujourd'hui.

— M. Villebrun vous demande, vous.

— Le stand, c'est le travail du garde. Je ne suis pas ici pour charger la carabine du régisseur, de monsieur le régisseur, fit Germain hargneusement.

Brussan hésita puis, sans rien ajouter, il s'éloigna. Dans la salle d'armes il prit les deux carabines, les boîtes de munitions, et il se dirigea vers le stand.

Ils allaient essayer les cibles mobiles que Brussan avait eu l'idée de commander à la Manufacture de Saint-Etienne. Cette nouveauté réjouissait M. Villebrun. Lui, que Martel avait décrit à Brussan comme un vieil homme âpre, taciturne, se montrait maintenant avec le régisseur d'une cordialité presque constante. La veille, il était revenu de fort bonne humeur de la coupe de bois des Souches. Les bûcherons avaient fait preuve de beaucoup plus de politesse qu'à l'ordinaire.

« L'arrivée prochaine des Italiens leur donne à réfléchir, disait M. Villebrun en se frottant les mains. Ceux qui viennent du côté d'Esbards ne peuvent pas aller chez Coutrain ; c'est trop loin. Nous les materons ! Sans avoir besoin de ce couard de Coutrain... »

Quand ils quittèrent le stand, Brussan fit observer que M. Villebrun avait réalisé à peu près d'aussi bons cartons sur les cibles mobiles que sur les autres.

— Venez faire un tour dans le parc, lui dit le père d'Elisabeth.

Ils traversèrent la cour sans que M. Villebrun dît un mot. Comme toujours lorsqu'il devait réfléchir, il passait à chaque instant la main sur son front aux rides plus creuses. Ils s'avancèrent jusqu'à la balustrade. Il n'avait pas plu depuis la veille. Mais, à la fin de l'après-midi, des nuages lourds étaient apparus au-dessus des sommets, à l'ouest.

— Ce tilleul, quel parfum !... dit M. Villebrun.

Puis, il commença par rappeler que depuis l'arrivée de Brussan il avait l'impression de rajeunir. Auparavant, il éprouvait la sensation décourageante que la période pendant laquelle sa volonté triomphait était achevée. Il lui semblait que la veulerie, l'impuissance, le submergeaient.

— Je reprends goût à tout. Grâce à vous ! Je serai là assez

longtemps pour m'amuser du dépit de celui qui attend les bras croisés...

Brussan, une fois de plus, assura que s'il donnait satisfaction, c'était uniquement parce qu'il tenait à suivre l'exemple de M. Villebrun.

Celui-ci s'était appuyé à la balustrade. Le soleil venait de disparaître derrière les nuages qui avançaient plus vite. L'air fraîchissait. Après un moment d'hésitation, le père d'Elisabeth dit, avec cette brusquerie qu'il accentuait lorsqu'il était embarrassé :

— Quand je vous ai engagé, nous nous sommes entendus pour votre traitement. Mais, à présent, que vous êtes plus qu'un régisseur...

Avec respect Brussan l'empêcha de poursuivre.

— Je suis heureux de me trouver près d'un homme comme vous. Je vous remercie de bien vouloir me dire que vous voyez en moi plus qu'un régisseur... Bien qu'il me semble que ce soit ma condition, que cela restera ma condition.

M. Villebrun lui saisit le bras. Ce geste et la chaleur avec laquelle il s'exprimait auraient surpris beaucoup de ceux qui le connaissaient.

— Je comprends. L'ambition... J'aime l'ambition. J'aime ceux qui en ont. Moi, à votre âge... Dès que j'avais avancé un peu, je pensais à aller plus loin. Voilà comment il faut être !

Il s'attarda sur des épisodes de sa réussite. Brussan écoutait, attentif, ce qu'il avait déjà pu entendre plusieurs fois. Ensuite le père d'Elisabeth affirma :

— Vous ne serez pas toujours régisseur. Quand on a du caractère on obtient ce qu'on veut. Si on ne vous le donne pas, vous le prenez. Il faut le faire !

M. Villebrun évoqua encore comment il avait agrandi le domaine, comment il avait su concurrencer avec son usine des entreprises rivales et les faire péricliter.

— Permettez-moi de souligner une différence, une grande différence, dit Brussan. Vous étiez parvenu à monter une affaire. Tandis que moi...

Vigoureusement, M. Villebrun lui frappa sur l'épaule.

— Vous arriverez par un autre chemin. Un chemin que vous prenez déjà. Je sais observer. Rien ne m'échappe. Rien ! Il s'est passé des choses depuis que vous êtes là. Il s'en passera d'autres.

Il le considérait en souriant. Des gouttes tombaient. Ils s'étaient mis derrière la balustrade, sous le tilleul dont le feuillage préservait de la pluie. La petite cloche du dîner avait tinté.

— Il se produira des changements à Sorlente, continuait M. Villebrun. Mais oui, attendez un peu.

Il souriait toujours, d'un assez singulier sourire.

— Attendre et préparer...

Au cours du dîner, M. Villebrun, après avoir fait un nouvel éloge de Brussan, annonça qu'il ne voulait plus le laisser prendre ses repas seul.

— Pourquoi donc ne mangerait-il pas avec nous, tout simplement ?

Martel protesta. L'usage était-il de mettre les domestiques ou même un régisseur à la table des maîtres ? Ce serait créer une familiarité d'où viendraient des difficultés.

Comme d'habitude, Martel ne s'adressait pas directement à M. Villebrun. Valentin, à sa manière, appuya son frère.

— Vous lui donnez une chambre à Sorlente, puis une place à votre table... Que lui donnerez-vous ensuite ? Je ne vois pas. Alors, il sera déçu, ayant été stimulé par cette progression...

M. Villebrun gardait le visage obstiné qui était le sien, une fois prise une décision. Elisabeth n'avait rien dit.

Le lendemain, Alexis Martel et son frère se retrouvèrent dans la salle à manger, un peu avant l'heure du déjeuner.

— Tu ne reçois pas d'observation quand tu n'apparais pas de la matinée à Limoges ?

Valentin fit un geste d'insouciance.

— Jusqu'ici, mon bienveillant supérieur, le cher Miramon, a tout arrangé. Et comme je n'ai pas l'intention d'attendre l'âge de la retraite...

— Pour cette histoire dont tu m'avais parlé, tes complaisances ne t'ont pas valu d'ennui ?

— Je les ai oubliées, dit Valentin, d'un ton de légèreté apparemment affecté...

Alexis Martel désigna le cinquième couvert.

— Un nouveau point au tableau de l'actif Brussan, fit Valentin.

— J'avais dit à Elisabeth d'essayer d'obtenir que son père renonce... Je sais bien qu'il ne fallait pas trop l'espérer. Avec un personnage aussi têtu ! Mais je suis sûr qu'elle n'a rien dit.

Valentin quitta la salle à manger. Il revint avec une bouteille de porto, s'en versa un verre et le but à moitié.

— Elisabeth a changé de marque... Oublie-t-elle mes préférences ?

Il vida son verre.

— Mais, dis-moi, pourquoi as-tu autant tardé à te rendre compte que le nouveau convive devenait singulièrement important ?

— Je le laissais faire. Il me débarrassait de travaux sans intérêt. En lui je ne voyais qu'un sous-ordre. Il m'obéissait.

— Mon cher Alexis, tu ne t'occupes guère que de ton cas. Tu passes beaucoup de temps à y réfléchir... C'est du temps bien employé. Seulement, permets à ton cadet une observation : celui qui néglige trop les autres est amené tout naturellement à les mésestimer. C'est-à-dire à se tromper. Je n'ai pas dit : à être trompé.

Martel frottait nerveusement ses mains l'une contre l'autre.

— Je t'ai prévenu, cependant. De la seule façon bien entendu qui me convienne : insinuations, subtilités, demi-teintes. Je crois même t'avoir dit au début : « Il a de l'appétit. » Et je ne prévoyais pas qu'il s'assiérait si rapidement à notre table. S'il continue, il ne tardera pas à être très bien placé sur le testament.

— J'ai été négligent. Mais rien ne me laissait penser que mon beau-père aurait une conduite sentimentale.

— La plus grande habileté de Brussan, c'est de présenter de lui une image où le vieux dogue se retrouve. Dans Brussan, c'est lui-même qu'il affectionne. Puis Brussan est le confident. Il sait écouter. Avant, ton beau-père n'avait que moi, quand je préparais un emprunt.

Valentin fit observer qu'elle est connue, cette satisfaction qu'éprouvent les vieillards à avoir près d'eux un homme jeune pour les continuer.

— Sentimental ? Non, il n'en a pas l'air. Mais Brussan a su voir profondément. Il a cherché à toucher le cœur. Il a compris qu'il gagnerait ton beau-père d'autant plus sûrement que ce cœur ne sert pas souvent. Et il avance vite parce qu'il a bien visé.

Il se versa un nouveau verre de porto.

— Brussan : une force s'appuyant sur la séduction. Cette séduction a fort bien réussi avec le vieux dogue. Il est assez naturel que, tant qu'il y est, Brussan l'exerce sous un autre aspect, ailleurs... Avec moins de chances. Car n'oublions pas que ton beau-père n'a jamais eu de passion pour toi !

— Elisabeth... murmura Alexis songeusement.

— Tiens, je commence à m'habituer à ce nouveau porto, fit Valentin, posant son verre. Il faut savoir s'habituer. Tu parlais d'Elisabeth ? Me les a-t-elle dits et redits son attachement, son admiration pour toi ?...

Son frère s'était assis. Il restait absorbé. Valentin affirma :

— Tu aurais tort de t'abandonner à une imagination fâcheuse... Elisabeth est une femme d'une constance déprimante. La preuve : je brûle toujours en vain. Et pourtant je me suis donné de la peine.

La femme de chambre entra pour prendre la clochette sur la table. Elle l'agita à la fenêtre.

— Toutefois, dit encore Valentin, si tu voulais te livrer à des méditations sur les états d'âme féminins, l'avis d'un esprit superficiel pourrait, peut-être, te servir un peu.

— A présent, je ferai attention.

IV

Brussan trouva Elisabeth adossée au grand tilleul. Rarement maintenant ils étaient seuls ensemble. Mais, lorsque cela se produisait, comme ce soir, il voyait la gêne d'Elisabeth. Un frelon rouge, attiré sans doute par le parfum, tournait autour des cheveux de la jeune femme. De la main, Brussan le frappa. Le frelon tomba étourdi à leurs pieds où il l'écrasa.

— Vous n'avez pas été prudent, estima-t-elle. Il y a trois ou quatre ans, Germain avait été piqué au bras par un de ces frelons. Pendant plus d'un mois, il n'a pas pu se servir de son bras. Et il souffrait...

Il la regarda, sourit un peu. Elisabeth se hâta de poursuivre :

— Ils sortent tous de l'ancien pigeonnier. Ils doivent avoir leur nid dans un trou, entre les vieilles pierres. Il faudra dire au jardinier de les enfumer... Vous qui vous mettez si vite au courant de nos travaux, saviez-vous comment on les détruit ?

Brussan la regardait toujours.

— J'ignorais aussi cela.

Elle fit un pas pour s'éloigner.

— Dans un instant nous allons voir le soleil disparaître derrière les collines, dit-il.

— Je connais ces couchers de soleil. Souvent, je suis restée

sous le tilleul à regarder les barres rouges se ternir. Très vite le brouillard se forme au pied des hauteurs. On le voit s'approcher. Et soudain, il fait froid... Mais je rentre ; je dois téléphoner à Brigitte Coutran. Mon mari ne veut pas se rendre à leur invitation après demain.

Au bout de quelques pas, elle se retourna et elle eut, comme pour s'excuser, un bref, un mélancolique sourire. Il suivit des yeux sa légère silhouette dans l'allée que les buis obscurcissaient. Il prévoyait qu'il n'y aurait pas de soirée dans le grand salon. Ce jour-là encore, Valentin ne venait pas à Sorlente. La veille, tout de suite après un dîner fort peu animé, Martel avait gagné sa chambre.

« Vous ne restez pas ? » avait demandé sa femme.

Il avait secoué la tête.

Aussitôt, elle avait dit bonsoir à M. Villebrun et à Brussan. Et elle avait rejoint son mari.



Cela se produisit dans la chambre de Martel et de sa femme. Jamais Elisabeth n'avait imaginé que son mari pût agir ainsi.

La jeune bonne engagée au printemps brossait, dans le cabinet de toilette, les cheveux d'Elisabeth qui portait encore son déshabillé matinal. Alexis Martel fit signe à la femme de chambre de sortir. Elle obéit en hâte, non sans renverser un flacon de parfum. La brusquerie de Martel l'intimidait toujours.

Tout de suite, la surexcitation de son mari alarma Elisabeth. D'une voix saccadée, rageuse, il lui apprit qu'il avait tout à l'heure trouvé Brussan seul dans le bureau. A l'observation de Martel, il avait été répondu que M. Villebrun voulait voir le régisseur installé là, désormais, pour travailler. Après le mariage, M. Villebrun avait abandonné cette pièce à son gendre. Il y revenait parfois, s'asseyait un instant, parcourant les feuilles de paie, les dernières lettres reçues. Il devait juger utile de rappeler ainsi sa présence et son autorité.

— Vous vous doutez que j'ai réagi vivement. Votre père est entré. Il ne savait pas que j'étais là ; sinon, suivant sa méthode, il aurait essayé d'éviter l'explication... Que m'a-t-il dit ? Brussan étant très occupé, il convient qu'il dispose du bureau. Là se trouvent les dossiers, tous les papiers. Et c'est le seul endroit où il puisse recevoir ceux avec qui il a affaire.

Martel avait riposté que c'était sa tâche. M. Villebrun répondait sans le regarder. Il se répétait. Petit à petit, il s'approchait de la porte. Et avant de sortir, il avait lancé ce trait :

« — D'ailleurs, je ne vous empêche pas d'y venir quand vous en avez envie, de temps en temps. »...

— Le valet de chambre nettoyait les carreaux. Naturellement, il s'est arrangé pour ne pas terminer tant qu'a duré la discussion. Il m'a vu ridiculisé. Maintenant, à la cuisine, ils doivent tous se moquer de moi. Se moquer de moi, vous entendez !

Elisabeth l'avait déjà vu dans de pareils états de colère, ses veines saillantes au front, après des scènes avec M. Villebrun. Mais il n'avait pas encore eu ce ton qui semblait s'en prendre à elle.

— Est-ce tellement sérieux ? interrogea-t-elle. Il lui arrivait bien d'être dans le bureau.

Il sursauta.

— Comment ! Mais n'en voyez-vous pas la signification ? Ne voulez-vous pas la voir ? Avant, s'il devait se servir des papiers du bureau, ou y recevoir quelqu'un, il me demandait l'autorisation. Maintenant, il est chez lui. L'évidence, c'est qu'on m'évince de plus en plus. Brussan s'occupe de tout ici... L'autre jour, Valentin posait la question : « Après la chambre à Sorlente, après une place à votre table, que voudra-t-il ? » Il a voulu le bureau, il a eu le bureau.

Il saisit les poignets d'Elisabeth.

— A mon tour je pose une question. Ensuite, où voudra-t-il entrer ? Où le fera-t-on entrer ?

Elle frissonna.

— Alexis, dit-elle d'une voix tremblante, comment pouvez-vous ?...

Elle vint tout contre lui.

— Ai-je une fois déjà refusé de vous aider ? Un seul homme a compté pour moi, murmura-t-elle. Ce que vous voudrez, je le ferai.

— Vous n'avez rien tenté pour l'empêcher d'avancer. Au contraire.

Elle voulut protester.

— Au contraire ! répéta-t-il brutalement.

— Mais j'ai cru longtemps que vous étiez satisfait de lui. Je pensais que sa présence atténuait vos difficultés avec mon père. Vous-même ne m'aviez-vous pas dit autre chose ?

— Je me suis trompé. J'ai été trompé. Maintenant je vois bien où il veut en venir. Quant à votre père...

Elisabeth se gardait de le contredire. Cependant, peut-être parce qu'elle ne l'approuvait pas non plus, il l'interpella de nouveau, agressif :

— Vous, vous restez attachée à votre père... Vous vous êtes bien gardée de reparler de l'entreprise de Carrera.

Elle le regarda tristement.

— J'ai remarqué avec quelle adresse vous évitiez toute allusion, tout propos qui aurait pu remettre en question notre départ là-bas, poursuivit-il. En réalité, vous n'y tenez pas du tout. Vous ne voulez pas quitter votre cher Sorlente...

— J'ai cru à un moment qu'il valait mieux partir. Je le crois de nouveau... Mais quand vous-même n'en parliez plus, je préférais ne pas y revenir, ne pas provoquer d'autres heurts... Je pensais que vous aviez changé vos projets.

Il rit amèrement.

— Changé mes projets, en effet... Je vous redis que j'ai été trompé. Voici le moment de réagir. M'aiderez-vous ?

— Moi, je vous redis, Alexis : ai-je déjà refusé de vous aider ? Mais je suis convaincue que, de toute manière, vous-même vous saurez triompher.

Il recula brusquement d'un pas. Il était devenu plus pâle, mordait ses lèvres. Sa main droite, sur le dossier d'une chaise, tremblait. Après un silence menaçant, il dit d'une voix dont l'ironie âpre et sombre effraya Elisabeth :

— Tu te moques de moi. Tu veux me dire d'essayer de lutter seul, de montrer si je le peux. Maintenant tu reprends les sottises de ton père. « Il profite de l'argent de sa femme. Toujours il la met en avant quand il a une difficulté. Sans elle, il n'existerait pas... »

Il ne la laissait pas répondre. Pourquoi donc avait-il mal compris ? Elle avait seulement voulu, le voyant sur le point d'être repris par ce doute si dangereux qu'elle lui avait connu déjà, essayer de le rendre plus confiant. Mais l'humiliation, dans le bureau, l'avait mis hors de lui.

— Tu raisonnes comme ton père !

— Alexis, je vous supplie de vous souvenir que j'ai toujours...

Il l'interrompit.

— Et quand tu vois que ce petit intrigant aboutit là où je n'arrivais à rien, tu es impressionnée. Tu es impressionnée par ses

grossières réussites avec les fermiers, les bûcherons. Tu compares et tu te dis que tu t'illusionnais sur mon compte. A moins que tu aies fait semblant quand tu me parlais de ton admiration...

Les larmes venaient aux yeux d'Elisabeth. Elle ne pouvait plus rien dire.

— L'autre, tu l'as encouragé. Tu es avec eux... Mais je me passerai de toi.

Martel lui avait pris les épaules, les secouait.

— Je me passerai de toi !

Il s'était exprimé avec une véhémence croissante. Et soudain, Elisabeth vit la main de son mari se lever. Stupéfaite, elle ne fit pas un mouvement.

Elle fut frappée sur les lèvres. Tout à coup, ses yeux se séchèrent. Intensément, elle le regardait... Les veines, sur les tempes de Martel, semblaient plus saillantes encore. Il détourna la tête, prit, pendant quelques secondes, son front dans ses mains...

Sa bague avait heurté la bouche d'Elisabeth où des gouttes de sang apparurent. A gauche, sur la commode, un mouchoir était posé. Lentement, Elisabeth, silencieuse, se dirigea de ce côté... Elle porta le mouchoir à ses lèvres et le retira taché de rouge. Elle pensait qu'en le voyant son mari, enfin, ferait les gestes, dirait les mots attendus. Mais, au moment de se retourner, elle sursauta. La porte avait claqué. Alexis Martel venait de sortir.

V

Avec le mari d'Elisabeth, Brussan restait presque aussi déférent. Aux âpres reproches que lui avait faits Martel à plusieurs reprises, il avait répondu patiemment, assurant qu'il ne le comprenait pas. Il soutenait ne rien abandonner de ce projet qu'ils avaient mis au point ensemble. Et il rappelait le désir de Martel d'être absent, le moment venu.

Mais, à présent, Martel avait la certitude que le but du régisseur différait de ce qu'il avait cru. Par la promesse qu'il lui faisait, Brussan s'assurait la liberté nécessaire pour conquérir M. Villebrun. Tout occupé par la décision qu'il avait osé prendre et par ses conséquences, Martel ne s'était pas inquiété assez tôt. Et, de jour en jour, Brussan avait pris sa place. Pris sa place ? En fait, sa position était bien différente. Il possédait déjà plus de pouvoirs

que Martel n'en avait jamais eus. Martel avait commencé à avoir des soupçons lorsque les insinuations de son frère lui avaient fait voir le jeu de Brussan près d'Elisabeth. Cela, ce ne pouvait être pour leur projet. Et la manœuvre pour l'écarter s'était précisée.

Au dépit d'avoir à renoncer à la solution qu'il avait imaginée proche, s'ajoutait pour Martel la colère de s'être ainsi laissé duper. Certes, ils n'iraient pas à Sainte-Maxime, cet été-là. Martel, après avoir retardé le départ, se rendait trop bien compte de l'imprudence qu'il y aurait à laisser Brussan seul avec M. Villebrun. L'autre aurait encore plus de facilités pour gagner davantage le père d'Elisabeth... Il fallait s'occuper sans retard d'arrêter sa progression. Parfois, devant les protestations et l'étonnement qui paraissaient si sincères de Brussan, il doutait un peu.

— J'ai renoncé à partir, mais organisons l'affaire cependant, avait-il dit une fois, pour voir comment réagirait Brussan.

— Dans ce cas, il faut examiner de très près le problème que pose votre présence ici, à ce moment...

Il semblait chercher déjà. Mais l'incertitude de Martel ne durait guère. Il méditait sur l'attitude de Brussan au plateau de Labru, ce soir où, pour faire sortir Guissart de son refuge, il lui tenait des propos rassurants... Il avait aussi une voix, des paroles convaincantes. Non, il ne fallait plus compter sur lui. Il ne voulait que gagner du temps encore.

Martel se rendait maintenant dans les fermes. Il visitait les coupes, donnait des ordres. Il n'avait pu empêcher Brussan de s'installer dans le bureau. Mais il y venait également. Il avait voulu examiner les contrats d'engagement des bûcherons italiens qui avaient été signés sans lui être montrés. Mais, se désintéressant à peu près du domaine depuis plusieurs semaines, il était mal renseigné sur certaines questions. Il ignorait que la coupe 19, au sujet de laquelle il s'était presque mis d'accord avec un marchand de bois de Tulle, avait été promise à la scierie de Saulzac. Maintenant, il devait se mettre au courant auprès de Brussan. L'humiliation ressentie, il se contraignait à la surmonter. Mais combien de temps la surmonterait-il ? Que devait-il espérer ? Le plan duquel il attendait le grand changement était abandonné... Il se sentait désorienté. Le but immédiat ? Essayer d'arrêter Brussan. Et ensuite ?... « Ainsi au lieu d'avoir avancé, je suis en régression », se disait-il amèrement.

Entre Elisabeth et lui, la gêne subsistait. Ni l'un ni l'autre ne

faisait allusion au geste emporté de Martel... Elisabeth paraissait vouloir provoquer des paroles destinées à dissiper l'impression qu'ils en gardaient tous les deux. C'était lui qui demeurait sombre, froid. Certains soirs, quand ils se retrouvaient seuls, Elisabeth posait ses mains sur les épaules de son mari et elle le regardait en ébauchant un sourire. Mais il se détournait, ne prononçait pas les mots qu'elle attendait toujours.

Ah ! pourquoi se taisait-il ? Elle connaissait tout son orgueil. N'y avait-il que cela ? Elle se répétait, bien qu'elle n'abordât pas ce point sans trouble, que les reproches d'Alexis n'étaient pas mérités.

Parfois, la tentation la prenait de faire plus nettement le premier pas. Mais, quand elle se remémorait la scène, dans sa chambre, la fierté l'arrêtait. Il lui arrivait, à présent, de se souvenir de ce qu'elle avait fait afin que son père admît ce mariage. Il ne s'y était résigné que pour ne pas être abandonné par Elisabeth. Elle se souvenait aussi de toutes ses interventions auprès de M. Villebrun, chaque fois que son mari le lui avait demandé — et même, souvent, à son insu. Elle n'avait pas pu obtenir que sa situation à Sorlente fût celle qu'il souhaitait — qu'elle souhaitait. Mais elle avait tant fait pour y parvenir ! Et elle était prête à poursuivre. Cela, jamais elle ne l'aurait rappelé à son mari. Cependant se pouvait-il qu'il l'oubliât ?

Quand il se confiait à elle et à mesure qu'elle l'avait mieux connu, elle avait admiré son intelligence et aussi sa hauteur de vue. A présent, elle se surprenait parfois à retenir de curieuses pensées. « Je n'ai pas fait une erreur en l'appréciant. Une telle erreur sur lui ! Non, je ne peux pas l'avoir faite. »



A la ferme de Liergues, Martel fit une découverte qu'il résolut d'utiliser contre Brussan. Il ne voulait pas aller trouver son beau-père et s'adresser à lui ouvertement. Il attendit le repas du soir. Il se contraignit à sortir du mutisme qui, à table, était souvent le sien. La présence de son frère facilitait son projet... Quand Valentin ne venait pas, il ressentait de plus en plus une impression d'isolement.

— A Liergues, j'ai eu des nouvelles du vieux berger... Il est

entré à l'hospice de Limoges. C'est Coutrain, chez le père de qui il avait été jardinier, qui l'a fait admettre.

Elisabeth leva les yeux vers son mari, étonnée de l'entendre parler ainsi. Il s'adressait maintenant à Brussan :

— J'ai eu des détails sur la façon dont vous les avez décidés à le renvoyer. J'avais admiré ce résultat. Mais j'ignorais qu'ils avaient été payés.

— Payés ? fit Brussan d'un ton surpris.

Martel rapporta ce qu'il avait appris : en échange du renvoi du berger, Brussan avait promis que le prix du bois fourni dans l'année par le domaine ne serait pas ajouté aux fermages.

— Un cadeau de trente à quarante mille francs... Dans ces conditions, je m'étonne moins que vous soyez si vite arrivé à ce que vous vouliez.

M. Villebrun avait cessé de manger. Il semblait attendre les dénégations de Brussan.

— Ce qui m'étonne plus que ce succès relatif, poursuivit Martel, c'est que vous n'en ayez rien dit. Ainsi, de vous-même, quelques semaines après votre arrivée, vous disposez sans les avertir, de l'argent de ceux qui vous emploient...

Valentin soutint son frère :

— Le moyen de Brussan était parfait. Si on leur donne suffisamment d'argent, ces honnêtes gens renverront leurs fils, ou leur père. Surtout le père parce qu'il ne travaille plus. Vous auriez dû y penser, dit-il à M. Villebrun. Il est vrai qu'il s'agissait de votre argent.

— Qu'est-ce que ces histoires ? demanda M. Villebrun à Brussan. Vous n'avez jamais promis que mon bois ne serait pas payé ?

Quelques secondes s'écoulèrent. D'un ton où n'apparaissait aucun embarras, Brussan répondit :

— Vous m'aviez autorisé à user de tous les moyens pour vous débarrasser de l'énergumène... Ils s'entêtaient à la ferme. Je revoyais cette scène avec le berger. Et l'idée qu'elle pouvait se reproduire, que vous étiez exposé à être insulté sur vos terres m'était insupportable. J'ai trop de respect, d'admiration...

Devinant à quel détour il allait avoir recours, Martel intervint :

— Ce qui nous étonne tous, c'est que vous vous soyez permis de vous-même de prendre cette décision. Et sans prévenir ceux qui étaient le plus intéressés par elle.

— M. Villebrun m'avait autorisé, je le répète, à employer tous les moyens.

— Mais vous ne l'avez pas prévenu, dit Martel.

— Un oubli, fit ironiquement Valentin. Oubli qui profite à tout le monde : aux fermiers d'abord, à M. Villebrun qui, ne sachant pas ce que lui coûte le renvoi du berger, peut s'en réjouir en toute tranquillité d'esprit ; et enfin, incidemment, cet oubli profite aussi au dévoué Brussan. Puisque, d'après ce qu'il laissait entendre, il avait suffi qu'il se montre pour que tout soit résolu... Je commençais à voir en lui une sorte de surhomme.

Le père d'Elisabeth avait repoussé son assiette. Il ne disait rien, mais son visage était contrarié. Brussan fit observer que cet arrangement aurait, de toute manière, été connu de M. Villebrun au moment du paiement des fermages.

— Ce paiement, pour Liergues, n'a lieu que dans six mois, dit Martel. On pourrait croire que vous comptiez être assez important à ce moment-là pour faire admettre votre étrange générosité. Ou peut-être aviez-vous prévu avoir assez de pouvoir pour que le règlement se fasse seulement entre les fermiers et vous. Et, en fait, quand on voit le progrès que vous avez réalisé déjà... C'est curieux, on serait tenté de se dire que ce progrès, vous l'attendiez. Comme si vous vous étiez dit que ce soi-disant succès allait vous ouvrir la voie sur laquelle vous avancez si rapidement.

A l'agressivité de Martel, Brussan répondit, calmement :

— Je crois que vous commentez ce que vous avez appelé vous-même des détails avec un peu d'imagination, ou de partialité. Cet argent n'est pas sacrifié. J'ai toujours su comment le rattraper...

Se tournant vers Elisabeth qui demeurait muette, il ajouta :

— Je m'en voudrais de lasser plus longtemps Mme Martel. Je donnerai à M. Villebrun les explications qui ramèneront cela à ses véritables proportions.

— Oui, dit M. Villebrun, visiblement ennuyé, nous en reparlerons tous les deux.

***

— Profitez de cette histoire pour ouvrir davantage les yeux de mon beau-père, disait Martel.

Il était dans le garage avec Germain.

— Je sais lui parler, dit le chauffeur. Et j'ai encore du poids ici, pas mal de poids...

Germain était entré chez M. Villebrun vingt-sept ans plus tôt comme valet de chambre et chauffeur. Sa femme avait quinze ans de moins que lui. Elle avait occupé auprès de M. Villebrun, même avant qu'il fût veuf, une place telle que ce dernier s'était cru forcé d'avantager le mari. D'un naturel peu actif, Germain avait demandé que son travail se bornât à celui de chauffeur. Un jour, la femme les avait quittés. Germain était resté à Sorlente. Il avait conservé — et, avec les années, augmenté — ses privilèges. M. Villebrun avait tenu à la femme de Germain. Il aimait quelquefois parler d'elle avec lui. Germain était devenu une sorte de chef de l'office. Il décidait de l'engagement et du renvoi des domestiques qui, pour cela, le ménageaient et le flattaient. M. Villebrun, quand il s'ennuyait, le faisait venir dans sa chambre. Et il lui rappelait son antipathie pour son gendre. Il se plaignait de ne plus trouver en Elisabeth la même affection...

A la cuisine, Germain se vantait d'être le conseiller du maître de Sorlente. Et il était apparu que M. Villebrun qui, avec l'âge, devenait plus influençable, l'écoutait dans certains cas — le renvoi du précédent régisseur en avait été un exemple. Or, depuis que Brussan avait la faveur de M. Villebrun, le vieux chauffeur se voyait traité de plus en plus froidement. A l'office, où on avait perçu ce recul, il sentait diminuer son autorité. Le valet de chambre qui lui en voulait ne l'appelait plus « M. Germain ».

Aussi, Martel, jusqu'ici en mauvais termes avec le chauffeur, avait-il compris qu'il pouvait trouver en lui un allié contre Brussan. Si Germain avait encore quelque influence sur M. Villebrun, il fallait l'utiliser en surexcitant l'amour-propre du chauffeur. Et aussi en l'inquiétant, en lui montrant que si Brussan fortifiait encore sa position, il menacerait la situation de Germain.

— Revenez également sur la perte que mon beau-père va avoir en laissant vide l'ancienne ferme de Christol. Il a tiré vanité de se montrer énergique, d'aller jusqu'à l'expulsion. Mais il est aussi sensible à l'argent perdu.

— Je ne me laisserai pas faire et vous verrez...

Germain baissa la voix :

— Voici Madame Martel.

Elisabeth, remontant la cour, passa devant le garage. Le cœur de Martel se serra. Germain venait d'appuyer sur cette évidence : à présent, il agissait à l'insu de sa femme. Elisabeth, naguère sa confidente ; elle qui l'avait toujours aidé... Il se cachait d'elle !

— Oui, reprenait Germain, vous verrez... Les jeunes croient tout dévorer. Mais, attendez un peu ! Ça ne continuera pas de se passer aussi bien. Je suis capable de me défendre. Et de faire plus que me défendre ! J'ai mon idée. Ce petit monsieur aura des surprises.

VI

Elisabeth, aidée par la jeune bonne, achevait de s'habiller quand son mari entra. Ce jour-là encore, il était furieux. Lorsqu'ils furent seuls, il lui en apprit les raisons.

— Ils continuent, tous les deux ! Et Brussan précise de plus en plus son jeu. Ah ! il va vite...

Malgré elle, Elisabeth ne pouvait éloigner le souvenir de la scène qui s'était déroulée entre eux dans cette chambre, une dizaine de jours plus tôt.

Martel venait de passer à la coupe du bois des Souches, celle que M. Villebrun faisait exploiter pour son compte. Il s'était étonné que le bois coupé pendant la semaine précédente fût enlevé. Il ne tenait pas à ce que les camions vinssent plus de deux fois par mois. Quand, malgré son gendre, M. Villebrun avait accepté que les bûcherons aidassent les ouvriers de la scierie, Martel avait estimé qu'ils perdraient moins de temps en chargeant davantage en une seule fois, tous les quinze jours au lieu de faire ce travail chaque semaine. Le chef de chantier avait répondu ce matin :

« — Ils ont téléphoné de la scierie à Sorlente. M. Brussan a commandé qu'on fasse le chargement hier. »

Irrité, Martel avait rappelé ses ordres. On avait passé outre sans qu'il fût même prévenu ! Le chef de chantier avait baissé la tête.

« — C'est que, pour les ordres, M. Villebrun a dit... Voilà, il a dit qu'il ne fallait en recevoir maintenant que de lui et de M. Brussan. »

Lorsque son mari se tut, Elisabeth, un moment, garda le silence.

— Etes-vous sûr que mon père a dit cela ? interrogea-t-elle enfin.

— Je vais le savoir. Je vous assure qu'il ne réussira pas à éviter l'explication !

Elisabeth secoua la tête d'une manière qui pouvait indiquer sa réprobation pour la conduite de son père. Mais cela pouvait

signifier aussi : Une explication encore... Ces disputes ne s'achèveront donc jamais ! »

Martel le comprit ainsi. Aigrement, il dit :

— Ce ne sont pas les procédés de votre père qui vous choquent maintenant. Avant, vous auriez tout de suite couru le trouver. Mais vous estimez que je devrais accepter gentiment de me laisser effacer... Comme vous changez !

— Est-ce moi qui change ? Est-ce moi, Alexis ? Vous savez pourtant toute la peine que j'ai depuis que vous avez été si injuste, répondit-elle d'un ton où la tristesse l'emportait sur le reproche

Il la regarda fixement :

— Injuste... L'ai-je été vraiment ?

Elisabeth baissa les yeux. Puis, brusquement, elle vint contre lui. Comme si elle implorait, elle murmura :

— Alexis, Alexis... Je vous ai tant aimé ! Je vous aime tant ! Il ne serait pas possible... Réparez, même si rien n'est brisé !

Elle espérait obtenir ce qu'elle demandait. Mais il ne referma pas les bras sur elle.

— Je n'ai pas à m'excuser, Elisabeth... Vous ne l'ignorez pas. Je ne vous demande plus votre aide. J'ai même eu tort de vous parler de ce qui ne vous intéresse plus. Vous verrez que je peux agir seul.

Sa colère était contenue. Il ne montrait pas d'exaltation, comme le jour où il avait frappé Elisabeth. Suivant son habitude, il tirait par instants ses cheveux en arrière. Il s'était dirigé vers la porte

— Votre père n'a jamais eu un discernement remarquable, fit-il, se retournant. Il est bien naturel qu'il se fasse aussi aisément duper par Brussan. Mais, vous non plus, vous ne l'avez pas compris. Vous ne savez pas...

Il s'arrêta quelques secondes.

— Vous ne savez pas comme moi ce qu'il peut faire. Vous ne connaissez pas toutes les façons dont je suis menacé.

— Que dites-vous ? fit-elle vivement. Comment pouvez-vous être menacé ?

Il haussa les épaules. Et, de cette voix sans éclat qui, maintenant, inquiétait Elisabeth plus que sa véhémence, il ajouta :

— Un jour, il se peut qu'il arrive quelque chose à Sorlente... quelque chose qui, enfin, vous fera réfléchir. Vous vous rappellerez alors ce que je viens de dire.

M. Villebrun, se sachant fort peu doué pour la discussion, s'en

tenait à la même méthode. Il prenait garde à ne rien dire d'important, se dérobant avec des propos vagues. Ensuite, il agissait comme il l'avait décidé. Il n'en était pas ainsi, naturellement, lorsque ses interlocuteurs se trouvaient dans une situation inférieure. M. Villebrun triomphait en élevant excessivement la voix, en se mettant au besoin dans des colères qui intimidaient les autres et les faisaient céder. Avec Martel qui, violent lui aussi, n'était pas impressionné, il ne réussissait pas. Son gendre lui tenait tête toujours avec une argumentation meilleure. M. Villebrun s'embarrassait et s'en tirait plutôt piteusement.

Martel le trouva dans la salle d'armes, occupé à démonter la carabine Scherness. D'abord M. Villebrun répondit sèchement qu'il était le maître à Sorlente. L'humidité de cet été si pluvieux avait rendu plus vive sa douleur dans la jambe droite. Depuis quelques jours, il marchait en boitant un peu. Aussi se montrait-il particulièrement prompt à s'irriter. Puis, Martel s'emportant, il parla moins haut. Il ne faisait guère que répéter :

— Brussan est capable, très capable.

Ou bien :

— Je suis content de lui, très content.

Martel éprouvait un soulagement à dire son opinion sur le comportement de son beau-père. Mais, en même temps, il se rendait bien compte que, de cela, il ne sortirait rien.

M. Villebrun paraissait absorbé par le graissage du mécanisme de la Scherness. Martel avait l'impression de s'attaquer à une force têtue, fuyante, qu'il n'ébranlerait pas. Il sentait son visage s'échauffer.

La porte fut poussée par Brussan. Ce dernier s'excusa, comme il s'apprêtait à les laisser...

— Restez, Brussan, restez, dit M. Villebrun, trop heureux de ce secours.

Martel devina que le régisseur avait entendu du bureau les éclats de voix. Il n'avait pas eu de peine à comprendre de quoi il était question. En venant il prenait une précaution contre un recul, cependant peu probable, de M. Villebrun. Il savait que devant lui. jamais le père d'Elisabeth ne voudrait avoir l'air de fléchir. Martel hésita. Une lassitude le gagnait. A quoi servirait-il de parler encore ? Ce fut l'impassibilité de Brussan qui le mit de nouveau hors de lui.

— Croyez-vous que je vous laisserai tout me prendre sans bouger ?

Brussan répondit calmement :

— Que voulez-vous dire ?

— Finissez ! Ne vous moquez pas de moi, en plus. Ainsi, vous voulez être seul à donner des ordres ici !

— Seul à donner des ordres ! fit Brussan d'un ton de profond étonnement. Mais le seul qui donne des ordres, c'est M. Villebrun.

Martel, rapportant la récente recommandation de son beau-père au chef du chantier forestier, Brussan répondit :

— M. Villebrun juge qu'il convient d'éviter des contradictions, comme pour le bois, cette semaine. Il préfère qu'à l'avenir vous vous mettiez d'accord avec moi...

— Que je sois, moi, sous les ordres du régisseur ! s'écria Martel avec une ironie exaspérée.

— Permettez-moi de remarquer votre tendance à déformer certains faits.

Il n'était pas possible de relever dans la voix unie de Brussan une trace de raillerie. M. Villebrun se crut sans doute obligé d'intervenir.

— C'est vrai. Toujours des drames avec vous... Vous nous fatiguez à la fin !

Martel le dévisagea, méprisant, et lui tourna le dos.

— Attention, Brussan ! Vous feriez une erreur en comptant sur ma passivité... Vous allez trop loin.

VII

— As-tu raison d'être ainsi avec Elisabeth ? demanda Valentin.

— Hier soir, elle me répétait qu'elle voulait que tout redevienne entre nous comme avant. Je lui ai dit de faire renvoyer Brussan. « Ce serait difficile, impossible, maintenant. Mon père tient trop à lui », m'a-t-elle répondu. Je ne peux plus compter sur elle.

— N'exagère pas. Tu te conduis peut-être dignement. Mais n'oublie pas que la dignité s'éloigne souvent de l'adresse. Et de l'efficacité.

— Je ne la supplierai pas. Une femme auparavant empressée à m'obéir avant même que j'aie achevé de parler...

— Mon cher Alexis, quelquefois je me demande si tu es mon aîné. Elisabeth a des qualités très personnelles, et je n'aurai pas la sottise de prétendre t'éclairer sur un cas — son cas — avec des

généralités. Cependant, tu te tromperais en imaginant que le comportement d'une femme, même d'une femme comme elle, n'est pas sujet à évolution... Tout peut se modifier. Change, toi aussi, de façon à maintenir l'équilibre. Au lieu de cela tu parais te figer dans une attitude qui pourrait accentuer dans un mauvais sens l'évolution, s'il y avait évolution.

— Je ne la supplierai pas, redit Alexis Martel.

— N'oublie pas que c'est surtout par elle que tu peux agir sur son père. Autrement, comment tendras-tu des crocs en jambe à Brussan ?

Ils étaient sous le grand tilleul, derrière la balustrade. Le soleil n'avait pas encore disparu. Et déjà la brume qui allait monter vers Sorlente se formait au pied des hauteurs. Valentin dit qu'il tentait, chaque fois qu'il le pouvait, de nuire à Brussan.

— Auprès du vieux dogue, bien entendu. Avec Elisabeth je reste réservé.

— Germain est encore un peu écouté. Je lui indique ce qu'il doit dire. Mon beau-père a l'air d'être touché par la perte qu'il va subir aux Bauves, s'il faut attendre assez longtemps pour installer les métayers italiens...

Mais Alexis Martel ne s'illusionnait pas. Il avait espéré un résultat de l'affaire du bois promis par Brussan à Liergues en échange du renvoi du berger. Et Brussan triomphait de cet obstacle. M. Villebrun restait entiché de lui. Brussan lui avait assuré qu'il rattraperait l'argent en faisant faire aux fermiers des charrois pendant les mois d'hiver et en leur vendant le bois plus cher cette année. M. Villebrun s'en laissait volontiers persuader.

— Ce sera difficile. Il a été plus fort que moi... Elisabeth s'en rend compte. Et je lui ai donné le goût des hommes forts... En ce qui me concerne, elle ne peut qu'éprouver une déception et être attirée par l'autre.

— Je ne les vois plus jamais ensemble. Crois-moi, laisse de côté la vanité et reprends Elisabeth bien en main...

Ils se dirigèrent vers la maison. Au stand, claquaient des coups de feu.

— Ils tirent au pistolet aujourd'hui, constata Valentin.

Au milieu de l'allée des buis, son frère s'arrêta :

— Te rends-tu compte combien ma situation est fausse ? J'étais irrité auparavant de voir mon autorité diminuée par les interventions hargneuses de mon beau-père. Maintenant, je dois

lutter pour essayer de reprendre ce dont je n'étais pas satisfait, ce que j'aspirais à quitter... Et en fait, à Sorlente, je n'existe plus.

— Justement, il faut reconquérir ce que tu as perdu. Je suis sûr que maintenant tu le dédaigneras moins.

— C'est plutôt ce que tu appelles ma vanité qui me pousse à réagir. Et aussi ma colère d'avoir été trompé comme je l'ai été.

Valentin le regarda.

— Trompé ? Par qui ?

Le laissant sans réponse, Alexis reprit :

— Je mesure bien la mesquinerie de tout cela. Avoir recours à un vieux domestique bête, fourbe... Et la pensée que c'est de l'autre vieux que tout dépend, quel dégoût !

Sa voix s'enrouait. Il toussa. Ils firent quelques pas en silence, puis il dit qu'il avait reçu une nouvelle lettre de Simon Carrera. Dans quelques semaines l'entreprise pourrait commencer son activité. Il aurait pu être là-bas et il végétait, il se débattait, retenu entre les mornes hauteurs de Sorlente !

— Quand j'y pense trop, tout me répugne.

— Voyons, dit Valentin, tu as tout de même des perspectives réconfortantes. Ton beau-père aura bien la délicatesse de trépasser un jour.

— Dans dix ans ! Il ne risque plus...

Martel s'arrêta à temps.

— Allons, pas de pessimisme ! dit Valentin. Et ne perds jamais de vue l'importance d'une fortune qui doit te revenir... A ce moment-là tu pourras t'occuper de tout ce que tu voudras, où tu voudras. D'où nécessité extrêmement évidente de garder Elisabeth comme un trésor, on peut le dire.

— Je n'ai pas de véritable souci au sujet d'Elisabeth... J'ai été déçu. Je lui ai donné une leçon. De ce côté-là, rien de réellement grave. Je suis sûr que je la reprendrai quand je voudrai, mieux qu'avant. Ce que je ne supporte pas, c'est l'idée d'être condamné à demeurer ici, nargué par l'assurance de l'autre, dégoûté par la lourdeur de mon beau-père. Rester à me ronger, dans l'impuissance.

Il fit un geste rageur.

— Ce n'est pas possible !

HENRY CASTILLOU.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

LE MARÉCHAL FRANCHET D'ESPÈREY ET LA VICTOIRE DE MACÉDOINE

Le 6 juin 1918, à 15 heures, le général Franchet d'Espèrey, alors commandant le groupe d'armées du Nord, recevait sa nomination au commandement en chef des armées alliées en Orient. Ordre lui était donné de se présenter à Clemenceau, le lendemain, au ministère de la Guerre. Cette brusque désignation intervenait au lendemain de la bataille du Chemin des Dames qui avait suscité une certaine émotion en France et en Angleterre. Le général Duchêne, commandant de la VIe Armée, avait été relevé de son commandement ainsi qu'un certain nombre de généraux. Le général Franchet d'Espèrey n'était pas fautif, mais il était cependant déplacé. Comme il l'écrivait à son ami Le Châtelier, il n'avait pas été consulté. « Clemenceau, ajoutait-il, avait besoin de Guillaumat. Mon nom était sous sa plume ; il m'a désigné d'office : je n'ai qu'à obéir. »

Le 7 juin à 10 h. 30, Franchet d'Espèrey était à Paris, au ministère de la Guerre. Reçu par le général Mordacq, chef de cabinet, il fut introduit chez Clemenceau. L'accueil du président du Conseil fut ironique, mais aimable :

— Eh bien ! Général, vous y allez enfin, à Salonique ?

— Oui, Monsieur le Président, mais les conditions ne sont plus les mêmes qu'au mois de décembre dernier.

— En effet, vous y allez maintenant comme limogé.

— Comment, limogé ? J'étais en sous-ordre ; je deviens commandant en chef !

— Oui, oui, comprenez bien la situation. Je connais comme vous le responsable. Votre Groupe d'armées a subi un échec sérieux ; il me faut calmer le Parlement. La preuve que je ne vous en veux pas, c'est le poste que je vous donne. Voyez Mordacq et Pichon, partez le plus tôt possible, et revenez me voir avant de partir. Tout ira bien.

Le nouveau commandant en chef arriva le 16 juin à Athènes, puis le 18 à Salonique, où il fut reçu par le général Henrys, commandant l'armée française, le général Milne, commandant l'armée britannique et le voïvode commandant l'armée serbe. Après une visite au prince régent Alexandre, il s'installa à son Quartier général.

Quelle satisfaction pour lui d'être son maître, d'assumer l'entière responsabilité de ses actes ! Qu'eût-il pu faire en France? Les Alliés souffraient d'une crise d'effectifs qui les condamnait à la stagnation : 162 divisions alliées contre 200 divisions allemandes ! Foch, Pershing et lord Milner avaient conclu un accord d'après lequel 250.000 Américains pourraient être transportés mensuellement en Europe, grâce à l'emploi des flottes américaine et anglaise. Tout l'espoir de Foch résidait dans l'arrivée de ces 250.000 hommes par mois, même peu instruits. Nul en France ne voulait croire à la possibilité de remporter la victoire ailleurs que sur le front occidental. Au Conseil supérieur de Guerre interallié réuni à Versailles du 30 janvier au 2 février 1918, lorsque Lloyd George avait proposé une offensive contre la Turquie, Clemenceau s'était écrié : « Nous ne pouvons aller chercher la victoire sur l'Euphrate ! »

Dans sa lettre du 20 juin à Le Châtelier, d'Espèrey indiquait sa première impression sur les résultats obtenus par son prédécesseur au point de vue militaire : elle était très bonne. « Le général Guillaumat, disait-il, a parfaitement monté son affaire et il n'y a qu'à suivre ce qu'il a fait. » L'état-major laissé par Guillaumat était composé d'officiers très bien choisis : le chef d'état-major, le général Charpy, était plein de jugement et de pondération ; le chef du 3e bureau (opérations), le commandant Huntziger, était intelligent, méthodique et calme. Guillaumat avait continué les efforts de son prédécesseur Sarrail, et, grâce à ses bonnes relations personnelles avec Clemenceau, avait obtenu pour l'armée française d'Orient des renforts considérables. Malheureusement, les offensives alle-

mandes de mars à juin sur le front occidental avaient amené les Gouvernements français et anglais à envisager la diminution de leurs forces en Orient, malgré l'arrivée des Américains dont la cadence augmentait rapidement.

Les armées alliées en Orient comptaient encore des effectifs satisfaisants. L'armée française d'Orient (A. F. O.), aux ordres du général Henrys, était forte de 180.000 hommes ; les armées serbes s'élevaient à environ 140.000 hommes, qui souhaitaient ardemment libérer leur patrie ; 135.000 Hellènes désiraient prendre la revanche de leurs défaites ; l'armée britannique, diminuée par des maladies et par des rappels d'unités non remplacées, comptait 120.000 hommes ; enfin, 4 brigades italiennes formaient un contingent de 42.000 hommes marchant avec l'armée française d'Orient du général Henrys et auquel la France devait fournir son artillerie. Le Haut Commandement allié en Orient disposait ainsi, à la fin de juin 1918, d'un effectif total d'environ 600.000 hommes.

Les forces germano-bulgares qui faisaient face aux armées alliées comptaient un effectif un peu inférieur, en raison du retrait des bataillons allemands prélevés pour le front occidental. Les Allemands fournissaient le haut commandement, de très nombreux spécialistes, une cinquantaine de batteries lourdes, des détachements de mitrailleurs et trois bataillons de chasseurs. Les Bulgares constituaient le gros des troupes ; installés depuis trois ans dans des positions bien aménagées, ils étaient disposés à défendre les territoires qu'ils considéraient comme leur bien, mais nullement à prendre l'offensive ; leur moral avait été atteint par la longueur de la guerre et les départs allemands.

Le général Guillaumat avait établi le 1er mars 1918 un plan qu'il avait envoyé à Paris. Le « plan Guillaumat », comme on l'appelait, définissait les conditions de l'offensive en ces termes : « Il est certain qu'il ne peut pas s'agir d'une opération à longue portée telle que, par exemple, la reconquête du territoire serbe ou la mise hors de cause de l'armée bulgare. Il faut admettre également qu'une offensive de l'armée d'Orient ne pourrait prendre le caractère d'une poussée en avant de toutes les armées alliées que si des succès définitifs sur le front occidental ou le front italien venaient à changer la situation générale. On arrive donc à cette conclusion qu'en Macédoine une opération aura

le plus généralement pour objet : soit d'améliorer la situation d'une partie de notre front ; soit d'inquiéter l'ennemi en vue d'immobiliser ses forces en face de nous et même de le forcer à faire appel à ses réserves. »

Ce plan n'était pas en harmonie avec le caractère et les intentions du général d'Espèrey. Aussi, lorsque celui-ci reçut le 23 juin un télégramme signé de Clemenceau lui prescrivant de s'y conformer en attendant des directives, il prit la résolution de ne pas tenir pour définitives des instructions émanant d'hommes qui ne connaissaient pas la situation et qui n'assumaient pas la responsabilité des opérations. Il entendait agir et faire prévaloir ses vues personnelles, inspirées par l'étude des troupes et du terrain.

D'Espèrey commença immédiatement cette étude. Il avait, pour se déplacer sur les voies ferrées, le train spécial qu'avait organisé Sarrail, avec bureau et chambre à coucher, trois compartiments-couchettes pour six officiers, salle à manger pour 14 ou 16 convives, cuisine. Jamais il n'avait connu pareilles facilités.

Il prit contact avec les chefs français et étrangers ; il circula avec eux et inspecta leurs troupes en utilisant tous les moyens de locomotion : il vit le général en chef grec Danglis et ses contingents, le voïvode Michitch et ses Serbes, le général Mombelli et ses Italiens, les généraux Topart à la 122e division d'infanterie, Pruneau à la 17e division d'infanterie coloniale. La division russe avait été dissoute pour indiscipline et trahison, et fournissait des travailleurs, les uns volontaires, les autres forcés, dont il comprit toute l'utilité : c'est avec eux qu'il put faire ses travaux préparatoires d'attaque et ses transports de pièces d'artillerie.

Les Serbes étaient éparpillés sur un espace considérable et considérés par Guillaumat comme d'un faible secours. D'Espèrey sentit le parti à tirer d'eux en les rassemblant et en les stimulant par l'idée de la libération de leur Patrie.

Il quitta Salonique le 28 juin avec leur chef d'état-major général, le voïvode Michitch. Le 29, après avoir inspecté des troupes serbes, il grimpa avec lui à 1.700 mètres d'altitude, à Yélak, où l'état-major serbe était installé dans des baraques en bois au milieu de la forêt ; il y assista à une réunion du chef d'état-major et des commandants d'armées serbes, et il y

déjeuna avec le prince Alexandre. Après les heures chaudes de la journée, il alla à cheval par des chemins escarpés, avec le prince et Michitch, aux sommets dénudés de Floka, à 2.300 mètres d'altitude, d'où on apercevait bien les lignes bulgares. C'est en étudiant le terrain de cet observatoire, qui permettait de voir la deuxième position sur le Koziak, qu'il eut l'idée de son plan d'opérations. Il coucha à Yélak.

Dès le lendemain, au cours d'une longue conversation avec le prince Alexandre et le voïvode Michitch, il établit les bases générales de ce plan, dont la première opération consistait à briser le front par une attaque de toute l'armée serbe renforcée de deux divisions françaises. Michitch lui demanda si les deux divisions françaises seraient sous les ordres des Serbes. Sur sa réponse affirmative, le prince se leva, et, sans mot dire, vint lui serrer la main. C'est grâce à des contacts de ce genre que s'établissait le plan d'opérations et que se cimentait la confiance mutuelle nécessaire à sa bonne exécution.

Rentré le 30 juin dans la nuit à Salonique, d'Espèrey se mit au travail les 1er et 2 juillet avec son état-major, et, le 3 juillet, fit commencer les préparatifs de l'offensive qu'il avait conçue.

***

Pendant ce temps, les organismes de Paris et de Versailles continuaient leurs études sur la même question. L'Etat-Major général de l'Armée établit à la date du 13 juin un projet d'offensive qui fut soumis au général Guillaumat à son arrivée d'Orient. Ce plan modifiait, sans l'annuler, le plan du 1er mars. Guillaumat le visa, en se réservant de présenter une étude plus détaillée à Clemenceau. Quoiqu'il fût gouverneur de Paris, Guillaumat avait conservé, sans que d'Espèrey pût le supposer, une sorte de direction des opérations d'Orient ; il en discutait avec Foch, qui était seulement commandant en chef des armées alliées en France et ne donnait pas d'ordres aux armées alliées en Orient. C'est par Clemenceau, ministre de la Guerre, dont d'Espèrey dépendait uniquement et directement, que les ordres devaient être signés, et c'est bien ce qui était fait. Néanmoins, Guillaumat examinait les documents relatifs aux armées d'Orient communiqués à Clemenceau par les représentants militaires français et étrangers au Conseil supérieur de Guerre interallié

de Versailles et il appréciait leur valeur en termes parfois sévères.

Les directives annoncées par le télégramme que d'Espèrey avait reçu le 23 juin avaient été signées ce jour-là par Clemenceau, après examen par Guillaumat et par Foch. Elles développaient le projet du 13 juin. Elles prévoyaient des actions partielles, échelonnées dans le temps et d'une intensité croissante. Elles furent remises à d'Espèrey le 2 juillet par l'officier de liaison venant de Paris, mais n'exercèrent pas sur lui plus d'influence que le télégramme du 23 juin qui les avait annoncées Son plan était déjà arrêté.

Le Conseil supérieur de Guerre interallié intervint à son tour. Après sa session du 2 au 4 juillet à Versailles, il fit envoyer à d'Espèrey le 4 juillet par Clemenceau un télégramme contenant ses décisions : les représentants militaires allaient « préparer un rapport sur l'utilité d'une attaque dans les Balkans ; en attendant le résultat de leurs travaux, il n'y aurait pas d'offensive générale ». C'était un programme négatif. Aussi Clemenceau, en attirant l'attention de d'Espèrey sur l'interdiction d'une offensive générale, crut bon d'ajouter qu'elle n'impliquait pas une diminution de son activité militaire. Un dernier paragraphe, non communiqué à d'Espèrey, était ainsi rédigé : « La nomination du général commandant en chef les armées alliées en Orient sera, à l'avenir, soumise à l'approbation des gouvernements intéressés. » C'était l'écho des déclarations agressives de Lloyd George.

D'Espèrey ignorait les débats relatifs à ses opérations et à sa personne qui avaient lieu à Paris et à Versailles, et se donnait corps et âme aux préparatifs de l'offensive qu'il envisageait. Il tint une conférence le 3 juillet avec le voïvode Michitch, et il lui envoya le 6 juillet son « Etude sommaire d'une action offensive d'ensemble sur le front macédonien, avec opération principale sur le Dobropolje ». C'était son plan d'action, dont il voulait donner connaissance le plus tôt possible aux Serbes, qu'il chargeait de l'attaque principale. Il était absorbé par les préparatifs de son offensive ; il inspectait les troupes, s'entretenait avec les généraux, se rendait compte de tout. Il ne revint à Salonique que le 11 juillet pour recevoir le 13 juillet le Roi de Grèce, désireux de fêter le 14 juillet avec l'armée française. « Ce doit être la première fois pour un monarque », écrivait-il dans son agenda personnel.

Il répondit seulement le 13 juillet à Clemenceau au sujet des directives du 23 juin. Sans le heurter de front, il lui communiqua le projet sommaire d'opérations qu'il avait envoyé dès le 6 juillet à Michitch et il le justifia par des raisons stratégiques et tactiques. Son but, expliquait-il, n'était pas seulement d'améliorer la situation de ses armées et d'immobiliser l'ennemi, mais de disloquer les armées bulgares ; il employait à cet effet les différents contingents alliés d'après leur état matériel et moral et leurs aspirations nationales. Il insistait sur le fait que son offensive d'ensemble, avec opération principale sur le Dobropolje, serait « *exclusive de toute action partielle préalable* » ; une action de ce genre « absorberait en effet des moyens et n'aboutirait qu'à compromettre le succès de l'action décisive ». L'activité sur le front pendant la période de préparation serait néanmoins entretenue par des coups de main bien préparés. Le Gouvernement était ainsi fixé d'une façon nette et précise sur ses projets.

Le Conseil supérieur de Guerre interallié du 4 juillet avait décidé qu'une Commission diplomatique et militaire étudierait l'offensive éventuelle d'Orient. Cette Commission se réunit à Versailles le 11 juillet. Guillaumat y fut convoqué et entendu ; puis il rédigea une note où il reprenait le plan du 1er mars, en l'enveloppant d'un long exposé de la situation en Macédoine.

Clemenceau transmit à d'Espèrey, par un télégramme du 18 juillet qu'il signa lui-même, le résultat des délibérations de cette Commission. C'était le suivant : « Il y a lieu de charger les représentants militaires du Conseil supérieur de Guerre d'examiner les conditions d'une offensive générale au point de vue des résultats à en attendre; avant qu'une décision définitive soit prise sur l'exécution de l'offensive générale, il convient que l'activité militaire des armées alliées et les opérations partielles qu'elle comporte continuent à être orientées en vue de la préparation et du développement ultérieur de cette offensive éventuelle et conformément aux directives de ma lettre du 23 juin. »

On imagine l'effet produit sur d'Espèrey par des instructions aussi négatives, et la satisfaction qu'il dut éprouver d'avoir établi son plan et commencé ses préparatifs. Tandis que les représentants militaires alliés poursuivaient leurs « travaux », d'Espèrey attendait une décision relativement au plan d'opé-

rations qu'il avait soumis à Clemenceau. Le 24 juillet, il n'avait encore rien reçu de Paris. Or huit semaines à peine le séparaient de la date limite qu'il s'était fixée pour l'offensive. Il adressa ce jour-là ses instructions au général Milne, commandant les troupes britanniques ; puis il envoya le 26 juillet au général Henrys celles destinées à l'armée française d'Orient et le 4 août au général d'Anselme celles destinées au 1er Groupement de divisions.

Il prenait ainsi la responsabilité de préparer de toutes pièces une offensive contraire aux instructions reçues de Paris, parce qu'il était profondément convaincu de la possibilité de réussir si on voulait lui en laisser les moyens. Mais c'est à ce moment même que le général Gramat, nommé le 18 juin chef de la mission militaire française auprès de l'armée hellénique en remplacement du général P. E. Bordeaux, étudiait la réduction des effectifs franco-britanniques au profit du front occidental.

D'Espèrey déplorait, dans une lettre du 25 juillet à Le Châtelier, l'état d'esprit des hommes qui dirigeaient la guerre : « En France, écrivait-il, on ne comprend pas l'importance de l'Orient. Il est évident que pour les Allemands la décision ne peut s'obtenir que sur le front occidental. Pour les Alliés, c'est différent : l'armée allemande aura longtemps encore une grande capacité de résistance ; elle a derrière elle une série de lignes organisées jusqu'au Rhin *de plus en plus courtes*. Elle peut donc tenir très longtemps et lasser les Alliés, obtenant une paix de conciliation qui leur permettrait de recommencer dans dix ou vingt ans. Ici, il n'y a pas de seconde ligne. Les Autrichiens ne sont pas fameux ; les Bulgares sont mécontents. C'est par ici qu'on peut rapidement mettre l'Autriche à bas ; encore faut-il un minimum de moyens. Vingt mille hommes de plus ou de moins ne sont rien sur le front français ; ici, ils produisent la rupture d'équilibre. Voilà la situation... Tâche de convertir le Gouvernement et Versailles à l'importance de l'Orient. »

Pendant tout le mois de juillet, d'Espèrey continua ses inspections et ses prises de contact, en rayonnant autour de Salonique. Le 21 juillet, à Florina, il donna dans son wagon un dîner auquel assistèrent le Roi de Grèce, le prince Alexandre de Serbie, Henrys, Michitch, Mombelli, et quelques autres personnages ; ces rencontres resserraient les liens entre tous les participants à la grande action qui se préparait.

***

Le plan conçu par d'Espèrey tenait compte à la fois des faiblesses du dispositif ennemi et des qualités respectives des troupes alliées.

L'attaque principale, au centre du dispositif, devait être dirigée sur la formidable position du Dobropolјé et ses voisines, puis s'emparer des massifs escarpés et difficiles de la Moglena. Les pentes nord de ce massif descendaient vers Gradsko, nœud de communications dont la possession coupait en deux les forces ennemies, séparant la XIe Armée allemande à l'Ouest, de la Ire Armée bulgare.

Cette attaque principale devait être menée par les six divisions serbes, réparties en Ire et IIIe Armées ; mais c'étaient deux divisions françaises, la 122e d'infanterie et la 17e d'infanterie coloniale, qui devaient donner, avec la division Choumadia, de la IIe Armée serbe, l'assaut initial et leur ouvrir la route.

Une telle opération, contre une région où les grandes opérations semblaient interdites, avait l'avantage de ne pas être attendue par l'ennemi, qui se croyait sûr de pouvoir résister sur ces parois abruptes et solidement organisées.

A l'Ouest, dans la région de Monastir, le Groupement de l'Armée française d'Orient, commandé par le général Henrys, qui comprenait, outre cinq divisions françaises et la brigade de cavalerie de Jouinot-Gambetta, les forces italiennes du général Mombelli, une division hellénique, et 17 batteries d'artillerie lourde, couvrait à gauche l'attaque principale. Ce groupement avait devant lui les objectifs de Prilep, Vélès, et au loin Uskub, aujourd'hui Skoplјé.

A l'Est, l'attaque principale était couverte d'une façon analogue, par le 1er Groupement de divisions, aux ordres du général d'Anselme, comprenant une division française, la division grecque de l'Archipel et une autre division hellénique. Ce Groupement était en place dans la région du Skra di Legen, brillamment conquis par Guillaumat.

A la droite du groupement d'Anselme, l'armée britannique du général Milne, ayant en outre à sa disposition deux divisions helléniques, devait exécuter une attaque secondaire dans la région du Vardar et du lac Doiran, face à la Ire Armée bulgare.

Enfin, à l'extrême droite, les divisions du 1er corps d'armée hellénique étaient chargées de la région de la Struma, face à la IIe Armée bulgare.

On voit l'importance du rôle joué dans cette offensive par les divisions helléniques formées par le général P. E. Bordeaux ; c'est grâce à leur présence que deux divisions françaises avaient pu renforcer l'armée serbe.

Ces deux divisions françaises, placées pour l'attaque sous le commandement serbe, possédaient les moyens matériels et l'expérience nécessaires pour mener l'attaque d'un front fortifié suivant les procédés modernes. La lettre de d'Espèrey à Michitch du 17 août définissait d'une façon précise le mécanisme à employer. Le jour de l'attaque, au point du jour, sans qu'une accélération du tir d'artillerie pût donner l'éveil à l'ennemi, l'infanterie des divisions d'attaque partirait à l'assaut. Elle devrait d'un seul élan, et sans autre arrêt que les quelques minutes nécessaires pour laisser souffler les hommes après chaque bond, enlever la première position ennemie sur toute sa profondeur. Elle lancerait, au-delà de la ligne fixée comme objectif, des détachements chargés de s'emparer de l'artillerie en batterie à proximité.

Dès que l'infanterie de l'attaque aurait atteint son objectif final, et sans perdre le moindre temps, les divisions de deuxième ligne, qui dans une formation appropriée auraient suivi la progression, exécuteraient une manœuvre de dépassement et entameraient la poursuite. Les divisions d'attaque se regrouperaient alors pour constituer une réserve immédiatement utilisable.

D'Espèrey eut des entretiens avec les généraux des deux divisions françaises d'attaque, avec le prince Alexandre de Serbie et Michitch, à qui il recommanda encore le 23 août d'engager les troupes en seconde ligne le plus tôt possible, avant l'arrivée des réserves ennemies. Il remania dans le même sens les ordres donnés par les généraux serbes.

Quoiqu'il s'occupât spécialement de l'attaque principale, dont dépendait le succès de son offensive, il ne négligeait pas le reste de son front. Il alla préparer avec le général Milne l'offensive de l'armée britannique. Il lui prescrivit de ne déclencher son attaque que si l'attaque franco-serbe réussissait, et il lui attribua deux divisions helléniques comme renfort.

Les préparatifs de l'attaque principale se faisaient d'une façon à la fois fébrile et minutieuse. Des milliers de travailleurs créaient des routes destinées à gravir les hauteurs et à y transporter l'artillerie ; des batteries de 155 lòng et de 105 étaient hissées à 2.400 mètres d'altitude et des batteries de 240 de tranchées à 1.700 mètres. Tous ces travaux étaient faits de nuit, pour échapper à l'observation de l'ennemi.

Les représentants militaires au Conseil supérieur de Guerre interallié terminèrent le 29 août l'étude dont ils avaient été chargés par la Commission diplomatique et militaire du 11 juillet ; ils se déclaraient partisans d'une offensive conforme au plan établi par Guillaumat.

D'Espèrey n'entendait pas exécuter d'attaques partielles ni limiter d'une manière quelconque l'avance de ses troupes. Il envoya le 31 août à ses commandants d'armée une instruction générale sur l'exploitation, confidentielle, mais grâce à laquelle ils devaient orienter les exécutants sans exception. La mission était la même pour tous : chercher à atteindre « des buts lointains et audacieux constitués par les points vitaux de l'adversaire ». L'instruction précisait : « Les unités devront s'enfoncer comme un coin à l'intérieur du dispositif ennemi, et marcher sans trêve jusqu'à l'extrême limite des forces des hommes et des chevaux, en utilisant tous les cheminements, de manière à déborder les résistances qui pourraient surgir ». On reconnaît bien dans ces termes l'énergie de d'Espèrey.

La surveillance et la rectification des préparatifs de l'offensive absorbaient une partie des journées du général en chef, qui se consacrait inlassablement à cette tâche importante. Il prenait aussi contact avec ses troupes et leur communiquait la flamme qui l'animait. Il mettait en pratique le principe qu'il inscrivait le 8 septembre sur son carnet, comme pour se bien préciser à lui-même sa doctrine : « C'est la difficulté du métier militaire : ne pas négliger les détails, mais ne pas s'y noyer. »

Les instructions relatives à la tactique d'une opération et les préparatifs matériels indispensables à son exécution ne sont pas tout, si on veut aboutir à un succès : il faut avoir des troupes en bon état physique et moral. D'Espèrey veillait à l'hygiène et à la santé de ses soldats.

L'autorisation d'attaquer était attendue avec impatience et n'arrivait pas. D'Espèrey envoya le 5 septembre un télégramme

au Gouvernement pour lui dire qu'à partir du 12 septembre les huit divisions françaises et serbes seraient prêtes à attaquer. Il représentait la nécessité de se hâter, car les circonstances atmosphériques dans les montagnes pouvaient se modifier, les préparatifs d'attaque risquaient d'être connus par l'ennemi, et les Bulgares pouvaient renforcer leur front aux points dangereux. A moins d'ordres contraires il attaquerait donc, si le temps le permettait, à partir du 14 septembre. Le Gouvernement n'envoyait pas l'autorisation désirée parce que les Gouvernements britannique et italien n'avaient pas encore donné leur assentiment. Guillaumat déploya, pour l'obtenir, une grande activité. Ayant été envoyé à Londres pour participer, le 4 septembre, à une conférence relative à l'offensive, il revint le 6 à Paris avec le consentement britannique. Comme l'agrément du Gouvernement italien n'était pas encore obtenu, le ministre de la Guerre télégraphia ce jour-là à d'Espèrey afin de lui annoncer le prochain départ de Guillaumat pour Rome ; il lui disait : « Continuez à prendre toutes dispositions utiles, mais ne déclenchez en aucun cas votre offensive avant que je vous en aie donné l'ordre. » Guillaumat obtint le 9 septembre l'adhésion du gouvernement italien.

Le 10 septembre, Clemenceau autorisa d'Espèrey à commencer les opérations quand il le jugerait bon. Le général en chef décida le 12 que la préparation d'artillerie sur le front serbe commencerait le 14 septembre.

***

Le moment solennel si longtemps attendu est venu : l'offensive va se déclencher.

Afin de ne pas laisser deviner ses projets, d'Espèrey manifeste la même activité sur tout le front et lance le 13 septembre des attaques sur divers points.

Après une préparation d'artillerie le 14 septembre, il attaque le 15, avec les deux divisions françaises et une division serbe, le secteur central, gigantesque muraille qui paraît inexpugnable. Les troupes d'assaut font preuve d'une audace et d'un courage admirables ; certaines de leurs équipes sont munies d'échelles pour atteindre des retranchements inaccessibles. Elles livrent des combats acharnés pour la conquête des hauteurs, la 122e division-

sion pour le Sokol et le Dobropoljé, la 17e division coloniale pour le plateau de Kravitza ; elles triomphent, au prix d'efforts incroyables et de lourdes pertes.

L'armée serbe du voïvode Michitch attend, l'émotion et l'ardeur au cœur, le moment de se précipiter pour aller reconquérir son pays et retrouver ses foyers abandonnés ; devant les morts et les blessés français évacués vers l'arrière, les soldats serbes, sans ordre, présentent les armes, pleins d'admiration et de reconnaissance envers des hommes qui viennent se sacrifier à la libération de leur Patrie. Puis, dans la nuit, toute l'armée Michitch s'élance avec un enthousiasme indescriptible vers la terre natale.

L'attaque vigoureuse des unités franco-helléniques du général d'Anselme couvre le flanc droit de l'attaque principale et enlève les hauteurs de la Mogléna orientale. En même temps, l'armée française d'Orient avance dans le secteur de Monastir, où la division italienne s'empare de la fameuse cote 1050. Puis l'armée britannique s'ébranle dans le secteur du lac Doiran, se heurte à des défenses puissamment organisées, éprouve des pertes sensibles, mais fixe les forces ennemies qui lui font face.

L'attaque principale progresse. Les soldats serbes, qui n'ont pas emporté de vivres, mais seulement des munitions, passent partout, et battent isolément les renforts bulgares et allemands qui accourent à marches forcées. La prise de Gradsko coupe en deux le Groupe d'Armées von Scholtz, en séparant la XIe Armée allemande de la 1re Armée bulgare.

La partie de la XIe Armée allemande qui n'était pas opposée au front de l'attaque principale est aux prises avec le Groupement du général Henrys. Cette armée bat en retraite avec difficulté, et est obligée de renforcer ses arrière-gardes pour contenir la pression des troupes assaillantes. Henrys a comme instructions d'opérer un rabattement de sa gauche par Kalkandelen sur Uskub ; mais, par suite des progrès réalisés, c'est la route de Vélès qui est ouverte, et c'est par sa droite qu'il peut manœuvrer. Franchet d'Espèrey, grâce à la souplesse de son dispositif, peut modifier son plan dans ce sens.

Les troupes d'Henrys vont audacieusement de l'avant. Le 23 septembre, d'Espèrey rejoint la cavalerie, commandée par le général Jouinot-Gambetta, pousse jusqu'au gros de son avant-garde, et explique au général ce qu'il désire : le voir

atteindre Uskub le plus tôt possible, afin de couper toute communication entre la XIe Armée allemande et la Bulgarie.

La cavalerie de Jouinot-Gambetta arrive à Prilep, marche jour et nuit, sans repos, souvent sans nourriture, sans boisson chaude ; elle traverse des massifs réputés impénétrables situés entre Prilep et Uskub, succession de cimes et de bas-fonds, en utilisant des sentiers étroits et rocailleux, en gravissant des pentes formées de quartiers de roches éboulées ; elle atteint le 29 septembre à midi Uskub, nœud de toutes les communications de la Haute-Macédoine, et s'en empare après des engagements avec les arrière-gardes ennemies. A son entrée dans cette ville, les jeunes filles jettent des fleurs aux cavaliers en les acclamant, des femmes se mettent à genoux en faisant le signe de la croix, d'autres leur tendent leurs enfants en signe de reconnaissance. C'est la délivrance. Jouinot-Gambetta organise la défense de la ville, et attend avec quelque anxiété, sans canons...

A sa droite, le détachement d'infanterie et d'artillerie du général Tranié a passé le 27 septembre par Vélès, en liaison avec l'armée serbe ; retardé par la résistance des Bulgares, il arrive à Uskub trois jours après lui, suivi à courte distance par la 76e division d'infanterie.

Pendant ce temps, l'Armée allemande en retraite s'est engouffrée dans le couloir de 90 kilomètres de long allant de Brod par Kalkandelen à Uskub ; dès le 29 septembre, elle se trouve dans l'impossibilité de sortir du défilé, et elle est réduite à mettre bas les armes. Les Bulgares avaient senti, depuis quelques jours déjà, malgré les paroles de réconfort que leur prodiguaient les Allemands, que la résistance leur était impossible ; ils n'avaient plus eu dès lors qu'un désir, signer une capitulation en temps utile pour empêcher leurs mortels ennemis, Serbes et Hellènes, d'envahir leur pays.

***

Le général d'Espèrey, très au courant des dispositions d'esprit des peuples balkaniques, avait prévu cette éventualité. Dès le 23 septembre, il avait prescrit à ses armées de ne pas se laisser arrêter par l'arrivée de parlementaires et de se borner à les diriger d'urgence, sans aucuns pourparlers, sur son Quartier général.

Un officier d'état-major bulgare accompagné de quelques compatriotes se présenta le 26 septembre sur le front britannique ; il fut aussitôt conduit au G. Q. G. britannique à Janès et de là, envoyé à Salonique. Il demandait, au nom du généralissime bulgare et avec l'assentiment du roi Ferdinand, une suspension d'armes de 48 heures. Comme cette suspension eût permis aux Bulgares de dégager leur aile droite, compromise par la vigoureuse attaque du général Henrys, elle fut refusée ; mais le Gouvernement bulgare fut prévenu que, s'il envoyait des plénipotentiaires munis de pouvoirs en bonne forme pour recevoir les conditions de l'Entente, ils seraient courtoisement accueillis.

Le 27 septembre, tandis que la délégation retournait à ses lignes par Stroumitza, les états-majors bulgares se préoccupaient du résultat de la démarche qu'elle avait faite, et envoyaient des radios pour se renseigner. Des parlementaires se présentèrent sur le front hellénique de la Strouma, demandant si une trêve n'était pas signée. Mais les troupes françaises poursuivaient leur marche sur Uskub.

Le général d'Espèrey avait, le 26 septembre, soumis au Président du Conseil les conditions militaires qu'il comptait imposer à la Bulgarie ; l'approbation de Clemenceau lui était parvenue dans la nuit du 27 au 28 septembre. Les plénipotentiaires bulgares, arrivés le 28 à 16 heures, allaient donc se trouver en face d'une décision prise.

Les deux plénipotentiaires bulgares étaient André Liaptcheff, ancien ministre des finances, qui s'était montré hostile à l'entrée en guerre contre l'Entente, et le général Loukoff, chef de l'Armée bulgare opposée aux troupes hellènes et britanniques, ancien attaché militaire à Paris passant pour hostile aux Allemands ; ils étaient accompagnés d'un diplomate de carrière, Radeff, expert technique ayant quelque action sur eux, et de deux officiers d'état-major.

A son arrivée à Salonique, la délégation fut conduite au G. Q. G. des armées alliées, qui, par une coïncidence curieuse, se trouvait installé dans l'ancien consulat général de Bulgarie. Les délégués, qui étaient partis de bonne heure et avaient fait un dur trajet en automobile par des routes défoncées, étaient accablés de fatigue. Leur entrevue avec Franchet d'Espèrey fut brève. Le général leur dit simplement : « Sans aucune rai-

son, vous avez marché contre nous ; vous devez payer votre faute. Comme je ne veux pas de révolution, je ne toucherai pas à votre Gouvernement, mais comme je veux terminer la guerre vite et bien, vous me fournirez tout ce qu'il me faut pour cela. » Il leur remit alors les conditions imposées ; puis il les fit conduire aux officiers de son 2e bureau chargés de les nourrir et de les loger, en leur donnant rendez-vous pour le lendemain matin 29 septembre, à 9 heures, à son domicile particulier.

Les officiers de la délégation ne cachaient pas la lassitude du peuple bulgare et l'influence dissolvante de la défaite sur l'armée. Le Haut Commandement allemand était complètement désemparé. Un Gouvernement populaire avait été proclamé par des mécontents. Le pays était en décomposition. On comprend l'embarras qu'avaient les plénipotentiaires à parler en son nom.

Le lendemain 29 septembre, les deux plénipotentiaires bulgares et l'expert technique se trouvèrent à l'heure fixée au domicile du général d'Espèrey. La séance se déroula dans une vaste pièce dont les larges fenêtres vitrées laissaient apercevoir la baie de Salonique et l'Olympe comme fond de tableau. Le général en chef était assisté de son chef d'état-major, le général Charpy, et d'un commandant comme secrétaire.

Les plénipotentiaires, qui avaient été fort bien traités, dans le bon appartement qui leur avait été affecté, feignirent de se méprendre sur le but des mesures courtoises dont ils avaient été l'objet et cherchèrent à exploiter au profit de leur pays les sentiments favorables à l'Entente qu'ils avaient éprouvés ou qu'ils s'attribuaient ; ils affectèrent de considérer la dure campagne imposée aux Alliés par l'entrée en guerre de la Bulgarie comme un malentendu passager. D'Espèrey dut les rappeler à la réalité avec la brusque fermeté qu'il savait employer en pareil cas ; il leur signifia qu'ils appartenaient à une nation vaincue et qu'ils devaient se soumettre aux conditions du vainqueur.

Les conditions imposées à la Bulgarie n'étaient nullement les préliminaires d'une paix future. Elles étaient uniquement destinées à désarmer la Bulgarie et à permettre aux Alliés de poursuivre leur avance victorieuse. Celles qui concernaient ce dernier but soulevèrent les protestations de Liaptcheff, qui les

représenta comme contraires à la neutralité dans laquelle son pays prétendait se renfermer ; mais la Bulgarie, qui avait pris parti pour l'Allemagne, était vaincue, et ne pouvait s'opposer à l'exploitation de ses moyens de transport et de communication. Du moins fut-il entendu que ces conditions resteraient secrètes.

La convention militaire réglant la suspension des hostilités entre les puissances alliées et la Bulgarie fut signée à 22 h. 50 par d'Espèrey et les deux plénipotentiaires.

La défaite de la Bulgarie était consacrée. Des ordres furent donnés pour la cessation des hostilités. L'armée bulgare était démobilisée ou prisonnière. Les généraux allemands et un certain nombre de leurs sous-ordres avaient pu échapper à la capitulation par une fuite précipitée ; mais la plus grande partie de la XIe Armée allemande n'avait pu sortir du défilé où la manœuvre des troupes françaises l'avait enfermée.

Le 1er octobre, le général Tranié, qui venait d'arriver à Uskub, en soutien de la cavalerie du général Jouinot-Gambetta, avait braqué l'artillerie dont il disposait, c'est-à-dire un groupe de 75 et un groupe de 65, sur les troupes bulgares qui tentaient de continuer leur retraite vers le Nord-Est ; ses canons, placés près de la citadelle d'Uskub, avaient ouvert le feu à 2.500 mètres sur les colonnes ennemies et les avaient forcées à refluer vers l'Ouest. Les troupes bulgares avaient déclaré ignorer les conditions de l'armistice du 29 septembre, ce qui n'avait rien de surprenant ; mais elles étaient, d'après une clause de l'armistice, réduites à capituler.

Un total de 77.000 prisonniers, dont 3 généraux et 1.500 officiers, 350 canons dont 200 lourds, 10.000 chevaux, 20.000 animaux et un immense butin, tel était le résultat de la manœuvre sur Uskub ; exemple unique, dans la guerre 1914-1918, d'une armée entière déposant les armes.

Les conditions de l'armistice étaient destinées à faciliter le passage des Alliés par la Bulgarie. Les voies ferrées de ce pays permettaient en effet de gagner le Danube, dont la voie fluviale remplaçait les lignes entre Uskub et Belgrade, qui avaient été détruites.

D'Espèrey ne perdait pas de vue son objectif lointain qui était Berlin, et, pour l'atteindre, il préparait immédiatement la marche de ses armées sur Budapest et sur Vienne.

***

Les événements qui se déroulaient en Orient avaient peu d'écho en France. D'Espèrey, tout entier à l'action, ne cherchait par aucun moyen à grandir sa réputation. Les communiqués relatifs aux événements du front de France étaient détaillés et provoquaient des commentaires ; ils étaient lus chaque jour avec avidité par le public, qui accordait peu d'attention aux communiqués écourtés et aux brefs commentaires relatifs au front d'Orient.

Un autre fait était plus grave. Pendant les journées même où d'Espèrey obtenait la capitulation d'une armée allemande et recevait la demande d'armistice des Bulgares, des tentatives étaient faites à Paris pour arrêter ses opérations et lui enlever son commandement. Au reçu des bonnes nouvelles de Salonique, Clemenceau déclara le 24 septembre à Poincaré : « Cela va très bien, et même trop bien, en ce sens que je crains qu'on ne se laisse entraîner. Je n'ai attaqué, vous le savez, qu'avec la pensée de faire ensuite revenir en France une partie de nos troupes. Si l'on veut maintenant marcher sur Sofia, je ne pourrai pas reprendre des troupes ; et c'est ici, ce n'est pas là-bas, que la guerre se décidera (1). » Poincaré lui fit remarquer que, grâce à l'arrivée des Américains, les hommes ne manquaient pas en France ; mais Clemenceau insista sur la prétendue nécessité d'enlever des effectifs à l'armée d'Orient.

Le lendemain 25 septembre, Clemenceau envoya à Poincaré un projet d'ordre de mission à donner à Guillaumat. Celui-ci serait envoyé à Salonique pour deux ou trois mois, afin d'examiner la possibilité d'arrêter les opérations et de récupérer quatre ou cinq divisions franco-anglaises. Poincaré fit remarquer qu'on ne pouvait retirer la lettre de commandement de d'Espèrey que par un décret et investir Guillaumat que par un autre décret. Alby, qui était d'accord avec Guillaumat au sujet de l'ordre de mission, reconnut le bien-fondé des observations du Président, mais prétexta qu'une opération sur Sofia serait difficile et coûteuse, qu'il fallait limiter les opérations et rappeler des effectifs franco-anglais. Poincaré fit toutes réserves sur sa décision.

L'officier de liaison du général d'Espèrey, le capitaine de

(1) Raymond Poincaré, *Souvenirs*, tome X, page 357.

Montégudet, qui se trouvait à Paris, entendait d'innombrables interlocuteurs lui dire : « Le plan du général Guillaumat a réussi. » C'est par cette phrase que Poincaré lui-même avait terminé son entretien avec lui. Comme il devait repartir pour Salonique le 26 septembre au soir, il alla prendre congé de Guillaumat. Celui-ci lui apprit que sa désignation pour l'Orient était décidée et lui remit une lettre adressée à d'Espèrey, pour ne pas, ajouta-t-il, laisser apprendre à son camarade la nouvelle par un autre. Emu par l'injustice dont son chef était l'objet, Montégudet n'hésita pas à sortir de ses attributions. Il se rendit à l'Elysée où, en l'absence de Poincaré, il fut reçu par le secrétaire général, M. Sainsère, à qui il raconta ce qui se passait. Il partit ensuite pour Salonique. Le lendemain matin 27 septembre à Marseille, il trouva l'ordre de revenir immédiatement à Paris, où Clemenceau lui déclara que la mesure envisagée serait prise sous une autre forme. Le lendemain 28 septembre, le général Alby vint présenter à Poincaré l'ordre de mission remanié de Guillaumat et des instructions à lui donner. L'action des armées d'Orient n'était plus limitée : elles devaient, si l'armistice n'était pas demandé par les Bulgares, marcher si possible sur Sofia. Poincaré estima ces instructions préférables aux premières et décida qu'elles seraient présentées au Comité de guerre. Le télégramme de d'Espèrey du 30 septembre, annonçant les conditions d'armistice signées le 29 par les plénipotentiaires bulgares, mit fin à ces démarches. Guillaumat remplaça le 1er octobre à la tête de la Ve Armée le général Berthelot, qui était envoyé en Roumanie. D'Espèrey et Guillaumat reçurent tous deux la médaille militaire.

***

L'importance de la victoire de Macédoine était grande. En Allemagne, en particulier, les succès des armées alliées en Orient avaient eu un énorme retentissement. On en trouve la preuve dans les documents officiels de 1918 qui furent publiés en Allemagne, à la suite du conflit survenu dans les premiers mois de 1919 entre le président du Conseil Scheidemann, du parti social-démocrate, et le général Ludendorff, du parti militaire conservateur, au sujet des causes de l'effondrement militaire de l'Allemagne.

Le 28 septembre, une note des Affaires étrangères précisait qu'un nouveau Gouvernement formé sur une large base nationale allait être constitué, et demanderait au président Wilson de prendre en mains le rétablissement de la paix, en adoptant comme base des négociations les 14 points formulés par lui ; elle ajoutait que, sur le désir des milieux militaires, les belligérants devaient être invités à « conclure un armistice immédiat ».

Le 29 septembre, le jour où Franchet d'Espèrey signait l'armistice avec la Bulgarie, le Gouvernement allemand télégraphiait à ses représentants à Vienne et à Constantinople d'informer l'Autriche et la Turquie de son projet d'offrir la paix au président Wilson, « sous condition d'un armistice immédiat » ; il ajoutait, dans un paragraphe « très secret » : « Notre situation militaire est critique. »

Ce même jour, la Bourse de Berlin était en panique. Les journaux avaient un ton de désespoir : « La Bulgarie, disait le *Vorwaerts*, abandonne l'alliance centrale pour faire la paix. Nous, peuple allemand, nous restons donc seuls en face des Français, des Anglais, des Américains, le dos au mur et la mort devant nous. »

Au fur et à mesure que les heures passaient, le Haut Commandement allemand devenait plus pressant auprès de son Gouvernement ; les télégrammes échangés le 1er octobre entre les diverses autorités allemandes révèlent l'état d'esprit du général Ludendorff : il ne voulait pas attendre, pour l'envoi des propositions au président Wilson, la formation du nouveau Gouvernement, trop lent à se constituer.

L'exposé fait le 2 octobre par le major von dem Bussche, représentant du G. Q. G., devant les chefs de partis du Reichstag, montre les conséquences du succès de Franchet d'Espèrey : « La situation militaire, disait-il, s'est en peu de jours modifiée de fond en comble. L'effondrement du front bulgare a jeté à bas nos dispositions. La liaison avec Constantinople s'est trouvée menacée, ainsi que la voie du Danube indispensable à notre ravitaillement. Nous avons été forcés, pour ne pas laisser à l'Entente les mains libres dans les Balkans, et pour ne pas abandonner la Roumanie et la Mer Noire, d'engager là-bas des divisions allemandes et des divisions austro-hongroises destinées au front occidental. » Le major concluait : « Il ne faut pas perdre de temps. Chaque journée peut aggraver la situation

et donner à l'ennemi l'occasion de s'apercevoir de notre faiblesse actuelle. »

Aussitôt que le prince Max de Bade eut pris ses fonctions de chancelier de l'Empire dans le nouveau Gouvernement, le maréchal von Hindenburg, chef d'état-major de l'armée de campagne, lui écrivit de Berlin, le 3 octobre, une lettre qui dépeignait d'une manière très précise la situation créée par la victoire de Franchet d'Espèrey. Elle était rédigée en ces termes :

« Le commandement suprême de l'armée maintient sa demande formulée dimanche le 29 septembre 1918 d'une offre de paix immédiate à nos ennemis.

« Par suite de l'écroulement du front de Macédoine et de la diminution de réserves qui en est résultée pour le front occidental, par suite aussi de l'impossibilité où nous nous trouvons de combler les pertes très élevées qui nous ont été infligées dans les combats de ces derniers jours, il ne reste plus aucun espoir, — autant qu'il est possible à un homme d'en juger, — de forcer l'ennemi à faire la paix.

« L'ennemi, de son côté, jette journellement dans la lutte de nouvelles réserves. Cependant l'armée allemande reste solide et repousse victorieusement toutes les attaques. Mais la situation devient de jour en jour plus critique et peut forcer le Haut Commandement à des décisions lourdes de conséquences.

« Dans ces conditions, il vaut mieux cesser la lutte pour eviter au peuple allemand et à ses alliés des pertes inutiles. »

Hindenburg définissait parfaitement la situation respective des deux fronts allemands : écroulement du front oriental obligeant à en reconstituer un nouveau avec d'autres troupes ; usure sur le front occidental, exigeant l'envoi de réserves alors qu'il n'y en avait plus !

Le prince Max de Bade rédigea sa demande au président Wilson à peu près dans les termes proposés par Ludendorff.

La réponse américaine du 8 octobre ne refusa pas le rôle d'arbitre offert au président Wilson ; mais elle déclara que les armées des Puissances Centrales devaient évacuer les parties des territoires des Alliés qu'elles occupaient, avant qu'une cessation des hostilités pût être proposée. Les négociations ainsi entamées entre l'Allemagne et les Etats-Unis se poursuivirent pendant le mois d'octobre à Paris entre les Alliés et

furent suivies par les conseillers militaires alliés à la tête desquels était le maréchal Foch (1) ; elles se préoccupaient peu du front d'Orient, sur lequel d'Espèrey continuait cependant, avec ses seuls moyens, la réalisation de son plan audacieux.

Les grands chefs allemands s'accordent pour déclarer que c'est la victoire française de Macédoine qui leur a fait perdre la guerre. Les documents officiels qu'ils ont écrits au jour le jour en fournissent la preuve et leurs souvenirs en apportent la confirmation.

En France la victoire de Franchet d'Espèrey a été laissée dans l'ombre, en outre la plupart des historiens militaires ont déduit des ouvrages allemands des conclusions fausses. Presque tous les auteurs affirment que, d'après Ludendorff, c'est la journée du 8 août 1918 sur le front occidental qui a décidé de la victoire française ; ils appuient leur affirmation sur une phrase de ce général... en omettant la suivante.

Le passage des *Souvenirs* de Ludendorff mérite d'être lu attentivement, car si tous les Français qui se sont intéressés à l'histoire de la guerre 1914-1918 connaissent la première partie, bien peu connaissent la seconde. Le voici en entier :

« Le 8 août (1918) est le jour de deuil de l'armée allemande dans l'histoire de cette guerre. Je ne vécus pas d'heures plus pénibles, sauf à l'époque des événements qui se déroulèrent sur le front bulgare, à partir du 15 septembre, et qui scellèrent le destin de la Quadruplice (2). »

La victoire de Macédoine eut d'ailleurs comme conséquence de faciliter les opérations de Foch. Ludendorff déclare en effet : « Nous retirâmes six ou sept divisions du front occidental », et il donne l'énumération de ces forces, destinées à colmater le front balkanique. Il confirme ainsi l'exposé fait le 2 octobre 1918 par le major von dem Bussche aux chefs de partis du Reichstag. Les résultats de l'offensive d'Orient contribuaient donc, avec l'arrivée des Américains, à préparer une victoire sur le front occidental ; mais Foch aurait-il le temps de la remporter avant que d'Espèrey n'arrivât à Vienne et à Berlin ?...

Si on veut être complètement fixé sur l'influence respective du succès du 8 août sur le front de France et de la victoire du

(1) Voir général Weygand, *Foch*, pages 253 à 276.
(2) Erich Ludendorff, *Souvenirs de guerre* (1914-1918), Paris, Payot, 1920, tome II, page 300.

15 septembre sur le front d'Orient, c'est aux précisions données par le maréchal von Hindenburg qu'il faut recourir. Dans son ouvrage *Ma vie*, le grand chef allemand s'est exprimé en ces termes :

« J'estimais, au milieu d'août (1918), que l'heure n'était pas encore venue de douter d'une issue satisfaisante de la guerre... A la fin de septembre, notre front occidental n'était pas percé... Il était ébranlé, mais ne s'écroulait pas. Cependant, un grand trou se produisit dans le front de combat de la Quadruplice ; la Bulgarie s'effondra (1). »

D'Espèrey, s'occupa peu de faire reconnaître ses mérites. Vivant renfermé sur lui-même, consacrant tous ses instants aux fonctions qu'il exerçait, il ne confiait guère ses pensées qu'à son intime ami Le Châtelier. Il lui écrivait le 5 octobre, au retour de Montégudet, et le remerciait de s'être occupé de lui ; puis il lui disait :

« Tu avoueras qu'il est pénible de se voir poignarder dans le dos quand on est face à l'ennemi. Heureusement que je suis au-dessus de ces petitesses. La mort de Louis (2) m'a enlevé toute ambition. Je sers de mon mieux mon pays. Le suffrage des hommes m'est indifférent ; je n'apprécie que celui d'amis sûrs et dévoués comme toi, et ils sont rares, ceux qui ne craignent pas de se déranger et de se compromettre pour un autre sans aucun profit immédiat ou futur. Enfin, Dieu seul est grand, comme dit l'Arabe. Ce qui est admirable, maintenant que cela a réussi, chacun veut avoir eu l'idée de cette offensive : ce brave Sarrail, qui ne voyait que le front grec ; Guillaumat, qui avait préparé une attaque dans la région du Vardar ; le Conseil supérieur des Alliés, qui voulait m'empêcher de marcher. La vérité est que personne ne l'avait envisagée, et, y pensant, ne l'aurait osée en raison des difficultés du terrain. Les Boches savaient mes préparatifs, mais ne se doutaient pas de l'ampleur de mes prévisions.

« Un chapitre terminé, un autre commence. »

GÉNÉRAL PAUL AZAN.

---

(1) Général Feld Marschall von Hindenburg, *Aus Meinem Leben (Ma Vie)* Paris, Lavauzelle, 1921, pages 345 et 348.

(2) Son seul fils Louis, tué à Verdun, comme sous-lieutenant à 18 ans, le 25 oct. 1916.

BALZAC ET L'INSTITUT DE FRANCE [1]

Nul parmi les écrivains de son temps n'a senti plus profondément que Balzac la grandeur de l'Institut de France. Nul ne fut défenseur plus convaincu, plus ardent de sa dignité et de son droit. Nul ne manifesta plus sincère admiration envers ses créateurs, les hommes de la Convention, qui, par l'article 298 de la Constitution même de la première République, le 22 août 1795 (5 Fructidor an III) décrétèrent la fondation d'un Institut national, auquel ils assignèrent une place éminente dans les grands corps de l'Etat.

Aux anciennes Académies, supprimées en 1793, et qui n'avaient d'autre lien entre elles que le Roi, leur protecteur, était désormais substitué un Institut unique groupant en un seul faisceau les élites des Sciences, de la Philosophie, des Lettres et des Arts. En maints passages de ses œuvres et de sa correspondance, pendant toute sa vie d'écrivain, Balzac a célébré la grande œuvre des Conventionnels.

SPLENDEURS ET MISÈRES DE L'INSTITUT

Le plus typique de ces passages se trouve dans les *Notes remises à Messieurs les Députés composant la Commission de la loi sur la propriété littéraire.* Ces *Notes* sont datées du 3 mars 1841, et sont l'œuvre personnelle de Balzac. Tout en

(1) Voir les articles publiés dans la *Revue des Deux Mondes* sur : « Balzac et le prix Montyon » (15 décembre 1933), « Les Candidatures de M. de Balzac » (15 octobre 1935) et « Balzac au Marais » (15 juillet 1936).

traitant la question de la propriété littéraire, principal objet de ces *Notes*, Balzac ne peut s'empêcher de faire une longue digression pour signaler aux Députés l'extraordinaire abandon dans lequel les pouvoirs publics laissent les écrivains qu'ils ont cependant mission de protéger, et particulièrement les membres de l'Institut : « Il est impossible, déclare-t-il, de ne pas faire remarquer à la Chambre des Députés la mesquinerie du traitement des membres de l'Institut. Un membre de l'Institut recevrait de l'Etat quatre-vingt-trois francs par mois, beaucoup moins que ne reçoivent les garçons de bureau des Chambres. L'Institut est notre plus grand corps savant et littéraire. Créé pour offrir la réunion des hommes les plus remarquables dans quatre spécialités (Sciences, Philosophie, Littérature, Beaux-Arts), il n'a d'analogue que la Cour de Cassation dans la magistrature, les maréchaux dans l'armée, le Conseil d'Etat dans l'administration. Comparez les traitements de ces trois ordres de fonctionnaires avec ceux qui représentent les Arts, les Sciences et les Lettres. La France serait-elle ruinée en élevant à six mille francs le traitement des membres de l'Institut où se rencontrent tant de gens désintéressés, dont tous les membres n'ont pas de sinécure ? L'Institut fut établi à une époque où le *traitement* n'existait pas, où les places publiques étaient quasi gratuites. Certes, depuis l'élévation de tous les justes salaires, il y a eu chez ces hommes, dont beaucoup furent des gens de génie et de grands citoyens, un silence admirable, ils ne réclameront jamais. Comment ne s'est-il pas trouvé, parmi les membres de la Chambre, un homme désintéressé dans la question qui ait, par forme d'amendement, élevé la chétive solde des membres de l'Institut à un chiffre en harmonie avec la vie de Paris, dont la cherté s'accroit de jour en jour ? J'aimerais mieux voir supprimer l'allocation aux Lettres, dont pas un liard ne se donne aux vrais lettrés, et la voir répartir sur les traitements de l'Institut. »

On peut mesurer à cette dernière déclaration en quel honneur Balzac tenait l'Institut de France.

Ces 6.000 francs demandés par Balzac en 1841 pour solde des académiciens — et qui ne furent point accordés — étaient d'ailleurs un alignement bien modeste, très inférieur à la valeur des 1.500 francs annuels que recevaient les académiciens de l'an III. Qu'aurait dit Balzac en 1949 ?

PREMIÈRES RENCONTRES ACADÉMIQUES

Le premier contact de Balzac avec les académiciens remonte à 1818. Titulaire de sa cinquième inscription de droit, Honoré Balzac, alors âgé de dix-huit ans, et surnommé l'*Eléphant* par ses camarades, était clerc dans l'étude de Me Guillonnet de Merville (le Derville de la *Comédie Humaine*), avoué près le Tribunal de première instance de la Seine, 42, rue Coquillière à Paris.

Au mois de février de cette année-là, dans une de ces conversations de clercs, que Balzac devait reproduire si savoureusement dans *la Transaction* (premier titre du *Colonel Chabert*, en 1832), la question fut agitée, très gravement, de la prononciation du mot *registre*. Les uns tenaient pour registre, les autres partisans de l'ancienne mode, eussent préféré *regître*. Ne pouvant donc se mettre d'accord, ces jeunes puristes, sans doute à l'instigation de Balzac, résolurent d'avoir recours à l'arbitrage d'une haute compétence : M. Andrieux professeur de grammaire et de belles-lettres à l'Ecole polytechnique, où il avait eu pour élève Eugène Surville, ingénieur des Ponts et Chaussées, futur beau-frère de Balzac. Ce fut Balzac qui lui écrivit au nom de la collectivité, et la consultation ne se fit pas attendre. M. Andrieux, qui était, de plus, professeur au Collège de France, et allait devenir, en 1829, secrétaire perpétuel des Quarante, répondit en ces termes, tout imprégnés de la courtoisie de l'Ancien Régime :

« Messieurs,

« Puisque vous me faites l'honneur de me consulter, je vous dirai sans vouloir donner mon opinion pour une règle, qu'il me semble mieux de prononcer *regître*, *enregîtrement ;* je crois que c'est actuellement la prononciation la plus usitée.

« Cependant vous avez pu voir dans le *Dictionnaire de l'Académie*, édit. de l'an VI (1798) : « Plusieurs prononcent *regître*, *enregîtrement*. » Le mot *plusieurs* semble indiquer que ce n'est pas le plus grand nombre qui prononce ainsi.

« Sur cette question, je pense qu'on peut en sûreté de conscience et de grammaire prendre le parti qu'on voudra.

« Agréez, Messieurs, mes très humbles et très sincères salutations.

ANDRIEUX. »

Et ce fut la première démarche académique de Balzac, la première requête qu'il adressa à l'Académie française par le truchement d'un de ses plus illustres membres, dramaturge réputé, auteur de la comédie des *Etourdis*, et qui excellait également dans la fable et dans l'apologue.

Un an plus tard, peinant dans sa mansarde de la rue Lesdiguières, sur sa lamentable tragédie en vers de *Cromwell*, il contait en novembre 1819, à sa sœur Laure : « Le feu a pris dans mon quartier, rue de Lesdiguières, nº 9, au troisième, dans la tête d'un jeune homme. Les pompiers y sont depuis un mois et demi ; pas moyen de l'éteindre. Il s'est pris de passion pour une jolie femme qu'il ne connaît pas. Elle s'appelle la Gloire. Elle demeure aux Quatre-Nations, en face le Pont des Anes. On espère le guérir en lui tirant les vers du nez. »

Les vers ainsi tirés ne devaient pas conduire Balzac au temple de la Gloire, mais l'amener, pour la seconde fois, devant M. Andrieux, de nouveau choisi comme arbitre, pour décider si la tragédie d'Honoré contenait de sérieuses promesses pour son avenir littéraire. C'est à Mme Balzac mère qu'Andrieux fit connaître sa sentence par cette lettre exquise, datée du 16 août 1820 :

« Je suis loin de vouloir décourager M. votre fils, mais je pense qu'il pourrait mieux employer son temps qu'à composer des tragédies ou des comédies. S'il me faisait l'honneur de venir me voir, je lui dirais comment je crois qu'il faut considérer l'étude des Belles-Lettres, et les avantages qu'on peut en tirer sans se faire poète de profession. »

Il ne sera donc pas poète, mais voué à un genre considéré à l'époque comme inférieur : le roman. Et pendant près de six années après ce verdict, Balzac poursuivi par les ressentiments de la Muse tragique, sera condamné à fabriquer en série de détestables romans, tels que *Clotilde de Lusignan*, *Argow le Pirate*, *Le Vicaire des Ardennes*, qu'il n'osera pas signer de son nom et désavouera plus tard comme de véritables « cochonneries littéraires. »

A L'OMBRE DE LA COUPOLE

Désespérant d'atteindre la Gloire au moyen de sa plume, il tentera d'abord d'atteindre la Fortune. Il se fera imprimeur

et fondeur de caractères, commandité par sa famille et par sa première amie, Mme de Berny, la Dilecta.

Le voilà bien loin du chemin académique et cependant il va s'en rapprocher, car son imprimerie est située à deux pas de l'Institut, à l'ombre de la Coupole, dans la noire et étroite rue des Marais-Saint-Germain, nº 17 (actuellement 17, rue Visconti) où il sera successivement imprimeur et fondeur de caractères de 1826 à 1828.

Il s'en est souvenu, en 1841, dans *La Rabouilleuse*, où il évoque en une description saisissante ce sombre quartier, témoin de ses misères, et que la Gloire académique parvient seule à illuminer : « Un des plus horribles coins de Paris est certainement la portion de la rue Mazarine, à partir de la rue Guénégaud jusqu'à l'endroit où elle se réunit à la rue de Seine. Les hautes murailles grises du Collège et de la bibliothèque que le cardinal Mazarin offrit à la ville de Paris, et où devait un jour se loger l'Académie française, jettent des ombres glaciales sur ce coin de rue, le soleil s'y montre rarement, la bise du nord y souffle... Au nord la perspective est bornée par le dôme de l'Institut. En remontant la rue, les yeux ont pour toute récréation la file de fiacres qui stationnent dans le haut de la rue Mazarine. »

Déplorable commerçant, Balzac va, dans son imprimerie de la rue Visconti, se débattre pendant deux ans au milieu des pires difficultés. Il imprimera les ouvrages les plus divers, à commencer par une réclame de pilules antiglaireuses ; il comptera aussi, parmi ses éditions, une satire en vers intitulée l'*Académie* ainsi que des ouvrages de futurs académiciens, comme *La Jacquerie* de Mérimée, et la troisième édition du *Cinq-Mars* de Vigny.

En 1828, sur le bord de la faillite, il abandonnera ses diverses entreprises, et sa fonderie passera aux mains du fils de la Dilecta, son amie et commanditaire, Laure de Berny. Alexandre de Berny allait en faire une des premières fonderies du monde, devenue actuellement la célèbre fonderie Peignot-Deberny. Puisque le malheureux Balzac est inapte à toute besogne sérieuse, il reprendra sa plume. Mais cette fois le succès lui arrive en 1829, à l'appel du *Dernier Chouan*, son premier roman signé.

PRIX MONTYON

Le monde l'applaudit, les éditeurs, les revues lui demandent de la copie ; il est présenté à Mme Récamier, fréquente G. Sand, Mme d'Abrantès, Mme de Girardin, la marquise de Castries. Il a un tilbury, un groom, de l'argenterie aux armes des d'Entraigues, dont il a adopté le blason ; il dépense follement l'argent qu'il gagne, et commence à édifier cette dette monumentale qui pèsera si lourdement sur ses ambitions académiques. C'est aussi le temps où, comme tout jeune écrivain qui se respecte, il se laissera aller aux faciles plaisanteries sur l'Académie et décochera sur elle tout un carquois de fléchettes dans *la Mode* et dans *la Caricature*. Mais les temps sont proches où ses regards se tourneront de nouveau vers les dispensateurs des lauriers académiques. Il vient, en 1832, de commencer la touchante histoire du *Médecin de campagne*, récit de la rénovation d'un misérable village alpestre par une sorte de saint laïque, le bon Dr Bénassis. Balzac s'attendrit lui-même sur cette œuvre édifiante qu'il compare tantôt à l'*Evangile* et à l'*Imitation*, tantôt au *Vicaire de Wakefield*, et qu'il rêve de diffuser sous la forme d'un petit livre dans le genre du *Catéchisme*. Mais *Le Médecin* a pris du volume pendant sa gestation et quand il paraît en 1833, c'est en deux tomes in-8o. Pas de nom d'auteur, mais en épigraphe une pensée de Balzac, signée de son nom : « Aux cœurs blessés l'ombre et le silence », et, comme vignette de titre, une pieuse gravure sur bois représentant le Christ ployant sous le poids de sa croix.

Par quelle démarche — à laquelle Balzac se déclare complètement étranger — *Le Médecin* est-il parvenu à la connaissance de l'Académie ? Démarche de Nodier ou de Pongerville, grands amis de Balzac ? En tout cas, il est bien certain que *Le Médecin* a été inscrit le 13 mars 1834, au huitième rang sur une liste d'ouvrages susceptibles d'être proposés au concours du prix Montyon, le premier rang étant occupé par l'*Étude sur Ducis* d'Onésime Leroy. Mais il est non moins certain que de nouvelles séances se succédèrent pour le classement définitif, et que *Le Médecin*, qui a été le huitième le 13 mars, fut mis au second rang le 25, le premier rang étant attribué à *Jean-Marie* de Mlle Trémadeure, mais le 15 avril *Le Médecin* fut finalement éliminé. Le 10 juillet, les prix sont donc ainsi attribués :

Prix de 8.000 francs à partager entre M. Cochin *(Les Salles d'asile)* et M. Bergery *(Economie industrielle)*.

Prix de 6.000 francs à partager entre Onésime Leroy *(Etude sur Ducis)* et Mlle Sauvan *(Manuel des Institutrices)*.

Prix de 2.500 francs à la féconde Mlle Trémadeure pour *Le Petit Bossu*, qui ne figurait pas au premier rang sur la première liste, mais que l'Académie, en dernier ressort, préféra à l'autre roman de la dite demoiselle, *Jean-Marie*, primitivement le premier de la première liste.

Que s'est-il donc passé ? Faute de mieux il faut nous reporter à l'explication que Balzac en donna, bien des années après, dans une lettre adressée à Hippolyte Castille, l'un des critiques littéraires de la *Semaine* et qui parut dans ce périodique le 11 octobre 1846. Il y écrivait :

« Arriverait-on à changer la moralité d'une époque, si tous les auteurs s'entendaient pour ne publier que des ouvrages comme ceux auxquels l'Académie applique le prix Montyon, en trahissant, je le crois, les intentions du fondateur ? »

Et précisant ses griefs, il ajoute dans une note au bas de la page :

« M. de Montyon a légué à l'Académie française une somme considérable, qui produit environ neuf mille francs par an, pour récompenser l'ouvrage le plus utile aux mœurs, publié dans une période de deux années avant la distribution du prix.

« L'Académie s'est érigée, de son chef, en bureau de charité littéraire, elle scinde le prix en trois ou quatre sommes qu'elle distribue à des œuvres sans influence sur les mœurs, et qui sont tellement oubliées, que, si l'on publiait les titres des ouvrages couronnés de 1830 à 1836, par exemple, l'Académie rougirait sur ses quarante fronts.

« L'Académie française n'a pas, d'abord, le droit qu'elle s'est arrogé. Elle enfreint la volonté du testateur. Elle doit donner le prix à un seul ouvrage. Si aucun ouvrage n'accomplit, à son jugement, les conditions voulues, elle doit attendre et capitaliser la rente. Lorsque le prix, faute d'ouvrages, atteindrait à une somme considérable, cette énorme récompense, promise à de grands efforts, stimulerait la littérature beaucoup plus puissamment que ces aumônes à la fois illégales et peu flatteuses, à mon sens.

« On peut se souvenir à l'Académie que j'allai réclamer

contre une décision par laquelle elle avait admis *Le Médecin de campagne* parmi les ouvrages à couronner. Je fis humblement observer que mon ouvrage n'était pas au point de perfection (relativement à mes forces, bien entendu), où je voulais le faire arriver ; et subsidiairement, que l'Académie ne pouvait pas prendre des ouvrages non présentés par l'auteur, car je serais très offensé de me voir déclarer, par le premier corps littéraire, que j'avais eu le quart, la moitié du mérite voulu par M. de Montyon. M. Arnault, fort étonné de ces observations, m'apprit que l'ouvrage venait d'être écarté à cause de sa portée politique.

« En dépeçant le prix, comme elle le fait, l'Académie éloigne les gens de talent, elle les dégoûte de l'entreprise excessivement difficile de remplir le programme du testateur.

« — Il se fait à peine, me disait Nodier, deux ouvrages de ce genre par siècle.

« — Et c'est à cause de cela, lui répondis-je, que le prix est créé. Quand il sera de cent mille francs, au bout de dix ans, vous aurez un livre à couronner, soyez-en sûr.

« C'est à mes yeux un immense malheur, pour notre pays, que quarante personnes choisies parmi toutes ses illustrations ne puissent avoir une grande pensée. Encourager la littérature des livres de demoiselle au lieu de faire produire des *Vicaire de Wakefield*, tel est le résultat du prix Montyon.

« Personne ne croira, je l'espère, que cette note est dictée par l'esprit étroit de la rancune littéraire. En allant retirer mon ouvrage, je l'exceptais du concours ; et, depuis, je n'ai jamais rien soumis au jugement de l'Académie, qui, selon Nodier, *sedet in telonio* (1), quand il s'agit de ce prix. »

Balzac, après 1834, après son échec au prix Montyon, ne briguera plus jamais aucun prix académique. Mais l'amertume de sa défaite ne l'empêchera pas de considérer l'Institut (et ses Académies) comme les plus hauts protecteurs, les protecteurs-nés, de la culture française.

C'est ainsi qu'en 1841, en cette même année où Balzac signalait aux députés, ainsi que nous l'avons rappelé plus haut, la carence du gouvernement à l'égard des membres de l'Institut, il proposait à la Société des Gens de Lettres ce programme,

(1) Matthieu, IX, 9 : « Jesus vidit hominem sedentem in telonio, Matthaeum nomine. » « Sedet in telonio » c'est-à-dire siégeant comme un agent du bureau d'octroi.

dont la hardiesse peut encore nous étonner, et qui devait être présenté tout d'abord au roi Louis-Philippe lui-même :

« 1° Je désirerais, écrivait Balzac, que l'écrit fût adressé au roi, ce qui rendrait la chose plus grave, le langage d'une respectueuse audace ;

« 2° Que toutes les questions y fussent traitées d'une manière générale, d'abord grief par grief, mais ensuite en entrant dans la question jusqu'au vif, aux choses et aux intérêts, en y mêlant des faits statistiques venus de source qui les rendissent frappants pour les gens d'affaires des Chambres ;

« 3° Qu'il n'y eût pas d'autres conclusions que celles-ci :

« Demander l'exécution de la législation, par une loi nouvelle, du décret sur les prix décennaux ainsi modifiés :

« Un prix de cent mille francs pour la plus belle tragédie.

« Idem pour la plus belle comédie.

« Idem pour le plus bel opéra (paroles et musique).

« Un prix de cinquante mille francs pour le plus beau drame des scènes inférieures.

« Un prix de cent mille francs pour le plus beau roman.

« Un prix de cent mille francs pour le plus beau livre de philosophie chrétienne.

« Un prix de cent mille francs pour le plus beau travail de recherches archéologiques ou linguistiques, ou de comparaison transcendante de diverses méthodes, ou de faits historiques et scientifiques, afin de récompenser les créateurs philosophiques.

« Deux cent mille francs pour le plus beau poème épique ou demi-épique.

« Ne rien demander pour l'histoire, qui a une fondation suffisante (1), ni rien pour les ouvrages utiles aux mœurs, qui ont le prix Montyon.

« Demander que l'Académie française soit juge ; qu'elle ne puisse diviser les prix ; que, si elle ne trouve point d'œuvre digne du prix, elle le joigne à celui d'une nouvelle période de dix années jusqu'à ce que l'œuvre soit produite ;

« Que les honneurs accordés aux pairs de France soit également accordés aux Membres de l'Institut ;

« Que les soixante-cinq mille francs de rente nécessaires à ces prix soient donnés à l'Académie par une fondation, afin que

(1) La fondation du baron Gobert.

l'exécution de la loi ne soit point un caprice des régimes ou des législatures, quitte au gouvernement à diminuer d'autant l'allocation annuelle qu'il demande aux Chambres pour les lettres;

« Enfin que les places littéraires, telles que bibliothèques, etc..., ne puissent être données qu'à des littérateurs, âgés de quarante ans, depuis dix ans dans les lettres, et sur une liste de dix candidats présentés par l'Académie française, et qu'on ne puisse être destitué que par suite d'un jugement encouru ;

« Que la distribution des prix décennaux soit l'objet d'une fête solennelle ;

« Que le poète qui aura remporté le prix de poème épique soit désigné comme candidat à l'Académie ;

« Que celui qui aura deux fois remporté le prix de la tragédie ou de la comédie, soit candidat désigné à l'Académie, et musicien de l'Opéra, désigné candidat à l'Institut. »

Décidément la Coupole de l'Institut apparaît toujours à Balzac aussi magnifique qu'au temps de sa vingtième année.

Et pour en finir avec les prix académiques, relevons dans *Illusions perdues (Un grand homme de province à Paris)*, publié en 1839, ce dernier trait que Balzac proposait à la méditation des jeunes écrivains. Lucien de Rubempré cherchant à placer son premier ouvrage, est introduit auprès d'un « redoutable padischa de la Librairie » le célèbre Dauriat :

« Une nouvelle affaire, mon petit ? s'écria Dauriat. Mais, tu le sais, j'ai onze cents manuscrits ! Oui, messieurs, cria-t-il, on m'a offert onze cents manuscrits, demandez à Gabusson ! Enfin, j'aurai bientôt besoin d'une administration pour régir le dépôt des manuscrits, un bureau de lecture pour les examiner ; il y aura des séances pour voter sur le mérite, avec des jetons de présence, et un secrétaire perpétuel pour me présenter les rapports. Ce sera la succursale de l'Académie française, et les académiciens seront mieux payés aux galeries de bois qu'à l'Institut. »

Combien de succursales de cette importance se sont ouvertes, depuis Balzac, aux ambitions des jeunes écrivains ! Une fois de plus Balzac aura prévu l'avenir.

LES CANDIDATURES DE BALZAC

Depuis 1834, Balzac a donc renoncé à toute candidature à un prix de l'Académie. Mais il n'en a point renoncé à lui

demander un fauteuil, et sa première intention se manifeste en 1835, par cette déclaration à son amie Mme Hanska, l'Etrangère : « Je vais tâcher de m'ouvrir à coups de canon la porte de l'Académie. » Ces coups de canon tirés depuis *Le Médecin de campagne* s'appelaient : *Eugénie Grandet*, *La Recherche de l'absolu*, *Le Père Goriot*, *L'Histoire des Treize* et *Le Lys dans la vallée.*

En 1839 un fauteuil devient vacant par la mort de Michaud, l'historien des Croisades. Balzac entre en campagne, fait des visites, puis, apprenant que Victor Hugo se présente, retire sa candidature. Démarche généreuse mais vaine, car onze tours de scrutin, répartis en deux séances, aboutissent à la victoire de Flourens.

De 1839 à 1848, quinze fauteuils deviennent vacants et Balzac voit s'y asseoir successivement : Hugo, Sainte-Aulaire, Ancelot, Tocqueville, Pasquier, Ballanche, Patin, Sainte-Beuve, Vigny, Rémusat, Empis, Ampère. Il ne bouge pas, ou tout au moins, bouge très peu, retenu dans l'inaction par un poids énorme, celui de ses dettes (environ 150.000 francs or !).

Nodier le lui a bien dit, un jour qu'il était allé le voir à l'Arsenal, le 10 novembre 1842 : « Mon cher Balzac, vous avez l'unanimité à l'Académie. Mais l'Académie, qui accepte très bien un scélérat politique qui sera traîné aux gémonies de l'histoire, qui élira même un fripon qui a su ne pas aller en Cour d'Assises à cause de l'immensité de sa fortune, s'évanouit à l'idée d'une lettre de change qui peut envoyer à Clichy. Elle est sans cœur ni pitié pour l'homme de génie qui est pauvre ou dont les affaires vont mal. (Et elle a nommé Ancelot, qui s'est fait, d'une *façon infâme*, directeur du Vaudeville, et qui peut faire faillite !) Ainsi ayez une position, soit par un mariage, soit en prouvant que vous ne devez rien, soit en ayant pignon sur rue, et vous êtes élu. »

Balzac, dès le lendemain, racontant cette visite à Mme Hanska, lui écrit : « Or, je serai, une fois élu, nommé membre de la commission du *Dictionnaire*, ce qui fait une place inamovible de six mille francs, deux mille francs comme académicien et je serai certainement nommé de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, et deviendrai secrétaire perpétuel. Ainsi, conclut-il, j'ai en dehors de l'action du gouvernement [qu'il n'aimait point et qui le lui rendait], quatorze mille francs de places inamovibles, qui ne dépendent de personne et qui ne

sont pas frappés par la loi du cumul, c'est-à-dire que leurs traitements ne cessent pas si l'on a des places dans le gouvernement, à avoir dans le cas où je n'aurais plus de dettes ! Et puis, il y a la pairie ! » Car, disait-il, « les académiciens peuvent devenir pairs [comme Hugo], et je tâcherai de faire une assez grande fortune pour arriver à la Chambre haute, et entrer dans le pouvoir par le pouvoir même ».

Mais, pour que tous ces beaux rêves se réalisent il faut payer ses dettes, ne pas habiter rue Basse, sous le nom de Mme de Brugnol, sa gouvernante, ne pas figurer au *Bottin* sous cette forme : « Balzac (de), h. de lettres... » sans indication d'adresse, et surtout ne pas être constamment sous la menace des recors.

Balzac enrage : « Croyez-vous, écrit-il à Mme Hanska, le 15 décembre 1843, qu'il soit agréable que tout le monde me porte à l'Académie, et que des membres de l'Institut disent publiquement (Lecou — son éditeur — l'a entendu ce matin dans un café) que si je n'en suis pas, c'est à cause de ma situation pécuniaire, que tant que ma fortune, ou, si vous voulez, ma position ne sera pas régularisée, je ne serai pas nommé ? *Proh pudor!* On me prendra quand je serai riche. » Et il ajoute pour se consoler : « Tant que je suis en dehors de l'Académie, je suis mis à la tête de la littérature qui en est exclue, et j'aime mieux être cette espèce de César, que le quarantième immortel ! »

Mais la perfide allusion au mauvais état de ses finances l'a blessé si profondément qu'il ne lui suffit pas de s'en plaindre à l'Etrangère, il écrira (1), dans le feu de l'irritation, à l'un de ses plus fidèles soutiens à l'Académie, le poète Emmanuel Dupaty :

« Monsieur,

« A propos de la candidature dont je vous parlais, des membres de l'Institut, autres que ceux de l'Académie française, ont dit que ma situation de fortune était le seul obstacle à mon élection plus ou moins prochaine pour moi.

« Du moment où cette opinion passe du sein de l'Académie dans le public, mon devoir est tracé pour moi, comme il le serait pour tout homme fier, indépendant. Le respect de soi-même passe avant la gloire que donne un triomphe académique.

(1) Lettre autographe inédite gracieusement communiquée par Mme Henri Gondinet, née Marty, dont Emmanuel Dupaty était le trisaïeul.

« Si je ne puis être élu dans ce qu'on croit être la pauvreté, je ne dois jamais me présenter lorsque je serai dans le cas de payer un cens pairial.

« Je vous débarrasse donc des soins que votre amicale protection m'avait promis, car dans la situation que me fait une opinion excessivement saugrenue, calomnieuse et ridicule, je dois attendre les suffrages au lieu de les briguer. Si la Fortune va plus vite que l'Académie, elle m'apportera quelques consolations ; mais je compterai votre affectueuse bienveillance pour plus que tous les trésors. Je vous prie de me la garder, Académie à part, et réserver votre influence pour de moins protégés, que celui qui vous offre ici l'expression de ses sentiments les plus distingués et sa gratitude, en se disant votre très humble serviteur.

« DE BALZAC. »

Il cherche à se donner le change, mais il est mordu, bien mordu par la fièvre verte. Quelle amertume pour lui de n'avoir pu se présenter, en 1841, au fauteuil de Bonald, le grand théoricien de la monarchie dont il se réclame dans toute son œuvre, dont il est le plus illustre disciple !

A la fin de 1843, Vincent Campenon, l'auteur de *La Maison des Champs* et de *L'Enfant prodigue* est mort. Balzac a bien envie d'aller glisser sa grosse personne entre les bras de ce modeste fauteuil, et ne résiste pas à la tentation. Il entre en campagne, mais s'arrête dès les premiers pas, malgré les protestations de deux amis, aveuglés par l'admiration, et qui l'ont poussé en avant, le bon Pongerville et Nodier qui, tout près de mourir, lui a dit avec sa bonhomie habituelle : « Eh ! mon ami, vous me demandez ma voix et je vous donne ma place ! J'ai la mort entre les dents. »

Nodier meurt, en effet, le 27 janvier 1844, et Balzac, le 29, assiste à son convoi. Il y rencontre Alfred de Vigny, qui bien des années après en avait conservé le souvenir précis. « Il me suivait, écrivait le poète, en tournant autour de la bière drapée de noir. Je lui passai le goupillon. Je pensais en moi-même : ainsi un jour, je vous passerai la palme académique. Il ne me parla pas non plus, mais j'affirme qu'il me comprit et que son regard me répondit : Qui sait ? Car il sourit avec un peu de mélancolie en secouant la tête. » La mélancolie de Balzac n'était pas injustifiée, car les

Quarante ne veulent toujours pas d'un confrère écrasé de dettes. Balzac renonce donc à poursuivre sa candidature au fauteuil de Campenon, mais il est ulcéré : « Je prends pour une insulte, déclare-t-il à Mignet, l'opinion qui règne sur ce sujet à l'Académie, surtout depuis qu'elle passe dans le public. Riche, et je le serai par moi-même, je ne me présenterai jamais ! » Serment d'amoureux déçu qu'il ne tiendra que pendant deux ans, car, en 1845, il a la velléité de se présenter au fauteuil de Royer-Collard, et, en 1848, il pose, pour de bon, sa candidature au fauteuil de Chateaubriand. Le fauteuil est pourvu le 11 janvier 1849, mais c'est le duc de Noailles qui s'y assied, après un seul tour de scrutin où Balzac ne recueille que deux voix.

Tout espoir n'est pas perdu. Il y a un second fauteuil vacant, celui de Vatout. Mais au bout de trois tours de scrutin, c'est le comte de Saint-Priest qui l'emporte. Le bilan de Balzac s'est chiffré par deux voix au premier tour, une voix au deuxième, aucune au troisième.

Balzac qui, à cette époque, séjourne au château de Wierzchownia, en Ukraine, auprès de Mme Hanska, reçoit le coup sans sourciller, et répond le 9 février à son ami, Laurent-Jan, qui lui avait annoncé la nouvelle « Maintenant, mon cher Laurent, si tu peux savoir, de source certaine, quels sont les deux académiciens qui m'ont donné leurs voix dans ma seconde défaite, tu me feras grand plaisir, car je veux les remercier d'ici moi-même. Mais comme plusieurs voudront être ces deux voix, ne te trompe pas ; je veux être sûr des deux vraies voix. L'Académie m'a préféré M. de Noailles. Il est sans doute meilleur écrivain que moi ; mais je suis meilleur gentilhomme que lui, car je me suis retiré devant la candidature de Victor Hugo. Et puis M. de Noailles est un homme rangé, et moi, j'ai des dettes, palsambleu ! »

Laurent-Jan, prince de la bohème et endetté lui aussi, s'en va aux renseignements et répond à Balzac le 15 mars : « C'est avec grand regret que je ne puis encore te dire le nom de l'académicien complice de Hugo. Ce dernier pourrait le nommer, et je n'ai pas osé aller chez lui. Le comte de Saint-Priest a été choisi d'emblée [Laurent-Jan est bien mal renseigné], comme tu dois le savoir. Il paraît décidément que les mauvais comtes font les bons académiciens. Quant à toi, avouons que vouloir monter dans le carrosse de l'Institut, côte à côte avec le marquis

Guillaume Patin, et le prince de Baour de la Maison d'Ossian était une prétention un peu leste. On dit que, dans son indignation de cette vanité, M. Beaupoil de Saint-Aulaire en fut tellement hors de lui que sa famille éplorée craignit un moment qu'il n'en fît *un livre*. Je n'ai pas besoin de te rassurer au sujet de cette inquiétude. »

Cinq mois après la lettre de Laurent-Jan, le 18 août 1850, la mort mettait un point final aux candidatures de M. de Balzac. D'ailleurs Balzac avait bien juré de ne plus jamais se présenter, pour mettre l'Académie dans son tort.

Mais quel dommage pour les Quarante d'avoir été privés d'un collaborateur tel que Balzac ! Quel dommage, surtout pour le travail du *Dictionnaire* ! Balzac chérissait l'ancien langage, ainsi qu'il l'a prouvé en mainte occasion, et particulièrement par l'étonnant pastiche qu'il en a fait dans ses *Contes drolatiques*. Il aimait les vieux mots et s'appliquait à les sauver. Employant dans sa *Revue parisienne* du 25 septembre 1840 la locution *Sens dessus-dessous*, il l'orthographiait : *cen dessus dessous* : « Je m'obstine, explique-t-il dans une note, à orthographier ce nom comme il doit l'être. *Sens dessus-dessous* est inexplicable. L'Académie aurait dû, dans son *Dictionnaire*, sauver, au moins dans ce composé, le vieux mot *cen* qui veut dire : *ce qui est*. Malgré mon aversion pour les notes, je fais celle-ci pour l'instruction publique. (1) »

AMITIÉS ACADÉMIQUES

Tels furent les contacts de Balzac avec l'Académie française et ses vaines tentatives pour y siéger parmi les Quarante.

Il avait pourtant toujours marqué grande déférence envers l'illustre compagnie, inscrivant en bonne place dans la « liste des personnes auxquelles j'envoie mes ouvrages ... les membres de l'Académie. » Et quelques-uns d'entre eux avaient même eu le privilège d'une dédicace : Hugo, celle d'*Illusions perdues;* Lamartine, celle de *César Birotteau;* Nodier, celle de *La Rabouilleuse.*

Les autres Académies avaient aussi reçu leur part dans la distribution.

(1) H. de Balzac, *Œuvres Complètes*, Ed. L. Conard, t. XL, p. 292.

Pour l'Académie des Inscriptions, le nom de Barchou de Penhoën, vieux camarade du collège de Vendôme, figurait en tête de *Gobseck*, celui du baron de Hammer-Purgstall, associé étranger, qui avait fourni à Balzac la traduction arabe de l'inscription magique de *La Peau de Chagrin*, avait reçu en remerciement la dédicace du *Cabinet des Antiques*. L'Académie des Sciences avait pour lot : la dédicace du *Père Goriot* à Geoffroy-Saint-Hilaire et celle de *La Peau de Chagrin*, dédiée à Félix Savary, l'astronome de l'Observatoire, voisin de Balzac.

L'Académie des Beaux-Arts comptait parmi les dédicataires de Balzac : Delacroix, avec *La Fille aux yeux d'Or*, David d'Angers, le sculpteur de Balzac, avec *Le Curé de Tours*, Berlioz avec *Ferragus*, Rossini, associé étranger, avec *Le Contrat de mariage*, et le marquis Amédée de Pastoret, membre libre, avec *Sur Catherine de Médicis*. Pastoret joignait d'ailleurs à la qualité de dédicataire celle d'ancien client de Balzac, qui, en 1827, avait imprimé son ouvrage sur *Le Duc de Guise à Naples*.

Seule, l'Académie des Sciences morales et politiques est absente de ce palmarès académique. Et pourtant, le nom de Villermé, le grand enquêteur des misères sociales, n'aurait pas été déplacé en tête de *l'Envers de l'Histoire contemporaine*.

Cette Académie doit se contenter d'enregistrer à son actif balzacien la visite que le romancier fit à Rochecotte, vers la fin de novembre 1836, au prince de Talleyrand, membre de la section d'Economie politique et de statistique.

Dans cette nombreuse cohorte des dédicataires une place éminente doit être attribuée à Etienne Geoffroy-Saint-Hilaire, le grand naturaliste, dont Balzac fut l'ami et l'admirateur, et auquel il emprunta pour sa *Comédie humaine*, en l'appliquant à l'homme social et à ses variétés, le principe de l'unité de composition organique des espèces animales.

De même que l'être vivant fut *un* à l'origine, et ne fut différencié que par l'influence des milieux, de même l'homme social fut *un*, à l'origine, et ne se différencia que sous l'influence des milieux sociaux. Balzac a d'ailleurs hautement proclamé son admiration, en 1842, dans l'Avant-propos de *La Comédie humaine*, en déclarant que la mise en système du principe de l'unité organique « sera l'éternel honneur de Geoffroy-Saint-Hilaire, le vainqueur de Cuvier, sur ce point de haute science, et dont le triomphe a été salué par le dernier article qu'écrivit Gœthe. »

L'Académie des Sciences ne fournit pas uniquement à Balzac un grand inspirateur de toute son œuvre, elle lui fournit encore un collaborateur pour la partie scientifique de *La Recherche de l'Absolu* dans la personne d'Ernest Laugier, astronome, voisin de Balzac à l'Observatoire.

L'Académie des Beaux-Arts n'a pas négligé, elle non plus, d'offrir des collaborateurs à Balzac, puisque le musicien Auber composa pour lui la romance de *Modeste Mignon*, et que ce fut à une des soirées du peintre Gérard qu'il recueillit, de la bouche de Stendhal, certaine histoire scabreuse qu'il utilisa dans les *Contes bruns*.

Ainsi qu'on le voit, non seulement les membres de l'Académie française, mais ceux de l'Institut tout entier jouèrent un rôle plus ou moins actif, isolément ou collectivement, dans la vie du grand romancier. Il en fut de même pour son œuvre où, soit sous des noms supposés, soit sous leurs noms véritables, figurent les membres des Académies, et où l'Institut et ses Académies sont maintes fois évoqués. Mais *L'Institut de France dans la Comédie humaine* fera l'objet d'une étude détaillée, actuellement en préparation. On y retrouvera Lamartine et Chateaubriand sous les traits de Canalis, Geoffroy-Saint-Hilaire, sous ceux de Marmus de Saint-Leu, Cuvier sous les traits du baron Sinard, Delacroix sous ceux de Joseph Bridau, et bien d'autres, sans compter de piquantes allusions aux diverses Académies.

L'Académie française ne fut donc pas la seule à participer à la vie de Balzac, mais son rôle fut singulièrement plus important que celui des autres Académies, et, aussi singulièrement décevant. Mais, par une ironie du sort, ce fut le plus glorieux de ses membres, Victor Hugo qui, Balzac mort, lui rendit, le mercredi 21 août 1850, au Père-Lachaise, devant sa tombe ouverte, le plus éclatant hommage qu'ait reçu l'homme de génie que l'Académie française avait méconnu. Un autre hommage lui fut rendu, touchant et mélancolique, du fond de l'Angoumois, de sa retraite du Maine-Giraud, un mois après, le 18 septembre 1850, par un autre membre de l'illustre Compagnie, Alfred de Vigny. Ce jour-là, Vigny, qui n'avait pas revu Balzac depuis six ans, depuis sa rencontre auprès de la bière de Nodier, en janvier 1844, écrivait à une chère parente, la vicomtesse du Plessis, qui vivait en Touraine, au château de Dolbeau : « Je voudrais

bien savoir de vous, ma belle amie, si les femmes de Touraine ont eu seulement une larme pour ce pauvre Balzac, leur compatriote, et si quelque marque de ce regret lui a été donnée en public, par son pays natal. »

LA SÉANCE SANS LENDEMAIN

Si Balzac n'eut jamais le privilège de siéger, en qualité d'académicien, dans le palais de l'Institut, il eut du moins l'occasion d'y siéger, une fois, officiellement, en qualité d'ancien président de la Société des Gens de Lettres, le 25 juillet 1848, six mois avant son dernier échec académique.

Nous possédons de cette séance mémorable deux récits de témoins oculaires ; l'un de Champfleury, alors âgé de vingt-sept ans, l'autre de Théodore de Banville, âgé de vingt-cinq. Et il est curieux de confronter ces deux versions, l'une d'un réaliste, l'autre d'un poète.

Toutes deux sont d'ailleurs concordantes pour constater que cette réunion, comme beaucoup de ces réunions d'allure clubiste, qui pullulèrent en 1848, offrait le spectacle d'une invraisemblable cohue. C'était une réunion des gens de lettres invités par le ministre de l'Intérieur, Ledru-Rollin, afin d'enquêter sur ce qu'il y avait à faire pour les livres d'art. Mais je laisse la parole à Champfleury :

« Vers les deux heures, la salle où se tiennent d'habitude les séances solennelles se trouva à moitié garnie de littérateurs dont le principal titre semblait être de ne pas appartenir à la société des gens de lettres. Tous se regardaient, cherchaient à se reconnaître et ne se reconnaissaient pas... M. de Balzac entre tout d'un coup, et toute l'Assemblée se tourne vers le gros homme qui portait des gants et un habit vert ce jour-là. Il regarda rapidement tous ceux qui se trouvaient là, me reconnut, et vint s'asseoir auprès de moi, sans se douter qu'il s'asseyait en pleine Montagne.

« Un homme monta au bureau et déclara qu'il venait de la part de Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, pour s'enquérir de ce qu'il y avait à faire pour les livres d'art. Ce mot de « livres d'art » souleva immédiatement l'assemblée qui poussa des cris auxquels n'est pas habituée la salle de l'Institut... M. de Balzac riait beaucoup du tumulte ; il s'amusait comme un enfant du

bruit, et son ventre dansait dans son pantalon à plis. « Quels singuliers gens de lettres, me dit-il, mais je n'en connais pas un... D'où sortent-ils ? Pourriez-vous m'en nommer ? » Je nommais tous ceux que je connaissais, et M. de Balzac ne reconnut que M. de la Landelle, ancien marin, actuellement faiseur de romans.

« Quand le trouble fut un peu passé, l'assemblée s'entendit à peu près sur la décision, qui était d'envoyer à M. Ledru-Rollin deux délégués pour lui faire comprendre que le livre d'art en temps de révolution, était une chose inutile, et qu'il serait mieux d'encourager des travaux littéraires plus populaires. M. de Balzac fut choisi à l'unanimité pour représenter l'assemblée des gens de lettres. C'est alors que le grand romancier monta au bureau et prit la parole.

« Il remercia d'abord ses confrères de l'honnneur qu'ils lui faisaient en le prenant pour délégué, mais il ne pouvait accepter une pareille mission. M. de Balzac reprit la question telle que l'avait posée le secrétaire du ministre. M. Ledru-Rollin demandait ce qu'il serait nécessaire de faire pour les livres d'art ; et M. de Balzac prétendait qu'une société ne pouvait répondre à une question d'un ministre par un conseil. « Ne répondez rien, disait-il, ou répondez sur les livres d'art. Le ministre ne vous demande pas si les livres d'art vous semblent utiles ou non ; il vous interroge sur les livres d'art ; rien ne peut vous faire sortir de la question. » Et après avoir remercié de nouveau ses confrères, M. de Balzac se retira, laissant l'assemblée envoyer au ministre ses doléances par la voix de MM. Toussenel et Laviron. »

Le gros ventre, l'habit de couleur verte, les gants, le pantalon à plis, qui ont retenu l'attention de Champfleury, le réaliste, Théodore de Banville, le poète, les passe sous silence, car ce sont bien d'autres traits qui l'ont frappé.

Il déclare tout d'abord : « Je n'ai vu qu'une seule fois en ma vie le grand Honoré de Balzac ; cependant, je crois être un des hommes de ce temps-ci qui l'ont le mieux connu. Ceci exige une explication qui, naturellement, fournira le thème de cette historiette. Le 25 juillet 1848, il y eut dans une des salles de l'Institut une assemblée de tous les littérateurs qu'on avait pu réunir. » Puis après avoir noté, comme Champfleury, le tumulte et l'incohérence de l'assemblée, il écrit : « J'avais

été cent fois sur le point de prendre la parole pour établir ce que je crois être la vérité, ou pour indiquer ce que je crois être le salut, mais toujours je m'étais senti arrêté par un profond découragement, en voyant comme la discussion, tour à tour naïve, orageuse et brillante, s'égarait dans le vide et restait à mille lieues de tout terrain pratique. Une des fois que je relevais ainsi la tête, prêt à m'écrier et restant muet, je vis en face de moi, à l'autre bout de la salle, un homme à la tête lumineuse, puissante, chevelue, éclairée par toutes les flammes de la bravoure et du génie. Je ne l'avais jamais vu auparavant, mais je le reconnus sans hésitation, d'après ses portraits, et surtout d'après sa ressemblance avec son Œuvre : car à qui auraient pu convenir ce vaste front, ces mèches sculpturales, ces yeux de feu, ce long nez héroïque et bizarre, ces lèvres sensuelles, cette barbe à la Rabelais, ce col athlétique de dieu ou de taureau, sinon à l'infatigable créateur de *La Comédie humaine* ?

« En même temps il fut évident pour moi — et d'ailleurs je le vis clairement dans son regard — que Balzac lisait dans ma pensée, comme si mon crâne soulevé eût laissé voir à nu mon cerveau recevant directement les impressions les plus variées et les plus violentes. »

Cette vision du 25 juillet 1848, dont la date resta gravée dans la mémoire de Banville ébloui, fut une vision unique, car ce 25 juillet 1848 fut le seul jour de sa vie où Balzac, barbu ce temps-là, à la façon de son maître Rabelais (et plus peut-être à la façon démocratique à la mode en 1848) siégea officiellement sous les lambris du Palais de l'Institut.

Faut-il regretter que l'Académie française, en rejetant la dernière candidature de Balzac, lui ait, à jamais, interdit l'accès d'un de ses fauteuils. On peut en douter, car bien des années plus tard, en 1886, l'Académie, proposant en sa séance publique du 26 novembre, pour sujet du concours d'Éloquence, une « Etude sur l'œuvre d'Honoré de Balzac », prouva qu'elle avait compris qu'un fauteuil, fût-il posé sous la plus illustre Coupole, était un siège trop étroit pour le démiurge de *La Comédie humaine*, et qu'il fallait placer ce géant, non sous sa Coupole, mais bien au-dessus, dans l'Olympe de ses dieux protecteurs.

MARCEL BOUTERON.

LA CRITIQUE CINÉMATOGRAPHIQUE

Il est toujours grave de juger les autres. Sans dramatiser, un modeste chroniqueur de cinéma doit prendre conscience de ses responsabilités, d'autant plus lourdes que le jugement dont il s'agit ici est largement diffusé, et qu'il s'adresse à l'immense public des salles obscures.

Je n'insisterai pas sur ce point, me bornant à m'élever contre une certaine catégorie de critiques, lesquels exercent leur talent avec désinvolture. Un seul exemple suffira, où je citerai *in extenso* les quelques lignes que la plume damasquinée de l'un de mes confrères consacrait au beau film *Farrebique:*

« J'ai vu pendant deux heures d'horloge des vaches bouser, des Rouerguois pétrir du pain, des poules cocoter, des dindons glouglouter, des paysans patoiser, des villageois boire un verre de rouge, des juments mettre bas, des moissonneurs moissonner, des chantres chevroter, avec une envie de dormir que, seule, ma conscience professionnelle a pu vaincre. Car ce n'est même pas un documentaire qu'un film qui ne nous apprend exactement rien.

« Belles images ? En toute impartialité j'en ai compté cinq ou six. Et le reste est fumier. Or, on peut faire de belles images avec les champs. On ne me reprochera aucune partisanerie soviétique si j'évoque le merveilleux film d'Eisenstein, *La Ligne générale.* Ici, tout est pauvre, étriqué, vide d'imagination, privé de poésie, étiré à plaisir, par un homme qui avait montré un réel talent dans *Le Tonnelier*, court métrage... »

Voilà donc le film *Farrebique* jugé, exécuté. Quelques lignes ont suffi à l'un des meilleurs chroniqueurs de cinéma pour en disposer. Or, on peut ne pas aimer *Farrebique*, mais je tiens qu'il est impossible de n'y voir que cinq ou six belles images et du fumier : à moins que l'on ne sache pas résister à la tentation du dénigrement, ou bien que l'on ne puisse être spirituel sans se montrer sommaire. En ne prenant pas la peine de justifier, à l'endroit de ses lecteurs, sa sévérité, le chroniqueur dont j'ai cité le texte n'a peut-être pas mesuré le redoutable pouvoir dont il disposait.

***

Cela dit, il convient d'examiner les qualités et compétences requises d'un chroniqueur de cinéma. Tout d'abord le critique doit *aimer* cet art neuf qu'on appelle si justement le Septième Art, et dont il est impossible de bien parler sans prendre parfois le ton de l'amour. C'est bien cela : aimer le cinéma, ou se taire.

Il faut aussi le connaître, et là je m'excuse d'avancer des truismes qu'il m'a semblé nécessaire de formuler. Un critique doit aller souvent au cinéma. Il est impossible de rendre compte de l'évolution de cette esthétique si complexe, tout engluée de techniques et de rêve, si l'on ne suit pas attentivement les progrès de chacune des écoles : française, italienne, améric riaine, anglaise, mexicaine, scandinave, etc... D'autre part, il est tout aussi indispensable de revoir les « classiques ». Le Ciné-Club offre à cet égard une gamme de rétrospectives et de films déjà vieux dont il importe de mesurer l'intérêt.

Autre obligation absolue, dont trop de chroniqueurs se dispensent : lire les ouvrages essentiels que l'on a publiés sur le Septième Art ; et parmi eux je cite brièvement : les remarquables travaux de Georges Charensol, dont le dernier ouvrage est intitulé : *Panorama du cinéma* (1) et de Sadoul, qui est l'auteur de : *Le Cinéma* (2) ; *L'Histoire du Cinéma*, de Bardèche et Brasillach (3) ; *Intelligence du Cinématographe*, de Marcel l'Herbier (4) ; le fameux *Livre d'Or du Cinéma* ; l'intéressante

(1) Ed. Melot.
(2) Ed. Bibliothèque Française.
(3) Ed. Martel.
(4) Ed. Correa.

brochure publiée par André Ruszkowski, *Cinéma Art nouveau* (1); puis deux documents qui viennent de paraître : *Le Cinéma par ceux qui le font*, textes recueillis et présentés par Denis Marion (2), et l'ouvrage monumental de Marcel Lapierre : *Les Cent Visages du Cinéma* (3), lequel offre une documentation de premier ordre, magnifiquement illustrée.

Enfin et surtout, un critique doit être assidu au travail du « plateau », c'est-à-dire voir tourner des films chaque fois que l'occasion et la possibilité lui en seront offertes. Comment, en effet, le chroniqueur pourra-t-il présenter à ses lecteurs le cinéma dans sa vérité artistique et technique, s'il ne prend point la peine d'assister lui-même à la naissance des films ? Et comment ferait-il justice d'un certain nombre d'erreurs accréditées auprès du grand public ? C'est là une question de bon sens, et l'énoncé d'une vérité première. Mais les vérités premières sont aussi les premières qu'on oublie... Christian Jaque lui-même n'a pas cru déchoir en rappelant à cet égard quelques solides principes, fort plaisamment énoncés : « Un metteur en scène n'est pas, écrit-il, comme on a trop souvent tendance à le croire, un monsieur qui fume continuellement des cigares, qui mâche du chewing-gum à longueur de journée et qui boit du cognac dans des verres à pied. Ce n'est pas non plus un monsieur qui porte des pantalons de golf, des chemises de cow-boy à carreaux révolutionnaires, des chapeaux et des chaussures invraisemblables ; et qui complète le tout par une visière et un sifflet d'agent de police. Ce n'est pas non plus, comme certains voudraient le laisser entendre, un monsieur irascible qui met en pièce son couvre-chef à la moindre contrariété et en lambeaux son scénario au moindre incident... technique ou non... »

***

Et cela nous conduit à la substance même de la chronique.

Je ne développerai pas des points évidents tels que ceux ci : un critique de cinéma doit sélectionner les films dont il

---

(1) Collection O. F. D. A., éd. « Penser Vrai », 4, rue Sainte-Catherine à Lyon.
(2) Librairie Arthème Fayard.
(3) Ed. Grasset. Marcel Lapierre avait déjà rassemblé et présenté une importante série de textes sous le titre *Anthologie du Cinéma*. (La Nouvelle Édition, Paris).

parle ; faire état des meilleurs ou des plus significatifs d'entre eux ; adapter le fond et la forme de ses « papiers » aux lecteurs dont il a l'audience, etc...

Nous supposerons cette sorte de problème résolu. Voici donc notre chroniqueur en face d'une œuvre importante. C'est là qu'il nous plaira de le considérer. Admettons qu'il s'agisse d'un film français, *Le Silence est d'Or*, par exemple. Le critique devra d'abord :

Situer le film dans l'ensemble de l'œuvre de son réalisateur (il s'agit ici de René Clair).

Mieux : le situer dans la production française.

Mieux encore : le localiser, si possible, dans le cadre immense de la production mondiale.

Afin d'éclairer le débat, j'ai cherché dans ma documentation une chronique sur *le Silence est d'Or* qui me semblât satisfaire aux règles fondamentales du genre. Voici comment Georges Sadoul, auteur de ce «papier», situait le film dont il parlait :

« On peut être légitimement inquiet sur l'avenir de la production française. Mais 1947, qui est déjà l'année de *Farrebique* et qui devient celle du *Silence est d'Or*, mérite d'être appelée une grande année.

« *Le Silence est d'Or* marque un tournant dans l'œuvre de René Clair, à la fois par son exceptionnel accomplissement et par son émotion neuve.

« On peut écrire avec certitude que ce film est un chef-d'œuvre. Peut-être n'est-ce pas le chef-d'œuvre de René Clair, le recul nous manque pour deviner si la postérité pourra lui préférer *Entr'Acte* ou *Le Chapeau de paille d'Italie*. Mais ce film est le meilleur de Clair depuis les quinze longues années qu'il passa loin de France. Non qu'aucune de ses œuvres étrangères ait été négligeable (que ce fussent *Break the News* ou *Six petits Indiens*); il leur manque toutefois ce quelque chose que seul peut leur donner Paris. Notre Antée, pour connaître sa force, devait remettre le pied sur le sol de sa ville... »

Il s'agit maintenant de raconter le film lui-même. Nous y insistons, car beaucoup de chroniqueurs sont ici coupables de négligence.

Au *Livre d'Or du Cinéma*, le très bon scénariste Simon Gantillon souligne l'importance capitale du *scénario* dans la composition d'un film. En fait, rien ne serait plus facile, hélas !

de stigmatiser la crise d'inspiration dont souffre le cinéma mondial, et le manque d'originalité des thèmes généralement proposés au Septième Art. Un chroniqueur ne peut donc laisser de côté cet aspect essentiel de sa tâche : examiner et juger le choix même du sujet d'un film. Bien plus, on a vu des réalisations de deuxième ordre dont la photographie avait cependant un relief extraordinaire et qui se recommandaient par un rythme sans reproche : *Les Maudits* par exemple, du très grand metteur en scène français René Clément. Le demi-échec de ce film, au point de vue artistique, était imputable à un extravagant scénario. Parce que ce scénario, parce que le thème des *Maudits* étaient médiocres, le film lui-même ne valait ni *La Bataille du Rail* ni *Le Père tranquille*, mis en scène, eux aussi, par René Clément...

Importance du sujet dans le film. Et rôle primordial du chroniqueur de cinéma, lequel doit dénoncer impitoyablement la faiblesse des scénarii ! Hélas, répétons-le, il a fort à faire sur un tel plan. Mais cela est une autre histoire...

Je disais que le chroniqueur doit *raconter* le film. J'y vois une autre raison qui ne relève pas du domaine purement critique : le lecteur veut savoir de quoi il s'agit. C'est là son droit le plus absolu. Il désire, tout bêtement, apprendre du chroniqueur si le film est sentimental, policier, psychologique..., ou s'il est un mélange de tout cela. Et quel est à peu près le dosage des genres. Nous rappelions également, plus haut, que trop de critiques répugnent à présenter ce petit synopsis du film dont ils parlent. C'est pourtant l'une des tâches les plus difficiles — voire les plus ingrates — du chroniqueur. En quinze à vingt lignes, dans le cours de nos articles, nous devons résumer un drame ténébreux, une aventure compliquée, une comédie aux ressorts subtils ou innombrables. Mais encore une fois, prenons conscience de cette vérité banale et méconnue : que nous écrivons pour nos lecteurs.

Il convient d'être large d'esprit, d'ailleurs, et de permettre au critique certains artifices dans la narration de l'histoire. Voyez plutôt comment Georges Sadoul s'y prend pour nous exposer le thème du *Silence est d'Or* : « René Clair a dit que son scénario était une nouvelle version de l'*Ecole des Femmes*. Dans une moindre mesure, certes, que *Le Chapeau de paille* ne fut une nouvelle version de Labiche. Arnolphe est Maurice Chevalier ;

Agnès, Marcelle Derrien ; Horace, François Périer. Le rôle d'Horace a ici plus de relief que celui d'Agnès. L'on pourrait dire qu'il s'agit plutôt de l'*Ecole des Amants*. Mais le héros principal reste Arnolphe. M. Emile, le séducteur vieillissant, pour la première fois, doit céder le pas à la jeunesse dont il est malgré lui le confident et le conseil. »

***

Exécrable metteur en scène, en dépit de son habileté — mais bon grammairien du cinéma — André Berthomieu n'a cessé de répéter après Malraux, après Marcel l'Herbier et tant d'autres, qu'un film est une véritable composition architecturale, à quoi les arts les plus divers concourent : ceux du photographe, du peintre, du musicien, parfois du mime et du danseur, et nous l'avons dit, de l'écrivain.

M. André Maurois vient de m'écrire, à ce sujet, une lettre dont il m'autorise à faire état : « Il faut, dit-il, que les grands films soient des œuvres d'art. Est-ce possible ? Je ne vois rien qui s'y oppose. Qu'est-ce que l'art ? *Un ordre humain imposé par l'esprit à la matière.* Le cinéma a pour matière, comme la peinture, les paysages et les visages ; comme la musique, le temps ; comme le roman, les hommes, les passions, la vie sociale... »

Cette diversité même implique, de la part du critique, de nouveaux devoirs...

A cet égard, faisons tous — ou presque tous — un large *mea culpa*. A commencer par Sadoul, dans l'exemple auquel je me suis déjà référé. Car sa critique du *Silence est d'Or*, en trois lignes, règle aimablement le sort des divers artistes qui ont apporté leur talent au maître d'œuvre : « Tous les autres interprètes et tous les techniciens sont également à louer. Un chef-d'œuvre ne se fait qu'en équipe. » C'est tout... Avouons que la fleurette est maigre. L'exiguité de la place dont un chroniqueur dispose, le souci qu'il peut avoir d'être agréable à lire l'éloignent trop souvent de parler des opérateurs, des musiciens, et même des dialoguistes. Or il doit le faire !

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'insister davantage sur ce point. Rappelons seulement qu'un Matras, photographe fameux, un Henri Dutilleux (qui a composé notamment les partitions de *La Fille du Diable* et du *Café du Cadran)*, se sont

plaints parfois, dans la presse, des injustices qui leur sont faites et du silence dont la critique les entoure. Citons, en particulier, l'opérateur Christian Matras : « Dans l'équipe d'un film, a-t-il écrit, l'opérateur de prises de vues est le spécialiste de l'image...

« Si l'on emploie couramment le mot d'interprète lorsqu'il s'agit des acteurs, on n'utilise jamais ce qualificatif lorsqu'il s'agit de l'opérateur. Il semblerait pourtant utile pour le désigner : car il est en quelque sorte l'interprète de l'image, sous la direction d'un chef d'orchestre qui est le metteur en scène. Les décors et les personnages lui sont présentés comme la partition l'est au musicien. *Il doit l'interpréter dans un style qui peut en modifier le sens....* »

On ne saurait mieux dire.

Quant au problème du dialoguiste, il se pose à peu près de la même façon. N'oublions pas que le dialogue est essentiel dans un film, qu'il influe puissamment sur l'ensemble du rythme et sur l'originalité même du spectacle. Et là, nous autres chroniqueurs ne sommes pas les seuls responsables du rang subalterne où trop souvent l'on prétend tenir les dialoguistes. Je ne puis me référer ici à l'exemple déjà choisi, car René Clair avait lui-même composé le dialogue du *Silence est d'Or*. Ecoutons plutôt ce que dit de son métier le dialoguiste Marc-Gilbert Sauvageon, un homme qui connaît bien ce dont il parle :

« Rien ne semble plus simple, rien ne provoque plus de remous ni ne fait surgir plus de problèmes que la définition du rôle et des droits du dialoguiste au Cinéma.

« C'est qu'il est brusquement sorti du zéro total pour occuper une place chaque jour plus grande, comme le lierre finit par envahir le mur au pied duquel on l'a planté. Né de la technique, il s'oppose aujourd'hui à cette technique, reine vieillie mais jalouse qui ne veut admettre ni l'abdication ni le partage. Cette lutte sourde du metteur en scène et de l'écrivain se retrouve partout, sous toutes les formes possibles et prévues. Elle commence à la confection du scénario, se continue au découpage de l'œuvre écrite, se développe sur le plateau, s'inscrit au générique et trouve sa vraie violence devant le public à qui l'on soumet les résultats de ces deux forces ennemies éternellement jumelles : *l'Image* et *le Mot*.

« Je ne veux pas dire par là que metteurs en scène et écrivains du cinéma vivent officiellement à couteaux tirés. Non !

« La bataille fait rage, mais elle reste sournoise et polie... »

Cela dit, ne faisons point la part trop belle au dialoguiste. Il arrive que loin d'être brimé par le metteur en scène, il soit lui-même envahissant, touffu, indiscret. Tels sont les défauts, par exemple, de Prévert dans *Les Portes de la Nuit* et les récents *Amants de Vérone*, ou de Jean Paul Sartre dans *Les Jeux sont faits*.

En bref, j'ai cru bon d'insister sur cette querelle; car il me semble qu'entre le metteur en scène et le dialoguiste, entre l'image et le mot, un chroniqueur de cinéma peut jouer un rôle essentiel d'*arbitrage*.



Résumons-nous : le critique doit aimer le cinéma et le connaître à la fois théoriquement et empiriquement.

Après sélection attentive des films dont il parle, ses articles doivent s'inspirer des nécessités suivantes :

— situer le film ;

— en résumer le thème, avec appréciation rigoureuse du scénario ;

— concevoir un ouvrage de cinéma comme une architecture, et en examiner les divers éléments ;

— savoir porter un jugement sur les qualités littéraires et cinématographiques du dialogue.

(Je n'ai pas souligné la nécessité d'envisager un film dans une perspective où la politique doit être totalement absente ; cette règle me semble élémentaire, et générale à toute la critique d'art).

Et maintenant, direz-vous, parlons des vedettes.

Soit. Mais parlons-en discrètement. *La vedette, l'acteur ou l'actrice célèbres, ne sont en aucune façon indispensables au succès artistique d'un film. Ni même à son succès commercial.*

La Bataille du Rail (acteurs : les cheminots) ; *Farrebique* (acteurs : des paysans) ; et *La Bataille de l'Eau lourde*, sont trois illustrations éclatantes d'une thèse que nous partageons avec la plupart des véritables amoureux du cinéma.

Il est bon de noter que les metteurs en scène, de plus en plus souvent, aiment à donner leur chance à des acteurs ou actrices inconnus et révélés d'un seul trait de lumière : Laurence

Olivier vient de découvrir Joan Simons; Leenhardt choisit pour *Les Dernières Vacances* la merveilleuse petite Odile Versois ; Clouzot risque son dernier film, *Manon*, sur le talent de Cécile Aubry. Et pour évoquer une dernière fois l'œuvre que j'ai citée en exemple : Marcelle Derrien, inconnue, fut avec Maurice Chevalier la vedette du film *Le Silence est d'Or*.

Il y a cependant beaucoup d'ingénues patentées, sur nos écrans. Pourquoi donc les cinéastes les plus illustres préfèrent-ils donner leur chance à des comédiennes totalement inexpérimentées qu'ils découvrent au hasard des studios, comme des trésors ? Parce que l'âge des vedettes immuables, éternelles, « indétrônables », a passé...

Sur ce chapitre, que le critique soit sans faiblesse. Il lui faut violenter son public. Il faut flétrir chez les spectateurs l'amour des acteurs et actrices primés comme taureaux et génisses de concours. Saluons les grands comédiens de l'écran, bien sûr. Je ne prendrai même pas la peine, ici, de les nommer. Mais, encore une fois, que le critique de films, le critique d'art, ne s'en laisse point conter.

Et qu'est-ce, je vous prie, que ces visages brusquement surgis en gros plan et modelés longuement par la camera, dans ce style que l'on appelle, en jargon d'esthète, l'expressionnisme ? Qu'est-ce que ces baisers-ventouses, ces belles bouches qui prennent des dimensions de gouffre, et ces longs cils qui battent sur des yeux immenses comme de grandes ailes sur un lac ?

Il ne s'agit plus de photographie d'art : mais de prospection topographique. Nous appelons cela gâcher la pellicule, flatter les bas instincts du spectateur !

Donc rendons les acteurs de films à leur véritable place, qui n'est pas négligeable, certes, mais qui reste *seconde*.

***

Enfin, voici l'aspect le plus important et le plus *vague* du problème : le chroniqueur ne peut pas ignorer que tout film valable porte une signification humaine.

Impossible d'échapper à cette évidence : même lorsqu'elle met en cause des œuvres qui tendent vivement à l'objectivité documentaire. Voyez *Paris 1900* de Nicole Védrès : le film comporte une leçon fort nette sur le plan social. Et voyez

Farrebique de Georges Rouquier : une simple série de photographies sur la vie paysanne, et cependant, le film exhale un haut parfum de foi religieuse.

C'est peut-être ici, dans ce domaine vivant et neuf du cinéma, qu'il devient le plus difficile de séparer l'art et la vie, l'éthique et l'esthétique.

Je ne dis pas que le chroniqueur doit se faire *moraliste*, même en un journal ou une revue d'obédience confessionnelle, et je prétends me cantonner dans le strict domaine de la critique d'art.

Il me semble toutefois impossible de négliger la nécessité absolue, où se trouve le chroniqueur, de signaler à ses lecteurs — tout à la fois — la valeur artistique et la portée humaine d'un film.

Il peut y avoir opposition entre elles, bien sûr. Mais souvent plus apparente que réelle. Nous devons chercher sans doute les limites de l'excellent *Diable au Corps* dans le fait, précisément, que ce film trahit la véritable adolescence. De même, la *Manon* de Clouzot peut sembler incomplète, inachevée, du fait que cet amour humain, magnifiquement épuré vers la fin de l'œuvre, ne trouve pas dans la tension vers Dieu son total accomplissement. Alors que le petit livre immortel de l'abbé Prévost...

Mais n'allons pas trop loin dans ce sens. Les rapports entre l'esthétique et l'éthique formeront jusqu'à la fin des temps une source de débats inépuisable. Elles recèlent une part de mystère que nous n'avons pas — Dieu sait ! — la prétention d'éclaircir. Il reste que pénétrer la signification, disons « humaine », d'un film est l'une des tâches du chroniqueur. Il me semblait indispensable de l'évoquer, puisqu'il paraît qu'on la néglige.



André Malraux aime le cinéma ; il a « fait » du cinéma et il en parle merveilleusement. Or il nous dit en conclusion d'un article fameux, avec cette amertume un peu hautaine qui porte sa marque : « *Par ailleurs, le cinéma est une industrie.* »

Nous ne répéterons jamais assez que nous manquons de chroniqueurs de films. Je l'ai dit plus haut, et je veux y revenir. Assurément, nous avons de fort bons critiques : Georges Charensol, Jean Fayard, Georges Sadoul, François Chalais, Roger

Lannes, Roger Régent, Denis Marion, bien d'autres. Mais il faudrait que des vocations nouvelles surgissent en faveur de ce métier ingrat et fascinant. Il se trouve que le goût, l'indépendance, l'art d'écrire et la conscience professionnelle sont des qualités réunies trop rarement encore chez un chroniqueur de cinéma. Et que les journaux ouvrent souvent leurs colonnes à des critiques amateurs, ignares ou négligents.

Les autres, ceux qui aiment et respectent leurs responsabilités, ont de belle besogne à faire, et notamment en ce qui touche l'éducation du public. N'auront-ils pas à cœur de prendre le contre-pied de la phrase de Malraux ? Soucieux de souligner et de démontrer, chaque fois qu'un beau film leur en donnera l'occasion, que : *par ailleurs, le cinéma est un art...*

MICHEL DE SAINT PIERRE.

L'ANNIVERSAIRE
DE
GEORGES COURTELINE

Voilà vingt ans qu'il nous a quittés, et son souvenir demeure aussi vivant qu'au premier jour. Cette zone d'ombre et de silence que traversent tant de morts illustres avant de prendre leur place définitive, il ne l'aura pas connue : on oublie Barrès, on feint de mépriser Anatole France, et quand, par hasard, la jeune critique s'occupe de Pierre Loti, ce n'est certes pas pour le couvrir de fleurs ; on continue de lire Courteline et de l'aimer. Peut-être parce qu'il fut vraiment l'un des plus français parmi nos grands écrivains ; peut-être parce que son œuvre — réussite singulière entre toutes ! — séduit la foule comme l'élite, l'homme de la rue aussi bien que les *happy few.*

Georges Courteline — qui n'était alors que Georges Moinaux — naquit à Tours, le 25 juin 1858. Par la suite, et dans son horreur de vieillir, il s'est rajeuni de deux ans, en sorte que la plupart des dictionnaires le font naître en 1860. « J'étais né pour rester jeune, confessera-t-il plus tard, et j'ai eu l'avantage de m'en apercevoir le jour où j'ai cessé de l'être. »

Son père, Jules Moinaux, venu chercher fortune à Paris, y travailla quelque temps chez un banquier, puis entra comme chroniqueur judiciaire à *La Gazette des Tribunaux.* On lui doit des volumes de contes, des vaudevilles, des opérettes dont Offenbach écrivit la musique, et surtout les *Tribunaux comiques,* qui, après trois quarts de siècle, gardent encore toute leur saveur.

Le futur Courteline, né rue de Lariche, à Tours, chez sa grand-mère maternelle, vit ses premières années entre la Touraine et Paris. A Tours, il demeure tantôt rue de Lariche, tantôt chez son grand-père Perruchot, qui tenait un bureau de tabac, ou encore chez les grands-parents Moinaux.

A Paris, le ménage Jules Moinaux habite rue de Chabrol. On met bientôt le petit Georges à l'école communale de la rue de Bellefond, où il aura pour condisciple le chansonnier Paul Delmet. L'été, la famille va s'installer à Montmartre où elle possède un pavillon que Courteline a peint dans *Les Linottes* sous le nom de la villa Bon-Abri, et qu'entoure un jardinet derrière le mur duquel, pendant la Commune seront fusillés les généraux Lecomte et Clément Thomas.

Ce qu'était alors la Butte, Courteline l'a évoqué dans une page charmante et trop peu connue : « Montmartre se présentait alors, et durant de longues années encore, devait se présenter sous l'aspect d'un village — qu'il était en réalité — avec ses pensionnats de volailles dans l'effarement desquelles le passant perdait pied, et ses ménages de canards barbotant à la queue-leu-leu par les ruisseaux de la place du Tertre. Des fermes y voisinaient le long de la rue Norvins, entrebâillant leurs lourdes portes, d'où partaient des tiédeurs odorantes de crèches, sur des croupes d'acajou encroûtées de bouses séchées. A travers l'accumulation des années, je revois la magnificence du jardin de la rue de la Fontenelle, les nuits bleues et les aubes dorées qui en baignaient les ormeaux et les hêtres... Je revois les dimanches de beau temps, les invasions de Parisiens grimpés au sommet de la Butte, chargés de boustifailles diverses..

« La nuit venue et la lune levée, la villa reprenait son calme... Et, tandis que maman me fourrait dans le dodo, où venait aussitôt me rejoindre le minet, compagnon chéri de mon enfance, mon père se remettait au travail... »

De bonne heure, une lucidité redoutable s'allie chez lui à une sensibilité trop vive. « Je me vois encore tout gamin, écrira-t-il plus tard, dans une pièce où se trouvaient quatre personnes, dont deux hommes, tandis que, dans le logement voisin, séparé de nous par une mince cloison, un individu mal élevé administrait à la compagne de sa vie une de ces raclées mémorables qui font époque dans la vie d'une femme. Ce que la malheureuse hurlait, vous le pensez ! Eh bien, que croyez-vous que firent les quatre personnes, dont deux hommes ? Mon Dieu ! elles demeurèrent stupides, comme le héros de Corneille, pâles d'effarement, s'entre-regardant avec des yeux hagards et répétant à tour de rôle, d'une voix affaiblie par l'émotion :

« Tape-t-il ! Tape-t-il ! »

Et il conclut : « De ce jour-là, j'ai été fixé. »

Juillet 1870. La guerre. Jules Moinaux et sa famille ne tardent pas à quitter leur cottage de Montmartre, et, dès le début de la Commune, se réfugient à Iverny, près de Meaux. C'est donc au collège de Meaux que le petit Georges restera pensionnaire lorsque, le calme revenu, ses parents auront regagné la capitale.

Ce fut sans doute la plus mauvaise période de sa vie. A maintes reprises, il insistera, par la suite, sur la tristesse des cinq années passées dans cet ancien couvent transformé en maison d'éducation. Les maîtres chargés de l'instruire ne lui ont pas laissé un souvenir favorable : « Gens plus obstinés que des mulets, plus exaspérés que des déments et plus bêtes que bien des cochons, opiniâtrement résolus à écraser le germe généreux pressenti au fond de nos âmes. »

Cependant, sa vocation se révèle. Il écrit ses premiers vers. On assure même qu'il aurait gravé le premier chapitre d'un roman sur son pupitre fraîchement verni. Par malheur, cet essai, nous ne le connaîtrons jamais, parce que le collège l'a conservé — avec le pupitre.

Sa fantaisie commence à se révéler. Un inspecteur d'académie, visitant le collège, assiste un jour à la classe d'histoire, où le professeur parlait des finances au XVIIIe siècle.

— Connaissez-vous le nom d'un fermier général ? demande l'inspecteur à l'élève Moinaux.

Et celui-ci, sans hésiter :

— Cincinnatus.

Grâce à ses bonnes notes en latin, le futur Courteline passera avec succès la première partie de son baccalauréat. Il quitte alors Meaux pour faire sa philosophie au Collège Rollin. Là, par malheur, les choses se gâtent : Descartes et Leibnitz demeurent sans attrait pour le jeune Georges, et les sciences exactes ne le divertissent pas davantage. Or — c'est un des traits dominants de son caractère — il ne saurait supporter ce qui l'ennuie. De là, quelques intermèdes bouffons qui viennent parfois égayer les classes de mathématiques.

— Je porte le triangle A B C sur le triangle A' B' C', explique le professeur, et je constate qu'ils coïncident exactement... Vous trouvez cela drôle, monsieur Moinaux ?

— Je trouve ça absurde. Je prends le soleil, je le pose sur

la lune et je constate que ces deux circonférences coïncident exactement... Qu'est-ce que ça prouve ?

— Sortez !

Résultat : échec à la seconde partie du baccalauréat, colère paternelle et mise en demeure de choisir un métier.

Un métier ? Le seul qui fasse envie au jeune Moinaux, c'est celui d'homme de lettres ; mais son père ne l'entend pas ainsi. Jules Moinaux ne croit point à l'avenir de son fils ; il n'y croira jamais. Bien des années plus tard, après la première de *Boubouroche,* il demeurera sceptique : « Oui, oui, dira-t-il en haussant les épaules ; ce n'est pas mal, mais ça ne restera pas : ça se passe dans un café ! ».

Et il exige que son fils prenne « un emploi ». Grâce à l'entremise d'un camarade, le jeune Moinaux est engagé aux Bouillons Duval ; on l'affecte au service des fiches, rue Saint-Fiacre ; on lui explique ce qu'il devra faire :

— C'est très simple. Vous vérifiez les additions du jour. Si une caissière s'est trompée au préjudice d'un client, elle doit rembourser la somme indûment perçue. Dans le cas contraire, elle nous paye la différence.

— Mais alors, s'insurge le jeune homme, assoiffé de justice, c'est toujours la malheureuse qui en est de sa poche ?

— Sortez, monsieur.

Exactement comme à Rollin !

Cette fois, M. Moinaux se fâche, et contraint son fils à s'engager. En 1879, Georges est incorporé au 13e chasseurs à cheval en garnison à Bar-le-Duc, et l'on peut dire qu'il fit son service dans des conditions particulières, puisqu'il passa en tout quatorze mois sous les drapeaux — dont un à l'infirmerie, un autre à l'hôpital et huit en convalescence. Finalement, il est réformé. « Pourtant, confessera-t-il, je n'avais d'autre infirmité que de porter les cheveux trop longs. »

Un ami de son père, Flourens, le fait alors entrer au ministère des Cultes en qualité d'expéditionnaire. Mais, tel son héros, M. Badin, il s'ennuie au bureau et n'y paraît que le moins possible. « J'ai essayé d'aller te voir à ton ministère, lui écrit un ami vers cette époque, mais en vain : tu n'y es jamais ! »

Et pour cause ! Le hasard a placé dans le service du jeune Moinaux un brave garçon que le travail ne rebute point et qui, chargé de famille, voudrait bien arrondir ses maigres appointe-

ments. Aussi accepte-t-il avec enthousiasme un marché ingénieux : il touchera la moitié des appointements que l'administration alloue au futur Courteline, soit 1.400 francs ; moyennant quoi le remplaçant, outre sa propre besogne, assumera la tâche de son collègue et ornera chaque jour la feuille de présence du nom de celui-ci. Et tout ira le mieux du monde, pour la plus grande satisfaction des intéressés, jusqu'au jour où le suppléant bénévole émet la folle prétention de prendre trois semaines de vacances et demande à Georges de le remplacer à son tour pendant ce temps-là. Passer trois semaines au bureau ? Impossible ! Et, le jour même, l'employé Moinaux va trouver son directeur et lui offre sa démission.

Ce directeur — il s'appelait Dumay — était un charmant homme, qui connaissait la vie. Nul doute qu'il ne ressemblât au délicieux M. Nègre, le directeur des *Ronds-de-Cuir*, « cet homme comparable à nul autre en l'art de passer de la pommade ». Il insiste pour faire revenir Courteline sur sa décision, et, n'y parvenant pas, il trouve une solution qui arrangera tout : il met en disponibilité Georges Moinaux, qui restera en disponibilité jusqu'à la fin de ses jours.

Cependant, Georges Moinaux, devenu Georges Courteline, a fait ses débuts dans les lettres. Il publie dans *Paris-Moderne*, puis dans les *Petites Nouvelles Quotidiennes*, des poèmes et des contes qui passent inaperçus jusqu'au jour où, l'actualité chômant, il évoque ses souvenirs de caserne et écrit *La Soupe*, dont tout le monde connaît le sujet. Au quartier, les hommes se plaignent que la soupe est immangeable et cherchent comment remédier à cet état de choses. Justement, le colonel va passer une revue dans les chambres. Qui osera dénoncer l'infamie du cuisinier ? « Moi ! » proclame bravement La Guillaumette, et tous de l'encourager : « N'aie pas peur, nous te soutiendrons » ! Paraît le colonel, escorté de son état-major. La revue passée, il interroge : « Pas de réclamations ? — Si », déclare La Guillaumette, qui expose ses doléances. Le colonel l'écoute sans broncher, puis, se tournant vers les cavaliers au garde-à-vous, il les questionne un à un : « Alors, c'est vrai ? La soupe ne vaut rien ? » Hélas ! terrorisés, ils « se dégonflent » l'un après l'autre ; en sorte que la gamelle, qui ne valait rien, vaudra pourtant quinze jours de prison au complaisant La Guillaumette.

Tout de suite, le conte est remarqué ; il s'impose par un accent de vérité, par une force comique irrésistible. Désormais, Courteline a trouvé sa voie. En 1886 paraissent *Les Gaîtés de l'escadron*, puis l'auteur nous donne en quelques années *Les Femmes d'Amis, Le Train de 8 h. 47, Potiron, Lidoire et La Biscotte, Messieurs les Ronds-de-Cuir*. En même temps, il connaît le succès sur des petites scènes de Montmartre d'abord, puis au Théâtre Antoine et à la Comédie-Française, avec *Lidoire, Un Client sérieux, les Boulingrin, l'Article* 330, *Boubouroche, La Paix chez soi*.

Tous ces ouvrages, qui lui ont assuré une juste réputation, on a prétendu qu'il les avait écrits au café ; on est allé jusqu'à dire qu'il y avait passé sa vie. Cela est inexact. Au vrai, le café aura été, pour Courteline, un laboratoire. C'est là qu'il a contemplé Boubouroche, épanouissant son allégresse naïve parmi les cartes abattues ; c'est là qu'il surprit les propos des manilleurs ingénus et le coup d'œil narquois du plongeur qu'égaye le travail incompréhensible de celui qu'il appelle « la gourde », c'est-à-dire, tout simplement l'homme de lettres dans l'exercice de son métier. Oui, le café fut en vérité pour Courteline ce qu'était, pour Molière, l'échoppe du barbier de Pézenas.

Voilà ce qu'on ne doit pas perdre de vue quand on pense à l'œuvre de ce grand écrivain. Lorsqu'il entrait dans une brasserie, serrant sous le bras sa serviette bourrée de papiers, il pénétrait dans son champ d'expériences, et rien ne l'offensait plus que d'être pris pour un quelconque tombeur d'apéritifs. Un jour qu'il visitait le Salon des Humoristes, il s'arrêta brusquement devant un dessin qui le montrait attablé en face d'une pile de soucoupes. Alors, invoquant le nom du Seigneur, il entra en fureur et faillit tout casser. Il avait raison. Le caricaturiste réalisait une synthèse inexacte puisqu'il confondait le *moyen* avec le *but*.

***

La jeunesse de Courteline s'est écoulée presque tout entière dans ce Montmartre qu'il a tant aimé. C'est là qu'il vécut avec sa première femme, Mlle Suzanne Berty, artiste charmante, mais assez peu faite pour diriger un ménage. Après la mort de celle-ci, il épouse, en 1907, Mlle Brécourt, qui avait été son interprète, et une vie nouvelle commence alors pour

lui : une vie de famille très douce. Mme Courteline — qu'il a baptisée Marie-Jeanne — sera jusqu'à la fin l'admirable compagne de ce grand artiste, qui est le meilleur des hommes, mais non le plus facile à vivre. Elle créera autour de lui cette atmosphère d'ordre et de calme à laquelle il aspirait depuis longtemps, peut-être sans le savoir. Elle saura, le moment venu, se faire la plus dévouée des gardes-malades. « Qu'est-ce que je deviendrais si tu partais avant moi ? » lui demandait Courteline, quelques jours avant sa mort. Détail touchant : Mme Courteline n'a pas une seule lettre de son mari, car, en vingt-deux ans, ils ne se sont pas quittés un seul jour.

C'est dans cette atmosphère paisible que vient le surprendre la guerre — la guerre à laquelle, comme beaucoup de Français, il n'a jamais cru. Au début de septembre 1914, il quitte Paris avec Mme Courteline et s'installe à Rochecorbon, puis à Tours, où il demeurera presque continûment jusqu'à la fin de 1916.

C'est de là qu'il adresse à son ami, Me José Théry, l'éminent avocat, des lettres où il se peint lui-même (car ce grand misanthrope est un cœur enthousiaste et généreux) et qui reflètent au jour le jour ses illusions, ses inquiétudes, ses espérances et ses joies.

« 12 octobre 1914.

« Le tableau que vous nous faites de Paris ne nous encourage guère à y faire notre rentrée. Pas de café, puisque pas d'amis, pas de lumière ou à peu près! Décidément, nous attendrons que des jours meilleurs luisent pour lui. Et cela nous sera facile par cette tiède et délicieuse arrière-saison qui favorise notre séjour ici. Nous sommes vraiment tout à fait bien dans ce petit hôtel à 5 francs par jour tout compris, couchant dans un vaste lit de cuivre duquel nous avons, sur la Loire, une incomparable vue, faisant table commune avec des gens charmants, réfugiés comme nous en Touraine contre la tristesse de Paris, et à 25 minutes de Tours où le tramway me conduit chaque jour pour faire mon bridge avec H... et le juge d'instruction de C..., pour le moment greffier au conseil de guerre avec les galons de fusilier de 2e classe.

« Les nouvelles nous arrivent à 7 heures du matin et nous les lisons au plumard avec la fièvre que vous pensez. Elles ne sont pas mauvaises et le jour ne tardera pas où elles deviendront

excellentes, mais grand Dieu, que tout cela va lentement ! Et quand verrons-nous la fin de cette abomination ? Quelle guerre ! Pas un jour ne s'écoule qui ne me frappe dans mes affections personnelles ou dans celles des gens que j'aime. C'est le jeune C... avec qui, l'an dernier, j'avais fait toute l'Italie ; c'est le pauvre petit Raynal, de la Comédie-Française, qui me disait si gentiment le jour de la mobilisation : « Monsieur Courteline, si je reviens, vous me ferez jouer *La Paix chez soi* avec Dussane. » C'est Sonolet, qui tirait une pièce des *Linottes ;* c'est mon camarade Charles Müller ; c'est le neveu de Léon Hennique, tué d'un obus qui lui enlève les deux jambes comme avec une faux, *et cœtera, et cœtera*... Tout cela est affreusement triste ! Ce serait même à se pendre, sans la certitude du triomphe qui nous paiera de toutes nos misères et dont, personnellement, je ne doute pas plus que du soleil qui nous éclaire. Oui, il n'y aurait plus qu'à se tuer s'il en devait être autrement, car ce serait la fin de tout, la preuve que Dieu n'existe pas, ni la justice, ni la raison, ni rien de ce grand patrimoine de confiance et de vérité qui nous permet de prendre gaiement les petites saletés de la vie. Mais je suis tranquille : tout ira bien, et ceux qui se sont rencontrés dans le chagrin se retrouveront dans l'allégresse. Dormons donc sur nos deux oreilles ! Demain nous paiera d'aujourd'hui.. »

(Sans date.) (1915).

« ... Nous allons à peu près bien, à cela près que j'ai toujours la tête comme un manège de chevaux de bois et les mains à tel point envahies de rhumatismes qu'il m'est quelquefois impossible — et ceci pendant des semaines ! — de promener ma plume sur une feuille de papier. Cela va un peu mieux aujourd'hui : belle occasion que j'empoigne à la crinière de vous envoyer de nos nouvelles et de vous demander des vôtres, après lesquelles je languis. Nous avons quitté Rochecorbon où nous étions restés deux mois, et sommes descendus à Tours où, vraisemblablement, nous sommes installés pour toute la durée de la guerre, la vie, comme nous la pratiquons, représentant sur ce qu'elle nous coûterait à Paris, une économie de 30 % au moins. C'est qu'il faut aller à l'épargne, mes droits d'auteur étant réduits à zéro franc zéro centime, et les choses ne se présentant pas comme à la veille d'une solution ! J'avais, heureusement, en vue de divers

voyages, mis de côté 500 louis ou à peu près, que je casse l'un après l'autre et ne dévore qu'avec une sage lenteur ; mais si, au mois d'août prochain, nous en sommes toujours au même point, il me faudra songer, hélas ! à attaquer mon pauvre petit capital... Enfin, d'ici le mois d'août, de l'eau passera sous le pont. En attendant cette date lointaine, je tue le temps du mieux que je peux. Par les vieilles rues qui me virent naître (en des temps déjà si reculés !) je vais aux côtés de Marie-Jeanne, évoquant les chères ombres de ceux qui ne sont plus et l'image des amis fidèles qui, comme vous, mon cher Théry, daignent m'honorer de leur affection... »

« Mai 1915.

« Dans l'attente des grandes journées dont l'aube luit à l'horizon, je vous envoie, mon cher Théry, nos amitiés les meilleures. Nous avons, hier, déjeuné et passé une partie de l'après-midi chez M... Et voici que, rentrés à Tours, nous y trouvons la bonne, la grande nouvelle du déclenchement italien, débarquée en notre absence avec les journaux de Paris !

« Ah ! quelle joie !... Avec cela, on prétend que le déclenchement roumain ne peut pas ne pas être la conséquence fatale de l'entrée de l'Italie dans la danse ! En sorte que, d'une minute à l'autre, les gredins vont se réveiller avec deux millions d'ennemis de plus sur le râble !... Sans compter que le jour, proche peut-être, où la Victoire sera assurée, nous verrons les Bulgares, les Grecs et autre rigolos très forts pour le côté du manche, accourir à notre secours en vertu de l'éternel principe : « Nous sommes cent contre un, courage ! »

« Alors, les pauvres gens qui avaient cru mourir sans avoir rien fait pour mériter leur peine, sauront la signification exacte du terme : « Rire homérique » ; car il n'est pas de plus hilarant, de plus consolant, de plus doux, de plus suave, de plus délicieux, de plus ineffable spectacle que celui d'un salaud qui se fait casser la gueule quand il a tout fait pour cela, et f... une beigne qu'il a cherchée ! Et ce spectacle, nous y assisterons ! »

« Tours, 13 juillet 1915.

« ... Oh ! je suis bien de votre avis sur la question balkanique : il semble qu'une diplomatie de gâteux ait — de notre côté, bien entendu — mené et conduit cette affaire. Mais l'interven-

tion des Bulgares ne peut avoir et n'aura pour effet que de retarder une solution dont je doute de moins en moins. La robustesse allemande dépasse, je le reconnais, tout ce que l'on en pouvait imaginer ; tout de même, on se fatigue, à la longue ; on ne donne pas dans l'offensive un effort à ce point formidable et soutenu sans se coucher chaque soir un peu plus éreinté qu'on ne s'était levé le matin. Cependant, l'Angleterre donne à cette heure un coup de collier sérieux et se trouve chaque jour un peu plus forte que la veille. Quant à nous, nous sommes admirables : j'ai, au front, de nombreux amis, aussi bien chefs que simples trouffions : ces bougres-là sont étonnants ; ils ne doutent pas plus de la victoire que si nous la tenions déjà !... Nous la tiendrons ! Ce n'est pas fini, certes, mais cela finira bien, et c'est le principal.

« Et les petites revues de la Guerre dont les Parisiens s'amusent, que vous ont-elles fait, les pauvres ? Elles n'insultent à la douleur de personne... Il ne faut pas accorder aux questions de pur sentiment plus d'importance qu'elles n'en méritent. Tours, ville, en somme, de troisième ordre, dépense chaque dimanche 10 à 12.000 francs *rien que pour rigoler*. J'entends : aller au cinéma, au théâtre, au café-concert, boire son vin blanc à Vouvray et manger à Saint-Avertin ses fritures et sa matelote. Et après ? Cela empêche-t-il que la France se couvre de gloire et soit en train d'écrire la page de son histoire la plus grande, la plus généreuse qu'elle ait écrite depuis la Révolution ? Non, n'est-ce pas ? Alors ? Ne vous chagrinez donc pas, croyez-moi, de ce qui ne vaut pas qu'on s'en soucie ; souffrez que la petite grisette qui veille en l'âme de tout bon Parisien applaudisse, pleurant d'un œil et riant de l'autre, à de petits couplets de revue dont le tort le plus grave est d'être mal rimés, et laissez faire aux dieux, comme dit le vieil Horace. Tout ira bien. »

« 19 septembre 1918.

« ... Le fait est que les événements sont rudement loin de ce qu'ils furent, et que le temps est peut-être proche où nous verrons, à l'horizon, luire l'aube longuement attendue. En attendant, vive la France qui se couvre de gloire jusqu'au cou ! Vive Clemenceau, qui est toute la Convention, et vive le maréchal Foch, qui est aussi grand que Napoléon ! Lloyd George et

M. Wilson sont admirables aussi, mais c'est le père Clemenceau qui m'épate le plus. Quel homme ! Il n'y a que la France pour pondre des oiseaux pareils ! Décidément, mon vieux, ça y est. On les aura ! Il n'y a plus d'erreur ! »



C'est peu de temps après la guerre de 1914 que je fis la connaissance du grand écrivain. J'accompagnais au Théâtre-Français, en matinée, une amie commune, la charmante Germaine Gallois. Pendant l'entr'acte, nous croisons Courteline dans le couloir. Un petit homme au teint brouillé, au visage ensemble osseux et plein, l'œil aigu, la tête dans les épaules, les cheveux rares et raides (d'où, par antiphrase, ce surnom de « Frisé » dont l'a baptisé sa femme). Le nez, fin et légèrement courbe, surplombe une moustache grisonnante ; la bouche est morose ; les doigts longs serrent le pommeau d'une canne. Coiffé d'un feutre mou, il porte un veston croisé, boutonné très haut, un col cassé à larges pointes, une cravate plastron. L'ensemble donne une impression de lucidité gouailleuse, mais surtout de tristesse et de fragilité, qu'on pourrait sans doute résumer ainsi : « A quoi bon ? » ou, mieux encore — sa formule préférée : « Je m'en f... ! »

Près de lui, la charmante Mme Courteline, si étonnamment pareille, en plus jeune, à la créatrice du *Petit Duc*, Jeanne Granier. On me présenta. J'étais fort ému ; pourquoi ne l'avouerais-je pas ? Après la joie d'admirer, il n'en est pas de plus grande que d'aimer ceux que l'on admire. Nous échangeâmes quelques mots sur la pièce qu'on jouait — laquelle ? je n'en ai gardé aucun souvenir — puis Courteline m'invita à le venir voir un prochain jour.

Peu après, je fus reçu dans cet appartement de l'avenue de Saint-Mandé où il vécut plus de vingt ans. Il m'y accueillit, je ne dirai pas avec bienveillance, car le mot implique une nuance de supériorité voulue qui lui fut toujours étrangère, mais avec la plus franche, la plus charmante cordialité.

Il était la simplicité même, d'une modestie ombrageuse qui se dérobait aux éloges avec véhémence. Il n'admit jamais qu'on l'appelât « maître ». Il mettait autant d'énergie à rembarrer les flagorneurs que la plupart des hommes de lettres en mettent à les encourager.

Il était foncièrement bon. Sa profonde connaissance des hommes l'incitait à se méfier d'eux, mais son *impérieuse bonté* — c'est le titre d'un roman de Rosny aîné que Courteline aurait pu prendre pour devise — le contraignait à leur rendre service. Au temps où il multipliait les démarches pour faire obtenir la Légion d'honneur à son ami Hugues Delorme, celui-ci lui écrivait : « Si je ne m'excuse même pas de la peine que je te donne, c'est que tu as moins de mérite qu'un autre, étant par ta nature même enclin à obliger ceux que tu aimes. »

Aussi les affections qui l'entourèrent furent-elles nombreuses : comme l'a écrit si justement le docteur Zielinski, dont le dévouement ne lui fit jamais défaut au cours des dernières années, « on a dit qu'il était l'écrivain qui avait le plus d'amis, et les plus fidèles ; c'est qu'on ne pouvait approcher Courteline sans l'aimer ».

Il vieillit doucement, entouré de respect — ce qui ne lui importe guère ! — et d'affection — ce qui le touche bien davantage. Les jeunes, si prompts à secouer le cocotier, l'admirent et l'aiment sans réserve : ne conservera-t-il pas, jusqu'à la dernière minute, cette éternelle jeunesse de cœur qui fait de lui un être à part ? La tendresse vigilante de sa compagne, l'amitié de camarades chers l'entourent ainsi qu'une barrière efficace contre les heurts de l'existence. La critique ne le discute plus. Comme, lors d'une reprise de *La Paix chez soi*, je lui écrivais pour le féliciter, il me répondit : « *La Paix chez soi* ne mérite pas ce que vous en dites, mais la vie s'est montrée si indulgente pour moi que rien ne m'étonne plus d'elle. »

« La vie s'est montrée si indulgente... » Hélas ! ne proclamons heureux nul homme avant sa mort, a dit le poète.

Depuis longtemps, Courteline souffrait du pied droit. En 1924, il passe un mauvais été. Vers la fin de novembre, il écrit à un ami :

« Je ne vais qu'à moitié, souffrant que je suis depuis plusieurs mois d'un ulcère du doigt de pied qui semble tenir à moi rudement plus que je ne tiens à lui. J'ai une peine du diable à marcher, même avec un simple chausson, et ça tombe d'autant plus mal que j'ai en ce moment les répétitions des *Gaîtés de l'escadron* qu'on reprend ce mois-ci à la Scala. Ça n'a rien de grave, mais c'est bien embêtant... »

Bientôt le mal s'aggrave, compliqué de diabète. Courteline doit abandonner les répétitions. Le 2 décembre, jour anniversaire de son mariage, Courteline entre à l'hôpital Péan. Le 7 janvier 1925, on lui ampute la jambe droite au-dessus du genou. Le 5 février, il peut rentrer chez lui ; mais jamais il ne se consolera de cette diminution physique. Pourtant il l'accepte avec courage ; il en plaisante même. Comme, à l'hôpital, le professeur Delaunay lui permet quelques visites en spécifiant qu'elles devront être brèves, Courteline déclare :

— Quel homme, ce docteur ! Il ne lui suffit pas de m'avoir coupé la jambe, il faut encore qu'il me coupe la parole !

Pourtant, la douleur est en lui, secrète et tenace, de vieillir infirme ! Rien de plus mélancolique que les dernières années de ce grand humoriste, bien que les honneurs viennent à lui les uns après les autres. En 1921, il a reçu la cravate de commandeur de la Légion d'honneur, et il a répondu simplement à l'attaché de cabinet qui venait lui annoncer cette promotion : « Ah ! monsieur, combien j'aimerais mieux apprendre que j'aurai trois quarts d'heure de plus à vivre ! »

Le 24 juin 1926, l'Académie française lui décerne un grand prix extraordinaire, créé spécialement pour lui. Dans son rapport sur les prix de l'année, René Doumic, secrétaire perpétuel, précisera les raisons de ce choix : « ... Parmi nos meilleures traditions, il y a celle du rire français, fait d'observation et de belle humeur, qui aide à vivre comme une chanson de route aide à marcher. A Georges Courteline, héritier d'une lignée qui remonte aux auteurs de nos vieux fabliaux, l'Académie envoie son salut pour avoir si bien su reprendre à son compte et perpétuer cette tradition de bon sens et de finesse, de gaîté franche et courageuse. »

La même année, les deux Rosny, Léon Daudet, Hennique, Jean Ajalbert, Pol Neveux, Gaston Chérau, Raoul Ponchon et Lucien Descaves votent pour remplacer, à l'Académie Goncourt, Gustave Geffroy, mort quelques mois plus tôt. C'est Courteline qui est élu par huit voix. Le jour même de son élection, il confie à un journaliste venu l'interviewer :

— Et voilà !... Voilà Courteline dans un fauteuil... dans un fauteuil où, malheureusement, je suis cloué, et les meilleures joies ne me rendront pas ma jambe. C'est égal, cette élection me vaut un bien grand plaisir : je n'ai reçu que des marques de

sympathie, et j'en suis bien content. Car, voyez-vous, ce à quoi je suis surtout sensible, ce qui compte pour moi, c'est l'amitié.

Il ne sort plus de sa retraite qu'en de bien rares occasions. Au début de 1929, il déclare à un ami : « Si ceux qui — lorsqu'ils rigolent d'une de ces mille foutaises dont nous faisons tous ici-bas notre ordinaire — disent : « Ça, c'est du Courteline ! » pouvaient voir où en est Courteline, ils comprendraient qu'en fait de paradoxe sinistre, l'imagination la plus dévergondée ne fera jamais aussi bien que la vie ! »

Le vendredi 14 juin, dans la soirée, sa jambe gauche (la seule qui lui reste) est glacée. Le vendredi 21, Pierre Wolff, l'auteur dramatique, Raphaël Duflos, de la Comédie-Française, Pierre Mortier — trois de ses plus chers amis — se trouvent réunis avenue de Saint-Mandé pour déjeuner. Le professeur Delaunay est également là, qui déclare l'amputation nécessaire. Raphaël Duflos s'offre alors pour préparer son ami à cette opération. Courageusement Courteline lui dit : « Retourner à Péan ? Moi, ça m'est bien égal ; les sœurs sont très gentilles. »

Le même jour, vers six heures, une voiture d'ambulance vient le chercher. Il fait un temps magnifique — un de ces soirs d'été à Paris qu'il a décrits avec tant d'amour ! Et c'est réconforté par cette vision qu'il retrouve, à l'hôpital Péan, la chambre 22 au premier étage, qu'il occupa déjà.

L'opération a lieu le dimanche matin. Un moment, on espère qu'elle a réussi, qu'on pourra le sauver. L'un des premiers, le président Poincaré a fait prendre des nouvelles et a transmis au malade ses vœux de guérison. Courteline, pourtant, ne se fait guère d'illusions. Il a demandé à voir un prêtre. L'abbé Mugnier — le confesseur de Huysmans — l'abbé Coqueret, un ancien soldat, aumônier de Péan, se sont présentés. En toute lucidité, avec un courage tranquille, il a reçu les derniers sacrements. Le 25 juin jour de son anniversaire ! à midi 50, il a cessé de souffrir.

Maintenant, sur le petit lit d'hôpital, Georges Courteline dort de son dernier sommeil. Il est vêtu d'un costume gris, sa cravate de commandeur au cou. Entre les mains jointes, autour desquelles s'enroule un chapelet noir, Mme Courteline a glissé trois roses pourpres. La mort a détendu, pacifié le visage aux tons d'ivoire ; sous la moustache tombante, on dirait que glisse un dernier sourire. D'humbles gens, que Mme Courteline n'a jamais vus,

des chauffeurs de taxi, des marchandes de quatre-saisons, se glissent dans la petite chambre, les larmes aux yeux. Ils le connaissent donc ? se demande-t-elle. Ils ne le connaissent que par son œuvre, mais ils l'admirent et le chérissent. N'est-ce point la plus belle gloire, celle qu'il eût préférée !

*
* *

Quand on ouvre un livre, la plus grande joie que l'on puisse ressentir, c'est d'y trouver un homme. Cette joie-là, on l'éprouve pleinement dès qu'on feuillette un volume de Georges Courteline.

Il a laissé des ouvrages qui dureront. Il a donné de la vie militaire une synthèse admirable dans *Les Gaîtés de l'escadron* et dans *Le Train de 8 h. 47*. Il a fait, dans *Messieurs les Ronds-de-Cuir*, une peinture de la vie bureaucratique aussi vraie aujourd'hui qu'elle l'était en 1893, date de la publication, aussi vraie qu'elle le sera, vraisemblablement, dans l'avenir le plus reculé. Il a porté sur l'homme ce jugement sévère — mais qui pourrait le taxer d'injustice ? : « L'homme est un être délicieux ; c'est le roi des animaux. On le dit bouché et féroce, c'est de l'exagération. Il ne montre de férocité qu'aux gens hors d'état de se défendre, et il n'est point de question si obscure qu'elle lui demeure impénétrable : la simple menace d'un coup de pied au derrière ou d'un coup de poing en pleine figure, et il comprend à l'instant même. »

Quant aux femmes, on lui a reproché d'être sévère pour elles. Sévère ! Il l'est moins que Molière, moins que Voltaire, moins qu'Alfred de Vigny, qui — parce qu'il avait connu quelques déceptions sentimentales — a écrit, dans *La Colère de Samson :*

> Une lutte éternelle, en tout temps, en tout lieu,
> Se livre sur la terre, en présence de Dieu,
> Entre la bonté d'Homme et la ruse de Femme,
> Car la femme est un être impur de corps et d'âme.

Ce qui est à la fois désobligeant et fort injuste. La lutte de Boubouroche et d'Adèle nous semble moins tragique, à coup sûr, que la lutte de Samson contre Dalila. Courteline se borne à déclarer : « La femme ne voit jamais ce que l'on fait pour elle ; elle ne voit que ce qu'on ne fait pas. »

La société, comme les hommes, il l'a regardée sans illusions. Son père l'appelait : « l'anarchiste ». Anarchiste, Courteline le

fut-il vraiment ? En aucune façon. Mais il avait le sentiment très net de l'équité. D'instinct, il se révolte contre l'individu, quel qu'il soit, qui abuse de la parcelle d'autorité dont le hasard l'a pourvu pour brimer son inférieur ou son justiciable : l'adjudant, le magistrat qui, sitôt qu'ils ont dit : « Soldat, répondez », ou « Parlez, prévenu », s'empressent d'ajouter, pour clore toute discussion : « Taisez-vous ! »

Et, pour résumer son œuvre et l'influence qu'elle exerce, je ne saurais mieux faire que de citer ces lignes d'Edmond Haraucourt, écrites en 1926 et qui sont toujours valables : « Entre tous les écrivains de notre génération, Courteline est un des rares qui trouvent grâce devant les jeunes... Cette unanimité des sympathies ne tient-elle pas à ce qu'il possède et met en œuvre les vertus essentielles de la race ? Cet homme sain et de belle humeur est un total d'hérédités. De l'aïeul séculaire, il tient ces deux forces qui tant de fois nous ont servi à nous remettre au point : le bon sens et le sens de l'ironie. Il voit clair et voit juste ; son petit œil pointu perce toutes les façades, les plus humbles aussi bien que les plus somptueuses, et l'expérience lui dénonce qu'elles sont du même mortier. Il regarde et c'est bien assez ; il est le dilettante de la sottise universelle... »

Contrairement à tant de médiocres qui se croient le centre de l'univers, Courteline douta toujours de lui. « Le propre du véritable artiste, disait-il, n'est pas de se complaire en ce qu'il fit, mais de le comparer tristement à ce qu'il avait voulu faire. » Il disait encore : « Une phrase, on croit que c'est facile. Quand il n'y a qu'un sujet, un verbe et un complément, c'est un enfer ! J'ai eu une vie de chef de gare... Mais oui ! Les chefs de gare, ils prennent des wagons par ci, par là, ils les alignent sur des rails, ils attellent, ils sifflent... et le convoi part. Moi, je prenais un mot ici, un mot là, un autre ailleurs ; j'attelais, je sifflais... et ça déraillait ! »

N'empêche qu'il fut un grand, un très grand écrivain, qui réalisa ce miracle de séduire tout ensemble l'élite et la foule. Certes, les plus humbles peuvent apprécier son comique, mais c'est Pierre Loti qui lui écrivait, après avoir lu sa *Philosophie :* « Comme il a eu du flair, votre petit livre, de m'arriver un jour d'angoisse où j'avais tant besoin qu'on me sorte de moi-même ! Je crois bien qu'elle n'appartient qu'à vous, cette drôlerie qui trouve le moyen d'être énorme en restant si fine, et, dans la

trivialité même, de rester distinguée. Et puis, quand vous devenez sérieux, je sens que nous sommes tellement d'accord sur toutes choses ! »

C'est Anatole France qui lui écrivait : « Cher confrère et ami, je vous remercie de m'avoir envoyé *La Conversion d'Alceste*, pur et charmant chef-d'œuvre. Vous comptez, en vers et en prose, parmi les meilleurs écrivains de ce temps et de tous les temps. »

Dans une page célèbre, Sainte-Beuve énumère les raisons que nous avons tous d'aimer Molière, et ces raisons sont indiscutables. On pourrait dire avec la même logique :

Aimer Courteline, c'est regarder la vie en face ; c'est être guéri à jamais de tous les snobismes politiques et littéraires ; c'est apporter un correctif à l'admiration pour tous ces faux maîtres de la jeunesse qui, de quelque idéologie qu'ils se réclament, usurpent « je ne sais quel langage sacré et se supposent, *volontairement*, le tonnerre en main, au lieu et place du Très-Haut ».

Aimer Courteline, c'est haïr l'hypocrisie, l'orgueil, la méchanceté (les trois visages de Satan !) ; c'est pourchasser la Bêtise sous les masques sans nombre dont elle s'affuble, et se venger d'elle, sans colère, par la vertu magique du rire.

Aimer Courteline, c'est estimer les êtres selon leur âme et leur caractère, et non pas selon leurs parures, déguisements et hochets ; c'est sourire de pitié devant la vanité dévorante qui perd tant de pauvres créatures. C'est contempler les hommes avec une lucidité bénévole, et les femmes — pour peu qu'elles soient jolies — avec une indulgence prête à tous les pardons. Aimer Courteline, c'est avoir l'esprit clairvoyant et le cœur sensible, ce qui constitue le meilleur moyen de traverser l'existence sans être trop dupe, tout en faisant, autour de nous, le moins de mal possible...

Oui, aimer Courteline, c'est tout cela. C'est ainsi que nous l'aimons, nous qui l'avons connu, et que l'aimeront pareillement ceux qui ne l'auront connu qu'à travers son œuvre : d'une tendresse faite d'admiration et de reconnaissance.

ALBERT DUBEUX.

LES HOMMES DU LAC

DERNIÈRE PARTIE (1)

Après avoir passé les quatre mois de neige aux *Tempanos*, Martin Arrétèche était parti vers l'Est pour acquérir du bétail. Trois péons l'accompagnaient, le Castillan Torren, l'Indien Bigua et le Yougoslave Murangunick. Ayant acheté des vaches et un lot de brebis, il les avait embarqués sur une péniche que remorquait l'*Augusto* monté par les quatre hommes.

Tandis qu'ils voguaient vers l'estancia, la tempête s'était déchaînée sur le lac Argentin. Ils louvoyaient quand le moteur s'arrêta juste en face du glacier Moreno. Le vent les drossait en droite ligne contre le glacier. Sans moteur, l'*Augusto* n'était plus qu'une masse inerte obéissant aux vagues et aux vents et, s'il continuait à avancer, il risquait d'être écrasé comme une coquille de noix sous les énormes blocs qui se dégageaient des falaises de glace.

Martin lâcha le gouvernail pour courir à la cale. Torren s'y trouvait. Il cria de l'écoutille :

— Allez tout de suite au moteur et regardez ce qu'il a. Si vous ne pouvez pas le réparer d'ici un quart d'heure, aucun de nous quatre ne pourra raconter ce qui va suivre.

Torren leva la tête :

— Pourquoi tant de presse ! marmotta-t-il. Moi aussi j'ai vu que le moteur s'était arrêté. Mais je n'aperçois pas où est le danger.

— Allez-y vite ! Nous nous trouvons en face de l'embouchure du Rico. Il souffle un vent très fort qui nous pousse vers le fond du fjord.

Un frisson parcourut l'échine de Torren et il se lança vers l'échelle de l'écoutille pour monter sur le pont. En deux sauts, il

(1) Voir *La Revue* du 15 Avril.

fut dans la petite salle des machines. Bigua était assis sur le tas de bois. Ses yeux aux paupières épaisses allaient de la chaudière aux bielles à la bouche du four, sans rien comprendre.

— Je ne sais pas ce qui lui arrive, dit-il. Il a fait un bruit comme si quelque chose se cassait. Il s'est arrêté tout à coup. Ça doit être dedans.

— Sors ! laisse-moi la place. Le vent nous pousse contre le glacier.

Bigua mâchonna une malédiction et souleva lentement ses jambes pour sortir par la fenêtre de la chambre de la machine.

L'embouchure du Rico forme un grand fjord, et les parois de glace courent tout le long de la courbe, laissant seulement à gauche un canal étroit pour le passage de l'eau. Tous les glaciers de la Cordillère diminuent, sauf le Moreno qui avance chaque année sur les eaux du lac, par un phénomène que personne ne peut expliquer. Sa tête forme ainsi sur l'eau une masse de cinq cents mètres de large et de huit cents de long. Ses parois latérales s'élèvent de soixante à cent mètres au-dessus du niveau du lac. En temps normal, de ce côté, se détachent toutes les quinze à vingt minutes de grands blocs de glace. Mais ce jour-là, des blocs s'abattaient plus fréquemment à cause du cyclone. Ces icebergs, grands comme des cathédrales, se précipitaient dans l'eau en soulevant des trombes d'écume avec un bruit épouvantable.

Rapidement, Torren enleva sa veste de cuir et la pendit à un clou. Il ouvrit la boîte à outils et commença à reviser le moteur. La chaudière avait sa pression normale. La vapeur allait bien. La valve fonctionnait. La panne devait être aux cylindres. Il prit la grande clef pour soulever le couvercle dont il avait dévissé les vis avec facilité quelques jours auparavant. Il travaillait fébrilement.

Martin reprit le gouvernail. Mais que pouvait faire la barre sur cette masse morte, poussée par le vent et les vagues ? Ils se trouvaient au centre même du fjord. Lorsqu'il voulait atteindre la côte par tribord ou par bâbord, un coup de vague, ou un coup de queue du chaland annulait sa manœuvre. Le chaland portait vingt béliers achetés à Toso et la petite barque semblait une voiture de déménagement, avec sa cargaison de rouleaux de fil de fer, de pots de désinfectants, et les toiles, et l'attirail dont ils avaient besoin au port, pour leurs embarquements. Les chiens de berger qu'ils amenaient étaient enfermés dans la cabine de la barre. Tout le

pont et le toit de la petite salle de la machine étaient envahis par les outils les plus divers. On en avait entreposé jusqu'à l'extrémité de la poupe où, d'habitude, on installait le canot. Mais, cette fois, ils avaient précisément laissé le youyou aux Tempanos pour disposer de plus de place et tout transporter en un seul voyage. En poupe du chaland venaient aussi, attachés dans un enclos improvisé fait de piquets et de branches, les deux chevaux de Martin, quatre vaches laitières avec leurs veaux, et un petit taureau réservé pour la reproduction. Dans la cale, la moitié du côté de la proue était bourrée de provisions alimentaires pour six mois. Ils emportaient aussi des médicaments, des ciseaux, tout ce qu'il fallait pour la prochaine tonte. Après ce voyage, l'estancia serait parée, et l'on n'aurait plus besoin de revenir au port avant la mi-été, lorsque serait arrivé le moment d'apporter la laine qui paierait toutes les dettes... Martin avait rêvé, tout l'hiver, de ce voyage qui procurerait l'abondance et lui permettrait de s'installer définitivement dans sa concession de terres.

Le chaland était une grande gêne. Avec sa quille plate et ses lignes pansues, le vent et les vagues avaient plus de prise sur lui, et il poussait l'*Augusto* au lieu d'être remorqué par lui. Martin envoya le Yougoslave à la proue pour larguer l'ancre jusqu'au bout de sa chaîne. Il savait le lac très profond dans ces parages et il était difficile d'en toucher le fond, mais cela ralentirait toujours un peu la marche. Ensuite, il cria à Bigua :

— Lâchez l'amarre du chaland, laissez-le partir tout seul !

— Vous croyez, patron, que nous devons les abandonner, ces pauvres bêtes ?

— Oui, mon ami. Il n'y a pas d'autre ressource. Nous gagnerons du temps. D'un moment à l'autre, il peut toujours se produire un miracle.

Bigua secoua la tête, sceptique, et s'avança vers l'extrémité de la poupe pour se pencher vers les amarres. Le vent soufflait avec des rugissements intermittents, mais toujours dans la même direction, comme s'il s'était entêté à démolir le glacier.

Une fois dégagé, le chaland commença à s'éloigner de l'*Augusto* tournoyant sur les eaux comme une planche lancée dans une suite de remous. Epouvantés par ce mouvement effréné, les chevaux piaffaient et hennissaient, étirant leur cou dans un frémissement de terreur. Les bêlements plaintifs des béliers se succédaient en une fugue tremblante. De temps en temps, les vaches élevaient

leur voix grave comme si elles avaient voulu, de leurs mugissements, surpasser tous les autres bruits.

— Les malheureux ! s'exclama Bigua, ils vont arriver un peu avant nous contre la banquise.

Le chien était parvenu à s'échapper de la cabine de la barre et parcourait le pont en se traînant sur le ventre. Il penchait avec précaution la moitié de son corps et la tête par-dessus le bordage pour regarder l'eau, puis il considérait la glace avec des yeux que gagnait la terreur.

Murangunick s'était assis sur le jas de l'ancre pour contempler le spectacle. C'était la première fois qu'il voyait de près un glacier. Chaque fois que le bateau tournait sur sa quille sous l'effet des vagues et les rafales du cyclone, il se déplaçait sur son siège afin de demeurer toujours en face du mur de glace. Il était fasciné par cet immense et blanc serpent qui descendait des neiges éternelles.

Malgré l'ouragan, le ciel demeurait clair, d'un bleu suave, qui se diluait en tons grisâtres à mesure qu'il descendait vers l'horizon de la Cordillère enneigée. Le soleil brillait avec un éclat glacial. La lumière même était une autre glace qui pénétrait sournoisement dans les os de quiconque demeurait immobile dans cette atmosphère si pure. Il était quatre heures de l'après-midi. Ils devaient être à cinq cents mètres du glacier et toujours à la même distance des deux rives de la terre ferme. Ils perdaient l'espoir d'éviter le vent. Ils avançaient toujours vers le centre même des glaces, vers l'endroit d'où se dégageaient fréquemment des blocs. Les glaces flottantes devenaient plus nombreuses à mesure qu'ils se déplaçaient. Il y en avait de toutes tailles, depuis le glaçon qui saute sur les vagues jusqu'aux masses imposantes à côté desquelles l'*Augusto* devenait insignifiant. Tout cela flottait avec grâce comme autant de voiliers qui dominaient les eaux.

Un petit bloc frappa l'extrémité de la poupe et le bateau fit une brusque volte-face sur le plat de sa quille. Le corps grassouillet de Murangunick oscilla d'une façon alarmante sur son siège de fer, mais il récupéra vite son équilibre. Il se retourna tout de suite pour se remettre en face du glacier, et ses yeux ronds continuèrent à se fixer sur le spectacle, sans rien perdre de leur expression d'extase. Bigua s'approcha de lui.

— Oh ! que t'arrive-t-il ? demanda-t-il. Es-tu endormi ?

Le Yougoslave tourna la tête vers lui, pour le regarder de ses yeux absents.

— Beaucoup joli, murmura-t-il. Ceci est beaucoup joli.

Bigua marmotta quelques gros mots et lui tourna le dos. Il se sentait bizarre. Il aurait préféré se trouver en face d'une autre sorte de danger ; par exemple devant dix couteaux aussi adroits que les siens, ou suspendu au-dessus d'un précipice, ou bien attaché pieds et mains sur le poulain le plus sauvage de la Patagonie. Ni l'eau ni la glace n'étaient son élément. Il manquait le principal : une base ferme sous ses jambes en échasses. Un froid intense courait dans ses os, car il faisait réellement froid dans ce chaos de glaçons mouvants. Pour combattre ce malaise, il égrenait de temps en temps son chapelet de gros mots, mais le soulagement qu'il en éprouvait ne durait qu'un instant.



Martin demeurait au gouvernail. Tant de bruits lui crispait les nerfs. Il ferma la fenêtre de la cabine, mais, dans cet enclos vitré, ils résonnaient d'une façon insupportable. Il regarda l'heure : quatre heures cinq. Chaque minute passait avec une lenteur énervante. Il attacha le gouvernail... A quoi bon ! Il connaissait bien la baie et ne voyait pas comment s'en écarter. S'il avait pu mettre le cap à bâbord, peut-être lui aurait-il été permis de s'approcher du courant et de se sauver. Ce courant était l'unique force capable de lutter contre le vent et d'éloigner le bateau du glacier. Mais il était trop tard. Il était beaucoup plus éloigné de la côte que du mur de glace... Le chaland qui, devant eux, allait à la dérive, avec son chargement de bêtes qui représentaient pour lui tant d'espoir, trouverait avant eux le sort qui les attendait.

Il ne fallait pas cependant se décourager. Il fallait lutter contre l'engourdissement glacé qui l'envahissait. Il fallait éviter aussi que ses hommes n'y succombassent. Martin sortit de la cabine en faisant claquer la porte et se dirigea vers le petit pont de la proue où l'on avait entassé les poteaux réservés à l'enclos du port.

— Bigua, Murangunick ! cria-t-il en choisissant deux piquets longs et minces, prenez ce pieu, Bigua, et vous celui-ci. Allons, réveillez-vous ! Il faut en mettre un coup. Ramez tant que vous pourrez pour lutter un peu contre le vent. Lorsqu'un glaçon s'approchera, opposez-lui fermement votre pieu pour essayer de nous faire reculer. Nous allons gagner du temps et peut-être qu'en attendant Torren parviendra à arranger le moteur.

S'il était impossible de modifier le cap, un peu d'effort et de chance suffiraient peut-être à freiner la dérive. On pourrait ainsi éviter le danger d'abordage contre un de ces icebergs capables d'ouvrir dans la coque de fer une voie d'eau fatale. Martin considéra la charge hétérogène du pont, se demandant si les secousses ne l'avaient pas déséquilibrée. Tout était bien en ordre. Il s'approcha de Murangunick qui tenait mollement le pieu entre ses mains. Il le saisit par le haut de l'épaule et enfonça dans sa chair ses doigts nerveux.

— Un peu d'énergie, mon ami, lui cria-t-il. Ramez de toutes vos forces. Il ne faut pas être mou !

Bigua s'était réchauffé à la chaleur de ses malédictions et de cet exercice violent. Il essayait d'appuyer la pointe du pieu sur un glaçon de taille moyenne qui flottait entre les vagues, à deux mètres du bateau. Chacun de ses efforts inutiles était suivi d'un juron. Son corps se mouvait sur ses jambes écartées, se penchait avec témérité, tandis qu'il s'appuyait contre le bastingage. Devant n'importe quel danger, Bigua se dressait comme un roc et bombait la poitrine. Seules les eaux du lac pouvaient avoir raison de sa sérénité et de son mâle courage. Mais il n'y pouvait rien : il avait cette peur dans le sang. Sous son écorce de gaucho, Bigua était un Indien pur, et au moment où les eaux et les glaces du lac se déchaînaient contre lui, sa race surgissait du plus profond de son être et ébranlait ses qualités de lutteur.

Après lui avoir recommandé d'être prudent, Martin se pencha à la fenêtre qui donnait sur la petite salle des machines. Le sol était jonché des pièces du moteur démonté. Il aperçut le dos et la nuque de Torren trempés de sueur.

— Avez-vous besoin d'aide ?

L'autre, sans lever la tête, lui répondit :

— Non. J'aime mieux être tout seul.

— Vous avez trouvé d'où vient la panne ?

— Le piston est fendu. Sans doute à cause de ça le moteur s'est arrêté.

— Vous avez assez de lumière ? Vous y voyez bien ?

— Pas trop.

— Allumez la lampe.

— Il n'y a pas de pétrole. Le Yougoslave l'a tout dépensé pour nettoyer l'ancre.

Martin eut un geste de contrariété. Il regarda sa montre.

— Quatre heures et quart. Il ne nous reste pas beaucoup de jour.

Torren était en train de dévisser, avec la clef anglaise, un des grands écrous de côté. Il la tenait à deux mains, pour employer toute sa force, en se mordant la lèvre inférieure. L'écrou s'échappa et le dos de Torren alla buter contre la paroi de fer.

— Sale clef ! grogna-t-il, tandis qu'il se redressait de nouveau pour continuer sa tâche. Personne ne peut bien travailler avec ces vieux outils.

Martin se redressa pour s'en aller.

— Bien, mon ami, je vous laisse. Nous sommes à deux cent-cinquante mètres du glacier.

— Je sais. Je le vois d'ici, chaque fois que la fenêtre l'encadre. Quelle saleté !

— Continuez votre travail, mon ami. Les glaçons modèrent notre marche. Nous avançons de plus en plus lentement et vous avez le temps de tout placer. Lorsque le moteur sera remis en marche, nous pourrons fuir cette zone dangereuse. Si vous avez besoin qu'on vous aide, appelez-nous, nous viendrons tout de suite.

— Je n'ai besoin de personne. Je peux faire le travail tout seul.

Murangunick et Bigua s'escrimaient à lutter contre les gros glaçons qui commençaient à les entourer de tous côtés. Martin prit un pieu très long et vint près d'eux pour les aider. Il leur recommandait sans cesser de ramer :

— Attention, Bigua ! Ne vous penchez pas trop sur l'eau... Ne regardez pas tant la glace. Murangunick, vous allez avoir le mal de mer... Voici un beau glaçon. Essayons de passer le plus près possible pour nous y attacher.

C'était un grand bloc. Il formait comme une plate-forme à peine plus haute que le pont du petit vapeur. Sa base devait enfoncer dans l'eau des arêtes profondes et irrégulières. Peut-être contenait-il, incrusté en lui, un de ces grands rochers que le glacier avait arrachés de son lit et qu'il avalait dans sa marche lente vers le lac. Martin, sans cesser de travailler, poursuivit :

— Nous nous approchons... Attention au coup, lorsque nous aborderons. Attention ! Hep ! Ça y est !... Quel ébranlement, mes amis ! Nous avons déjà un bon appui pour retarder la marche, mais il faut être attentif à ne pas le lâcher. Nous pourrons peut-être

tenir ici toute la nuit. Ce bloc est cinq ou six fois plus gros que l'*Augusto*... Murangunick, apportez la barre de carrier qui est contre la cheminée, et ce gros pieu... Bon. Maintenant, passez sur la plate-forme du glaçon. Sautez par ici. Je vous tiens... Eh ! mon ami, attention à la glissade. La glace est comme du verre. Oui, il vaut mieux aller à quatre pattes. Ecartez les bras et les jambes, comme un ours... Très bien. Vous pouvez vous redresser maintenant et faire un trou avec la barre de carrier. C'est dur ? Frappez fort, avec des coups secs, mais ne glissez pas... De côté, pour que le trou soit en face de nous. Le piquet en biais pourra supporter mieux la tension de la corde. Nous allons amarrer l'*Augusto* comme un poulain à la barrière.

Après avoir travaillé un moment de toutes ses forces, Murangunick se redressa pour reprendre haleine. Ses yeux se dirigèrent inconsciemment vers le glacier. Celui-ci était si près qu'on en voyait avec netteté tous les détails. Les derniers rayons du soleil, sur le point de se coucher, l'éclairaient de biais. Les veines bleues et violettes étaient beaucoup plus visibles que sur les icebergs et les coloris plus impressionnants, car c'était comme un mur immense qui fermait tout l'horizon. Dans certaines de ses parties, la glace se montrait très transparente, d'une translucidité faite pour laisser voir les entrailles du grand serpent blanc ; dans d'autres, elle était plus opaque, plus grumeleuse, comme les stries d'un cristal de roche brisé à coups de marteau.

Des blocs de glace se détachaient tout le long du mur, parfois d'un côté, parfois à son extrémité. Les futurs icebergs avaient presque toujours la hauteur du glacier, tandis que leur largeur variait suivant la profondeur de la fente où ils avaient pris naissance. Chacun laissait un dessin de grande cassure, qui préparait déjà la rupture suivante. Tout à coup, on croyait que tel grand saillant, qui formait comme une chaire au-dessus des vagues, allait s'écrouler. Les ombres profondes des deux fentes latérales s'accusaient de plus en plus et il semblait que le bord horizontal de l'appui de la chaire oscillait. Mais l'attention était tout de suite attirée par le vacarme d'une autre brisure qui se produisait plus à droite, ou à gauche...

Murangunick regardait fixement le glacier. Sa lèvre inférieure pendait et ses mains avaient glissé de la barre de carrier sur laquelle il pesait avec sa poitrine, quand la voix de Martin l'arracha à son hébétude :

— Hep ! Hep ! Mon ami, ne vous endormez pas ! Si vous ne vous dépêchez pas, nous allons nous décoller du glaçon avant d'avoir fini de nous y amarrer.

Martin cherchait sur la glace une fente, ou un rebord, où l'on pût placer provisoirement une amarre, mais toute la surface était lissée par les coups de langue des vagues. Il ne serait sûr de sa manœuvre que lorsque Murangunick aurait fini d'enfoncer le pieu. Il tenait déjà toute prête, avec le nœud coulant qu'il allait passer sur le pieu, une corde d'un pouce en chanvre ordinaire pleine d'aspérités et qui blessait les mains. Martin s'était couché sur le ventre à même le pont, la poitrine appuyée au bordage et ses coudes et ses mains sur le bord du glaçon. Il avait cloué dans la glace la pointe du crochet à viande, mais cela n'était pas assez sûr, car la glace était dure et cassante. A tribord, Bigua continuait à pousser de son pieu sur l'autre iceberg, pour rapprocher le bateau du glaçon plat auquel on voulait l'amarrer. La houle était forte. Il était difficile de maintenir le pieu dans cette position. Une grande vague, enfin, éloigna le glaçon à deux mètres du bordage et il dut retirer son pieu pour ne pas tomber.

— *Pucha* ! Patron, j'ai perdu l'appui. Je ne puis plus étayer.

— Venez de ce côté. Couchez-vous sur le ventre et essayez d'attraper la plate-forme de glace avec vos deux mains. Bien, serrez fort... Murangunick, dépêchez-vous, je vais vous aider... Malédiction !

La houle était devenue soudain furieuse et les deux hommes durent lâcher prise.

— Murangunick ! cria le patron, sautez tout de suite si vous ne voulez pas rester à dormir pour toujours sur la glace.

Le Yougoslave se redressa sur l'iceberg et resta immobile, la barre à la main.

— Allons, sautez, dépêchez-vous.

Mais il resta pendant quelques secondes comme une statue de sel, la lèvre inférieure pendante, le regard absent. Quand il se rendit enfin compte de la situation, le bateau s'était éloigné de quelques mètres. Tandis que Martin préparait le nœud coulant du câble, quelques secondes s'écoulèrent encore. Il s'éloigna davantage, à une distance de dix mètres.

— Tenez, Bigua, dit-il en lui tendant la corde déjà préparée, entourez-le, vous avez meilleure main que moi.

Bigua fit voltiger au-dessus de ses cheveux ce lasso improvisé,

et le nœud coulant s'abattit sur la tête du Yougoslave, puis descendit pour s'arrêter entre ses épaules et sa ceinture, à la façon d'une banderole. Après avoir tiré avec habileté pour resserrer la corde, Bigua cria :

— Attrape bien le nœud entre tes mains ! Et jette-toi par terre pour te retenir, c'est très glissant.

— Donnez-moi le lasso — Martin étendit les mains pour le prendre. C'est inutile de lui parler... Il est ahuri. Laissez-le, qu'il fasse ce qu'il veut ; mais il ne faut pas relâcher la corde. S'il résiste aux saccades du bateau, tout ira bien ; sinon, nous le traînerons dans l'eau jusqu'ici.

Mais Murangunick commença à remuer les bras pour se libérer du lasso, et Martin dut tirer de toutes ses forces. L'homme chancela sur place et tomba lourdement pour se traîner ensuite sur le bord. Il disparut un instant en tombant dans l'eau. Bigua et Martin tirèrent de toutes leurs forces pour le ramener vers le bordage. Lorsqu'ils le hissèrent sur le pont, ses yeux étaient fermés et sa poitrine se soulevait convulsivement. De sa bouche, en même temps que sa respiration irrégulière, sortait un filet d'eau et d'écume.

— Il râle comme un porc fatigué, murmura Bigua. Il faut lui donner un bon coup d'eau-de-vie.

Martin se pencha sur le corps pour le mettre sur le ventre.

— L'eau-de-vie lui fera du bien, dit-il, mais il faut, avant tout, lui faire rendre l'eau qu'il a avalée. Tenez-le bien par les jambes pendant que je fais fonctionner ses poumons... Bon, maintenant nous allons l'amener jusqu'à la chaudière pour le déshabiller, avant que ses vêtements ne se glacent sur son corps. Oui, attrapez-le par les genoux, tandis que je le prends sous les aisselles. Qu'il est lourd ! Prenez garde de ne pas buter contre ce rouleau de fil de fer. Nous arrivons. Je vais descendre le premier pour faire de la place.

En voyant la tête mouillée du Yougoslave, Torren se redressa, un marteau dans une main, le piston dans l'autre.

— Qu'est-ce qu'il a, cet idiot ? demanda-t-il à Martin qui avait déjà passé ses jambes à travers la fenêtre.

— Il est tombé dans l'eau. Nous allons l'approcher de la bouche du four pour le déshabiller.

— Il n'y a pas de place ! Je ne veux pas être gêné ! Laissez-moi travailler.

Bigua, du pont, lança :

— Laisse-moi entrer. Tu peux continuer à travailler tandis que nous nous occupons du Gringo.

— Je refuse ! Ça m'est égal que le Gringo crève. Allez ! hors d'ici ! Je veux travailler.

Dans sa colère, les yeux de Torren louchaient davantage dans ses orbites démesurément ouvertes. Bigua se recroquevilla pour montrer dans l'encadrement de la fenêtre sa tête d'Indien et un poing ferme. D'une voix de tonnerre, il cria :

— Ne fais pas le fou ! Laisse-nous entrer.

— Hors d'ici !

— Ne me mets pas en colère. Je sens que ton entêtement va me forcer à te donner des coups.

Martin s'interposa, conciliateur :

— Nous pouvons l'amener dans la cale. Les pièces du moteur sont éparpillées. Torren a besoin de toute la place pour travailler. Prenez-le par les jambes, je continuerai à le tenir sous les aisselles.

Il leur fut assez difficile de faire franchir par le corps l'étroite passerelle qui conduisait à la poupe. En arrivant à l'écoutille, Martin entra le premier pour le faire glisser le long de l'échelle, la tête en bas. Bigua égrenait son chapelet de gros mots.

Avant d'arriver au fond de la cale, Murangunick rendit un peu plus d'eau par le nez. Il ouvrit les yeux. Il vit, là-haut, ses pieds qui se détachaient sur le cadre lumineux de l'écoutille. La plus vive terreur se peignit sur son visage. Il referma les yeux.

— Ce n'est rien, mon ami, lui dit Martin. Rien qu'un bain un peu froid.

En arrivant en bas, la mâchoire inférieure de l'homme commença à s'agiter en un tremblement violent, comme si elle eût voulu se détacher. Ils l'étendirent sur le grand coffre qui servait de siège. Après l'avoir déshabillé, ils frottèrent son corps à l'eau-de-vie et en glissèrent une bonne dose à travers ses lèvres.

— *Pucha* ! Quel dommage que je n'aie pas été le noyé ! s'exclama Bigua, et il élargit sa grande bouche en un souple sourire.

— Servez-vous, mon ami. — Le patron lui offrit la bouteille. — Je veux aussi en avaler un coup pour me réchauffer.

Le Yougoslave ouvrit à nouveau les yeux et contempla ses camarades pendant un moment, sans qu'un seul de ses muscles bougeât. Le tremblement de sa mâchoire avait cessé. Martin fit

jouer doucement ses articulations. Elles étaient en bon état. Il vit qu'il respirait régulièrement ; il le recouvrit de tous les *ponchos* qu'il put trouver dans la cale, et, après lui avoir donné une tape amicale sur l'épaule, lui demanda :

— Comment vous sentez-vous ? Qu'est-ce qui vous fait mal ?

— Fait mal... beaucoup... tout, comme si on m'avait donné une raclée.

— Vous serez bientôt guéri. Ne vous découvrez pas. Voulez-vous encore un coup de « gniole » ?

— Je veux bien... J'ai le gosier froid.

— Restez avec lui, ordonna-t-il à Bigua. Frottez, de temps à autre avec de l'eau-de-vie, sa poitrine et son ventre. Ce n'est pas facile d'expulser de son corps le froid qu'il a attrapé dans l'eau glacée. Dans le coffre, vous avez encore deux bouteilles. Vous l'habillerez ensuite avec ses vêtements secs.

— Soyez tranquille, patron, je vais m'en occuper.

***

Revenu sur le pont, Martin regarda le glacier. Ils s'en étaient approchés davantage, mais le chaos d'icebergs et de blocs de glaces avait aussi augmenté et la marche du bateau avait notablement diminué. Un écroulement tout proche fit vibrer les airs en un vacarme infernal. Martin ne voulut pas le chercher des yeux.

Un second écroulement !... Le cercle mouvant se formait et cherchait à les enserrer de tous côtés. Le soleil s'était couché. Les bleus et les violets des surfaces congelées se diluaient en nuances rosées et émeraude, pour être absorbées par les ombres qui se faisaient douces. La rupture suivante dut se produire très loin, là où la glace commençait à s'échapper de la côte, car la houle arriva, à peine bouillonnante, contre le flanc du bateau. Il était inutile de penser à se défendre contre les assauts ; il aurait fallu vingt hommes armés d'autant de gaffes. Par moments, on ne savait pas si le bateau était poussé vers le vent, vers le glacier, ou s'il reculait sous l'effet d'une vague.

Le désert de glace s'étendait partout. Martin était tout seul sur le pont avec son chien ; mais il se sentait accompagné de ses gens — invisibles — comme si les trois autres se fussent trouvés à ses côtés. Torren devait sans doute se pencher sur les pièces du moteur, les sourcils froncés, la lèvre dure, les yeux tordus ; Muran-

gunick devait s'être remis, grâce aux coups d'eau-de-vie, et Bigua ne devait pas perdre l'occasion de boire copieusement... Il avait peut-être eu tort de lui laisser l'eau-de-vie entre les mains. Personne ne savait de quoi devenait capable le Nato quand il se saoulait ! Mais cela valait mieux ainsi. Si la catastrophe devait se produire, mieux valait qu'elle le trouvât dans un état d'euphorie, de semi-inconscience... Cela lui épargnerait de la souffrance. Lui-même eut envie, un instant, de boire encore. Il ne le fit pas, parce qu'il était le patron et le capitaine. Puisqu'il ne pouvait agir sur le bateau, il devait adoucir la tragédie de ses hommes, lui-même devait demeurer à son poste.

Martin prit le fouet et s'approcha du chien qui commençait à aboyer sur la poupe, la gueule grande ouverte levée vers les glaciers comme quand il hurlait à la lune.

— Ferme ça, lui cria-t-il.

Le chien ne l'entendit pas ; il continua à aboyer de toutes ses forces, et de grands frémissements parcouraient son poil. Les mèches de son front lui cachaient les yeux, mais il ne secouait pas la tête pour regarder. Son instinct lui montrait le danger avec une netteté crue.

— Tais-toi, cria de nouveau Martin, en lui donnant un coup dans les côtes.

Le chien sauta sur ses quatre pattes pour tourner tout son corps vers lui. Il rejeta en arrière les mèches de son front et cloua sur son maître un regard plein d'étonnement et de douleur. Il ferma ensuite les yeux, plia le genou pour rester ventre à terre, la gorge et les oreilles fixées aussi au sol, la langue tendue vers la pointe des bottes. Il n'avait jamais été puni par Martin, et ses coups le laissaient plus pantois que l'effondrement de tout le glacier.

Quelques instants après, il se redressa pour continuer à aboyer. Dans le silence qui suivit le vacarme de la glace, son ululement prenait un ton de lamentation extra-terrestre. Martin s'approcha de nouveau pour lui gratter la poitrine de la pointe de sa botte. La petite bête s'enroula comme si elle avait voulu envelopper la jambe de son maître.

— Allons, petit ! — Il se pencha pour lui toucher la tête — Il ne faut pas s'effrayer !

Martin regarda ensuite la glace... Où était le chaland ? Il était encore là. On l'entrevoyait derrière un iceberg et l'on apercevait la masse grisâtre des échines serrées, les têtes inquiètes des deux chevaux

et des cornes pointues. Le chaland s'était ouvert un chemin avec sa quille plate, entre de grands et de petits blocs, en glissant sur des fragments de glace. On aurait dit qu'il touchait déjà le grand mur glacé.

Martin grimpa sur le petit toit des machines, pour mieux voir. Entre les caisses, les tôles pour toiture et les rouleaux de fil de fer, il chercha une place qui lui permît de se tenir solidement au mât. Il apercevait le chaland et tout ce qu'il portait.

Ses deux chevaux ! ses compagnons de tant de voyages !... Bonnes bêtes tous deux, capables de faire vingt lieues de soleil à soleil. Le *Tobieno*, à la robe foncée tachée de clair, était plein de vivacité créole, de malice amusante. Il était peut-être le plus résistant pour supporter une année de misère... Mais le *Canelo* était autre chose : une bête réellement intelligente. Il regardait les gens comme avec méfiance, en inclinant la tête et tordant les yeux. Il savait qui il pouvait laisser approcher et qui il devait repousser. Avec Martin, il était doux comme la soie. Le tonnerre lui-même ne le faisait pas dévier quand Martin le chevauchait, et il ne se laissa jamais monter par un autre.

Des vaches, des veaux, des chevaux, des moutons... ces bêtes étaient le dernier chaînon de l'*estancia*. En réussissant ce transport, il eût pu commencer à vivre largement aux *Tempanos*. Mais ce chaînon allait se rompre. Rien ne pouvait le sauver. Le chaland était maintenant arrivé au pied même du glacier.

Ce ne fut pas long. L'écroulement qui menaçait le chaland était réellement énorme, même comparé à la grandeur du Moreno. Les rayons du soleil avaient collaboré avec le cyclone et les vagues pour miner la base de ce monstrueux gâteau feuilleté. Les segments qu'on en apercevait, prêts à tomber, étaient aussi vastes qu'un îlot de gratte-ciel. Martin leva les yeux au-dessus du chaland et les dirigea vers le mur qui s'agitait comme sous l'effet d'un tremblement de terre. Après avoir dilué en gris ses bleus et ses violets fulgurants, le glacier laissa des veines s'ouvrir sur son flanc comme autant de larges blessures. Le gris sombre entrait dans la glace comme un coin d'acier, et les fentes s'élargissaient. Les reflets indigo reprirent de l'éclat parmi les ombres noirâtres. Les fentes se transformèrent en sillons perpendiculaires. Et les sillons en précipices, qui commençaient près de la cime pour se perdre dans l'abîme des eaux. La surface des glaces se mouvait chaque fois davantage, comme une montagne qui commence à osciller pour annoncer son effondrement total.

Maintenant, c'était le prélude d'une salve : avant que le gigantesque écran ne se séparât du reste de la falaise, les petits blocs de deux ou trois tonnes roulaient pour se précipiter du haut des à-pics qui s'ouvraient çà et là.

Les préparatifs du désastre étouffaient le cœur de Martin. Presque dégagé des murs latéraux, le futur iceberg prenait sa personnalité en s'appuyant d'une façon hautaine sur la surface du lac. Il s'éleva, sur la ligne découpée de la crête des glaces, et se pencha en avant pour exécuter son premier plongeon. Ce plongeon fut impeccable. Après s'être penché au milieu du vacarme et des perles luisantes, il resta suspendu, défiant toutes les lois de la gravitation, pendant un instant qui parut interminable, puis se précipita tout à coup dans l'eau avec un fracas aussi puissant que le terrible silence qui allait suivre sa chute. Ce mouvement d'une masse immense ressemblait à une projection au ralenti sur un écran. Du point où se trouvait Martin, on voyait la masse d'eau, de blocs et d'icebergs qui s'élevaient à de grandes hauteurs, se confondre en un mur de vagues, de colonnes et de quartiers de glace.

La surface du lac n'était plus qu'une convulsion. Il ne manquait plus que deux ou trois très longues secondes pour que ce chaos atteignît l'*Augusto*. Martin serrait toujours ses bras autour du mât, le regard fixe. Alors l'iceberg commença à émerger des eaux après son plongeon. Quelle émersion ! Lorsque ses neuf dixièmes furent dehors, l'autre partie, qui lui servait de base et baignait dans l'eau, apparut : un sphynx irrégulier qui, dès le matin, brillerait dans la gloire de ses veines bleues et violettes. Après s'être balancé d'un côté et de l'autre, avec un grand flegme, l'iceberg s'affirma définitivement sur sa ligne de flottaison. Au mur du glacier, seul un nuage de poudre brillante indiquait le lieu d'où il s'était détaché.

Le flux hérissé de glace arrivait. Martin se laissa aller au sol, sans lâcher le mât. L'*Augusto* fit un saut de plusieurs mètres de haut ; la vague le maintint une seconde en l'air, le laissant ensuite retomber. La coque de fer craqua de partout. Des morceaux de glace la heurtèrent avec une force terrible. On aurait dit que le bateau allait être écrasé avant d'être avalé par un remous, mais il continua encore à flotter. Martin pencha la tête pour regarder autour de lui. Le chargement avait roulé sur le pont, bien des choses étaient tombées à l'eau, mais lui tenait toujours le mât de ses deux bras. Il ne le lâcha que lorsque le mouvement commença à diminuer. Une pile de plaques de zinc, en s'agitant, en avait laissé filer

plusieurs comme autant de couteaux d'une scie mécanique. Elles auraient pu l'égorger. Un rouleau de fil de fer tomba sur sa hanche, et il sentait une douleur très forte au côté. Il lui fut difficile de se libérer des plaques et du rouleau. Un morceau de glace de deux ou trois mètres cubes était demeuré sur la proue. Il frémit en entendant une voix derrière lui :

— Alors, quoi ? Nous ne sommes pas encore allés au fond ? Quel sale raffiot ! Toutes les pièces du moteur se sont mélangées.

Le choc avait mis en révolution la salle des machines. Les pièces, rangées sur le socle du moteur, étaient tombées par terre et, mêlées à celles qui avaient été réparties sur le sol, faisaient une confusion diabolique. Torren avait été projeté, la tête contre la cloison de fer. Sa casquette avait amorti le coup. Il s'était redressé et était sorti sur le pont pour cracher sa mauvaise humeur. Martin lui répondit d'une voix tranquille :

— Allez, continuez à travailler.

— Je ne sais pas comment vous n'êtes pas parvenu à faire dévier le bateau, tandis que je travaillais en bas. Vous n'avez seulement pas pensé à mouiller l'ancre.

— Si, mon ami, nous l'avons lâchée lorsque nous avons détaché le chaland. L'eau est très profonde, nous n'avons pu toucher le fond... Allez travailler !

Martin s'appuya sur ses deux mains pour se redresser ; sa cuisse et son côté lui faisaient très mal. Il valait mieux attendre que la douleur passât un peu. Torren le regarda en faisant une moue d'ennui.

— Vous vous êtes fait mal ? Il ne nous manquait plus que ça. Un bateau sans gouvernail, c'est une saleté ; mais si, par-dessus le marché, il manque le patron, il vaut mieux aller tout de suite par le fond... Et pour comble, avec cette paire d'ivrognes ! Si je dois rester seul avec cet Indien sauvage et ce Gringo bestial, je me jette à l'eau. Mais... où est le chaland ? Je ne le vois pas.

— Au fond, sous le grand iceberg que vous voyez là. Il n'en reste plus rien, rien, pas même une planche ! Mais... regardez ce paquet, là-bas, au bout de l'iceberg... C'est mon *Canelo*, le ventre en haut, les jambes tendues. C'était un bon ami. J'aurais bien donné cent brebis pour le voir mourir de vieillesse dans une luzernière, près de la maison... Mais revenez à la chaudière et poursuivez votre travail !

— On ne peut rien faire, il n'y a pas de lumière. On ne peut pas trouver les choses par terre ; il vaut mieux rester tranquille jusqu'à ce que tout soit fini une bonne fois.

— Allez-y. Allumez la chaudière et laissez-la ouverte pour qu'elle éclaire. Allez et essayez.

— Vous vous êtes fait très mal ?

— Peu de chose. Ce rouleau de barbelé est tombé sur mon côté. Ça s'arrangera lorsque je me serai un peu reposé.

— Où sont Bigua et Murangunick ?

— Dans la cale. Ils sont en train de boire de l'eau-de-vie.

— Il vaut mieux qu'ils se saoulent comme des bêtes qu'ils sont. Des types comme ça, mieux vaut qu'ils soient endormis ou ivres-morts. Comme ça, ils ne gênent personne.

Martin eut un geste d'impatience :

— Si vous n'êtes pas capable d'arranger le moteur, laissez-le comme il est.

— J'ai arrangé toute sorte de moteurs, au bois, à l'essence, et des électriques aussi. Les complications ne m'effraient pas. Mais celui-ci est le plus sale clou que j'aie jamais rencontré dans ma chienne de vie... Où est le pot de graisse ?

— En bas, sur l'étagère de gauche.

Au moment où il disparaissait par l'ouverture, sa mince silhouette se redressa de nouveau dans la lumière indécise du soir. Il tourna la tête et cria avant de descendre :

— Je me bouche les oreilles pour mieux travailler... Ce n'est pas parce que j'ai peur... Pour m'effrayer, il me faut des tremblements de terre et des avalanches mille fois plus fortes !... L'homme et le glacier qui me feront trembler ne sont pas encore nés.

Martin sourit. Même s'il se trouvait au fond du lac, écrasé par mille tonnes de glaces, le petit homme conserverait toujours un souffle de vie pour marmotter une fanfaronnade. Dans quel état devaient se trouver, en bas, le Nato et le Yougoslave ? Sûrement, la pile de sacs de pommes de terre et de galettes avait dû s'écrouler sur eux dans le grand coup que venait de subir le bateau. Tout le sol devait être jonché de sacs ouverts et les deux hommes étaient peut-être écrasés sous le poids du chargement, sans parler de l'effet de l'alcool. Il alla voir...

En s'appuyant à deux mains, il put se redresser en un grand effort, mais lorsqu'il essaya de faire un pas, il tomba lourdement sur le plancher du pont. Il donna contre sa hanche blessée et sentit

une douleur, comme si on lui avait arraché plusieurs côtes. Il s'évanouit.

Le chien s'approcha de lui pour lui lécher la figure.



Le corps de Martin roula plusieurs fois sur le pont, de l'écoutille jusqu'au plafond des machines, entraîné sur les planches par le balancement des vagues, comme un colis. Il atteignit le bordage à plusieurs reprises, manquant de choir dans la mer. Ce fut un miracle qu'il ne tombât point. Une fois revenu à lui, il n'eût pas bougé d'un doigt pour éviter son sort. A chaque coup de roulis, sa hanche lui semblait prendre des proportions de plus en plus grandes, monstrueuses. La douleur était si aiguë que ses chairs avaient perdu la faculté de souffrir. Il lui semblait que sa hanche se transformait en quelque chose d'immense et que le reste de sa personne ne fût plus que des lambeaux inconsistants. Il restait réduit à une ombre misérable et recroquevillée.

Sa capacité de penser demeurait intacte, quoique obscurcie par une fatigue qui ne ressortissait ni à une somnolence ni à une léthargie. C'était comme si son esprit, détaché de son enveloppe physique, se fût mis à penser pour son propre compte ; comme si, sorti de son corps, il eût flotté au-dessus de lui en simple spectateur. Martin percevait nettement que, pour s'évader de la terrible douleur de sa hanche, sa chair voulait s'abriter dans un autre évanouissement profond, qui dominerait tout.

. . . .

Martin s'étira et essaya de se tenir sur le bon côté. La fenêtre de la salle des machines était à quatre ou cinq mètres de lui, et ce petit bout de pont lui semblait aussi grand que la pampa immense qui s'étend depuis la Cordillère jusqu'à la mer. Il contracta et détendit ensuite tous les muscles de son corps pour avancer centimètre après centimètre. Petit à petit, il s'approcha de la bouche de lumière qui projetait sa clarté sur les icebergs. Il s'arrêta plusieurs fois, exténué, convaincu qu'il ne pourrait avancer davantage ; mais il retrouvait toujours en lui un nouveau filet d'énergie. Lorsqu'il fut près de la bouche lumineuse, il voulut étendre les bras pour l'atteindre. Il parvint à plonger sa main dans la lumière, comme

dans le courant rafraîchissant d'un ruisseau. Dans sa manœuvre, il se tourna légèrement et s'appuya sur son côté blessé ; il s'évanouit de douleur.

Torren tourna les yeux vers cette main apparue dans la fenêtre. La main s'agita un instant et les reflets qu'envoyait la bouche du four éclairèrent une sorte de plume voletante jusqu'à ce que les doigts pendissent dans le vide et que le poignet retombât contre le cadre de l'ouverture.

— *Jogno !* C'est la main du patron !

Il se leva rapidement. Voyant ce corps inerte, il le prit par le bras pour le traîner vers l'intérieur. Un mouvement brusque du bateau l'aida d'abord dans sa tâche, mais un autre coup de roulis fit buter sa tête contre le chambranle. Peu à peu, il fit glisser le corps... Il était long, le patron... Quand il l'eut amené jusqu'au fond de la petite pièce, il vit qu'il ne tiendrait pas, étendu par terre. Il dut le laisser, les genoux pliés et les pieds appuyés sur le tas de bois. Il alimenta abondamment la chaudière. Martin entr'ouvrit légèrement les yeux, les fixa un instant sur le resplendissement infernal du feu, et les ferma de nouveau.

Torren passa sa manche de cuir sur son front trempé de sueur. En maniant à deux mains la clef anglaise qui paraissait plus grande que lui, il tordait son corps mince comme un ver. Il n'avait plus à exécuter que les derniers ajustages : un demi-tour de vis ici, un coup de graissage là... la dernière touche pour que la machine pût commencer à fonctionner à toute vapeur.

Après une nuit d'efforts ininterrompus, ses bras et ses mains lui faisaient mal, comme si on avait tiraillé ses muscles avec des pinces. Ses jambes le soutenaient à peine.

Martin ne le regardait pas ; il était étendu par terre, les jambes pliées sur le tas de bois. C'est dans cette position qu'il avait passé les interminables quatorze heures de cette nuit d'enfer. La bouche du four éclairait son visage hâve et ses yeux sans cils. Son corps demeurait à la place même où Torren l'avait déposé dans l'étroite pièce : couché contre le tas de bois et la cloison de fer, la tête appuyée contre le sac d'étoupe qu'on utilisait pour nettoyer le moteur. Il n'avait pas bougé lorsque Torren, de la pointe de son couteau, avait déchiré son pantalon et son caleçon pour mettre à découvert son flanc blessé. Et pas davantage lorsqu'il lui avait placé des compresses faites d'un morceau de serpillière. Il ne se rendit pas compte que la serpillière brûlait sa chair et que Torren,

à plusieurs reprises, avait posé sur lui son pied ou son genou. Quelque chose venait de s'interposer entre la flamme et lui. La tête de Torren... un fox-terrier qui louche et grogne. Martin n'entendait pas ses grossièretés, mais voyait à chaque imprécation se tordre sa bouche et ses yeux. Torren grognait, mais c'était un bon chien. Il travaillait sans arrêt et il allait les sauver tous. Pendant les interminables heures de cette nuit, Martin avait toujours distingué, dans ses moments de relative lucidité, cette ombre qui se mouvait autour de lui en son va-et-vient réconfortant.

Torren jeta une bonne quantité de bois au four et le ferma pour augmenter la pression.

— Raffiot pourri, saleté de raffiot ! Je ne sais pas pourquoi je ne l'ai pas laissé couler.

Il mit la machine en marche, mais son visage n'exprima pas la plus petite ombre de satisfaction. Les soupapes se mouvaient avec régularité. Le bateau n'était déjà plus une masse inerte.

— Chienne de vie ! Je crois que cette fois nous n'allons pas y laisser la peau.

Le moteur reprenait une marche normale. Torren tendit l'oreille redoutant d'entendre un bruit suspect. Mais le son était régulier. Il abaissa le levier de mise en marche. Les pales de l'hélice commencèrent à battre la poupe et le bateau se redressa comme un cheval prêt à reprendre sa course.

(Traduction d'Adolphe de Falgairolle).

JUAN GOYANARTE.

LA RENAISSANCE DU PAVILLON NATIONAL

« L'empire de cet élément, a dit Richelieu, n'a jamais été bien assuré à personne. Selon l'inconstance de sa nature jalouse, la mer s'abandonne toujours à celui qui la flatte le plus et qui a tant d'amour pour elle qu'il se tient en état de la posséder avec violence. » Phrase typique où s'exprime la jalousie que chacun ressent à voir cette maîtresse, dont naquit Aphrodite, aux mains d'un rival.

L'auteur du *Testament politique*, grand maître, chef et surintendant de la navigation, qui a disputé avec tant de succès aux galions d'Espagne les faveurs de cette inconstante déesse, a expliqué à l'assemblée des notables de 1628 le sens de sa déclaration passionnée. Elle s'adressait moins à la marine de guerre qu'à la flotte de commerce. La première, dans son esprit, n'étant qu'un moyen de permettre à la seconde de jouir en paix de cet « élément qui n'est bien assuré à personne ». En d'autres termes, il laissait à nos vaisseaux et à nos galères le soin de la violence ou du rapt. A nos bateaux marchands, la douceur du négoce. Et cependant, ces derniers étaient obligés, au cours des hostilités, de se défendre avec leurs canons de fer ou de fonte verte des attaques de l'ennemi.

Ce n'est qu'en 1856 que le traité de Paris introduisit, avec la notion de contrebande et le droit de visite, un système diplomatique de protection de la marine marchande en cas de guerre. La torpille des sous-marins allemands devait faire sauter l'armature de cette jurisprudence internationale. Aujourd'hui, il n'apparaît pas qu'il soit plus inhumain de couler des navires

accompagnés de leur escorte que de détruire toute une ville sous les émanations radioactives de la bombe atomique.

Le tonnage marchand est considéré comme une arme de guerre au même titre que le train des équipages d'une division. Dès lors, il paraît difficile de distinguer entre un paquebot ou un cargo et un camion chargé de soldats ou de munitions ; entre un pétrolier et une citerne à essence qui circulent à l'arrière des lignes. La mer est un *front* où tout ce qui se meut au profit des belligérants risque la suprême aventure.

Il était nécessaire, avant d'entrer dans le vif de notre sujet, d'exposer la double nécessité pour nous de posséder une flotte marchande en paix ou en guerre. Ainsi se trouvent, en fin de compte, justifiés les sacrifices que nous avons faits ou pourrons faire en faveur de notre tonnage marchand qui présente cet avantage vis-à-vis de notre marine de guerre de favoriser notre économie nationale. Ainsi se comprend que nous ayons donné la priorité au négoce sur la violence en reconstituant d'abord notre flotte marchande.



Nous possédions en 1939 une flotte de guerre de premier ordre, tant numériquement que qualitativement. En revanche, notre tonnage marchand, qui avait atteint un moment plus de 3 millions 1/2 de tonneaux, était tombé le 1er juillet 1939 à 2.733.633 tonneaux. Il n'était pas à la hauteur de nos besoins. En dépit des efforts de certains de nos secrétaires d'Etat, comme M. Alphonse Rio, les services de la place Fontenoy, n'entrevoyant la flotte marchande que sous un angle étroit, ne la concevant que comme une source de profit pour l'armement privé ou comme une charge budgétaire pour la flotte subventionnée, avaient perdu de vue l'importance de ce tonnage dans l'éventualité de la grande conflagration qui se préparait au sein des profondeurs sous-marines. De ce fait, nous élevions des chiens de berger en laissant notre troupeau mourir de la clavelée. Puisse cet exemple n'être pas oublié dans l'élaboration des plans qui doivent présider à l'organisation de notre défense nationale.

Mais voyons où nous en sommes.

Notre tonnage marchand a été particulièrement éprouvé

par la dernière guerre. D'une part, il a subi le torpillage des Allemands et le bombardement des Alliés. D'autre part, ce qu'il en restait a été sabordé par les occupants au moment de leur retraite. Enfin, nos chantiers de construction se sont intentionnellement refusés à mettre en chantier des navires qui auraient pu profiter à nos ennemis. L'achèvement de ceux qui étaient sur cale en 1940, comme la *Marseillaise*, n'a même pas été poursuivi. Et que dire de la qualité de ce résidu de six années d'hostilités ! Ce sont des navires vieillis, usés par un service intensif ou par défaut d'entretien.

Voici d'ailleurs le bilan de nos tonnages :

Paquebots en 1939 : 1.165.000 tonneaux ; en mai 1945 : 355.000 tonneaux. Pourcentage des pertes : 70 %. *Cargos :* 1.245.000 tonneaux contre 335.000 tonneaux, pertes 73 %. *Pétroliers :* 323.000 tonneaux contre 103.000 tonneaux, pertes 69 %. *Total :* 2.733.633 tonneaux contre 792.828 tonneaux ; pertes moyennes 71 %. C'est dire que, du fait des hostilités, le tonnage français se trouvait en mai 1945 réduit à 29 % de son actif de 1939. Un seul rapprochement nous permettra de mettre en lumière ce que cette situation avait de dramatique. Le tonnage mondial, qui était en 1939 de 64 millions de tonneaux de jauge brute, s'élevait à 80 millions de tonneaux en 1944. Cela résultait il est vrai de la présence de 32 millions de tonneaux hâtivement construits sur les chantiers d'Amérique pour alimenter les convois. Il n'en reste pas moins que la diminution de 71 % du tonnage français était d'autant plus sensible que le tonnage mondial avait augmenté dans son ensemble de 20 %, sinon en qualité, du moins en quantité.

Hâtons-nous de dire que l'excédent d'inventaire des U. S. A. devait contribuer à la reconstruction de notre flotte marchande dont il nous reste à suivre les étapes magnifiques. Différents facteurs devaient aider à ce redressement. Et tout d'abord les récupérations de navires saisis par l'occupant. De 1944 à 1946, plus de 100.000 tonneaux nous étaient restitués. Dans le même laps de temps, 200.000 tonneaux de navires étaient achetés ou affrétés à l'étranger, si bien que notre tonnage était remonté au 1er juin 1946 à 1.200.000 tonneaux, soit environ 44 % d'avant-guerre.

Au 1er avril 1948, notre effort s'était poursuivi au point de nous permettre de disposer de 1.976.679 tonneaux dont 459.000

de paquebots ou de mixtes, 270.000 de pétroliers et 1.292.000 tonneaux de cargos. Dans le nouveau tonnage figuraient 60.000 tonneaux livrés par l'Allemagne à titre de dommages de guerre dont l'*Europa* (50.000), un des plus beaux paquebots à flot, soit au total 2.120.883 tonneaux pour l'ensemble de la flotte française, plus 162.000 tonneaux de navires de pêche.

Enfin, voici les dernières statistiques publiées par le ministère de la Marine marchande en date du 1er janvier 1949 : *Paquebots :* 71 unités, tonnage brut 569.392 tonneaux. *Pétroliers :* 67 unités, 433.909 tonneaux. *Cargos :* 447 unités, 1.421.044 tonneaux. Total : 2.424.345 tonneaux, non compris les unités en construction. En ajoutant à ces chiffres les navires de pêche : 326 unités de 101.540 tonneaux, les remorqueurs (17.100 tonneaux), les bateaux pilotes (2.406 tonneaux), etc..., on obtient le chiffre total de plus de 2.700.000 tonneaux.



Ainsi, l'effort de reconstitution pour la flotte proprement dite est égal à (2.424.345—792.000) soit 1.632.345 tonneaux, et cela au cours d'une période de quarante et un mois (de mai 1945 à octobre 1948). Ces résultats démontrent la vitalité de notre marine. Ils font honneur à tous les artisans de cette belle résurrection, tant du côté du gouvernement que de celui des armateurs, et enfin des constructeurs dont nous reparlerons.

Un redressement aussi rapide appelle certaines observations. Mentionnons (1) d'abord l'importance du chauffage au mazout : 219 unités pour 1.405.400 tonneaux. Diesel : 196 navires représentant 538.100 tonneaux. 149 unités seulement correspondant à 425.000 tonneaux sont chauffées au charbon. La France, par conséquent, abandonne de plus en plus les procédés périmés de propulsion ou de chauffe pour se tourner résolument vers le progrès. Cette constatation nous conduit à penser que, ne disposant pas de source de naphte importante sur notre sol, les consommations éventuelles de notre Marine marchande impliquent de notre part une politique du pétrole de plus en plus vigilante.

(1) Au 1er octobre 1948.

En comptant la flotte en construction, nous atteignons le chiffre de 3.300.000 tonneaux, c'est-à-dire un tonnage supérieur à celui du 1er juillet 1939 (2.733.633 tonneaux). Ces chiffres, si réconfortants qu'ils soient, sont encore insuffisants. Avant la guerre, la flotte française ne participait que pour 43 % au mouvement maritime d'importation et d'exportation et pour 30 % seulement en 1947. En prenant pour base le trafic de 1938, soit 48 millions de tonnes, M. Raymond Puech a mis en évidence une sortie de devises correspondant à 70 milliards au cours du franc avant la dévaluation. De son côté, M. René Moreux a chiffré à cent milliards de francs le fret que nous avons payé au pavillon étranger du 1er janvier 1945 au 1er octobre 1946 au cours du franc de cette époque. Il n'y a donc pas d'autre moyen pour arrêter une telle hémorragie que de construire, sur les chantiers français, une flotte de commerce susceptible de nous affranchir de la servitude des frets étrangers.

Autre remarque. La reconstitution du tonnage a été beaucoup plus rapide pour les navires de charge que pour les paquebots. Il y a là une déficience de notre pavillon à laquelle il importe de remédier le plus tôt possible. La reconstitution de notre marine marchande, en effet, ne doit pas s'effectuer aux dépens de la flotte de paquebots. Avant la guerre, le tonnage des navires à passagers représentait 43 % du tonnage total de notre flotte. Après l'exécution du programme actuel, le pourcentage tombe à 24 %. Il devrait être relevé à 30 %, ce qui représenterait 180.000 tonneaux supplémentaires de navires de cette catégorie d'ici 1955. Ce programme s'impose d'autant plus qu'il importe de ne pas laisser évincer notre pavillon des lignes où il figure en bonne place. Nous avons choisi pour commencer les constructions les plus urgentes à exploiter et les moins longues à achever. Ce plan de facilité doit faire place à des projets d'avenir tenant compte du trafic des passagers, la France s'étant toujours distinguée dans l'armement des paquebots confortables. La concurrence de l'aviation, beaucoup moins redoutable qu'on pourrait le croire, ne doit pas nous arrêter dans cette voie. On estime, en effet, que sur l'Atlantique-Nord le tiers seulement des passagers, sur les 600.000 qui le traversent annuellement, prendra la voie aérienne. Cette proportion serait moindre sur la plupart des autres lignes.

Il faudrait aussi parler de l'ancienneté de nos navires au

1er décembre 1947. Ceux qui ont plus de vingt ans d'âge s'inscrivent pour 718.000 tonneaux dont 254.000 de vingt-cinq à trente ans et 142.000 tonneaux de plus de trente ans. En outre, notre flotte de charge se compose de 76 *Liberty ships* d'un tonnage global de 550.000 tonneaux achetés aux U. S. A. en vertu de l'accord Blum-Byrnes, unités *standard* qu'il faut songer à remplacer le plus tôt possible, car elles sont assez mal adaptées aux exigences d'une exploitation rationnelle. Ce ne peut être qu'un tonnage provisoire, un appoint qui nous fut précieux dans des conjonctures difficiles, mais sur lequel nous aurions tort de nous faire trop d'illusions. Ces bâtiments sont lents, avec un tirant d'eau excessif et un entrepont unique qui se prête mal à l'arrimage des cargaisons courantes. En définitive, notre tonnage reconstitué *quantitativement* pêche par la *qualité*. A la rigueur, nous pouvons retarder le remplacement des cargos dont le total dépasse même celui de 1939 : il faut, en revanche, que nous portions tous nos efforts sur les navires à passagers et sur les pétroliers, deux catégories de bâtiments particulièrement désirables.

Analysons, enfin, la façon dont notre tonnage a été reconstitué. De la Libération au 1er avril 1948, nous avons acheté 931.749 tonneaux de navires d'occasion (dont les *Liberty ships*) et 300.276 tonneaux commandés à l'extérieur. Les achats des navires d'occasion répondaient à des besoins immédiats ; ils faisaient partie d'un accord avantageux avec les U. S. A. Etant désarmés en Amérique, leur armement, tout en faisant travailler nos équipages, nous a permis de rééquiper nos lignes régulières et d'épargner des sorties de devises.

Mais on ne peut, d'autre part, manquer de s'étonner du nombre et du tonnage des unités qui ont été confiées à des chantiers étrangers. A notre avis, nous avons été trop impatients en sous-estimant les facultés de rééquipement de nos chantiers.

***

Le manque de foi de nos dirigeants dans les destinées de notre grande industrie des constructions navales ne peut s'expliquer que par la vision effarante qu'ils ont eue de nos chantiers au lendemain de la Libération. Nous n'oublierons jamais, en ce qui nous concerne, l'impression que nous avons ressentie en parcourant, quelques mois après le départ des Allemands, l'amon-

cellement de pierres qui, ainsi qu'une nécropole pharaonique, marquait l'emplacement du cadavre d'une grande ville : Saint-Nazaire. Quant aux chantiers de Penhoët et de la Loire, ce n'était que tas de décombres et de ferrailles tordues. Ici, il était impossible de reconnaître les cales, les ateliers, les machines-outils dans cet amas informe de charpentes effondrées ; là, de distinguer même la trace des anciennes rues ou l'emplacement des maisons.

Il y avait de quoi désespérer. L'industrie des constructions navales semblait frappée à mort. Il faudrait mal connaître ses animateurs, en particulier le président de leur chambre syndicale, M. René Fould, pour supposer qu'ils se soient, les uns et les autres, laissé impressionner par tant de désastres. Les directeurs des chantiers qui appartiennent à ce corps d'élite du Génie maritime, dont la conscience professionnelle et la hardiesse technique ne sont plus à louer, se sont aussitôt mis au travail. Les chalumeaux oxydriques, les arcs électriques, les marteaux pneumatiques, au lieu d'assembler les carènes, ont taillé dans le vif de cette armature métallique blessée : chirurgiens d'une tâche immense, ils ont coupé les bras avariés des machines, recousu les jambes des ponts roulants, remis leurs fractures dans le plâtre... Deux ans après la Libération, en février 1946, nous assistions au lancement du premier navire de Penhoët. Après avoir traversé un véritable désert, seul souvenir d'une ville de 40.000 habitants, cotoyé la masse insolente en ciment armé de la station allemande des sous-marins, nous nous trouvions tout à coup devant une vision surprenante ; un établissement industriel reconstitué était là ; un navire se trouvait sur cale, prêt à être lancé, deux autres étaient en achèvement, des ateliers bourdonnaient d'activité et une foule d'ouvriers ou de curieux, accourus de toutes parts, s'empressaient pour saluer notre premier-né d'après-guerre.

Des chiffres maintenant !

Sur 177 ateliers, 50 seulement étaient demeurés intacts au jour de la libération ; leur capacité totale était réduite à 20 %, soit une production de 40.000 tonneaux par an au lieu de 200.000 tonneaux en 1939. Les dommages de guerre se montaient à 5.470 millions. Or, à la fin de 1947, ces mêmes chantiers étaient reconstruits à 82 % de leur capacité de production. Ils sont actuellement voisins de 95 % de cette même capacité. Il importe,

en outre, de remarquer qu'ils ont tous été modernisés pour se conformer aux nouvelles exigences techniques de l'art naval : construction en série, préfabrication, assemblages soudés, emploi de matériaux légers, ce qui suppose un outillage spécial, notamment des instruments de levage puissants, des installations de soudure électrique, etc... Ces dépenses de réadaptation étaient évaluées au 31 décembre 1947 à 5.200 millions de notre monnaie dont 1.300 millions avaient été déjà appliqués à des travaux de modernisation. Soulignons également le fait que la chambre syndicale, prévoyant la carence financière du gouvernement, tant pour la reconstruction des chantiers que des habitations ouvrières, et craignant la baisse du franc, a elle-même financé son programme en lançant un emprunt qui lui a permis non seulement de reconstituer son outillage, mais de loger les ouvriers aux lieu et place des services de construction défaillants.

Ces efforts se traduisent aujourd'hui dans les faits. Consultez les dernières statistiques du *Lloyds Register of Shipping* (1), vous y ferez une heureuse constatation. Sur la liste des pays constructeurs, le nôtre qui se trouvait au 1er avril 1939 au septième rang, avec 97.013 tonneaux, figure maintenant au deuxième (immédiatement après la Grande-Bretagne) avec 414.289 tonneaux au 1er avril 1948, et avant la Suède : 245.415 tonneaux, la Hollande : 228.519 tonneaux, l'Italie : 165.901 tonneaux; les Etats-Unis qui étaient saturés de tonnage de guerre, construisent maintenant 406.948 tonneaux.

Le chiffre de nos lancements de navires, qui était en 1939 de 44.375 tonneaux (non compris les navires de guerre) et de 23.205 tonneaux en 1946, a atteint 91.911 tonneaux en 1947 et ce chiffre sera largement dépassé en 1948, car les lancements se succèdent depuis quelques mois à un rythme accéléré.

Il est seulement regrettable, comme nous venons de le dire, que la hâte apportée aux commandes extérieures, notamment en Angleterre, n'ait pas permis à notre industrie nationale de se voir réserver la part à laquelle elle avait droit et qui était conforme tant à l'équilibre de notre balance monétaire qu'à l'intérêt social de notre main-d'œuvre spécialisée. En effet, sur une récupération globale de 1.200.000 tonneaux environ au 1er avril 1948, l'ensemble des commandes à nos chantiers n'at-

(1) Au 1er janvier 1949.

teint que 40.559 tonneaux, chiffre ridiculement insuffisant. Mais à quoi bon revenir sur le passé ! Aujourd'hui, nos chantiers ont 540.000 tonneaux en carnet, contre 125.000 tonneaux commandés à l'étranger, ce qui est encore excessif.

Il est juste cependant, pour mesurer l'effort réel de notre industrie, de reconnaître qu'elle a été occupée aux travaux de renflouement, de grosses réparations, de mise au point et de réparation de notre flotte sabordée ou usée dont 245.321 tonneaux étaient encore, à la date précitée, en refonte complète. A ces chiffres doivent être également ajoutés 28.200 tonneaux commandés en France par la flotte de pêche, laquelle est aujourd'hui à peu près reconstituée pour environ deux tiers en navires neufs. Ces statistiques montrent l'importance et la rapidité du redressement d'une industrie si cruellement éprouvée, l'étendue de sa production et ce dont elle eût été capable si on avait prêté davantage attention à la réalité de ses précisions optimistes.

***

Quel sera l'avenir de notre flotte ?

En premier lieu il importe, maintenant que nos chantiers disposent d'un outillage perfectionné et suffisant, de suspendre tous achats et toutes commandes nouvelles de navires à l'étranger. C'est déjà trop qu'il reste à nous livrer 125.000 tonneaux de navires qui vont entraîner de nouvelles sorties de devises. Mais il est nécessaire que notre industrie procure aux armateurs leur outil de travail au prix du marché international sur lequel les navires sont appelés à se mesurer avec leurs rivaux.

Et cela touche au problème de l'aide à la construction navale, question qui appellerait de très longs développement. Contentons-nous de dire que tous les Etats protègent cette industrie-clef, le Royaume-Uni et les U. S. A. y compris. L'Italie et la Belgique viennent de voter une législation hautement protectrice. Il est urgent que l'on en édicte une nouvelle chez nous et cette législation doit être différente de celle qui protégerait l'armement national. C'est par la formule du crédit maritime, ainsi que nous l'avons toujours préconisé, que le problème peut être résolu.

Sur quel tonnage doit porter ce financement ? Nous atteindrons au 1er mai 1949 : 265.194 tonneaux de paquebots ; 249.411

tonneaux de pétroliers ; 573.788 tonneaux de cargos, soit un total en construction de 1.088.393 tonneaux, portant le tonnage en puissance à 3.209.278 tonneaux, supérieur par conséquent à celui de 1939.

Quant aux perspectives de renouvellement, elles sont les suivantes : les chantiers français ont en commande 594.000 tonneaux de navires dont 295.000 tonneaux sont en construction ou en achèvement à flot, ce qui représente de deux à trois années de travail. Les commandes de remplacement, à passer par l'Etat au profit des armateurs sinistrés, portent encore sur 200.000 tonneaux, principalement des pétroliers et des paquebots. Mais la composition de la flotte française comporte 600.000 tonneaux de navires de plus de vingt ans et 532.000 tonneaux de *Liberty ships* dont il importe de prévoir dès maintenant le remplacement, soit au total 1.120.000 tonneaux. Nos constructeurs ont donc du travail sur cale pour environ quatre années, ce qui les conduira en 1953. A ce moment-là apparaîtra une nouvelle tranche de 200.000 tonneaux. Il en résulte que nous pouvons maintenir en pleine activité pendant encore sept à huit ans une industrie qui, par sa vitalité, a mérité la confiance du pays. En portant à 300.000 tonneaux sa capacité annuelle de production, elle a donc répondu tout à la fois aux directives du gouvernement et aux exigences françaises. Ce tableau de reconstitution et de renouvellement de notre tonnage, s'étendant sur une période de dix années, de 1945 à 1955, est réconfortant.

Il resterait, pour présenter une étude complète de notre marine marchande, à parler de son exploitation, c'est-à-dire du trafic, des équipages, de l'armement et des ports. Cette question devrait accompagner un examen plus approfondi des chantiers et du financement de nos projets de reconstruction, en fonction des plans Monnet et Marshall. Faisons, à ce propos, une simple observation. Nous ne pouvons espérer, malgré tous nos sacrifices budgétaires, malgré tous les efforts de nos constructeurs et de nos armateurs, maintenir notre rang sur mer que si nos navires partent régulièrement et sont déchargés avec rapidité, ce qui dépend de l'organisation du travail des inscrits et des dockers. Il faut trouver un remède à leurs grèves constantes.

RENÉ LA BRUYÈRE.

ESSAIS ET NOTICES

UN SOUVENIR DE PADEREWSKI

Je faisais un bref séjour à Lausanne et, comme il m'arrivait souvent, j'étais allé passer la journée à Morges chez Paderewski. C'était un amateur passionné de bridge ; mais comme je jouais moi-même très mal, j'évitais, autant que possible, de jouer avec lui, car il pardonnait plus facilement une note fausse en musique qu'une renonce au jeu. Heureusement, ce jour-là, il y avait d'autres partenaires. Pendant le temps que je passai avec lui, nous nous entretînmes de musique, ce qui m'intéressait bien plus que les cartes et même la politique.

Le soir, Paderewski m'accompagna à la gare, éloignée à peu près d'un kilomètre. Par un magnifique clair de lune nous traversions le beau parc de sa résidence. Il m'avoua, ce soir-là, qu'il payait à l'Etat des milliers de francs suisses d'impôts.

— Quel magnifique aboutissement de votre carrière ! lui dis-je.

— Le présent est bien, mais vous n'ignorez pas les jours sombres et presque sans espoir que j'ai vécus. Tenez, nous avons parlé aujourd'hui d'Antoine Rubinstein, ce Titan pianistique qui, à côté de Liszt, bouleversa tous les publics musicaux de l'univers. Je vais vous raconter un épisode de ma vie qui me relie à lui.

« J'avais déjà composé quelques œuvres qui m'avaient donné une certaine notoriété, mais, hélas ! très peu d'argent. J'avais dû interrompre mes études avec Leschetitzky à Vienne, et, recommandé par lui, j'acceptai un professorat au conservatoire de Strasbourg. Je n'y gagnais pas grand-chose, mais j'attendais que cela allât mieux.

« Un jour, mon directeur, M. Stockhausen, arrive vers moi une dépêche à la main. Elle est signée d'Antoine Rubinstein et ainsi conçue : « Traverse Strasbourg demain ; arrête deux heures gare ; vous prie venir déjeuner avec moi, amenez Paderewski ». J'étais ébloui par cette dépêche. Elle me mettait en contact avec le grand Rubinstein auquel j'avais été présenté un jour à Berlin et puis elle affermissait ma situation à l'égard de mon directeur.

« Le lendemain, nous étions fidèles au rendez-vous. Le déjeuner fut très cordial. Au bout de deux heures, Rubinstein nous quitta, se dirigeant vers Paris. Il devait y donner cinq concerts qui sont restés historiques. Une fois le train parti, j'ai été pris d'une nostalgie inimaginable. Comment faire pour aller à Paris afin d'entendre Rubinstein ? Deux conditions : argent et congé. Le congé de trois jours, je l'obtenais sans peine ; la somme disponible ne dépassait pas cent francs. C'était tout ce que je possédais, mais je risquais tout. En troisième classe, je débarquai dans un hôtel près de Notre-Dame où je payai 1 fr. 75 pour ma chambre, et tout droit je me dirigeais vers la rue du Helder où logeait Rubinstein. Le grand homme me reçut cordialement et me retint à déjeuner, mais, première effroyable désillusion, il me déclara être dans l'impossibilité de me procurer une place pour le concert. C'était son agent, M. Wolf, de Berlin, qui avait tout en main et qui s'occupait du concert et des places. Les concerts qu'il donnait en ce moment avaient un but charitable. Je me précipitai chez Wolf qui, lorsque je lui fis part de ma demande, me rit au nez. « Monsieur, déclara-t-il, depuis six mois, il n'y a « pas une seule place libre pour les concerts de Rubinstein. — « Mais je suis venu de Strasbourg exprès. — De Strasbourg ? « On viendrait de Pékin pour entendre Rubinstein. Vous ne « nous impressionnez pas avec Strasbourg. » Je compris qu'il fallait payer et je n'avais pas de quoi. Bref tous les arguments sont restés inutiles. La seule chose qui me restait à faire était de reprendre le train le soir-même... et je suis reparti pour rejoindre M. Stockhausen, le conservatoire et Strasbourg... et sans avoir entendu Rubinstein. »

Je m'étais aperçu que Paderewski était ému. Je l'étais comme lui. Nous approchions déjà de la gare. Paderewski ajouta :

— Il y a tout de même un épilogue à ce dramatique récit

et le voici. Quatre ans se sont écoulés. Changement de décor, de circonstances, de la vie elle-même. Rubinstein est mort. Je ne suis plus à Strasbourg, je ne suis même plus à Vienne, bien que de temps en temps j'y retourne pour voir Leschetitzky ; je suis un peu partout. Je jouais une semaine à Londres ; j'étais hier à Paris, demain je vais partir pour les Etats-Unis, et aujourd'hui ? Ce jour-là, je suis à Berlin. C'est la première fois que j'y jouais. C'est la répétition générale avec orchestre, mon concerto et des morceaux seuls. J'obtins un succès comme jamais un Polonais n'en aura connu dans cette ville.

« A l'entracte, la porte du salon des artistes s'entrouvre et qui vois-je apparaître ? M. Wolf, l'agent des concerts de Rubinstein, qui vient en personne pour me dire que, aussi bien lui que son agence, se mettront pour l'avenir à ma disposition. « Merci, M. Wolf, mais j'ai mon agent, M. Mayer, l'Anglais que voici. »

Nous étions à la gare. Paderewski, en apercevant mon train qui arrivait, eut encore le temps d'ajouter :

— En me souvenant de cet épisode dramatique de mes débuts, je n'ai jamais refusé une place à mes concerts à un musicien qui me la demandait.

Et comme parole d'adieu, il ajouta :

— Faites comme moi.

— Je vous le promets, lui répondis-je au moment où le train se mettait en marche.

AUGUSTE DE RADWAN.

A TRAVERS LA PRESSE

BERLIN ET WASHINGTON

Le bruit a couru que des négociations entre Occidentaux et Soviétiques avaient été entreprises en vue de lever le blocus de Berlin. Le général Clay, au cours de sa dernière conférence de presse, a déclaré que rien ne permettait de croire qu'un accord fût proche. L'envoyé spécial du Monde *à Berlin, M. Georges Blun, assure que les Russes sont enclins à souhaiter la fin du conflit :*

Les raisons qui inspirent leurs réflexions sont à la fois politiques et économiques. La persistance de l'état de choses actuel serait, en effet, pleine d'aléas et risquerait, un jour ou l'autre, de susciter des problèmes qui ne s'arrêteraient pas nécessairement aux confins de la capitale allemande. D'autre part les Soviétiques, en face des décisions arrêtées par les alliés au sujet de l'Allemagne occidentale, ne peuvent pas rester entièrement inactifs. Ils sont hypnotisés par la Ruhr et voudraient prendre part à son contrôle au même titre que les autres participants. Il serait plus que surprenant qu'ils y parvinssent, l'opposition anglo-saxonne étant à cet égard plus complète que jamais. Ils peuvent aussi répondre à la création d'un Etat ouest-allemand en proclamant de leur côté une république de l'Allemagne orientale.

Cette question a été évoquée par M. Robert Schuman à son retour de Washington. Le ministre des Affaires étrangères a dit aux journalistes réunis pour l'entendre au Quai d'Orsay que, jusqu'à présent, aucune proposition précise n'avait été faite par les Soviets à ce sujet :

Cette levée, a-t-il ajouté, reste cependant la condition *sine qua non* de toute possibilité de nouvelles conversations entre les « Quatre ».

Toutefois, même après la levée du blocus, les accords de Londres subsisteront. Ils pourront être adaptés ultérieurement, si les « Quatre » arrivent à un accord à ce sujet.

Combat *assure, comme il est vraisemblable, que des contacts ont été pris néanmoins et il fait état, à ce sujet, de paroles assez précises du ministre :*

M. Robert Schuman — il est permis de penser à tout — avait peut-être une bonne raison de dissiper les nuages que certains accumulent en dépit de l'évidence et comme s'ils se sentaient en faute, sur les récentes prises de contact entre le délégué soviétique, M. Jacob Malik, et les Occidentaux à Lake Success, au siège des Nations Unies.

En tout cas, au cours de la conférence de presse qu'il a tenue au Quai d'Orsay à l'occasion de son retour des U. S. A., le ministre des Affaires étrangères a reconnu que des conversations officieuses, en vue de mettre fin au blocus de Berlin, avaient eu lieu. Comment et sous quelle forme ? Par personnes interposées, a répondu M. Robert Schuman et, devant l'insistance des journalistes, il a ajouté : « Il y a aussi des couloirs à Lake Success et, naturellement on s'y rencontre. »

Les pourparlers n'en sont donc pas encore au stade officiel mais ils suivent leur cours. Le ministre a ajouté, écrit le représentant de Combat, *qu'au cas où une conférence quadripartite se réunirait prochainement, la création du gouvernement de l'Allemagne occidentale ne subirait aucun retard. En outre un accord demeure possible entre les quatre puissances sur l'avenir de l'Allemagne en général :*

Ce qui, dans la pensée de M. Schuman — du moins l'interprétons-nous ainsi — arrangerait bien des choses. Au surplus, le porte-parole du Quai d'Orsay n'a pas caché qu'une négociation approfondie exigerait de part et d'autre des concessions mutuelles : à la levée du blocus de Berlin par les Russes devrait correspondre la levée du contre-blocus par les Américains. Mais la levée du blocus de Berlin doit précéder toute rencontre possible des Quatre.

« Je ne peux pas, a conclu M. Robert Schuman, lever les mesures prises par les Russes, et si les conversations à quatre ont été interrompues, il y a deux ans, ce n'est pas la France qui en est responsable. Quoi qu'il en soit, seul un accord entre les Quatre — je tiens à le répéter — pourrait remettre en question les accords de Washington sur le statut de l'Allemagne occidentale. »

Au sujet de l'Allemagne occidentale, écrit M. Jean Knecht, dans l'Epoque, *M. Schuman s'est refusé à prendre au tragique les récentes déclarations aux termes desquelles le docteur Karl Schumacher, chef de la social-démocratie s'est élevé contre le contrôle allié :*

Pour sa part, le gouvernement français pense qu'en dépit de l'attitude prise par les sociaux-démocrates allemands une solution demeure toujours possible à Bonn. Les dissensions entre les Allemands apparaissent d'ailleurs comme plus fortes qu'entre les Alliés et les Allemands.

M. Robert Schuman a ensuite insisté sur le caractère transactionnel de la plupart des résultats obtenus à Washington par M. Acheson, M. Bevin et lui-même, résultats qui dénotent un réel esprit de compréhension entre Alliés. C'est ainsi que dans l'établissement de la trizone prévu pour cette année, les trois gouvernements sont tombés d'accord pour instituer les modalités du tripartisme à l'échelon des laender. Les décisions ne seront pas prises à l'unanimité des chefs alliés, comme le souhaitait la France, mais par le représentant de la puissance occupant le land, ceux des deux autres puissances alliées n'ayant qu'une voix consultative.

Un autre exemple de compromis a été donné par l'accord sur les démantèlements d'usines. Selon le ministre des Affaires étrangères, il est exact que 150 des 167 usines qui étaient condamnées échappent au démantèlement mais celles qui disparaîtront sont les plus importantes et comptent pour les deux tiers de la production.

Traitant du Pacte Atlantique, le ministre, relate le Figaro, *a spécifié que son exécution est soumise à la ratification du texte par les Parlements des sept puissances qui sont à l'origine du projet. Le gouvernement en déposera le contenu sur le bureau de l'Assemblée nationale dès la rentrée de celle-ci, le 17 mai prochain ;*

La période préparatoire de la mise en vigueur du Pacte ne saurait durer moins de deux ou trois mois. Pendant cette période, aucune nouvelle adhésion au Pacte ne peut être envisagée, en général, et en ce qui concerne l'Allemagne, en particulier, il n'en est nullement question. Pour faire partie du Pacte Atlantique, il faut être armé. Or l'Allemagne ne l'est point et ne le sera pas.

Des négociations privées au sujet des armements des puissances intéressées se poursuivent, mais elles n'engagent personne, ni les gouvernements ni les autorités militaires.

LA VIE DERRIÈRE LE RIDEAU DE FER

A propos du quatrième anniversaire de l'entrée des troupes soviétiques à Budapest, un correspondant du Journal de Genève *en Hongrie trace un tableau de l'existence dans la capitale et expose le sort des travailleurs :*

Le dynamisme du tempérament hongrois semble avoir fait place à une indifférence, une lassitude rampante devant la force. L'élargissement considérable des bureaux de la police politique sur Andrassy Ut, explique pourquoi certaines personnes circulent encore en des limousines américaines, fréquentent les restaurants de luxe ou se permettent d'habiter des hôtels qui coûtent le double de ceux de la Suisse. Sauf ces quelques exceptions, la vie quotidienne est noyée dans une grise monotonie.

L'ouvrier commence sa journée en trouvant l'organe du parti unique sur sa place de travail. Le régime exige que ses sujets soient parfaitement orientés sur la presse gouvernementale, alors qu'ils subissent le soir, après la fermeture de l'usine, l'interrogatoire politique dans les séminaires. Ne pas assister à ces cours, s'en désintéresser ou répondre mal, entraîne des désagréments fâcheux, comme aussi d'écrire sur son livret des numéros téléphoniques ou exhiber ce document en mauvais état, déchiré et sali. Dans des cas pareils, on sera expulsé du parti et « hors parti » signifie en même temps « hors la loi », ce que l'on interprète, selon l'habitude locale, comme « ennemi du peuple », « réactionnaire » ou « koulak » !

L'enseignement du soir déplaît surtout aux femmes qui, après le travail, préféreraient rentrer auprès de leur famille et s'occuper du ménage. Mais les commissaires du parti pénètrent jusque dans la cuisine, où ils reprochent véhémentement à celles qui épluchent des pommes de terre de ne pas se consacrer à l'étude des problèmes marxistes.

La classe laborieuse a cependant d'autres peines encore. Le syndicat déduit du salaire non seulement les subsides que le gouvernement hongrois prétend verser aux rebelles grecs (un administrateur de ces fonds détourna deux millions de forints et quitta le pays) mais il déduit aussi le prix des billets de cinéma pour remplir les salles qui resteraient autrement vides, vu la surabondance de projections russes. Une révision récente des normes de travail signifie que les ouvriers doivent travailler beaucoup plus, ce qui entraîne en certains cas une baisse de 40 % des salaires.

Beaucoup de ménagères se demandent quels sont les avantages de la démocratie populaire, alors qu'un pays agraire comme la Hongrie n'est pas capable, après quatre années de paix, de fournir à ses consommateurs viande et graisse, sans les obliger de faire la queue, comme ce fut le cas pendant la foire de Budapest en mars dernier. On leur répond que ces produits seront exportés pour des devises : cela ne remplit pas les pots et le mécontentement gronde en cachette.

Un sévère réseau de fils de fer barbelés a été tendu le long de la frontière autrichienne. Les jeunes gens veulent quitter leur pays. Beaucoup craignent d'être appelés sous les armes, hypothèse que rend vraisemblable la campagne de propagande entreprise par le gouvernement. Les employés tremblent de perdre leur place, les chômeurs risquent de mourir de faim et les rentiers n'ont plus de quoi assurer la subsistance de leurs dernières années :

Comme à l'époque nazie, les gens s'accrochent à la radio pour écouter en sourdine les nouvelles occidentales. En sourdine parce que telle audition entraînerait un point noir sur les cartothèques rouges, bien que les émissions étrangères ne soient pas interdites par la loi. En sourdine parce qu'il est dangereux de lire un journal occidental, et aussi parce que ces organes coûtent trop cher en Hongrie. Le désespoir est tel que l'on rencontre l'idée et le désir de la guerre comme une chose naturelle, inévitable.

Cette psychose a fait aussi baisser le prix des propriétés immobilières, des objets d'art et d'autres valeurs. Une seule chose est en hausse à Budapest : la possibilité de quitter le pays. Le dernier prix d'un passeport hongrois fut de 350.000 forints, mais on n'en délivre plus. Les passages clandestins vers l'Autriche ont cessé ; ceux à travers la Tchécoslovaquie diminuent et les organes de Tito refoulent les réfugiés « correctement » sans les remettre aux gardes hongroises. La Hongrie se transforme en un camp de concentration, où l'on considère les étrangers, libres de leurs mouvements, comme des êtres à part.

Lorsqu'il parla avec fougue à la conférence des Nations Unies, de la liberté d'information à Genève, le secrétaire d'Etat, M. Boldizsar, aurait pu expliquer pourquoi son gouvernement refuse obstinément des visas aux journalistes, et pourquoi les gardes frontaliers hongrois sont particulièrement intéressés à découvrir des lettres dans le bagage des quelques voyageurs qui passent la frontière magyare.

En Yougoslavie, M. J.-J. Servan-Schreiber, envoyé spécial de la Gazette de Lausanne, *analyse ce qu'il appelle le mirage soviétique, étrange hallucination qui, pour un certain nombre d'Occidentaux, fait surgir à l'est de l'Europe, un pays de rêve, une civilisation nouvelle aux réalisations fabuleuses :*

Mais le mirage est à portée de la main. Plus exactement derrière Trieste. Il suffit d'y aller. Et qui pourrait dire au retour, qu'il a trouvé là-bas la grandeur ou la puissance ? Là-bas où éclate la faiblesse de l'Union soviétique qui ne peut ni faire vivre ses alliées, ni supprimer ses ennemis. Là-bas dans le pays du national-communisme et dans ceux du stalinisme, où l'homme enchaîné, avec des moyens rudimentaires, construit sans répit une œuvre sans fin. Là-bas c'est un autre siècle, mais plusieurs fois en retard.

Chacun de nous cependant participe à un certain degré, de cette extraordinaire mystification. Qui ne reporte toujours un peu de son admiration, pour l'effort discipliné d'un peuple et les résultats de cet effort, vers une certaine estime pour la doctrine ? Les victoires des divisions allemandes avaient bien réussi, elles, à entourer d'une sorte de respect la mystique nazie.

Et M. J.-J. Servan-Schreiber raconte que, dans le train de retour, il exprimait à un Américain de Los Angeles son admiration pour les progrès d'une ville comme Belgrade, passée en trois ans de 280.000 *habitants à* 400.000 *:*

« Rien d'extraordinaire là-dedans, répliqua-t-il. Prenez ma ville Los-Angeles. Elle avait seulement un million et demi d'habitants au début de la guerre. Elle en avait déjà plus de quatre millions quand je l'ai quittée, il y a deux ans ». Prodigieuse prospérité des Etats-Unis ! C'est d'elle qu'est venu l'UNRRA dont je viens de voir la Yougoslavie vivre encore aujourd'hui. C'est elle qui est à Trieste, éblouissante, au seuil du monde pauvre.

Voilà la grande menace pour le communisme mondial : devenir stupide, n'avoir plus de sens. Le communisme c'est l'organisation de la pénurie. Ses victoires sont mesurées en pourcentages de production, ses souffrances imposées au nom de la rareté, son but éternellement lointain : la richesse matérielle.

Alors on arrive à ceci : la Bulgarie, par exemple, refuse l'aide Marshall, sous des prétextes jamais d'ailleurs très bien précisés. Elle refuse les tracteurs, les camions, l'essence, et les machines ; puis elle met le peuple aux travaux forcés, douze heures par jours, six jours par semaine pour de longues années, pour qu'il gagne, dans la discipline, l'ordre et la hiérarchie conformes à la doctrine, ce qu'on vient d'avoir l'impudence de lui offrir. Un communiste sans pénurie c'est un adjudant sans caserne.

Au nom de quoi proposerait-on en Occident que cette solution par l'absurde vienne résoudre les problèmes sociaux et moraux de la vie en société ? Elle ne les résout pas, elle les supprime.

RÉFLEXIONS SUR NOTRE SITUATION PRÉSENTE

Le Bulletin Hebdomadaire de France-Documents *fait le point à ce sujet. L'auteur de l'article constate qu'aucun des problèmes évoqués l'an passé n'a été résolu. On recommence à parler « d'échéances difficiles, de difficultés financières ». Les industries d'Etat demeurent aussi coûteuses. La gabegie de la Sécurité Sociale continue. Il faudra, une fois de plus, en venir là-dessus, à quelque plan de réformes aussi illusoire que les précédents car ses auteurs, sous le couvert d'améliorations fallacieuses, n'auront souci que de prolonger une situation où ils trouvent des avantages :*

Ces choses ne dureront pas éternellement, mais elles se payeront très cher. Comme il faudra bien que la colère des contribuables, des producteurs et des épargnants se passe sur quelqu'un, l'avenir des radicaux nous semble, sauf rétablissement rapide, singulièrement compromis.

Comment s'expliquait leur résurrection? Par la croyance généralement répandue dans le public moyen qu'ils incarnaient à la fois un libéralisme sincère, une certaine expérience politique et le sens de l'Etat. Mais si M. Queuille s'obstine à couvrir de son nom une politique qui n'est ni la sienne ni celle de son parti, le préjugé favorable finira par trouver étrange le retour périodique de cette crise financière, sans cesse conjurée et sans cesse renaissante. Elle finira par en pénétrer les causes, et comme les radicaux, portés à la présidence du gouvernement, n'auront point agi sur ces causes, elle concluera nécessairement que le radicalisme fait passer les bénéfices du pouvoir avant la cohérence doctrinale et le respect des principes.

Un parlementaire expérimenté comme le président du Conseil pourrait-il croire une seule minute que l'Etat s'est renforcé en se gonflant ? Il sait fort bien qu'en étendant démesurément ses attributions il a multiplié par mille les risques et les dangers, sans accroître d'un pouce son autorité. Bien au contraire. Sans doute, dispose-t-il de quelques centaines de grosses prébendes qui lui échappaient jadis. Mais de quel poids pèsent ces prébendes au regard des charges qu'il a assumées du même coup ?

Allons plus loin. L'Etat s'est donné à lui-même trop d'occasions de mal faire. Les lois sur l'épuration ont remis au ministère public, c'est-à-dire au Garde des sceaux, le pouvoir de clore les instructions et de classer les dossiers, pouvoir normalement réservé au magistrat instructeur. Il est possible que certains politiciens aient flairé avec joie ce surcroît d'influence. Peut-on dire que M. Marie ait eu, en fin de compte, beaucoup à se louer de ces dispositions ? Un Etat sage ne met pas ses chefs en position de mal user de leurs attributions extraordinaires. Si la femme de César ne doit pas être soupçonnée, le meilleur moyen d'écarter les soupçons est d'écarter d'abord les galants. L'Etat de 1949 a trop d'affaires ; il se mêle de trop de choses ; il manie trop d'intérêts ; il brasse trop de milliards occultes ou semi-occultes ; il a trop de tentations. Que n'a-t-il, pour lui-même, la prudence de renoncer à ces surplus qui, un jour ou l'autre, l'étoufferont !

Le pays, par deux fois, lors des deux dernières consultations, a manifesté sa volonté libérale et son irritation d'avoir été trompé. Cette volonté est méconnue. Elle s'aigrira dans la mesure même où l'on affecte d'en faire fi. Les vacances pascales sont propices aux réflexions. Nous soumettons celles-là aux intéressés.

MENUS-PROPOS

AVRIL A PARIS

Paris, en cette fin d'avril reprend peu à peu sa physionomie habituelle qu'il avait perdue au moment des vacances de Pâques. Très nombreux, les habitants de notre capitale s'en allèrent à cette occasion, par le train, l'auto ou l'avion ; à la campagne, à la mer ou à la montagne. Pendant ce temps des autocars venant, les uns de nos provinces, les autres de Belgique voire de Hollande, déversèrent à travers Paris un nombre important de visiteurs ; sans compter tous les étrangers qui, sitôt atterris, de nos aérodromes mettaient le cap sur Paris.

Actuellement le Parisien a retrouvé avec satisfaction ses habitudes, son train-train journalier. Après le repos, à nouveau le travail et tout est bien ainsi.

***

Près des rives verdoyantes de la Seine, en l'Hôtel de la Monnaie, on peut voir actuellement une fort belle et fort curieuse *Exposition-concours de Numismatique*, organisée par le Cabinet des Médailles, la Société française de Numismatique, et le Musée monétaire. Cette exposition est due à l'initiative de M. L. Vallon, directeur des Monnaies. M. Julien Cain, directeur des Bibliothèques de France lui accorda son patronage. MM. Lapassade et Jean Lafaurie en assurèrent la réalisation.

Au moment où la monnaie-papier règne en maîtresse à peu près sur tout l'univers ; au moment où notre système monétaire est si ébranlé ; où notre petit sou national n'est déjà plus qu'un souvenir, cette exposition est d'un grand intérêt.

Parmi mille choses passionnantes, nous avons pu contempler grâce à MM. Marcel Braille et Jean Forein toute une collection de balances monétaires, et M. Jean Forein nous apprend que les plus anciens poids monétaires connus proviennent d'Asie Mineure. Dans une vitrine nous voyons les différentes phases de la réalisation d'une médaille, depuis le modèle que l'artiste exécute en plâtre. Nous voyons la cire originale. Les poinçons obtenus par réduction. Puis par enfonçages successifs du poinçon, en acier trempé, dans un bloc d'acier recuit, on obtient le coin, instrument en creux qui permet la frappe. On nous montre le flan, uni et vierge, sur lequel sera frappée la médaille, au balancier d'une puissance de 600 tonnes et en six passes successives. Entre chaque passe le flan est recuit.

Pour notre divertissement nous nous arrêtons devant quelques médailles modernes, nous y voyons tour à tour Victor Hugo, Maurice Ravel, Georges Goyau, et aussi le Général de Castelnau. Nous voyons des jetons d'alliance, jetons de mariage, d'unions royales. A côté un très grand nombre de médailles portant des noms de pèlerinages réputés : Pèlerinage de Saint-Fiacre du Diocèse de Meaux avec sa plaque originale du XVe siècle ; Notre-Dame de France, diocèse du Puy ; Notre-Dame de Liesse, diocèse de Soissons ; Sainte-Anne d'Auray du diocèse de Vannes.

En numismatique le cheval tient une grande place et cela depuis la haute antiquité. Nous pouvons le voir depuis les origines jusqu'à la fin du Moyen âge depuis : Pégase,

statère d'argent de Corinthe, début du VIe siècle avant J.-C., Pégase, didrachme de Syracuse, milieu du IVe siècle avant J.-C., jusqu'aux imitations gauloises du statère d'or de Philippe de Macédoine. Dans la salle Duvivier nous retrouverons le cheval, tenant toujours une place prépondérante, dans la numismatique gauloise. M. Adrien Blanchet précise que, soit qu'il fasse partie de l'attelage d'un char, soit seul, soit monté, on retrouve le cheval au revers de plus de 75 pour 100 des pièces gauloises.

Après le cheval, la coiffure féminine est très répandue, aussi bien dans les monnaies antiques que dans la médaille allant de la Renaissance au Second Empire. M. Andlo en donne la raison : « Se coiffer était, dans l'antiquité, l'une des principales occupations des femmes. » Et Mlle Josèphe Jacquiot explique que: « la coiffure féminine n'est pas seulement l'expression d'une fantaisie passagère de la coquetterie, mais bien la caractéristique d'un peuple, le symbole d'une époque, et même le reflet des événements politiques, économiques et sociaux d'un pays. » Aussi avons-nous vu dans une vitrine, avec reproduction en couleurs, la coiffure féminine depuis les véritables antiques comme la *Sumérienne*, IIIe millénaire avant J.-C. ; l'*Assyrienne*, époque de Sargon II, 710 avant J.-C., en passant par l'époque *Claudienne*, milieu du premier siècle, jusqu'aux coiffures imitées de l'antique vers 1806. Nous retrouverons un peu plus loin encore la coiffure et nous verrons : Louise de Valois et Marie Stuart toutes deux coiffées à la veuve ; Anne d'Autriche avec coiffure bouclée et relevée, Marie-Antoinette coiffée à l'engageante ; Charlotte Corday avec le bonnet ; Princesse de Lamballe avec coiffure au catogan ; Mlle Mars coiffée à la Neuville.

On peut voir dans une vitrine la fausse monnaie légale et illégale de Rome, quelques pièces, production des faux monnayeurs fonctionnaires des Monnaies ; ainsi que la production des faux monnayeurs privés. Mais on voit aussi les monnaies de l'Empire romain sur lesquelles apparaissent le symbole de Rome : la louve ; le grand capitaine : Jules César. Il y a également les usurpateurs : Macrin et Maximin ; un grand penseur : Marc-Aurèle ; et si l'on nous présente les monstres : Vitellius, Domitien, Commode, Caracalla, nous voyons également les dieux et les rites : Neptune, Jupiter, Mars ; et aussi les femmes vertueuses : Livie, Julia Pia, Orbiane, Hélène (Sainte Hélène).

Combien est intéressante la vitrine réservée aux monnaies grecques archaïques : monnaies primitives en électron, en or, et en argent; monnaies d'Asie Mineure, des Cyclades, de la Grèce septentrionale, de Sicile et de la Grande Grèce.

Salle Warin, on peut contempler à loisir un grand nombre de monnaies des Croisades. « Ces monnaies, raconte M. le docteur Henry Longuet, dans leur très grande majorité sont inspirées des monnaies contemporaines de Vieille France. Et si toutes les nations de l'Europe occidentale fournirent des contingents aux masses armées qu'un élan de prodigieux enthousiasme lança à la délivrance des lieux saints, entre les dernières années du XIe siècle et le dernier quart du XIIIe siècle, ce fut la France qui imprima sa marque à la Société nouvelle qui s'organisa en Terre Sainte, après la conquête ». Et tout à côté de cette vitrine où la France imposait sa suprématie, on jette un regard presque dédaigneux sur les assignats et autres papiers-monnaie, dont Ramel qui fut ministre des Finances du Directoire a dit : « Les assignats ont amené la destruction des ordres et des privilèges. Ils ont fait la Révolution. » Plus près de nous M. Jean Lafaurie nous confie que : « L'assignat a été un procédé de gouvernement et qu'il a été employé au maximum. Son rôle terminé, un trait de plume le barra de la liste des accessoires inutiles ».

Nous avons encore vu un nombre considérable de pièces et de médailles nous montrant les portraits de ceux qui tinrent le pouvoir : portraits de Henri IV, de Louis XIV, de Napoléon. Portraits nous venant du Cabinet des médailles de Belgique, comte et comtesse de Horn 1565, et Guillaume de Juliers 1566

tous trois en bronze ; Viglius 1556, Granvelle 1560, Marguerite de Parme 1567, ces derniers sur argent.

Enfin nous ne pouvons terminer cet exposé sans faire une mention spéciale de la salle Duvivier. Chaque vitrine ne renfermait qu'une seule pièce, un verre grossissant permettait de la voir notablement agrandie, et au-dessus de chaque vitrine se trouvait une photographie de la médaille, qui nous la montrait cinquante fois plus développée. Nous pensons que nous devons cette heureuse initiative à M. L. Vallon. C'est ainsi que nous avons examiné très commodément un statère de Lucanie du IVe siècle, un autre de Cilicie de la même époque, un troisième de Macédoine du Ve siècle ; un drachme de Cappadoce du IIe siècle ; et du IIe siècle également un tétradrachme de Tyr et un autre de Milet.

Monnaie sonnante, monnaie trébuchante, dépensée avec joie par le prodigue, sagement mise de côté par l'économe, enfouie avec fièvre par l'avaricieux, où vous cachez-vous ? Monnaie de bronze ou d'argent sortie avec empressement de l'escarcelle par de belles mains généreuses, monnaie d'or puissance des gouvernements, que devenez-vous ? Dans les temps futurs ne serez-vous que mythe et légende ? Non, car il suffit pour nous en convaincre de s'en remettre à la compétence de M. Jean Babelon qui nous assure que : « l'histoire politique ou économique, anecdotique ou plus purement scientifique, l'histoire de l'art ou des mœurs, ne connaît guère de plus sûr auxiliaire que la numismatique. » Et pour renforcer cette assurance fions-nous à cette autre lumière, M. Adrien Blanchet, qui nous dit : « Malgré quelques esprits, qui ont trouvé plus commode de nier l'importance de l'Histoire que de comprendre l'enseignement des siècles passés, on s'apercevra que, si l'on écarte cette connaissance, nous ne pouvons examiner les faits qui se succèdent et qui, trop souvent, nous accablent. Nous sommes, aujourd'hui ce que l'Histoire nous a faits. Et la Numismatique ou Science des monnaies anciennes est un des fondements les plus solides de l'Histoire, car elle nous révèle entre autres faits l'existence de meneurs d'hommes et de dynasties ; et ceux qui connaissent les aventures de la Banque de Law comprennent mieux les accidents contemporains que nous cherchons à éviter. »

***

L'exposition de la galerie Charpentier fait connaître les aspects variés du talent si personnel de Van Dongen. On y trouve à la fois des paysages, des œuvres d'imagination et des portraits. Comme le dit si bien M. André Siegfried dans la préface qu'il a écrite pour le catalogue, Van Dongen, quelque sujet qu'il traite, est toujours et avant tout un peintre, il est même « le peintre ». Ce qui le divertit et l'enchante, c'est la couleur, l'harmonie ou le contraste des couleurs, les effets de lumière. Ainsi nous en jugeons d'après les trois toiles de Deauville : *Ombrelles*, *Jeux de plage*, *le Grand Mât* ; devant celle de l'*Impasse Girardon* où, derrière une palissade, un bout de façade de maison apparaît encadrée de chaque côté d'un arbre qui pointe haut vers le ciel ; puis en regardant le tableautin, *Place Pigalle-Halle aux vins*, où le vieil omnibus vert foncé, au premier plan, est sagement arrêté pendant le relais. Quant aux dons de portraitiste de Van Dongen, ils sont célèbres. Il y a dans les portraits qui nous sont présentés une acuité pénétrante qui nous semble parfois sans illusion, et même un peu sarcastique, mais qui reste de bonne humeur. « Le peintre » se plait à peindre ses modèles tels qu'il les voit, sans intention satirique, mais avec une évidente fantaisie libre et amusée. Parmi ceux-ci on a retrouvé sans peine l'image d'Anatole France en vieillard perspicace et désabusé. Et parfois on se demande en voyant les œuvres de Van Dongen s'il n'est pas inspiré par les deux conseillères que recommandait précisément Anatole France : l'ironie et la pitié.

***

Nous n'avons pas quitté la galerie Charpentier sans monter au premier étage où étaient exposées les

œuvres de Valdo Barbey. Il y a une savante technique dans tout ce que fait Valdo Barbey, une connaissance approfondie du métier. C'est ce qu'on remarque par exemple en regardant : *Après-midi d'été au jardin des Tuileries, Miroir d'eau du parc de Vaux-le-Vicomte, le petit square du Louvre.*

Cet ensemble de paysages évoquant les squares de Paris et les châteaux de l'Ile de France fait dire à M. Dunoyer de Segonzac que « le talent de Valdo Barbey, très sincère et très distingué, grandit tous les jours ».

***

Balzac ira-t-il au Panthéon ? Le conseil municipal de Paris a émis un vœu pour que l'illustre auteur de la *Comédie humaine* aille y rejoindre un certain nombre d'hommes célèbres. Ce projet est accueilli par des sentiments divers, que M. André Billy a fort bien exposés dans une chronique impartiale. Le Panthéon a connu au cours de son existence des fortunes variées. L'idée première en revient à Louis XV. Il a été ensuite l'église Sainte Geneviève, patronne de Paris, dont plus tard Puvis de Chavannes a retracé l'histoire en des peintures fameuses. Tantôt désaffecté, tantôt rendu au culte pendant le XIXe siècle; le Panthéon est devenu, selon la devise inscrite à sa façade, l'édifice consacré aux grands hommes par la patrie reconnaissante. Mais l'appréciation de ce qui fait les grands hommes dépend parfois des courants d'opinion, et de la politique. De là, la controverse sur l'opportunité d'y mettre Balzac qui a été le plus grand romancier de France, et l'un des plus grands de la littérature universelle, mais qui a écrit, comme il l'a dit lui-même, à la lueur de deux flambeaux : la Monarchie et l'Eglise.

IL Y A CENT ANS

La dernière quinzaine d'avril a été dominée par le souci des élections qui doivent avoir lieu le 13 mai. Réunions, banquets, manifestes divers, candidatures ont occupé les journaux et l'opinion. La diversité apparente est considérable : en réalité il y a deux tendances principales, celle de la Montagne qui rêve toujours de poursuivre la Révolution du 24 février, celle des partisans de l'ordre et des modérés qui songent à réparer le plus vite possible les dégâts causés par la période révolutionnaire. L'Assemblée voudrait bien prolonger son existence : mais l'échéance inévitable est fixée par les élections prochaines.

Le public s'est beaucoup intéressé au rapport de M. Ducos sur les comptes du gouvernement provisoire. Ce document officiel, établi avec précision, montre avec quelle légèreté et quel sans gêne le gouvernement qui s'est emparé du pouvoir le 24 février a traité les fonds publics. Tournées des commissaires, convois spéciaux de chemin de fer, plantations d'arbres de la liberté, achats de brassards « pour provoquer l'enthousiasme en faveur de la République », repas, voitures, musique, multiples commissions qui font double emploi ou se surveillent les unes les autres, rien ne manque au gaspillage.

La note comique est fournie par l'histoire d'un Inspecteur général de la République qui est accompagné d'un secrétaire et d'un domestique et qui circule à grands frais pendant cinquante trois jours dans douze départements. Dans tous ces déplacements, l'Inspecteur général si magnifique est suivi à quelques heures près par un huissier inexorable qui dépose saisies et oppositions afin d'obtenir le paiement des dettes du dit inspecteur. La course se poursuit de ville en ville jusqu'au ministère de l'Intérieur où l'inspecteur général a soin d'arriver avant l'huissier et se hâte de se faire donner l'ordonnancement des sommes dues pour sa mission. Le rapport de M. Ducos est une instructive page d'histoire.

***

Pour préparer le succès des partis avancés, M. Ledru-Rollin parcourt

la France, donne des réunions et prononce des discours. Son passage à Châteauroux a été marqué par un incident qui a répandu beaucoup de gaieté. Il a été conduit au banquet par douze jeunes filles vêtues de blanc, et cette mise en scène si touchante, patriotique et virginale a paru anachronique et ridicule.

***

La famille de Louis-Philippe a quitté Claremont pour Saint-Léonard-sur-Mer. Les autorités anglaises se sont montrées pleines d'égard et la population a accueilli dignement les hôtes qui venaient séjourner parmi elle.

***

Au Théâtre Français la représentation de « La Camaraderie » a été un instant troublée par une avalanche de brochures tombant de la deuxième galerie. Ces brochures socialistes et phalanstériennes étaient signées par Jean Journet, disciple de Fourier. Le distributeur, qui s'obstinait à vouloir parler au public, a été expulsé.

***

Les journaux annoncent que Moessard, le bon, le fidèle, l'honnête comédien, honneur de l'art dramatique, est dans la misère et fait appel à ses amis. Moessard a été toute sa vie généreux et bienfaisant ; l'Académie française lui a donné un prix de vertu. Il est dans l'infortune et demande qu'on lui vienne en aide. Victor Hugo a répondu tout de suite par cette lettre : « Mon cher Moessard, la sympathie publique ne fera pas défaut à votre honorable vieillesse : vous avez fait voir à ceux même que les préjugés aveuglaient, combien de vertus respectables peuvent s'allier à ce bel art du Comédien. Permettez-moi d'inscrire mon nom parmi les noms de vos amis. Je vous envoie mon humble offrande : ce n'est qu'une manière de vous serrer les mains. »

***

Le premier numéro du *Conseiller du Peuple*, par M. de Lamartine, a eu beaucoup de succès. On s'abonne, 85, rue de Richelieu, pour six francs par an.

***

L'italie est toujours dans un état anarchique : l'esprit démagogique y a chassé le libéralisme. Le Piémont, malgré la défaite de Novare, reste un élément solide. A Florence, s'est accomplie une restauration libérale. Mais Livourne est en désordre, et Rome est toujours dans une situation malheureuse. L'intervention de la France libérale contrebalance les tentatives despotiques de l'Autriche. Le général Oudinot qui a débarqué avec ses troupes a été fort bien accueilli à Civita-Vecchia : il n'a pu cependant entrer à Rome.

***

Pour faire l'unité de l'Allemagne, la diète de Francfort a donné la couronne impériale au roi de Prusse. Or le roi de Prusse, qui ne se soucie pas d'être un empereur sans empire, a répondu qu'il n'accepterait qu'après s'être entendu avec les rois, les princes et les villes libres de l'Allemagne qui diraient si la constitution de Francfort convenait à la Confédération germanique. L'Assemblée qui se croyait souveraine, apprend qu'elle ne l'est pas, et que, malgré les mouvements révolutionnaires, la vieille confédération subsiste.



LES LIVRES

PIERO DELLA FRANCESCA, par Jean Alazard ; 1 vol. in-4°, illustré de reproductions en héliogravure ; Edit. d'Histoire et d'Art publiées sous la direction de J. et R. Wittmann. Plon.

Piero della Francesca — M. Jean-Louis Vaudoyer lui consacrait récemment, dans *La Revue*, une brillante étude — est un des grands maîtres de la peinture italienne et son œuvre joue un rôle essentiel dans l'histoire du Quattrocento. Longtemps les critiques ne lui accordèrent pas la place qu'il méritait, mais les travaux des historiens modernes l'ont mieux fait connaître. Le texte de M. Jean Alazard, professeur à l'Université d'Alger et directeur du Musée National, contribue particulièrement à dégager la vraie personnalité d'un artiste « qui revit désormais comme une des plus fortes qu'ait connues l'art européen ». On suppose que Piero della Francesca naquit au début du XVe siècle; quand il commença à apprendre son métier, la tradition de Giotto et des peintres siennois survivait encore, mais d'autres influences se faisaient sentir, celles d'un Masolino da Panicale, d'un Filippo Lippi, d'un Paolo Uccello, d'un Andrea del Castagno. M. Jean Alazard retrace brièvement sa biographie, dont certaines parties restent obscures ; puis il commente les principales œuvres du peintre. Parmi ces œuvres maîtresses figurent les fresques qui décorent l'église San Francesco à Arezzo, et dont la suite constitue la Légende de la Croix. Ce sont des chefs-d'œuvre, telles la *Rencontre de Salomon et de la reine de Saba*, d'un éclat, d'une richesse où se mêle Byzance et l'Orient, et où l'on admire de belles figures de femmes, ou encore la *Victoire d'Héraclius sur Chosroès*, où les étendards flottants au-dessus de la mêlée expriment le tumulte et la violence emportée de la bataille. Piero della Francesca fut en outre un portraitiste de premier ordre. Quelles plus belles effigies que celle de Sigismond Pandolfo Malatesta, celles encore de Battista Sforza, duchesse d'Urbino, et du duc d'Urbino, Frédéric de Montefeltro ! Une trentaine de belles héliogravures accompagnent le texte si pénétrant de M. Jean Alazard. On ne saurait trop louer celui-ci, défenseur à Alger des peintres modernes, d'avoir permis de confronter ce primitif avec des peintres d'aujourd'hui qui passent pour hardis et qui sont pourtant des disciples plus ou moins conscients du maître d'Arezzo.

LA POLICE PARISIENNE SOUS LOUIS XVI, par Hugues de Montbas ; 1 vol. in-16. Hachette.

L'empereur Joseph II, beau-frère de Louis XVI, ayant prié le lieutenant de police, M. de Sartine, de rechercher un dangereux bandit que les autorités impériales croyaient réfugié en France, fut avisé que cet individu se trouvait à Vienne sous tel nom et à telle adresse. On l'y découvrit en effet, et Joseph II en conçut une grande admiration pour la police parisienne. Il demanda aussitôt un rapport sur l'organisation de cette police, afin de s'en inspirer dans ses Etats. Sartine chargea un commissaire du nom de Lemaire de le rédiger. C'est ce rapport qui sert de base au remarquable ouvrage de M. de Montbas, auteur déjà de plusieurs études d'histoire. L'organisation de la police parisienne remonte à Louis XIV quand celui-ci créa la fonction de lieutenant général de police, en 1667, et la confia à La Reynie qui la remplit avec une haute distinction. Ses successeurs, parmi lesquels Argenson, Sartine qui occupa le poste pendant quinze ans, Le Noir, furent à peu près tous des magistrats de mérite, chacun d'eux perfectionnant la police parisienne. « Quand trois personnes causent dans la rue, disait Sartine, il y en a sûrement au moins une à moi. » Ce n'était pas une sinécure que celle de lieutenant de police ; son champ d'action était vaste et ses attributions innombrables. Il devait maintenir l'ordre dans la capitale, faire rechercher et arrêter les voleurs, assassins et autres criminels, veiller à la voirie, à l'hygiène — alors très primitives l'une et l'autre — à l'éclairage des rues, surveiller la circulation, les marchés, la presse, ravitailler Paris, secourir les indigents, etc... Bref c'était à peu près les attributions actuelles du préfet de la Seine, du préfet de Police et de l'Assistance publique. Et pour ces tâches multiples il ne disposait que d'un personnel très réduit : 48 commissaires et 20 inspecteurs, ceux-ci assistés d'« indicateurs », et d'une force armée — la compagnie du Guet et trois compagnies de la Garde de Paris, plus quelques petites unités, en tout 1.400 à 1.500 hommes. En dépit de ces faibles effectifs, jamais la sécurité à Paris ne fut mieux assurée que sous Sartine et son successeur Le Noir. L'étude de chacune des branches de l'activité policière procure à M. de Montbas l'occasion de tracer des tableaux très documentés et souvent piquants de la vie parisienne sous Louis XVI.

LES LIVRES

SAINT VINCENT DE PAUL, par J. Calvet ; 1 vol. in-8 grand écu avec 16 planches hors-texte en héliogravure. Albin Michel.

Un film fameux a fait récemment connaître à la grande masse des spectateurs de cinéma la belle et illustre figure de « Monsieur Vincent » qui dévoua sa vie et son activité à secourir les faibles, les pauvres, les malades, les opprimés. Ce nouveau et excellent livre met particulièrement en lumière, dans la personne de Vincent de Paul, l'apôtre de la charité. Nul au reste, sur ce point, n'a poussé plus loin l'héroïsme et cette ingéniosité tendre que seul l'amour de Dieu et du prochain peut donner. Mais il faut noter que Vincent de Paul, toujours inspiré par la charité, n'a pas limité son action au soulagement des malheureux. Il a joué un rôle de première importance dans l'organisation spirituelle de la France, dans l'orientation du sentiment religieux, et même dans la politique, à une heure difficile où il a peut-être sauvé le pays et la monarchie. Et il ne faut pas oublier que ce saint fut un grand homme. Dans l'ouvrage si attachant de J. Calvet, on apprend à le connaître de près, dans l'intimité de sa vie quotidienne, dans ses gestes, dans la grâce malicieuse de son sourire ; on entend sa parole au cours des entretiens les plus familiers. Dans le portrait tracé de Saint-Vincent de Paul, l'auteur n'a pas oublié une de ses qualités essentielles : la spiritualité. Il en a étudié les sources et marqué l'originalité et l'actualité. C'est une spiritualité de l'action, qui s'harmonise avec notre temps, plus porté vers les réalisations extérieures que vers la vie intérieure.

CONTES OSSIANIQUES, par Roger Chauviré ; 1 vol. in-8. Presses Universitaires de France.

Les Contes, dont un grand nombre sont restés manuscrits, tiennent une place considérable dans la littérature irlandaise. Leur origine remonte à des époques très diverses ; les uns datent du XIe, d'autres des XIVe, XVe, XVIe siècles. Au reste l'inspiration conteuse a longtemps subsisté dans la littérature irlandaise populaire ; elle était encore vivace au XVIIIe siècle et même au début du XIXe, jusqu'à la grande famine de 1847 qui, en stimulant largement l'émigration, a porté un coup fatal au folklore. De quels éléments sont faits ces contes ? Leur inspiration est extrêmement composite. « Antique mythologie celte, écrit M. Roger Chauviré, évangélisation de l'Irlande, habitudes violentes des temps barbares dans l'amour, la chasse ou la guerre, druidisme et magie. tradition savante et classique, chevalerie des romans bretons, échanges mutuels entre l'homme et la bête à la mode des plus anciens contes gaéliques, réalisme qui peut descendre à un cynisme presque cru, invasion constante du monde surnaturel dans le nôtre, atmosphère de conte de fée, un certain humour très simple et naïf », on y trouve tout cela mélangé. M. Roger Chauviré, qui connaît à merveille l'Irlande, a adapté en ce volume plusieurs de ces contes choisis parmi les plus typiques et les plus expressifs.

RECUEIL DE PAGES FRANÇAISES, textes essentiels de notre littérature, publiés sous la direction de Jacques Vier, agrégé des lettres : *XVIe siècle*, par Ch. Guérin ; *XVIIe siècle ; XVIIIe siècle*, par Jacques Vier ; *XIXe siècle*, Tome I, par Pierre Ousset et Jacques Vier ; 4 vol. petit in-8. Ed. des Elites françaises.

Cette série de volumes, qui ont paru sous la signature de M. Jacques Vier, ou à l'élaboration desquels il a présidé, constituent une histoire de la littérature française par les textes. Chaque volume est précédé d'une introduction retraçant à grands traits l'histoire intellectuelle et littéraire du siècle envisagé ; pour chaque auteur choisi une notice retrace la biographie et l'œuvre. L'impression générale produite par ces volumes est excellente ; les morceaux cités sont, dans l'ensemble, judicieusement choisis. On regrettera que la part n'ait pas été faite plus large à certains écrivains illustres, tel Balzac ; mais la difficulté était ici celle à laquelle se heurtent tous les auteurs d'anthologie : grouper en un volume de dimensions acceptables les principaux écrivains d'un siècle. Ces volumes rendront de grands services aux élèves des classes supérieures des lycées, aux étudiants de la nouvelle « année propédeutique » instituée dans les Facultés des Lettres et même à ceux qui préparent les certificats de la licence.

LES LIVRES

LA FORMATION DES ETATS-UNIS (1493-1765), par Léon Lemonnier ; 1 vol. in-8, Coll. « La suite des Temps ». Gallimard.

Dans cet ouvrage, d'une large et sûre documentation, l'auteur retrace l'histoire des colonies britanniques de la côte américaine de l'Atlantique, depuis les tout premiers débuts jusqu'à la fin de la guerre de Sept ans et au traité de Paris. Ces colonies devaient constituer l'embryon de la future et puissante république des Etats-Unis. Les premières tentatives d'établissement sur cette côte remontent au début du XVI[e] siècle, mais c'est seulement sous Jacques I[er] que réussit la colonisation de la Virginie, parce que la culture du tabac s'y étant développée, l'usage de priser et de fumer se répandit en Europe. Dans le même temps les puritains, persécutés en Angleterre, s'établirent eux aussi sur la côte américaine, mais plus au nord, à Plymouth. Ainsi les Etats-Unis devaient avoir une double origine : Virginie au sud, Nouvelle Angleterre au nord. De leur côté, les Hollandais s'étaient fixés à l'embouchure et sur les bords de l'Hudson. Peu à peu les colonies britanniques s'étendirent ; la Nouvelle-Hollande fut absorbée et sa capitale, la Nouvelle-Amsterdam, devint New-York. Dans la seconde moitié du XVII[e] siècle, les colonies s'étendent d'un seul tenant tout le long de la côte. Dans les chapitres qui suivent M. Lemonnier étudie à la fois le développement et l'évolution des diverses régions qui devaient former autant d'Etats et raconte les longues luttes qui, de la guerre de la Ligue d'Augsbourg sous Louis XIV, jusqu'à la fin de la guerre de Sept ans, sous Louis XV, opposèrent les Français d'abord implantés au Canada, mais dont peu à peu les explorations avaient gagné la région des Grands Lacs, la vallée du Mississipi et celle de l'Ohio, et les Anglo-Américains des colonies. Longues luttes qui se terminèrent par la victoire de ces derniers. L'Angleterre avait éliminé d'Amérique son rival français, mais bientôt elle devait retrouver des adversaires chez les colons américains insurgés contre sa domination.

Imprimé en France. — Imprimerie E. PIGELET, 189-191, boulevard Voltaire, PARIS (XI[e])
Dépôt légal n° 345 — 2[e] trimestre 1949 — Editeur n° 1
Le Rédacteur en chef gérant :
L.-J Arrigon

Imprimé en France — Imprimerie E. Pigelet, 189-191, bd Voltaire, Paris (XIe)
Dépôt légal n° 345 - 2e trimestre 1949 - Editeur n° 1

Le Rédacteur en chef gérant :
L.-J. Arrigon